

Bibliothèque Nationale du Québec

3.50

LE CANADA ET LA GUERRE

W.-L. MACKENZIE KING, M.P.
PREMIER MINISTRE DU CANADA

Le Canada et la guerre

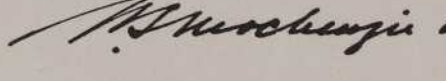
BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

ÉDITIONS BERNARD VALIQUETTE
MONTRÉAL

D
742
C2K55

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

Nous croyons que cette guerre met en péril tout ce que les hommes libres apprécient et honorent de ce côté-ci de la tombe. Le droit de l'homme, riche ou pauvre, d'être traité comme un homme; le droit de l'homme d'adopter les lois qui le régiront; le droit qu'il a de travailler où et à quoi il veut; le droit de la femme à la sérénité et à la sainteté de son foyer; le droit de l'enfant de jouer en toute sécurité sous un ciel serein; le droit du vieillard à la tranquillité de ses vieux jours, le droit de parler à coeur ouvert; le droit de prier à notre façon le Dieu auquel nous croyons.



BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

Ce volume comprend une collection des discours les plus importants qu'a prononcés le Très Hon. W. L. Mackenzie King depuis le début de la guerre. C'est donc, exposé par le Premier Ministre du Canada lui-même, un compte-rendu exact de la part que joue le Canada dans cette guerre.

L'éditeur a tenté de choisir les textes qui, à la lumière de la lutte engagée, formaient un exposé continu de l'effort de guerre du Canada. Pour que le tout s'enchaîne davantage, les extraits sont précédés de notes explicatives. Le texte n'a pas été retouché; pour plus de clarté on a enlevé certaines répétitions et certains passages de moindre intérêt.

Le Canada est entré en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne comme une nation libre et unie. M. Mackenzie King profite de chaque occasion pour souligner cette détermination de la population du Canada décidée à tous les sacrifices jusqu'à la victoire, décidée aussi de rester jusqu'à la fin, libre et unie, alliée de la Grande-Bretagne.

Les éditeurs.

LE CANADA, ALLIÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE

Les forces armées du Reich ont envahi la Pologne le vendredi matin, premier septembre 1939. *Le même jour, le Parlement du Canada était convoqué en session spéciale pour le* 7 *septembre. Le Premier Ministre annonça que la Loi des Mesures de Guerre serait invoquée et que, advenant l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne pour résister à l'agression, le gouvernement avait l'intention de recommander au Parlement que le Canada prenne les armes aux côtés de la Grande-Bretagne.*

Le dimanche matin, 3 *septembre, le Gouvernement de Sa Majesté déclarait qu'un état de guerre existait entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. L'après-midi de ce même jour, le Premier Ministre faisait le discours suivant à la radio.*

LE CANADA, ALLIÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE

Discours à la radio
Dimanche, 3 septembre 1939

Malheureusement pour le monde, M. Hitler et le régime nazi en Allemagne ont persisté dans leur effort de contrôler les autres peuples et les autres pays et ont poursuivi leurs desseins d'agression avec un mépris complet de toute obligation contractuelle et de toute méthode pacifique de résoudre les difficultés internationales. Ils ont eu recours de plus en plus à la tromperie, au terrorisme et à la violence. C'est cette confiance placée dans la force, cette ambition avide de conquête, cette volonté de dominer partout dans le monde, qui est la vraie cause de la guerre qui, aujourd'hui, menace la liberté du genre humain.

Le véritable enjeu de la guerre.

Le sort d'une seule cité, la préservation de l'indépendance d'une seule nation ne sont que l'occasion, non pas la cause réelle du présent conflit. Les forces du mal ont été déchaînées sur le monde; c'est la lutte entre le concept païen d'un ordre social qui ignore la personne humaine et fondé sur la force, et une civilisation fondée sur le concept chrétien de la fraternité humaine, qui respecte la sainteté des traités et le caractère sacré de la personne humaine.

Comme le disait le président Roosevelt à l'ouverture du Congrès le 4 janvier dernier: "Un jour vient où les hommes doivent être prêts à défendre non seulement leurs foyers, mais aussi les principes de foi et d'humanité qui sont à la base de leurs églises, de leurs gouvernements et de leur civilisation même. La défense de la religion, de la démocratie et de la bonne foi entre les nations se résume au même combat. Pour sauver l'une, il faut se résoudre à les défendre toutes.

Voilà, à mon avis, la position dans laquelle se trouvent en ce moment toutes les nations qui apprécient les institutions libres, la liberté individuelle et la justice sociale.

Le Canada prêt à une collaboration efficace.

Inutile de passer en revue les événements des derniers jours. Ils doivent être présents à l'esprit de tous. Malgré ses efforts sans cesse répétés pour préserver la paix de l'Europe, le Royaume-Uni a été forcé à la guerre pour faire honneur aux garanties données et à ses obligations contractuelles.

Ce matin, le Roi, parlant à ses sujets en Grande-Bretagne et par delà les mers, fit appel à tous pour qu'ils adoptent la cause de la liberté que la Grande-Bretagne a fait sienne encore une fois. Le Canada a déjà répondu à cet appel. Vendredi dernier, le gouvernement, au nom du peuple canadien, annonçait que dans le cas où le Royaume-Uni serait engagé dans une guerre pour résister à l'agression, il demanderait au Parlement, dès que ce dernier serait réuni, son autorisation pour la coopération efficace du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne.

Comme vous ne l'ignorez pas, notre sentiment n'a pas changé pendant tout ce temps que le danger de guerre était si grand; le Parlement ne devrait pas être dissous, mais rester en disponibilité afin de se réunir pour faire face à toute crise qui pourrait se présenter.

Le Parlement se réunira jeudi prochain. Entre temps, toutes les mesures nécessaires à la défense du Canada seront prises. Les consultations avec le Royaume-Uni continueront.

A la lumière de tous les renseignements à sa disposition, le gouvernement recommandera alors au Parlement les mesures qu'il croit les plus efficaces pour la coopération et la défense.

Que le Parlement donne sa sanction aux mesures nécessaires, je n'en doute aucunement. Déjà, j'ai reçu du chef de l'opposition et de représentants des autres partis à la Chambre des communes, l'assurance qu'ils réalisent complètement le sérieux de la situation, et aussi qu'ils désirent voir adopter les mesures qui, dans la crise actuelle, contribueront le mieux à la préservation de l'intérêt national.

Mesures pour la défense du Canada.

Notre premier souci est la défense du Canada. Pour être secourable aux autres, il nous faut être forts, en sécurité et unis. Dans l'appréhension d'un état de guerre, le gouvernement a déjà fait usage des dispositions de la loi des mesures de guerre, il a pris les mesures essentielles pour la défense de nos côtes, de notre territoire et de notre peuple. Comme il a déjà été annoncé, la milice du Canada, les services navals, et la force de l'air sont déjà en service actif. Ce matin, à ces mesures, en ont été ajoutées d'autres, y compris la proclamation des règlements pour la défense du Canada. Des mesu-

res ont aussi été prises pour empêcher les profits excessifs sur les nécessités de la vie.

De quelle façon et jusqu'à quel point le Canada peut-il plus efficacement coopérer à la cause commune, le Parlement lui-même en décidera, comme je l'ai déjà dit. Je ne peux ajouter que ceci en ce moment, le Canada, nation libre dans le Commonwealth britannique, apporte sa coopération de plein gré. Notre effort sera volontaire.

Appel à l'union dans un effort national.

Le peuple canadien, je le sais, fera face avec un courage résolu et calme aux jours sombres et tendus qui se préparent. Il n'y a pas un foyer au Canada, pas une famille, pas un seul homme dont l'avenir et la liberté ne soient liés à la présente lutte. Je fais appel à mes compatriotes pour qu'ils s'unissent dans cet effort national, pour sauver de la destruction tout ce qui fait que la vie mérite d'être vécue et pour préserver pour les générations qui viendront ces libertés et ces institutions que ceux qui nous ont précédés nous ont transmises.

L'ENTRÉE EN GUERRE DU CANADA.

La session spéciale du Parlement se réunit le jeudi, 7 septembre. Le premier jour fut consacré aux cérémonies d'ouverture; le lendemain le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône fut ouvert. C'est durant ce débat que le Premier Ministre précise la politique de l'administration au sujet de la guerre.

Le 9 septembre, le Premier Ministre annonça que l'administration verrait dans l'adoption de l'adresse une autorisation à recommander à Sa Majesté le Roi de proclamer un état de guerre entre le Canada et l'Allemagne. Le débat se termina le même soir. Le lendemain matin, 10 septembre, le Canada déclarait la guerre à l'Allemagne.

L'ENTRÉE EN GUERRE DU CANADA

Chambre des Communes,
8 septembre 1939.

Je n'ai jamais songé que le jour viendrait où, après avoir consacré toute une vie dans un effort continu pour promouvoir et maintenir la paix et la bonne volonté dans les relations industrielles aussi bien qu'internationales, il m'incomberait de diriger le Dominion du Canada dans une grande guerre; mais cette responsabilité je l'assume en sachant que je dois être fidèle au sang qui coule dans mes veines et en travaillant au maintien de la liberté, de la liberté de mes concitoyens, de la liberté de ceux dont les vies ne sont pas protégées dans d'autres collectivités et d'autres pays, de la liberté de l'humanité même.

Hitler a dit: "Celui qui allume la Guerre en Europe, ne peut désirer qu'une chose, le chaos". Le chaos, voilà bien ce que le chef du parti naziste d'Allemagne cherche à créer dans le monde entier. Et c'est afin d'empêcher ce chaos de s'étendre à notre patrie comme il a pu s'étendre à d'autres pays, que nous devons, comme citoyens du Canada, nous porter comme un seul homme à la défense de notre pays et combattre aux côtés de la Grande-Bretagne pour la défense que ses citoyens font pour la cause de la liberté au prix de leur vie.

Le Parlement a été convoqué pour être mis au courant de cette politique et je suis ici pour l'exposer en détail. Voici la première occasion que j'ai de prendre part au présent débat en vertu du règlement ordinaire de la Chambre et je m'efforcerai de

ne laisser subsister aucun doute dans l'esprit de chacun, si tant est qu'il en existe encore, sur l'attitude que le Gouvernement entend adopter. Nous préconiserons la défense du Canada; nous préconiserons la coopération de notre pays avec la Grande-Bretagne et si la Chambre ne nous accorde pas son appui dans cette politique, elle devra se trouver un autre gouvernement qui assumera les responsabilités actuelles. Nous nous sommes engagés à adopter cette ligne de conduite et, si je ne m'abuse, quand les divers groupes de la députation auront exprimé leur avis, nous constaterons que la Chambre nous appuie fermement.

Conséquences funestes de la neutralité

L'autre soir, je lisais dans les journaux qu'une feuille allemande, prétendu organe du régime, faisait dire à Hitler que si l'Angleterre désire se battre, elle doit se rappeler que, engagée dans le conflit, elle devra payer la victoire de l'Empire britannique. Le Canada s'y trouve compris, il va sans dire. Il n'est aucune partie du globe qu'une autre nation convoite, ou plutôt qu'une nation quelconque pourrait convoiter, autant que le Dominion du Canada. Il n'est, sur la surface de la terre, aucun territoire qui renferme autant de richesse enfouie dans son sol. Nulle part ne se trouvent de telles étendues en mesure de nourrir, non pas des milliers, mais des millions de gens pendant de nombreuses générations. Non, l'ambition de ce dictateur ne se satisferait pas de la Pologne. A certaine époque, il ne demandait que les zones à populations de langue allemande. Mais nous avons constaté la croissance de ses ambitions. Telle était peut-être sa pensée, il y a quelques années. Mais on sait comme l'ambition s'alimente elle-même, on sait que la soif

du pouvoir rend un homme sourd à toute autre considération. Nous savons où et comment il a débuté, d'abord par la remilitarisation du Rhin; Hitler disait alors—je citerai ses paroles mêmes—qu'il ne songeait pas à l'annexion de l'Autriche. Puis il a pris la Tchécoslovaquie, après avoir donné sa parole d'honneur qu'il ne chercherait plus à conquérir de territoire. Ensuite, ce furent la Moravie, la Bohême, puis Memel; maintenant, Dantzig et la Pologne. Jusqu'où veut-il se glisser? Jusque dans ces contrées septentrionales, dont certaines affirment aujourd'hui leur volonté de neutralité? Je leur déclare que, si elles restent neutres dans le présent conflit et advenant la chute de l'Angleterre et de la France, aucune d'entre elles ne conservera longtemps son nom, aucune. Et, au cas où ce conquérant par ses méthodes de violence et de terreur, par des actes si barbares que personne au monde ne songerait à s'y abaisser, arrive à écraser les peuples d'Europe, que deviendra la doctrine d'isolement de notre continent nord-américain? L'Angleterre tombée, la France tombée, cette doctrine s'avérera un mythe. Il finira par ne plus y avoir d'indépendance, ni de liberté sur ce continent. La vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue. Il nous incombe à tous sur ce continent de faire notre part en aidant les autres pour sauver notre position privilégiée.

Les forces du Bien et du Mal.

Quand les choses tournent à une lutte entre le bien et le mal, quand les forces mondiales du mal sont déchaînées sur l'humanité, ceux d'entre nous qui croient aux principes chrétiens et à tout ce que le christianisme signifie et a signifié pour les foyers et l'existence des hommes au cours des générations passées, ceux d'entre nous qui ont réfléchi et admiré

ce suprême sacrifice qui a été consommé pour le bien-être de l'humanité vont-ils permettre que des forces condamnables triomphent sans les combattre, s'il est nécessaire, même au sacrifice de nos propres vies?

Au fond, c'est précisément ce à quoi nous en sommes dans le moment. Je crois que d'une année à l'autre, d'une époque à l'autre, notre monde a eu des forces qui se combattaient pour la suprématie. Ces forces sont celles du bien et celles du mal. Aujourd'hui ces forces sont engagées dans une lutte à mort, et si nous ne détruisons pas le mal il anéantira tout ce qu'il y a de bien. Quel sera alors le sort de l'univers où nous passons notre vie?

Sensation d'une calamité imminente.

Je n'ai pas besoin de dire à la députation que la calamité qui se préparait ne nous a pas pris à l'improviste. Il y a trois ans, le Gouvernement a indiqué, en demandant une augmentation considérable des crédits destinés à la défense nationale, qu'il croyait à la nécessité d'être prêt à toute éventualité. J'avoue franchement que depuis cette époque jusqu'à maintenant, la possibilité d'une guerre dans laquelle s'engagerait l'Allemagne ou tout autre pays et qui se propagerait dans le monde entier m'a causé plus de soucis que toutes les autres questions réunies. Je me suis particulièrement préoccupé de ce que serait la position du Canada dans le cas d'une guerre où s'engagerait de nouveau la Grande-Bretagne. Je n'ai pas caché mes sentiments au sujet des événements que je redoutais. Maintes et maintes fois, quand mes partisans ont discuté avec moi plusieurs questions d'importance capitale et secondaire, je leur ai prêché la sagesse de se rappeler sans cesse la terrible possibilité d'un conflit inter-

national, devant lequel tout le reste pâlirait bientôt et tomberait dans l'oubli.

Je n'ai jamais douté que, lorsque le moment fatal se produirait, le libre esprit du peuple canadien s'affirmerait en faveur de la préservation et de la défense de la liberté, comme il est arrivé il y a un quart de siècle. J'ai eu aussi le souci de ce que, quand sonnerait l'heure inévitable, notre peuple fût unanime, d'un océan à l'autre, à reconnaître l'ampleur du problème, et unanime dans sa résolution à y faire face avec toute la puissance et la force dont il dispose. Comme chef de mon parti et comme chef du Gouvernement, je me suis donc efforcé par-dessus tout de veiller à ce qu'aucune menace, déclaration ou décision hâtive ou prématurée, ne créât de la méfiance et des divisions parmi les divers éléments dont se compose la population de notre vaste Dominion, et à ce que tous aient une telle compréhension de la question, le moment de la décision venu, que l'union des volontés, des coeurs et des énergies puisse marquer notre effort national.

Les actes d'agression se sont faits plus nombreux.

Lors de la première session de la législature actuelle, ainsi que la députation s'en souvient, le cas de l'Abyssinie se présentait à l'attention. L'Ethiopie avait été envahie et la première question qui se posa devant le régime actuel fut celle des sanctions à appliquer contre l'Italie à la suite de l'agression qu'elle avait commise. C'était en 1935. En 1936 au printemps, le monde se trouva en face de la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, et nous n'avions pas encore atteint le milieu de l'année que la guerre s'allumait en Espagne,

guerre civile succédant de très près et de façon inquiétante à l'invasion de l'Ethiopie, et coïncidant de façon non moins inquiétante avec des actes d'agression soudaine posés ailleurs par l'Allemagne. En 1937, le monde était témoin d'une nouvelle intervention du Japon en Chine. A cette époque, la guerre en Espagne menaçait d'entraîner toute l'Europe dans une mêlée générale. Au moment d'une telle conjecture sur deux continents, les nations furent mises en face de la main-mise sur l'Autriche par Hitler en 1938. Survint ensuite la crise de la région des Sudètes et la campagne visant à son annexion, suivies du pacte de Munich en septembre 1938.

Tout le monde doit se rendre compte maintenant que si M. Chamberlain ne s'était pas rendu à Munich dans le temps, et chacune des trois fois où il s'efforça de sauvegarder la paix, Hitler et son régime auraient précipité la guerre. Nul d'entre nous, je pense, n'aime à songer aux conditions qui règneraient dans le monde aujourd'hui, compte tenu de l'insuffisante préparation des nations pacifiques en diverses régions de l'Europe et d'ailleurs.

C'était en 1938. L'année suivante, l'Allemagne s'empara de la Bohème et de la Moravie au mois de mars; de Memel, un peu plus tard, au cours du même mois; puis, le mois suivant, en avril, l'Italie s'empara de l'Albanie, et le 1er septembre, enfin, Hitler et ses armées envahirent la Pologne.

En d'autres termes, les actes d'agression se sont constamment aggravés au cours des cinq dernières années. On doit y voir, à mon sens, l'indice assez évident d'une entente et d'une convention, tout au moins lors de ces événements, entre les puissances intéressées. Ce fut la guerre de tous côtés, une suite d'agressions combinées et soutenues. Il y a lieu pour nous de chercher de quelle source peut bien

venir l'inspiration de ces actes d'agression. Il y a lieu de nous demander sur quelle entente secrète ils ont pu être fondés et de quoi le monde pourra bien être témoin si l'on n'y met pas un terme.

Si j'expose ces faits, c'est que d'aucuns pourraient croire que la guerre actuelle a été uniquement provoquée par l'invasion de la Pologne et qu'elle se rattache seulement au désir de l'Allemagne de reprendre possession de la ville de Dantzig. Cette suite d'événements se passe de commentaires. Il appert clairement que depuis cinq ans certains pays ou groupes de pays ont agi en supposant que les grandes nations libres, "les démocraties" ainsi qu'on les nomme assez souvent—j'avoue que je commence à être fatigué de cette répétition du mot démocratie, — étaient des nations pusillanimes, qu'elles n'étaient pas prêtes à combattre pour la défense de leur liberté et que cette agression constituait un procédé sans danger. A moins qu'une attitude ferme ne soit maintenant prise par les pays qui apprécient leur liberté, ces derniers, à mon avis, peuvent s'attendre à ce que ces agressions s'aggravent indéfiniment au lieu de cesser.

Politique du Gouvernement.

Vendredi dernier, le 1er septembre, j'ai fait la déclaration suivante:

Il est devenu apparent que les efforts tentés en vue de sauvegarder la paix de l'Europe se révéleront probablement infructueux. En dépit de ces efforts, la paix du monde se trouve menacée par l'ouverture d'hostilités entre l'Allemagne et la Pologne. Les membres du gouvernement se sont réunis à neuf heures ce matin, et, conformément à l'avis donné il y a quelques jours, ont décidé de convoquer immédiatement le parlement. Une proclamation a été lancée convoquant les Chambres pour jeudi prochain le 7 septembre.

Je tiens à faire remarquer que j'ai fait cette déclaration avant que la Grande-Bretagne se trouvât en état de guerre. J'ajouterai en outre que les mesures prises par le gouvernement aujourd'hui sont prises au nom du Canada en tant que nation possédant tous les pouvoirs et prérogatives d'une nation dans la pleine acception du terme et de son propre chef.

La mesure que nous prenons aujourd'hui, et toutes celles que le Parlement pourra autoriser, c'est volontairement que le pays la prend ou les prendra, non parce que notre statut est celui d'une colonie ou un statut inférieur par rapport à la Grande-Bretagne, mais parce que, en raison de l'égalité de statut, nous sommes une véritable nation, un membre du Commonwealth des pays britanniques, jouissant de la même liberté que la Grande-Bretagne elle-même, liberté pour la préservation de laquelle nous devons tous nous unir.

Au cas où le Royaume-Uni s'engagerait dans un conflit dont le but serait de résister à une agression, le gouvernement canadien a décidé à l'unanimité aussitôt que le Parlement se rassemblerait, de demander les pouvoirs nécessaires pour assurer la collaboration efficace du Canada avec la Grande-Bretagne.

Ce n'est pas que nous ayons décidé qu'il nous faudrait entrer en guerre bon gré, mal gré. Nous en sommes venus à la conclusion que c'était la politique que le peuple canadien voulait voir appliquer et nous avons convoqué le Parlement pour qu'il exprime ici, comme représentant du peuple canadien, sa volonté et ses désirs quant au fait que notre pays entre en guerre volontairement et de son propre chef.

Entre temps, toutes les mesures nécessaires à la défense du Canada seront prises. Les consultations avec la Grande-Bretagne continueront. A la lumière de tous les renseignements

à sa disposition, le Gouvernement recommandera alors au Parlement les mesures qu'il croit les plus efficaces pour la coopération et la défense. Dans l'appréhension d'un état de guerre, le Gouvernement a déjà fait usage des dispositions de la loi des mesures de guerre. La milice du Canada qui, il y a quelques jours, avait été appelée en service volontaire, sous l'empire de l'article 63 de la Loi de la milice, a été mise en service actif en vertu de l'article 64 de la même loi. Les services navals et la force aérienne ont été aussi placés en service actif.

Le peuple canadien, j'en suis sûr, fera face à cette grave situation avec une confiance sereine et, par-dessus tout, dans un esprit de nature à sauvegarder l'unité nationale et à maintenir sa liberté.

Fondement de l'effort de guerre du Canada

La question se pose : quelles sont les mesures et les méthodes dont nous proposons l'adoption en vue de poursuivre notre effort relatif à la défense du Canada et à la collaboration avec l'Angleterre? Pour ce qui est de la collaboration, nos efforts seront faits à la lumière des renseignements les plus complets que nous pourrons obtenir sur l'ensemble de la situation, particulièrement à la suite de consultations avec les autorités anglaises et des renseignements que nous pouvons posséder ou obtenir d'autres sources.

Il est impossible, à ce stage, de prévoir la nature et les exigences du formidable conflit qui vient de s'engager et qui menace non seulement la paix de l'Europe, mais aussi celle du monde entier. Nous connaissons la position actuelle des nations et nous pouvons concevoir dans une certaine mesure les éléments d'ordre économique et stratégique qui seront en jeu dans le présent conflit. Nous ne pouvons indiquer avec certitude, cependant, quels autres pays participeront aux hostilités d'un côté ou de l'autre, ni dans quelle mesure il nous faudra

règler à nouveau la tâche à accomplir et les moyens que nous devrons prendre à cette fin. Nous gardons encore un souvenir très net de la dernière guerre, laquelle nous enseigne à la fois les actes héroïques à imiter et les erreurs à éviter. Il est évident, toutefois, qu'à plusieurs points de vue essentiels les conditions du présent conflit diffèrent considérablement de celles de la dernière guerre. Nous ne pouvons donc pas croire tout simplement que les méthodes et les objectifs de 1914 s'appliquent aussi bien en 1939. Nous devons arrêter notre politique à la lumière des connaissances que nous avons de la situation actuelle et des meilleurs renseignements que nous pouvons obtenir touchant l'orientation probable des événements à venir. A cette fin, je l'ai déjà indiqué, nous avons été et nous devons, certes, demeurer en contact étroit avec le gouvernement du Royaume-Uni afin que, si on veut lui assurer la plus grande efficacité possible, l'aide du Canada ne manque ni de précision ni de sagesse.

Mesures en rapport avec la défense et la sécurité du Canada.

Le peuple du Canada a pour devoir et pour responsabilité de voir à la défense et à la sécurité du Canada. Le ministre de la Défense nationale a défini ces nécessités à la Chambre des communes, le 15 février 1937 (*Débats*, p. 912), en ces termes :

La sécurité nationale, la défense nationale, la défense immédiate du Canada, du littoral, de nos ports, des grands centres d'expédition, des eaux territoriales, des régions où convergent nos routes commerciales aux abords de nos havres, voilà ce sur quoi portent ces crédits.

Cela comporte, en premier lieu, des mesures de défense d'ordre militaire. J'ai déjà esquissé les

initiatives prises pour sauvegarder la situation en appelant sous les drapeaux la milice active et les forces navales et aériennes. De nouvelles mesures interviendront là où le besoin se révélera le plus urgent.

En outre, il importe de pourvoir à la sécurité intérieure; de parer au sabotage, d'assurer la protection des établissements militaires et économiques essentiels, ainsi que d'empêcher la propagande ennemie. Il faut envisager une grande variété de mesures de défense d'ordre économique. L'ouverture des hostilités bouleverse de fond en comble le commerce, tant extérieur qu'intérieur. Elle nécessite une nouvelle orientation des énergies, comportant l'intensification de certains genres d'effort et le ralentissement de certains autres moins essentiels. Cela comporte une action vigilante en vue de fournir l'appui financier nécessaire aux mesures militaires qui seront prises, et de maintenir le crédit et les relations financières du Canada. L'activité des profiteurs de guerre doit être refrénée et elle le sera. Une étroite collaboration avec les provinces et avec les représentants de l'industrie, de l'agriculture, du travail et du commerce sera établie.

Mesures de collaboration avec le Royaume-Uni.

Nous devons ensuite étudier les mesures à prendre en vue de la collaboration avec le Royaume-Uni. La sécurité du Canada dépend de la protection efficace de nos côtes et des voies de communication pénétrant au cœur du pays, en tout premier lieu le golfe et le fleuve Saint-Laurent. A l'entrée du Saint-Laurent se trouve le territoire britannique de Terre-Neuve et du Labrador, qui avoisine notre pays. L'intégrité de Terre-Neuve et du Labrador est essen-

tielle à la sécurité du Canada. En contribuant de notre mieux à la défense de Terre-Neuve et des autres territoires britanniques et français de notre hémisphère, non seulement nous défendrons le Canada, mais nous aiderons aussi la Grande-Bretagne et la France en leur permettant de concentrer leurs forces dans la partie du monde où leur sécurité immédiate est en jeu. Le Gouvernement britannique, répondant à une demande de renseignements de notre part, nous a fait savoir qu'il considérait que ce serait là une méthode efficace et désirable de collaboration.

Nous nous proposons de contribuer à la pression économique, élément essentiel dans les circonstances. Nous verrons à enrayer tout commerce avec l'ennemi, à réglementer les exportations de denrées indispensables, et à recourir aux mesures qui s'imposent contre les ressortissants, les navires marchands et les biens des pays ennemis. Il est surtout de haute importance de procurer toutes sortes d'approvisionnements à la Grande-Bretagne et aux puissances alliées : munitions, articles ouvrés, matières premières, denrées alimentaires.

La nécessité pressante de procurer continuellement des munitions, et la capacité du Canada, par son outillage industriel et son accès relativement facile aux grands théâtres des hostilités, de répondre dans une forte mesure à ces besoins, sont reconnus de tous. La question a déjà été étudiée avec le gouvernement du Royaume-Uni.

L'on peut dire avec certitude qu'un effort national résolu en vue de porter notre industrie et notre agriculture au plus haut degré d'efficacité et de les y maintenir revêt un caractère d'importance capitale pour la cause commune. On annoncera prochainement les mesures précises de collaboration économique et financière que nous nous proposons de

recommander afin d'apporter une contribution efficace dans ce domaine comme dans les autres.

Pour ce qui est de l'intervention sur d'autres théâtres de la guerre et des mesures que nous pourrions prendre à cet égard, il est nécessaire que nous connaissions d'abord ce que la Grande-Bretagne et les puissances alliées se proposent de faire et leurs plans d'action avant que le Canada puisse prendre une décision intelligente et définie, même quant à l'avenir le plus rapproché. Pour ce qui est de ce très important aspect de la collaboration en vue de la défense, le Gouvernement du Canada, comme les gouvernements de certains autres dominions, est en consultation avec le gouvernement britannique. Nous continuerons ces consultations afin de déterminer le programme d'action le plus effectif.

Certaines mesures de collaboration au point de vue économique, naval et aérien s'imposent évidemment et il y a possibilité de les prendre sans délai. J'ai déjà parlé des mesures d'ordre économique. Les renseignements que nous avons obtenus indiquent que les moyens les plus immédiats et les plus efficaces de collaboration seraient l'expansion rapide des écoles d'aviation, des installations aériennes et navales et l'expédition d'un personnel de l'air aguerri. Nous nous proposons de prendre immédiatement ces mesures.

La lutte sera longue et difficile

Il ne faut pas oublier que la tâche qui nous incombe peut être longue et excessivement ardue. Elle exigera toute notre force et tout notre courage, et une organisation des plus efficace de nos ressources. Il ne saurait y avoir de doute quant au résultat de la guerre. Quelles que puissent être les

fluctuations du début et les résultats d'engagements particuliers, il n'en reste pas moins vrai que les ressources, militaires et économiques, sur lesquelles peuvent compter les pays qui combattent pour la liberté sont heureusement beaucoup plus considérables que celles de nos ennemis.

Nous ne pouvons pas envisager la fin des hostilités ou la paix qui prévaudra un jour; mais nous devons dès le début nous rappeler que la force seule ne règle rien; que la force n'est utile qu'en tant qu'elle assure l'établissement et le maintien de la paix durable. Les efforts tentés après la dernière guerre en vue d'édifier un monde nouveau ont échoué tragiquement pour le moment, mais ils n'ont pas été faits en vain. Les peuples désirent encore l'avènement d'un monde idéal où les changements s'opéreraient par des moyens pacifiques, où des différends seraient réglés par la discussion, et où les nations constateraient de plus en plus que les intérêts qu'ils ont en commun sont plus forts que les intérêts qui les divisent, et consentiraient à adopter des mesures d'organisation mondiale et de subordonner le nationalisme excessif et d'exprimer leurs convictions. Le fonctionnement de la Société des Nations nous a fait voir ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Nous avons une nouvelle conception de l'urgence du besoin, une nouvelle résolution d'écarter l'effrayante possibilité d'une guerre mondiale à chaque génération. Les peuples du continent européen doivent trouver le moyen, soit par des relations fédérales, soit par une association économique, soit enfin par la renaissance des institutions démocratiques et de l'esprit de liberté, d'apprendre à vivre ensemble. Tous ceux qui, dans le reste du monde, chérissent la liberté, doivent lutter par des moyens complémentaires en vue de

repousser l'agresseur actuel et d'assurer le maintien d'un mode de vie plus rationnel à l'avenir.

Responsable du conflit actuel

Toutefois, je ne voudrais pas terminer sans indiquer à la Chambre sur qui, à mon sens, doit retomber la responsabilité du conflit actuel. Afin de bien faire comprendre à d'autres la situation où se trouve actuellement le monde, je désire exprimer mon jugement sur Hitler et le régime nazi d'Allemagne.

J'ai sous les yeux un exemplaire du compte rendu d'un discours prononcé au Reichstag le 21 mai 1935 par Adolph Hitler, Führer et chancelier. Un membre de l'entourage officiel d'Hitler m'a remis cet exemplaire lors de mon voyage en Allemagne, il y a deux ans, en vue de me faire connaître les idées qu'entretenaient toujours alors Hitler et les nazis. Je m'en tiens aux passages les plus importants de son discours.

Le sang versé en Europe au cours des trois derniers siècles est hors de proportion avec les résultats acquis par les nations. En fin de compte, la France est demeurée la France, l'Allemagne l'Allemagne, la Pologne la Pologne, l'Italie l'Italie. Ce que l'égoïsme dynastique, les passions politiques et l'aveuglement patriotique ont accompli en fait de modifications politiques, en apparence de longue portée, par l'effusion de fleuves de sang n'ont, en ce qui concerne le sentiment national, qu'effleuré la surface des nations. Ils n'ont pas essentiellement modifié leur caractère fondamental. Si ces Etats avaient affecté seulement une fraction de leurs sacrifices à des objets mieux conçus, leurs succès auraient certainement été plus considérables et plus permanents.

Non l'Allemagne nationale-socialiste veut la paix en raison de ses convictions fondamentales; elle veut la paix aussi à cause de sa conception du fait simple et primordial que vraisemblablement aucune guerre n'atténuerait la misère de l'Europe, mais, au contraire l'aggraverait probablement.

Que pourrais-je donc désirer de plus que la paix et la tranquillité? Mais si l'on affirme que ce désir est simplement celui des dirigeants, je répondrai que si seulement les dirigeants et les chefs d'Etat désirent la paix, les nations elles-mêmes ne voudront jamais la guerre.

Cela démontre nettement, à mon sens, que les dirigeants et non le peuple allemand ne désiraient pas la paix à l'heure actuelle. Et voilà pourquoi nous avons la guerre.

. . . la Grande Guerre devrait servir de terrible avertissement. Je ne crois pas que l'Europe puisse survivre à une pareille catastrophe une seconde fois sans un bouleversement épouvantable.

M. Hitler s'est donc délibérément lancé dans la présente guerre, malgré sa conviction que l'Europe ne pourrait pas survivre à une catastrophe comme la dernière guerre sans un épouvantable bouleversement. Pour servir ses ambitions, il est disposé à sacrifier toute l'Europe.

L'Allemagne a solennellement reconnu et garanti à la France ses frontières telles qu'elles furent fixées à la suite du plébiscite de la Sarre. Oubliant le passé, l'Allemagne a conclu un pacte de non-agression avec la Pologne. Voilà plus qu'une contribution précieuse à la paix de l'Europe, et nous y adhérerons sans réserves. Nous chérissons l'espoir que ce pacte se révélera durable et tendra à renforcer les relations amicales entre nos deux pays. Le Reich allemand, et surtout le présent gouvernement allemand n'ont d'autre désir que de vivre sur un pied d'amitié et de paix avec tous les pays voisins. Nous entretenons ces sentiments non seulement à l'égard des grandes puissances, mais aussi à l'égard des petits pays voisins. Dès que sont déchaînées les fureurs de la guerre, la fin commence à justifier les moyens et les gens commencent à perdre toute conception nette du bien et du mal.

L'Allemagne n'a rien à gagner d'une guerre européenne. Nous désirons simplement la liberté et l'indépendance, et c'est pourquoi nous sommes prêts à conclure des pactes de non-agression avec tous nos voisins, sauf la Lithuanie.

L'Allemagne n'a ni l'intention, ni le désir d'intervenir dans les affaires domestiques de l'Autriche, ni d'annexer ce pays, ni de conclure d'anschluss.

. . . J'estime qu'il m'incombe, en ma qualité de Führer et de Chancelier du Reich, de n'avoir aucun doute sur la possibilité de maintenir la paix. Les peuples désirent la paix. Il devrait être possible au gouvernement de la sauvegarder . . .

Nous croyons que si les peuples de l'univers voulaient s'entendre afin de détruire toutes leurs bombes asphyxiantes, incendiaires et explosives, ils feraient oeuvre plus utile qu'en essayant à s'entre-tuer.

Voici comment se termine cette allocution :

Compagnons d'armes et gardiens de la nation, je ne saurais mieux terminer ce discours qu'en vous répétant combien nous croyons en la paix. La nature de notre constitution nous permet de mettre fin, en Allemagne, aux machinations des partisans de la guerre. Espérons que les autres nations pourront, elles aussi, donner libre cours aux sentiments pacifiques dont elles sont réellement animées. Quiconque allume le flambeau de la guerre en Europe ne peut s'attendre qu'au désordre.

Ce sont là les paroles du chef actuel de l'Allemagne, qui lui vient d'envahir la Pologne à la suite d'une série d'actes d'agression contre un certain nombre des pays mentionnés, et avec lesquels, disait-il, il ne désirait que vivre en paix. A la lumière de ces déclarations, lesquelles constituaient à venir jusqu'à il y a un an ou deux et même plus récemment, la profession de foi du régime nazi, je demande aux honorables membres s'il est possible d'ajouter foi à une déclaration quelconque formulée par ce régime et son chef? Non, monsieur l'Orateur. Le monde doit actuellement faire face à la déception, à la terreur, à la violence et à la force, moyens auxquels une puissance barbare et tyrannique a recours pour dominer l'univers. Je dis que jamais, pas même durant la période de la dernière guerre, les pays du monde n'ont eu à faire face à une crise comparable à celle d'aujourd'hui.

Esclavage universel ou liberté universelle.

Je veux demander à la Chambre et aux Canadiens dans quel esprit ils vont faire face à cette crise? Vont-ils continuer à croire aux droits des individus, à la personne sacrée de l'individu, à la liberté des nations, à toutes les choses sacrées de la vie humaine? Je le crois et je suis convaincu qu'ils vont nous l'indiquer d'une manière très nette par leurs représentants dans ce Parlement.

Il y a quelques années, vers 1840, se fit aux Etats-Unis une forte agitation contre l'esclavage. Cette agitation faite dans le but de déterminer si des hommes devaient être esclaves ou libres, se continua pendant des années et, en fin de compte, vers 1860, les Etats-Unis se trouvèrent engagés dans une guerre civile entreprise en vue de décider si la moitié de la population devrait être esclave et l'autre moitié libre. Cette crise se confina à un seul pays sur un seul continent. Le conflit actuel de 1939 intéresse tous les pays sur tous les continents du monde.

LA QUESTION EN JEU

La session spéciale du Parlement se termina le 13 septembre après que les crédits nécessaires à l'effort de guerre du Canada eussent été votés. Entre temps l'administration prenait les dispositions propres à mettre le pays sur un pied de guerre.

Le 27 octobre, pour éclairer l'opinion publique et aussi pour mieux préciser nos buts de guerre, le Premier Ministre fit un discours à la T.S.F. au cours duquel il décrivit la mentalité et les méthodes nazies et insista particulièrement sur l'occasion et la nature du conflit.

LA QUESTION EN JEU

Discours à la radio,
vendredi, 27 octobre 1939.

Depuis notre entrée dans le conflit, le Gouvernement s'est occupé constamment de prendre les mesures voulues pour mettre le Canada sur un pied de guerre. Pendant plusieurs semaines avant ce jour, alors que les nuages s'amoncelaient, nous nous préparions sans bruit, mais efficacement, à l'éventualité de la guerre. Ce fut à l'instant où la guerre éclata en Europe que l'on put constater la réflexion et la précision avec lesquelles tous les détails essentiels avaient été prévus.

Le caractère du conflit.

Pour bien saisir la nature du conflit, il faut tout d'abord voir comment les concepts du paganisme en sont venus à dominer en Allemagne.

Depuis plusieurs années, nous avons vu arriver au pouvoir en Allemagne un parti politique qui s'est assuré non seulement la maîtrise du gouvernement, mais aussi, pour l'instant du moins, un empire presque complet sur l'esprit et la volonté du peuple allemand. Ce parti a pu obtenir ce résultat grâce à des méthodes de terrorisme habilement élaborées. Les particuliers qui ont osé exprimer des opinions contraires à celles du gouvernement au pouvoir ont été menacés; plusieurs ont même souffert l'emprisonnement ou la peine de mort.

Ce parti a réussi à se confondre avec l'Etat. Il a pris pour principe que tout ce qui est opposé à la

politique du parti est contraire aux intérêts de l'Allemagne. Il a affermi son pouvoir au moyen d'une propagande visant spécialement à empoisonner les sources mêmes de renseignements et tout ce qui sert à former l'opinion. Par ces méthodes et par d'autres encore, il a cherché à inculquer à tous, et surtout aux jeunes, des doctrines diamétralement opposées aux principes sur lesquels sont basées les relations humaines dans les pays libres, tout comme autrefois en Allemagne.

Le nazisme est basé sur la doctrine de la Force.

Nous enseignons à nos enfants à croire en la puissance de la Vérité, du Droit et de la Justice; en la valeur de la parole donnée, en l'obéissance aux lois édictées par des assemblées délibérantes libres, et en l'inviolabilité des contrats conclus, aussi bien entre individus qu'entre nations. Nous en sommes venus nous-mêmes à considérer ces concepts comme essentiels à la paix et à la liberté, et à croire qu'ils constituent l'unique sauvegarde des libertés humaines. Sous le régime qui détient le pouvoir en Allemagne depuis près de sept ans, on n'a cessé d'enseigner à la jeunesse à ne pas compter sur la parole donnée, sur les contrats écrits, et sur le pouvoir des assemblées délibérantes et des tribunaux pour la défense du droit et la sauvegarde de la liberté, mais on leur a appris à envisager la force comme l'unique facteur sur lequel on puisse compter en matière de relations nationales et internationales. Il n'est donné à personne de discuter ou d'analyser la valeur de méthodes autres que celles de la force. L'opposition a été réduite au silence par les

menaces, par les camps de concentration ou par les exécutions. En Allemagne, le Parlement a cessé d'exister, sauf lorsqu'il est convoqué pour prendre note des volontés du dictateur.

Le parti politique allemand qui s'est ainsi identifié avec l'Etat, c'est le parti nazi. Hitler en est le chef. C'est le nazisme et l'hitlérisme, ainsi compris, qui ont engendré la guerre actuelle et qui, s'ils ne sont pas renversés, menacent d'étendre leur domination tyrannique à toutes les nations.

C'est ce danger qu'il ne faut pas perdre de vue quand on veut comprendre pourquoi la Grande-Bretagne et la France ont jugé impératif de s'engager à donner leur appui à la Pologne. Ces pays ont pris cet engagement dans l'espoir d'entraver davantage les mesures d'agression. Quand Hitler et les chefs nazis qui l'entourent eurent fait connaître leur refus de consentir à régler pacifiquement, par conférences et accords, les différends surgis entre les deux pays et quand, d'autre part, ils eurent fait voir clairement leur détermination d'atteindre leurs buts par la force, la Grande-Bretagne et la France se virent dans l'obligation de s'opposer à ce nouveau recours à la force par tous les moyens à leur disposition.

Comment naquit le nazisme en Allemagne.

Comment se fait-il que les Allemands, dont un grand nombre chérissent la liberté et désirent la paix autant que les gens des autres pays, en soient venus à se soumettre à un tel régime? C'est une question qui nous vient naturellement à l'esprit. La réponse à cette question nous explique bien des choses qui se sont passées et qu'il serait

difficile d'expliquer autrement. Cette réponse se trouve dans le fait que, aux yeux d'une grande partie de la population allemande, la Force en est venue à jouer un certain rôle avantageux.

L'Allemagne a été lente à se relever de l'humiliation de la défaite subie lors de la dernière guerre. La République constituée en 1919 évoquait dans l'esprit de la population la honte du traité de paix. Le gouvernement de cette république parut impuissant à trouver une solution aux problèmes sociaux d'après-guerre. Pour ajouter à ces difficultés, le malaise qui régna après 1920 commença à engendrer le communisme et en favorisa la dissémination. Profitant de la démoralisation du moment, le parti communiste employa sa force croissante à saper la vie sociale et industrielle du pays.

On a prétendu que les communistes ne pouvaient guère compter d'arriver au pouvoir. Un grand nombre d'Allemands redoutaient cependant l'influence du communisme. Ils se rappelaient encore, ils avaient même sous les yeux les résultats de la révolution russe. Hitler prétendait comprendre et prévoir les dangers que le mouvement communiste constituait pour l'Allemagne. Il devint le principal adversaire de cette doctrine. Il s'employa à confondre le communisme avec la main-mise des juifs sur l'opinion et la finance, ce qui satisfit chez lui un violent préjugé personnel et lui valut l'appui de nombreux antisémites. De puissants industriels et financiers devinrent ses alliés. Après quelque temps, Hitler et ses associés furent généralement reconnus comme les champions du peuple allemand contre ce qu'il appelait la menace communiste juive.

Grâce à l'aide des financiers, qui l'appuyaient parce qu'ils voyaient en lui un solide rempart contre le communisme, Hitler devint chancelier.

Désormais le parti politique dont il était le chef exerça un pouvoir absolu. Le gouvernement de l'Allemagne se transforma en une dictature fondée sur la Force. On apprit aux Allemands à mépriser les démocraties.

La menace et l'emploi de la force en Allemagne.

Hitler s'appliqua à gagner la jeunesse allemande à la doctrine de la force en la leur présentant sous des décors particulièrement séduisants.. De même qu'il exalta cette jeunesse, il exalta la valeur des armes. On inculqua aux jeunes l'idée qu'ils symbolisaient la puissance future du Reich. La force, prétendaient les Nazis, devait réussir là où la raison avait échoué. Sir Neville Henderson, ancien ambassadeur britannique à Berlin, cite les paroles suivantes qu'aurait prononcées Hitler lui-même :

"Si vous voulez atteindre votre but par la force, soyez forts; si vous voulez l'atteindre par négociation, soyez encore plus forts."

D'après Henderson, c'est la formule qui traduit de la façon la plus lapidaire la méthode d'Hitler.

Le premier recours à la force par Hitler et ses collaborateurs porta sur les affaires intérieures de l'Allemagne. Afin d'assurer au parti nazi la maîtrise absolue dans l'Etat, on ne se contenta point de persécuter les communistes, et de supprimer leur parti, mais on agit de même à l'égard des socialistes, des libéraux, des catholiques et même des conservateurs-nationalistes. Les syndicats ouvriers et les coopératives furent abolis, les groupements religieux terrorisés. La religion elle-même fut asservie à l'évangile payen du racisme. Le traitement infligé

aux Juifs devint de plus en plus brutal. En même temps, l'enrégimentation à une cadence excessive de la main-d'œuvre et des ressources de l'Allemagne en vue du réarmement colossal mit graduellement fin au chômage. La prospérité de surface et toute temporaire causée par le réarmement contribua à donner à l'Allemagne un semblant d'ordre et à rétablir le sentiment d'amour-propre national.

La menace et l'emploi de la force contre d'autres pays.

L'on ne tarda pas à utiliser la menace du recours à la force dans le domaine international. Hitler prétendit que le Traité de Versailles avait réduit l'Allemagne à un rang inférieur vis-à-vis des autres puissances. Non seulement l'Allemagne s'était vu enlevée une partie de son territoire, mais on l'avait aussi désarmée. Les autres nations, disait-on, avaient conservé ou augmenté leurs armements. Hitler déclara au peuple allemand que lui et son parti allaient secouer le joug de l'infériorité allemande. On trouva ainsi une nouvelle excuse pour réarmer davantage. L'Allemagne commença à utiliser toutes ses forces au développement de son pouvoir militaire. Il n'est pas sans importance de noter que cette décision fut prise au mépris des traités.

Le désir de mettre fin aux prétendues injustices, en restituant au Reich les populations d'origine allemande et les territoires qui autrefois faisaient partie de l'Allemagne était naturellement bien propre à flatter l'ambition du peuple allemand. Le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, en 1935, fut le premier succès d'Hitler dans le domaine inter-

national. Bien que ce rattachement se fût effectué à la suite d'un plébiscite, les nazis affirmèrent à la population allemande que, sans la menace de la force, Français et Anglais se seraient opposés à ce plébiscite. Le retour de la Sarre à l'Allemagne devint à la fois le symbole de la reconstitution du territoire et celui de la puissance de l'ancien Reich. Ce résultat paraissait motiver l'accroissement illimité de la puissance militaire en Allemagne. Dès lors, toute l'Allemagne se transforma en une énorme machine militaire.

La méthode de l'agression naziste.

Au sein de l'Allemagne, cette machine servait de plus en plus à ravir la liberté individuelle et à asservir, plus que jamais, le peuple allemand à l'omnipotence du parti nazi qui avait la haute main sur l'Etat avec lequel il ne faisait qu'un. Au dehors, la puissance militaire de l'Allemagne servit de plus en plus d'instrument de menace et de terreur à l'endroit des nations étrangères.

Les chefs nazis savaient fort bien que les pays européens, en général, ne désiraient guère le déclenchement d'un nouveau conflit. Ils estimaient que ce désir d'éviter la guerre garantirait la localisation des conflits, notamment avec les pays contigus à l'Allemagne. S'appuyant sur cette supposition, le parti élabora une technique en vue de l'absorption, par la menace du recours à la force, de pays voisins où se trouvaient des populations d'origine allemande.

Cette méthode consistait, en premier lieu, à chercher querelle au gouvernement de l'Etat convoité. Après avoir soulevé les passions, on provoquait en sous-main quelque incident, lequel était suivi de demandes appuyées par la menace du recours à

la force. Les exigences étaient présentées de telle façon et à un moment tel qu'il devenait impossible d'y faire droit dans le délai prescrit. Ce mode de procéder comportait la suppression, en Allemagne, de toute opinion différente de la version nazie sur la question en jeu. On excluait d'Allemagne toute opinion adverse de provenance étrangère. Et pour comble, la population de l'Allemagne était submergée par un flot ininterrompu de propagande mensongère.

Les succès des méthodes nazistes.

Cette méthode réussit en Autriche, et de nouveau à Munich. Elle eut encore du succès lorsqu'il s'agit d'anéantir la Tchéco-Slovaquie et de reprendre Memel. Hitler a cru qu'elle réussirait dans le cas de la Pologne. Chaque fois, le prétexte et les moyens furent les mêmes. On assura au peuple allemand que l'on était à redresser d'anciens griefs, que les territoires allemands et une population de race allemande étaient ainsi réintégrés dans la plus grande Allemagne. Chaque fois, cependant, l'agression faisait un pas de plus. L'Allemagne commença à s'annexer des populations qui n'étaient pas d'origine allemande et des territoires qui n'avaient jamais appartenu à l'Allemagne. De plus, on fit servir ces populations conquises et leurs richesses, comme on l'avait fait pour les Juifs au sein même de l'Allemagne, à accroître la puissance du nazisme. Et durant ce temps, Hitler et ses collègues nazis continuaient à compter sur la répugnance des autres nations à risquer de mettre l'Europe en feu en s'opposant à l'agression.

Des agressions de cette nature réussirent pendant quelque temps. Toutefois, au fur et à mesure qu'on en saisît la portée réelle, on y vit un danger,

non seulement pour les pays d'Europe, mais pour l'univers entier. Un système qui fait fi délibérément et effectivement des moyens légaux de redresser les griefs et qui méconnaît les méthodes pacifiques de régler les différends nationaux et internationaux, ne saurait subsister sans entraîner, en définitive, la destruction de l'ordre et l'abolition de la justice au sein des nations et entre elles.

Au surplus, le recours à la force, plutôt qu'à la raison, est inévitablement accompagné des interventions de la terreur et de la violence ainsi que des calamités qui en découlent. Le gangsterisme se substitue à la loi. Tôt ou tard, toutes les influences sinistres et néfastes se déchaînent et leurs ravages vont s'accentuant.

Voilà qui explique pourquoi, lorsque l'Allemagne recourut, envers la Pologne, aux méthodes qu'elle avait employées à l'endroit de l'Autriche et de la Tchéco-Slovaquie, les gouvernements de Grande-Bretagne et de France s'appliquèrent tout d'abord à assurer le règlement des différends par des moyens pacifiques. C'est pour cette raison que, plus tard, sans songer à ce qu'il leur en coûterait, ils jugèrent nécessaire de donner leur parole à la Pologne et de prendre les armes pour elle. C'était là le seul moyen qui restait d'empêcher l'Allemagne de commettre d'autres actes d'agression.

L'ambition naziste de domination universelle.

L'invasion de la Pologne par l'Allemagne a été, je le répète, l'occasion immédiate et non la cause de la présente guerre. En se refusant à tout règlement pacifique des différends internationaux, l'Allemagne a défié et menacé tous let peuples et

toutes les nations qui visent encore à fonder leur liberté sur la force du droit, sur l'inviolabilité des contrats et sur le respect de la personne. Lorsque, de propos délibéré, l'Allemagne provoqua le différend avec la Pologne, l'agression et la puissance allemandes en étaient rendues à un point où, pour maintenir la civilisation des pays libres, les grandes puissances durent décréter que l'agression naziste devait cesser. La Grande-Bretagne et la France en vinrent forcément à conclure que pour sauvegarder ce qui rend la vie précieuse, il valait mieux tout risquer plutôt que de vivre plus longtemps dans la crainte d'agressions répétées, et de voir la force dominer dans le monde.

Il ne faut pas oublier que tout ce que nous avons pu observer par expérience quant aux méthodes et aux ambitions nazistes depuis quelques années, est basé sur la doctrine naziste de la supériorité de race. A mon sens, c'est le parallèle payen de la doctrine du droit divin des rois. Dans l'évangile d'Hitler, le peuple allemand, la race dite nordique, est le peuple élu. Lui seul a le droit de dominer. Tous les autres peuples doivent être asservis aux fils de Wotan. C'est à ces derniers qu'il appartient de dominer le monde.

Bien que les Nazis ne visent qu'un seul but, soit la domination universelle, nombreux sont les moyens auxquels ils ont recours pour arriver à leurs fins. Contre les peuples voisins, ils recourent à l'agression, à la conquête et à l'asservissement. Dans les pays plus éloignés, ils établissent des noyaux d'influence nazie. Pour atteindre leurs fins, ils sont même prêts, ainsi que l'a démontré le pacte avec la Russie soviétique, à favoriser la dissémination du communisme, qu'ils prétendaient autrefois être l'ennemi de la civilisation. Ils semblent croire qu'en créant du malaise par tout l'univers ils par-

viendront plus aisément à porter un coup fatal à la liberté, et qu'eux, les Nazis, grâce à leur supériorité ethnique, finiront par dominer.

Si l'on a jamais pu douter que l'Allemagne nazifiée ait eu pour but ultime—même pour but immédiat, pourrait-on dire—de dominer l'Europe, comme moyen d'atteindre à la domination mondiale, ce doute n'existe sûrement plus devant les événements dont nous avons été témoins au cours des six premières semaines de guerre. La puissante machine militaire motorisée qui s'est avancée sur la Pologne, écrasant les armées polonaises presque aussi rapidement qu'elles entraient en campagne; les nuées d'avions qui ont fait pleuvoir la destruction et la mort sur des villes sans défense et sur les populations civiles; la présence de sous-marins dans certaines zones et l'usage que l'on en a fait, tout cela n'a jamais été en vue de défendre l'Allemagne contre la possibilité d'une invasion de son territoire. Tout cela dénote clairement que l'on comptait sur une force assez grande pour exécuter la volonté des maîtres de la façon la plus propre à assouvir leur soif de pouvoir.

Haine de la guerre et de la dictature— Efforts pour sauvegarder la paix.

Permettez-moi maintenant quelques allusions plus ou moins personnelles. Je suis dans la politique canadienne depuis de nombreuses années. Mes opinions et mes buts sont assez bien connus de vous tous. Personne, je crois, ne me taxera de viser à l'effet, d'être un brandon de discorde ou un jingo. S'il est une pensée qui, par-dessus tout, ait dominé ma vie, c'est bien celle de favoriser et préserver la paix. Dans les relations industrielles

et internationales, je me suis efforcé de faire régner la bonne entente.

Toute ma vie, j'ai abhorré la guerre. En tout temps, dans notre parlement, aux conférences impériales à Londres, à la Société des Nations à Genève et dans toutes nos relations avec d'autres pays, je n'ai cessé de m'employer à façonner et à proclamer l'opinion de notre pays de manière à empêcher que le Canada ne soit entraîné dans la guerre et, si possible, de manière à éviter la guerre elle-même. Je ne me suis pas borné à une simple attitude de désapprobation. J'ai saisi toutes les occasions d'encourager de façon positive les relations les plus cordiales entre les différentes classes, les différentes races et les différents pays, persuadé que l'amitié et la bienveillance constituent l'unique fondement d'une paix durable pour les nations.

Au cours des dernières années, j'ai suivi avec les plus vives préoccupations les tendances politiques de certains pays. Je déteste autant la dictature que la guerre. L'amour de la liberté se trouvant dans tout coeur humain, il m'a toujours semblé que, tôt ou tard, le joug de la dictature ne peut amener que la guerre ou la révolution. Je redoute la dictature, non pas tant à cause de ses effets sur les peuples prêts à la tolérer, même pendant quelque temps, qu'à cause de ses répercussions désastreuses sur les libres institutions d'autres pays.

Une dictature se fonde nécessairement sur la force. Et si à cette force, on n'oppose pas ailleurs une force supérieure, elle constitue, pour les autres pays, une menace immédiate et continuelle. Des nations libres se voient forcées, pour conserver leur liberté, de modifier leur genre de vie, et de se consacrer à la fabrication de matériel de guerre, sous peine de compromettre leur existence même. De toute évidence, cet état de choses ne saurait

durer bien longtemps sans que de nombreuses nations soient poussées au bord d'un abîme. De fait, c'est sur le bord d'un abîme que l'humanité se trouve de nos jours. A cause de l'Allemagne nazie, les nations libres ont dû consacrer chaque année aux armements, une proportion de plus en plus considérable de leurs ressources. Malgré tout, plus d'une nation libre a déjà péri sous nos yeux. Que deviendrait la liberté dans les autres parties du globe, si le nazisme venait à triompher en Europe?

Il faut résister à l'agression.

Je me suis posé maintes fois cette question, alors que je voyais s'accroître la puissance des dictatures en Europe et que je constatais la marche rapide des forces d'agression. Personne, je pense, n'a plus que moi souhaité d'éviter que le Canada ne soit entraîné dans le tourbillon du conflit européen.

Nul, sauf les collègues qui partagent avec moi la tâche du gouvernement, ne porte une aussi grande responsabilité quant aux conséquences de la participation du Canada à la présente guerre. Si j'avais craint la responsabilité, je me serais retiré de la vie publique depuis longtemps. Mais c'est précisément parce que j'espérais, en vue de faire pencher vers la paix la balance des relations internationales, mettre à profit l'influence et le pouvoir que me confèrent mes fonctions, qu'il y a quatre ans, j'acceptai de bon gré les responsabilités plus onéreuses qu'entraînait la victoire de mon parti. Si, aujourd'hui, je suis prêt à demeurer à la direction d'un gouvernement qui s'est vu confier le redoutable devoir de faire la guerre, c'est parce que, en dépit de toutes mes espérances, j'en suis venu à la conclusion que seules la destruction du Nazisme et la résistance à l'agression brutale, peuvent as-

surer aux nations du Commonwealth britannique le maintien des libertés dont elles jouissent sous la Couronne britannique, et empêcher que le monde lui-même ne soit plongé dans une nouvelle ère de barbarie.

De même que cette conviction s'affermissait chez moi, elle allait s'accentuant dans l'esprit de la majorité des citoyens du pays. Elle représente aujourd'hui celle du Canada lui-même.

Je doute qu'il eût été possible, il y a deux ans, de persuader le peuple canadien de prendre part à une nouvelle guerre européenne. A l'instar de la Grande-Bretagne et de la France, nous voulions tout d'abord épuiser tous les moyens de négociations pacifiques dans le règlement des différends internationaux. Ce n'est qu'après avoir vu s'effondrer chaque tentative de paix, à peine ébauchée, que nos craintes se trouvèrent fondées et que nous vîmes se déchaîner sur le monde des forces qui, si on ne les repoussait pas outre-mer, seraient tôt ou tard, à nos portes mêmes.

La sauvegarde de la civilisation chrétienne.

S'il me fallait faire le sacrifice des influences du passé sur ma vie et n'en retenir qu'une ou encore, s'il me fallait ne garder qu'une chose de tout ce que je possède aujourd'hui, celle que je voudrais conserver, ce serait l'influence de la formation chrétienne que j'ai reçue dans mon enfance. Cela a été un soutien de tous les instants de mon existence. Sans elle, la vie pour moi perdrait son attrait, sa beauté, son charme; la vie serait dépourvue de réconfort aux heures d'adversité et d'inspiration pour les plus nobles tâches. Tout au plus, l'existence serait monotone et routinière. Pé-

nétré de cette vérité, je ne saurais voir la jeunesse de notre Dominion privée d'un héritage aussi précieux que cette influence chrétienne ni les générations futures asservies par les fausses doctrines qui les en dépouilleraient. C'est cette influence chrétienne du début de la vie que je voudrais, si la chose m'était possible, léguer par-dessus tout à ceux qui doivent envisager le combat de la vie.

La doctrine nazie de la force est l'antithèse même de la doctrine de l'Evangile. Son triomphe marquerait, selon moi, la fin de notre civilisation chrétienne. Cette doctrine nazie vaincra, à moins que l'on ne soit prêt à sacrifier sa vie pour la combattre. C'est pourquoi la guerre actuelle représente pour les forces alliées une croisade.

Nous en sommes au point que le salut de notre civilisation chrétienne exige le sacrifice de nos vies. Les jeunes gens qui s'engagent dans nos armées de terre, de mer et de l'air sont donc, avant tout et par-dessus tout, des défenseurs de la foi. Comme leurs devanciers sur les champs de bataille, ils mettent leur vie au service du roi et de la patrie, mais il leur incombe une mission plus noble encore. Ils doivent conserver, à notre génération et à celles qui nous suivront, la liberté qui nous a été léguée par des siècles de persécution, de martyre et de lutte; ils doivent conserver, non seulement la liberté nationale et individuelle, mais aussi la liberté de l'âme et de l'esprit.

L'ORGANISATION DE L'EFFORT DE GUERRE DU CANADA

Le 31 octobre, dans un discours à la T.S.F., le Premier Ministre fit l'exposé de l'organisation de l'effort de guerre du Canada. Cette revue, qui ne faisait qu'indiquer les mesures prises par le Parlement et l'administration, donne une idée des changements radicaux qu'on a dû opérer dans l'économie nationale du pays pour l'aiguiller d'une base pacifique vers une base de guerre. Le Premier Ministre insista surtout sur les principes gouvernant les mesures de guerre et sur ces mesures elles-mêmes. Il souligna particulièrement l'importance de l'unité nationale dans l'effort de guerre du Canada.

Durant septembre et octobre, l'honorable T.-H. Crerar, ministre des Mines et Ressources se rendit à Londres comme représentant du Gouvernement du Canada auprès du Gouvernement du Royaume-Uni.

L'ORGANISATION DE L'EFFORT DE GUERRE DU CANADA

Discours à la radio,
mardi, 31 octobre 1939.

Nous sommes actuellement à poursuivre l'effort de guerre du Canada, suivant les bases arrêtées par le gouvernement et approuvées avec tant d'empressement par le parlement. Nos actes se sont inspirés de la conviction qu'il importe d'édifier sur des assises solides, afin d'éviter les erreurs, découlant de mesures hâtives et confuses, qui ont occasionné tant d'inutiles sacrifices de sang et d'argent lors de la dernière guerre. Dans ce qui promet d'être un long et épuisant conflit, notre concours, pour être sagement ordonné, n'en sera que beaucoup plus efficace. La guerre moderne est une dure entreprise qui exige du calme et une stratégie bien conçue. En mars dernier, je disais au Parlement, que le cas échéant, "la participation du Canada à la guerre ne serait ni passive ou de pure forme, ni improvisée ou irréfléchie". J'ajoutais que "de toute évidence, le caractère de la participation à un tel conflit a subi de profonds changements depuis la dernière guerre". Qu'il me soit maintenant permis d'exposer ces circonstances nouvelles, le genre du conflit actuel et le programme d'action essentiel au succès dans la poursuite de la guerre.

Ceux qui ont lu les Mémoires de Guerre de M. Lloyd George n'ont pas manqué de remarquer, dans ces quatre volumes, les nombreuses allusions à la pire de toutes les erreurs commises durant la dernière guerre, soit le penchant à imiter ou, pis, à

suivre machinalement l'exemple des guerres antérieures. M. Lloyd George relève, à maintes reprises, l'incapacité où l'on semblait être de comprendre que l'époque n'était plus la même, non plus que les armes ni la technique de la guerre. Ses Mémoires constituent le récit circonstancié de sa lutte contre l'attachement aux vieilles routines et contre la répétition des anciennes erreurs.

Les survivants de cette époque se rappellent fort bien la guerre de 1914-1918 et ce souvenir provoque inévitablement des comparaisons susceptibles, pour plusieurs motifs, d'induire en erreur. Les découvertes et les inventions de la dernière guerre ont donné naissance à de nouvelles armes, dont certaines n'étaient même pas prévues à la fin de ce conflit. Afin de mieux nous rendre compte de la nouveauté des méthodes de guerre, songeons que ni le sous-marin ni l'avion ne jouaient un rôle notable au début de la dernière guerre. En 1914, la principale préoccupation des Etats consistait encore à déterminer le nombre d'hommes mobilisables. Les événements de 1914 ne doivent pas se répéter en 1939. Un armement nouveau exige de nouvelles tactiques de guerre.

Rappelons-nous qu'en 1914 les gens pensaient, pour la plupart, que la guerre ne durerait que huit ou neuf semaines. Nous nous refusions à croire Kitchener qui prédisait un conflit de quatre ans. Ce bel optimisme n'existe plus de nos jours. De l'avis des plus grandes autorités militaires, la guerre ne saurait être courte et nous devons nous préparer à trois années d'hostilités au moins. Mais, il va sans dire, personne ne peut vraiment prédire que telle en sera bien la durée ou même qu'elle se prolongera au-delà. Nous ne possédons qu'une certitude, c'est qu'il importe de se préparer à une lutte longue et acharnée où l'endurance, la résis-

tance jusqu'au bout pourrait bien être l'élément décisif.

Problèmes de défense et de collaboration suscités par la guerre actuelle.

La guerre actuelle suscite au Canada des problèmes qui ne se posaient pas en 1914. Aujourd'hui, nos responsabilités sont beaucoup plus lourdes quant à la défense de notre propre sol, et surtout de notre littoral. De 1914 à 1918, la défense du Canada le cédait en importance à notre apport aux alliés outre-mer. Sauf la garde des voies d'accès du Saint-Laurent et du littoral de l'Atlantique, la défense du Canada exigeait peu d'effort. Les deux grandes puissances d'au-delà du Pacifique, la Russie et le Japon, étaient alliées avec la Grande-Bretagne. Le Japon se chargea de patrouiller le Pacifique, de défendre en réalité notre littoral de la Colombie-Britannique. Aujourd'hui, il faut se tenir sans cesse prêts à défendre nous-mêmes notre côte occidentale. De plus, cette fois-ci, la guerre sous-marine s'est affirmée dès le début. Le problème de la défense navale du Saint-Laurent et du littoral de l'Atlantique a pris de plus grandes proportions. Terre-Neuve et les îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon sont situées sur le seuil de notre porte. Il importe pour notre sécurité comme pour la leur que la protection en soit assurée. Il faut aussi être prêts à faire notre part dans l'escorte des bâtiments de commerce. Notre service naval est appelé à jouer, pour la défense du territoire et des intérêts immédiats du Canada, un rôle qu'on ne songeait guère à lui voir jouer au cours de la guerre précédente.

Dans la défense effective du Canada, le rôle de l'aviation n'est pas moins important que celui de la marine. Tous nous ignorons jusqu'à quel point il faudra peut-être, avant la fin de la guerre requérir les services de notre aviation et de notre marine pour protéger notre littoral, nos ports de mer, les ports d'attache de notre marine marchande, notre mer territoriale et les centres de nos routes commerciales avoisinant nos havres. Pour la défense du territoire canadien, l'aviation peut jouer un rôle qui, bien que moins spectaculaire, serait aussi important que celui qu'elle pourrait jouer outre-mer pour les Alliés.

Au début des hostilités de 1914-1918 le Canada concentra tout son effort sur un corps expéditionnaire. Durant toute la guerre, l'attention du public s'attacha à l'armée canadienne sur le champ de bataille. Nous porterons un vif intérêt, naturellement, aux faits d'armes des troupes que nous enverrons outre-mer; mais dans cette guerre, notre effort devra viser également, sinon davantage, nos opérations sur mer et dans les airs. La part la plus efficace que pourra prendre le Canada à l'appui des Alliés différera sûrement de ce qu'elle fut lors de la dernière guerre.

Il est fort possible que ce soit dans le domaine économique que notre apport se révèle le plus important. C'est ce que l'on reconnaît généralement en Grande-Bretagne. Une revue économique de grande réputation a écrit que tout comme il est le traditionnel grenier du Commonwealth, le Canada pourrait aussi en devenir l'arsenal. Le degré de sécurité dont nous jouissons contre les dangers de bombardements aériens et notre proximité relative de l'Europe portent à croire qu'il en sera ainsi.

Coordination minutieuse de l'effort national.

Je passe maintenant à un exposé de ce que nous avons accompli jusqu'ici, en sus des projets arrêtés. J'ai déjà indiqué quelques-uns des nombreux domaines où la guerre actuelle étendra ses exigences sur nos ressources tant en hommes qu'en matériel. Chacune de ces exigences sera onéreuse. Les fonds nécessaires ne peuvent provenir que de taxation ou d'emprunt et des limites s'imposent dans chaque cas. C'est là, après la détermination d'éviter le sacrifice inutile de vies humaines, ce qui doit par-dessus tout nous engager à coordonner nos activités dans un élan soutenu. L'effort du Canada au cours de la présente guerre sera dans la mesure du possible un effort national dirigé et concerté. Au début des hostilités en Europe nous avons entamé des consultations avec le gouvernement anglais en vue d'élaborer les moyens les plus pratiques de collaboration. A la suite de ces consultations nous avons pu, dès l'entrée du Canada en guerre, procéder immédiatement à l'organisation de notre part à l'effort commun.

L'aspect militaire de l'effort de guerre du Canada.

Notre collaboration à la guerre comporte deux aspects définis, l'aspect militaire et l'aspect économique. J'analyserai tout d'abord le progrès accompli sur le plan militaire.

I.—L'armée canadienne.

Lorsque la situation internationale devint critique, nous mobilisâmes la milice pour service volontaire. Le 1er septembre, une partie de la milice était mise en service actif au Canada. Des mesures essentielles étaient prises en vue d'assurer la sécurité intérieure et de maintenir l'ordre public. Notre défense côtière a reçu les effectifs requis, des batteries ont été ajoutées aux ouvrages de défense des principaux ports de mer et aux principaux terminus des deux littoraux; les aéroports ainsi que les ports de mer ont été munis de moyens efficaces de défense aérienne. Dix mille Canadiens armés sont en garnison dans nos ports de mer. Une armée de réserve, composée de deux divisions et de certaines autres unités, a été mise sur pied et comprend un effectif de plus de 42,000 hommes. L'unité destinée au service d'outre-mer a été choisie de manière à représenter toutes les parties du pays. Cette force comprend quatre bataillons d'infanterie de langue française. Fait digne de mention, le régiment de Maisonneuve, de Montréal, fidèle aux plus nobles traditions des anciens Canadiens, a été un des premiers à compléter ses cadres.

II.—La marine canadienne.

Dès le début de la guerre, la marine royale canadienne a pris des dispositions importantes pour la défense des ports et des littoraux canadiens. La royale réserve navale canadienne et certaines réserves de volontaires de la marine ont été appelées. Vers la mi-septembre, environ 6,000 officiers et marins de la marine royale canadienne et de

la réserve, soit 4,000 de plus que l'effectif du temps de paix, étaient ou en service sur mer, ou à leurs bases. Nos destroyers ont gagné, avec une célérité sans précédent, les postes qui leur avaient été désignés. Nos vaisseaux marchands, nos bateaux de pêche et nos autres petits navires de réserve ont été réquisitionnés et remplissent efficacement les fonctions qui leur ont été assignées. Nos navires de l'Atlantique participent au convoiement des vaisseaux et jusqu'ici aucun vaisseau quittant le Canada n'a péri. Nos bassins de radoub sont exploités à plein rendement et nos chantiers maritimes le seront bientôt; nos dragueurs de mines remplissent leurs importantes fonctions. Nos navires de guerre réguliers et auxiliaires sont pleinement ravitaillés en torpilles, grenades sous-marines et munitions. De plus, nos forces navales coopèrent avec la marine anglaise à la protection de Terre-Neuve et des Antilles.

III.—La force canadienne de l'air.

Les yeux de notre peuple se tournent avec un vif intérêt et une grande fierté vers les forces canadiennes de l'air. Les hauts faits du Canada dans le domaine de l'aviation pendant la dernière guerre et la bravoure de notre jeunesse, sa confiance en soi et son habileté en mécanique ont séduit l'imagination et soulevé l'enthousiasme des nations alliées ainsi que la nôtre. Dès l'ouverture des hostilités, toutes les escadrilles disponibles ont reçu ordre de se rendre à leurs postes de guerre et des concentrations spéciales ont été effectuées sur la côte de l'Est. L'aviation participe actuellement à la patrouille des routes de navigation, le long des côtes de l'Atlantique, à la protection des navires marchands organisés en convoi, et aux diverses activités de la défense nationale.

Collaboration militaire avec les forces alliées.

Quant à l'aviation, une des mesures les plus importantes est bien l'entente conclue entre les gouvernements du Canada, de la Grande-Bretagne, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, en vue d'établir au Canada des centres d'entraînement supérieur pour les pilotes de ces quatre pays. Le 15 octobre, une mission aéronautique anglaise, dirigée par lord Riverdale, arrivait à Ottawa. Des missions semblables d'Australie et de Nouvelle-Zélande viendront également au pays pour arrêter les détails de ce projet, de concert avec les fonctionnaires du gouvernement canadien. Tous les pays intéressés, y compris nous-mêmes, seront individuellement responsables de la formation élémentaire et intermédiaire. L'entraînement supérieur qui sera concentré au Canada prendra de vastes proportions. Dès la première année, il comprendra plusieurs milliers d'hommes et entraînera la dépense de millions de dollars. Il en résultera peut-être que la victoire finale aura été préparée sur le sol canadien, car on ne saurait exagérer l'importance de ce grand mouvement d'ensemble en vue de former des aviateurs et d'organiser une force aérienne toute puissante.

Outre les mesures destinées à assurer la défense de notre propre territoire, mesures préparées longtemps d'avance, la tâche d'arrêter tous les détails de notre organisation militaire a nécessairement constitué un problème ardu et compliqué. Il est essentiel que le Canada ne reste pas en arrière des Alliés. Dans ce but, nous nous sommes tenus en contact constant avec le gouvernement anglais qui, de son côté, a fait de même avec le

gouvernement français. Afin que notre propre gouvernement et les autres puissent être renseignés plus à fond, l'un de ses plus anciens membres, M. Crerar, s'est rendu à Londres, récemment, pour avoir des entretiens directs avec le gouvernements anglais et les représentants des autres gouvernements du Commonwealth. Dans toute notre activité militaire, nous sommes résolus d'éviter les sacrifices inutiles. Nous ne tenons pas à ce que notre effort soit à grands spectacles, mais nous voulons, et c'est l'essentiel, qu'il soit efficace.

L'effort de guerre du Canada.— Aspect économique.

Je passe maintenant du point de vue militaire au point de vue économique. Il est bien naturel qu'au début d'un conflit, la nation se préoccupe d'abord des effectifs militaires, et n'attache qu'une importance secondaire à la question du matériel et des approvisionnements de guerre. J'ai indiqué précédemment que, dans la guerre moderne, les ressources matérielles et les connaissances techniques sont devenues plus importantes que la puissance en hommes. Non seulement le coût de fabrication du matériel de guerre: fusils, mitrailleuses, pièces de campagne, chars d'assaut, sous-marins, contre-torpilleurs, dragueurs de mines, croiseurs, cuirassés d'escadre, et surtout aéronefs, non seulement le coût de ce matériel s'accroît incessamment, mais il en faut des quantités de plus en plus considérables. La guerre consomme, avec un appétit insatiable, les munitions de tous genres : cartouches, obus, bombes et torpilles. Il faut absolument assurer aux troupes l'abri, le vêtement et la nourriture.

Pour que ces énormes quantités de provisions soient disponibles au moment et à l'endroit voulus, il est essentiellement nécessaire de réorganiser la vie économique du pays, ce qui ne veut pas dire chambarder l'organisation déjà existante. Il importe de mobiliser les ressources économiques du Canada, tout comme l'on mobilise son capital humain. Seul le gouvernement fédéral peut accomplir cette tâche, mais, pour réussir, il lui faudra la collaboration des autorités provinciales et municipales, de même que celle des hommes d'affaires, des ouvriers, des cultivateurs et des autres producteurs de matières premières et des sociétés bénévoles de tous genres.

La production et l'achat de munitions et autres approvisionnements.

Nous n'avons pas attendu les hostilités pour aborder le problème de l'approvisionnement. Il fallait d'abord procéder à l'inventaire de l'industrie canadienne et de ses possibilités de production. Cet inventaire est terminé depuis quelque temps. A sa dernière session, le Parlement a pourvu à la constitution d'un Conseil des achats de la défense. Ce conseil fut institué en juillet et son activité s'exerçait déjà avant les hostilités. La guerre exigeait des méthodes plus promptes et des pouvoirs plus étendus que nous n'estimions nécessaires en temps de paix. Ces pouvoirs nous étaient donnés sous les termes de la loi des mesures de guerre. Le Gouvernement institua donc, à ce temps-là, la Commission des approvisionnements de guerre avec des pouvoirs et un personnel accrus. L'organisation de cette commission est complétée et dès demain, elle prendra en mains les affaires du Conseil des achats de la défense. La commission des ap-

provisionnements de guerre aura pour tâche de continuer l'organisation et la mobilisation des ressources et des industries nationales, de s'occuper des problèmes de la manutention des approvisionnements, de la réalisation et de l'amplification des plans de défense, de l'approbation des contrats pour l'équipement et le ravitaillement des trois sections de nos armées. Depuis le 8 septembre, une mission des achats de guerre déléguée par le gouvernement britannique est au Canada. Cette mission et le gouvernement en sont venus à une entente par laquelle le Commission des approvisionnements de guerre se chargera des achats d'approvisionnements pour le compte du Royaume-Uni au Canada. La Commission des approvisionnements de guerre sera donc chargée de mobiliser toutes les ressources disponibles de notre production industrielle en vue de répondre aux besoins de nos alliés et à ceux du Canada.

Au cours de la dernière guerre, l'approvisionnement de munitions et de matériels souleva des difficultés faute d'une organisation au pays suffisante à répondre aux besoins de la guerre; le Gouvernement est bien décidé d'empêcher de semblables difficultés de surgir au cours de la présente guerre. Nous avons donc fait autoriser par les Chambres, la création d'un ministère distinct des Munitions et des Approvisionnements qui devait être établi dès que les exigences de la guerre commanderaient d'étendre nos services.

Mesures de nature à protéger le consommateur et à activer la production.

Quelques heures après l'ouverture des hostilités, le gouvernement a créé une Commission des prix

et du commerce en temps de guerre afin de parer à l'accaparement et aux profits exagérés, ainsi qu'à une hausse déraisonnable du prix des objets nécessaires à la vie. Les fonctions et les pouvoirs de cette Commission sont vastes. Elle confère avec les manufacturiers, les marchands de gros et les détaillants en vue d'obtenir leur collaboration pour l'établissement des prix raisonnables, l'approvisionnement adéquat et la distribution équitable de tous les objets nécessaires à la vie. Si cela paraît opportun pour empêcher les demandes et les prix excessifs, il est loisible à la Commission d'accorder des permis aux manufacturiers et aux marchands et de fixer des prix maxima. Partout où l'on a constaté, après enquête, une accumulation ou des profits exagérés, la commission n'a pas hésité, et elle n'hésitera pas à l'avenir, à instituer des poursuites au criminel.

Sous l'autorité de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, des administrateurs spéciaux ont été nommés pour la laine, le sucre, les cuirs et le charbon. La commission devra peut-être, à certaines périodes, nommer des administrateurs additionnels pour veiller au commerce de certains autres produits si une telle surveillance devient nécessaire pour maintenir un équilibre stable dans l'économie nationale et pour protéger les intérêts des consommateurs.

Parmi les autres organismes créés pour aider le Gouvernement dans la mobilisation des ressources économiques, l'on compte un Comité d'approvisionnement agricole destiné à diriger et à coordonner la production des produits alimentaires et fibreux essentiels. Il y a aussi un Bureau de licenciement des navires. L'on a de plus créé un Comité consultatif économique qui a pour but d'étudier les problèmes économiques soulevés par la guerre et

d'aviser le Gouvernement sur la coordination du travail des commissions et bureaux gouvernementaux qui exercent leurs activités dans le domaine économique.

L'importance vitale de la finance.

Tout notre effort de guerre, chez nous comme outre-mer, tant militaire qu'économique, dépend, je l'ai déjà dit, des ressources financières. Sans une répartition sagement conçue de nos ressources financières, ni nos forces militaires ni nos ressources industrielles et agricoles ne pourraient être mises en oeuvre pour la défense de notre cause. A l'intérieur comme à l'extérieur, nous sommes en mesure, mieux que nous ne l'étions en 1914, de réglementer nos finances et de faire en sorte que tous les citoyens se partagent équitablement le fardeau économique de la guerre. Grâce à notre fiscalité équitable et justement répartie, nous acquitterons au fur et à mesure, autant que possible, les frais de la guerre. Le budget de guerre, bien que forcément onéreux, se fondait sur le seul principe fiscal vraiment équitable, c'est-à-dire les moyens du contribuable. Nous avons assujetti à un lourd impôt sur l'excès de profits les gens à qui la guerre rapportera des bénéfices.

Le succès de notre récent emprunt à court terme et portant intérêt à deux pour cent démontre la prudence de notre politique financière. Une bonne partie du produit de l'emprunt de guerre servira à racheter de la Grande-Bretagne, une tranche de valeurs mobilières canadienes, portant intérêt à 3½%, que le gouvernement britannique désire vendre, afin d'acheter chez nous du blé, du bacon, du fromage et d'autres denrées primaires, aussi bien que des munitions ou fournitures de guerre. De cette façon, l'emprunt de guerre aidera non seu-

lement la Grande-Bretagne mais aussi le Canada.

Parmi les autres importantes mesures d'ordre financier adoptées au cours du premier mois de la guerre, signalons la création d'un régime complet de réglementation des changes, destiné à préserver nos ressources financières et, notamment, nos réserves de devises étrangères. En général, on a reconnu que cette mesure constitue l'un des moyens les plus efficaces et les plus justes d'empêcher la dissipation de nos capitaux à l'étranger dans des opérations spéculatives ou dans des entreprises non essentielles.

Autres item essentiels et utiles.

Le Gouvernement a établi aussi certaines mesures pour assurer la sécurité du Canada. Des dispositions ont été prises pour l'inscription des étrangers, pour la protection contre le sabotage et l'espionnage, et pour la censure efficace sous l'autorité d'un Comité de coordination de la censure. Dans toutes les phases de notre activité de guerre, mes collègues et moi-même avons pris et continuerons de prendre les précautions les plus minutieuses pour que ni l'esprit de parti, ni l'influence personnelle, ni les faveurs politiques ne puissent servir à l'avancement ou au bénéfice de quelqu'un ou au profit de particuliers ou de compagnies. Nous avons trouvé un grand réconfort et une aide appréciable dans l'avalanche d'offres de services volontaires qui nous ont été faites pour les activités de guerre de toutes sortes. Parce qu'elles n'ont pas été sollicitées, elles sont un hommage de l'esprit qui anime le peuple canadien. L'on a établi un bureau d'inscription de services volontaires pour classifier ces offres de service. Il y a également lieu de se réjouir de l'esprit de collaboration manifesté

par les organisations d'ouvriers canadiens et de combattants de la dernière guerre.

Je regrette de ne pouvoir, vu le peu de temps à ma disposition, signaler l'organisation, dans plusieurs autres domaines, de l'effort de guerre du Canada ou exposer plus au long ce qui a été accompli. La simple esquisse que j'en ai tracée suffira, je l'espère, à donner une idée de ce que comporte la transformation d'une économie nationale de temps de paix en une économie de temps de guerre.

Maintien de l'unité nationale.

Je n'ai pas parlé de nos relations intraimpériales et internationales. Il y aurait peut-être lieu de dire qu'aucune question n'a été plus importante et n'a nécessité d'examen plus attentif que nombre de problèmes d'ordre constitutionnel, diplomatique et politique suscités par la guerre. Les questions de cette nature n'ont pas surgi uniquement par rapport à d'autres parties du Commonwealth et à des pays étrangers. Dans sa détermination de poursuivre et d'accentuer l'effort de guerre du Canada, le Gouvernement a constaté qu'il lui fallait déployer son activité sur le front politique aussi bien que sur les fronts militaires et économiques. Une collaboration plus utile aurait-elle pu être apportée par le Canada à la cause des alliés dans les deux premiers mois de la guerre que celle que représente le verdict décisif de la semaine dernière? [1] Au Canada, rien depuis la Confédération, n'a contribué davan-

---

1 Le Premier Ministre faisait allusion aux résultats des élections dans la province de Québec en 1939, durant lesquelles les électeurs de cette province donnèrent leur appui entier à l'effort de guerre du Canada.

tage à l'unité canadienne. Du maintien de cette unité nationale dépendra avant tout la réussite de l'effort du Canada dans la guerre actuelle.

PLAN D'ENTRAINEMENT DES AVIATEURS DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE

Aussitôt après l'attaque nazie contre la Pologne, le gouvernement britannique proposait la création d'un plan de formation des aviateurs où le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande seraient parties. Ce plan fut immédiatement accepté en principe par les quatre pays. Durant octobre et novembre, des experts du Royaume-Uni, d'Australie et de Nouvelle-Zélande se rendirent à Ottawa pour rencontrer les chefs du gouvernement canadien et ses experts afin de régler les questions de détail de ce plan. L'entente fut signée le 17 décembre 1939.

Le même jour, le Premier Ministre donna les détails du plan à la T.S.F.

PLAN D'ENTRAÎNEMENT DES AVIATEURS DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE

Discours à la radio,
dimanche, 17 décembre 1939.

Il me fait plaisir d'annoncer que les gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande en sont venus à une entente en vue de collaborer à un plan de formation d'aviateurs, qui sera désigné sous le nom de Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique. La Convention a été signée, hier soir, peu de temps après minuit, à mon bureau, sur la colline du Parlement. Cette convention est basée sur les grandes lignes des mesures que le gouvernement du Royaume-Uni proposait, le 26 septembre, aux gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour assurer l'entraînement intensif des aviateurs.

Le plan envisage le développement ample et rapide des programmes d'entraînement de chacun des trois dominions et, aux stages plus avancés, l'entraînement en commun chez nous des élèves du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. L'entreprise est d'envergure, et fera du Canada l'un des plus grands centres d'entraînement d'aviateurs au monde. L'exécution de ce plan aura pour résultat d'accroître rapidement le nombre des écoles d'aviateurs au pays, et d'activer, de façon soutenue, la formation de pilotes, d'observateurs et de mitrailleurs éminemment qualifiés. Les quatre pays seront ainsi en mesure de suffire à

la demande croissante de personnel compétent pour leurs forces aériennes respectives et de répondre aux exigences du rôle collectif qu'elles peuvent être appelées à jouer sur la scène du conflit. En un mot, le but du plan est de créer des forces de l'air d'une puissance invincible.

La proposition acceptée en principe.

Le gouvernement canadien accepta le principe de la proposition le 28 septembre, deux jours après qu'elle fut faite. Sans délai, les gouvernements d'Australie et de Nouvelle-Zélande acceptèrent également en principe. On prit aussitôt des mesures pour entreprendre les négociations. L'étude minutieuse de la question s'imposait afin d'en arriver à un plan de collaboration qui concorderait en tous points avec l'expansion des forces aériennes des différentes parties du Commonwealth britannique participant à cet effort collectif. Il fallait aussi en arrêter les éléments financiers, administratifs et autres.

En élaborant ce plan, on a tenu compte des programmes d'entraînement d'aviateurs déjà adoptés dans les pays qui ont pris part aux discussions. Comme on l'a déjà indiqué, le Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique comporte la continuation de l'entraînement dans le Royaume-Uni, l'extension des programmes d'entraînement du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et l'exécution en commun d'un programme d'entraînement au Canada. Comme la proposition du Royaume-Uni envisageait l'entraînement en commun au Canada, il était dans l'ordre et, de fait, essentiel que les détails du programme fussent élaborés à Ottawa.

La négociation de l'entente.

On discuta les détails de la convention dans l'atmosphère la plus cordiale et, avec grande diligence, si l'on considère la complexité des problèmes à résoudre. Les missions de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, et notamment celle du Royaume-Uni, furent obligées de communiquer constamment par câblogramme avec leurs gouvernements respectifs pour leur soumettre certaines questions et obtenir les pouvoirs voulus. Les négociateurs canadiens eurent l'avantage d'être en contact immédiat avec leurs collègues du Cabinet et le Gouvernement lui-même fut en mesure de prendre des décisions sans retard. Sur quelques points plus importants d'ordre administratif, des négociations directes avec les gouvernements intéressés s'imposèrent aussi.

Le 27 novembre, environ trois semaines après l'arrivée au Canada de la mission néo-zélandaise, nous étions en mesure d'annoncer que le principe d'une entente avait été arrêté et était prêt à être soumis aux gouvernements intéressés. Depuis lors, on s'est appliqué à élaborer et déterminer avec précision les détails du plan et à rédiger une convention en un texte définitif.

L'objet du plan.

Il s'agissait avant tout de trouver le moyen le plus rapide et le plus efficace d'entraîner le nombre maximum de pilotes et d'aviateurs pour les besoins de la guerre. En préparant cette convention, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande devaient, de toute nécessité, songer aux moyens de sauvegarde de leurs propres territoires comme, par ex-

emple, les mesures à prendre pour assurer de façon adéquate l'entraînement et l'équipement des pilotes et du personnel de l'Aéronautique indispensables à leur défense aérienne.

Bien entendu, l'idée n'était pas de compter sur les aviateurs formés au Canada pour assurer la défense de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Toutefois, on se rendit compte que les services d'entraînement de ces deux pays, de même que ceux du Canada, permettraient de former plus d'aviateurs qu'il n'en faudrait pour leur propre défense. En vue d'atteindre le principal objectif, savoir : l'entraînement rapide du plus grand nombre possible de pilotes et d'aviateurs, ces pays, après avoir pourvu à leurs propres besoins, feront servir leurs centres d'entraînement à la formation d'Australiens et de Néo-Zélandais pour le service outre-mer dans la *Royal Air Force*. Les services d'entraînement déjà organisés dans le Royaume-Uni continueront d'être utilisés par la *Royal Air Force*.

Le programme d'entraînement en commun.

D'après la Convention, en ce qu'elle vise l'entraînement en commun au Canada, le programme d'entraînement d'aviateurs pour le Corps d'aviation royal canadien, déjà augmenté depuis la déclaration de la guerre, le sera encore de beaucoup. Le programme d'entraînement de notre pays sera englobé dans le plan d'entraînement en commun au Canada. De cette manière, l'entraînement coordonné des aviateurs se poursuivra simultanément dans les quatre pays.

Par l'exécution du programme d'entraînement en commun des aviateurs, plusieurs milliers de pilotes seront formés chaque année au Canada. Par rap-

port aux pilotes, le nombre des observateurs sera dans la proportion de trois à cinq et le nombre des mitrailleurs sera un peu plus élevé que celui des pilotes. Les pilotes, cela va de soi, font manoeuvrer les avions. Les observateurs voient au fonctionnement des cameras de reconnaissance et au réglage de bombardement. Ils s'occupent aussi de pilotage. Les mitrailleurs assurent le service de leurs armes au cours des engagements et ils font aussi fonction de radiotélégraphistes.

Les quatre parties à la convention se serviront, à divers degrés, des services déjà existants au Canada. La plupart des aspirants aviateurs recrutés dans le Royaume-Uni, seront entraînés dans leur pays. Les élèves australiens et néo-zélandais recevront dans leur pays leur entraînement préparatoire et élémentaire. La plupart des élèves australiens et quelques élèves néo-zélandais recevront aussi chez eux leur entraînement supérieur. Toutefois, en vertu de la convention, les deux autres dominions enverront au Canada à peu près un cinquième du nombre des élèves qui recevront ici leur entraînement supérieur. Nous recevrons également des recrues du Royaume-Uni, de Terre-Neuve et d'ailleurs, mais la grande majorité des élèves seront canadiens.

Ce que comprendront les centres d'entraînement.

Au début, on devra créer des écoles pour entraîner les instructeurs et exercer les personnels d'entretien. Avant que ce programme d'entraînement en soit à son plein degré de rendement, il faudra de nombreuses équipes et des personnels de terre et d'entretien pour remplir les cadres des divers services et écoles. Il faudra également des postes

de réparation et d'équipement, ainsi que des quartiers généraux et des régions aériennes, des centres de recrutement et des services d'archives. En sus des cinquante-huit écoles destinées à l'entraînement de pilotes, d'observateurs et de mitrailleurs et des autres requises au début pour la formation d'instructeurs et du personnel administratif, on devra en organiser plusieurs autres beaucoup plus grandes pour l'entraînement des personnels de terre et d'entretien. Il faudra établir au Canada 67 écoles pour l'exécution du programme d'entraînement en commun.

Il y aura près de 40,000 officiers et hommes pour faire fonctionner les diverses écoles, les postes et les autres rouages de l'organisation lorsque celle-ci sera en pleine opération. Ce chiffre comprendra environ 2,700 officiers et environ 6,000 civils; les autres 30,000 seront membres du Corps d'aviation autres que des officiers. Ces chiffres ne comprennent pas les milliers d'élèves qui seront à l'entraînement. Plusieurs de ces aviateurs employés à l'entraînement des élèves seront mécaniciens ou ouvriers spécialisés et formeront le personnel de terre et d'entretien.

Pour l'entraînement en commun on utilisera immédiatement tous les services que peut offrir actuellement le Corps d'aviation royal canadien ainsi que ceux que les lignes aériennes Trans-Canada ont offerts si généreusement. La mise de ce vaste programme en pleine voie de réalisation nécessitera beaucoup de construction et de production. Il y aura lieu d'agrandir une vingtaine d'aérodromes qui existent déjà par tout le pays et d'en établir une soixantaine d'autres. Des écoles seront construites à différents endroits. Il faudra aussi d'importants approvisionnements d'équipement et de matériel de toutes sortes pour les écoles et les dé-

pôts d'équipement et de réparation. L'industrie du bâtiment et les autres industries du Canada sauront s'acquitter efficacement de la tâche que ce programme leur trace.

L'administration du plan d'entraînement en commun.

Aux termes de la Convention, le programme collectif d'entraînement en commun, qui s'exécutera au Canada, sera administré par le Gouvernement canadien. L'organisation et la direction des écoles de formation sont confiées au Corps d'aviation royal canadien. Un Conseil de surveillance sera établi au Canada pour l'application générale du programme d'entraînement en commun. Ce conseil en surveillera l'administration financière. Il devra suivre et, de temps à autre, constater la mise au point de l'organisation.

Les quatre gouvernements contribueront à l'établissement des cadres administratifs et du personnel enseignant. Et, pendant la durée de leur service au Canada, les instructeurs du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande feront partie, à titre provisoire, du Corps d'aviation royal canadien. Cette autre mesure de collaboration contribuera de beaucoup à assurer le succès du programme d'entraînement en commun.

Progrès déjà réalisés.

Le Gouvernement n'a pas attendu que la Convention fût arrêtée pour se mettre à l'oeuvre et établir de nouveaux services d'entraînement, et, de ce côté, on a déjà fait beaucoup de progrès. Les écoles d'aviation, que possède déjà à Trenton et à Camp Borden le Corps d'aviation royal canadien, ont été transformées en écoles pour la formation d'instructeurs et, depuis plusieurs semaines, sont utilisées à

cette fin. Les établissements qui, avant la guerre, étaient organisés sur un plan plus modeste, seront sous peu mis à point. Des quelque 125 aérodromes déjà aménagés au Canada, 42 sont conformes à la norme établie par les Lignes aériennes Trans-Canada. Plusieurs de ces aérodromes serviront à l'entraînement en commun. A la suite d'arrangements conclus avec les gouvernements provinciaux, le personnel des services de voirie de chaque province a été chargé d'examiner des emplacements d'aérodromes. On a tiré tout le parti possible de la température favorable et la plupart des emplacements ont été arpentés. La Commission des approvisionnements de guerre, prévoyant les besoins de l'entreprise, s'est même occupée d'organiser la production.

On est à faire le relevé du matériel nécessaire en vue de placer les commandes sans retard. Afin de parer à toute éventualité, elle a, de fait, commandé le matériel de provenance étrangère. Maintenant que la Convention est signée, la Commission pourra adjuger les contrats d'approvisionnements sans retard. Les plans des écoles ont été préparés et l'on ne tardera pas à entreprendre la construction. L'on verra donc que le temps consacré à élaborer les détails essentiels de la convention n'a pas en réalité entravé le développement du programme. Le Canada est assurément prêt pour la tâche qui s'annonce.

Mesures prises pour le service actif.

Etant donné l'envergure du programme, il faudra quelque temps pour construire des écoles, se procurer le matériel et former d'autres instructeurs, et un certain délai s'écoulera avant que l'on puisse recevoir dans les centres d'instruction des élèves

pilotes, observateurs et mitrailleurs, et avant que les premiers pilotes et observateurs formés d'après ce plan aient l'entraînement voulu pour être dirigés sur le théâtre des hostilités.

Dans l'intervalle, sachant que le peuple canadien tient à être représenté le plus tôt possible par un corps d'aviation en service actif en Europe, le gouvernement du Royaume-Uni a pris des dispositions pour la constitution immédiate d'une escadrille sous le commandement d'un officier du Corps d'aviation royal canadien. Tous les pilotes de l'escadrille seront des Canadiens. Le commandant et les pilotes seront choisis parmi les Canadiens actuellement en service dans la *Royal Air Force*.

La constitution de l'escadrille est réalisable grâce à la façon pratique avec laquelle le Corps d'aviation royal canadien et la *Royal Air Force* ont collaboré à la formation d'aviateurs, au cours des dernières années. Grâce à cette collaboration, la *Royal Air Force* compte de nombreux Canadiens, dont quelques-uns, vous ne l'ignorez pas, se sont distingués au cours de la présente guerre.

Je devrais peut-être mentionner ici que, sous le régime du plan d'entraînement d'aviateurs du Commonwealth, les élèves qui, une fois leur entraînement terminé, feront du service actif sur le champ des opérations militaires conserveront leur identité nationale, soit par l'organisation de formations distinctes, soit par quelque autre moyen.

Relation entre le plan d'entraînement d'aviateurs et l'effort militaire du Canada.

En s'engageant dans la vaste entreprise de coopération que représente le plan d'entraînement

d'aviateurs du Commonwealth, le Gouvernement a dû naturellement examiner de très près les rapports de ce plan avec l'ensemble de notre effort militaire. Nous avons discuté à fond cet aspect de la question avec le gouvernement du Royaume-Uni. Il est manifestement de la plus haute importance que nous coordonnions notre effort avec celui de nos alliés dans l'exécution d'un plan stratégique unique pour la poursuite de la guerre. Lorsque le gouvernement du Royaume-Uni proposa les grandes lignes du plan d'entraînement, il fut déclaré que l'élaboration et l'exécution d'un si vaste projet pourrait avoir sur l'ensemble des opérations militaires une influence énorme et peut-être même décisive.

Le 10 octobre, lorsque j'annonçai que les différents gouvernements avaient accepté la proposition en principe, je déclarai ce qui suit: "Le gouvernement du Royaume-Uni pense que, grâce aux avantages dont le Canada dispose, cet effort de coopération pourrait fort bien revêtir un caractère tout à fait essentiel et même décisif".

Depuis lors, le gouvernement du Royaume-Uni a fait savoir qu'à son avis, notre participation au plan d'entraînement d'aviateurs, eu égard aux besoins présents et futurs, contribuera plus efficacement à la victoire finale que tout autre mode de coopération militaire. Il a fait en même temps ressortir clairement qu'il verra avec non moins de satisfaction les troupes canadiennes le plus tôt possible sur la scène du conflit.

Le 19 septembre, le Gouvernement canadien annonçait que nous étions à organiser une division pour le service d'outre-mer, et le public n'est pas sans savoir que, pour nous rendre au désir du Royaume-Uni, nous apportons toute la diligence possible à l'envoi de notre corps expéditionnaire.

Notre vraie contribution.

J'ai parlé de l'ampleur du plan collectif d'entraînement d'aviateurs, du nombre probable d'hommes qu'il permettra de former et des sommes qu'il ajoutera aux dépenses de guerre du Canada. Il convient toutefois de se rappeler que l'énorme expansion de puissance aérienne, que le Canada a entreprise en collaboration avec les autres pays du Commonwealth britannique, comporte quelque chose qui diffère totalement du chiffre des effectifs ou des valeurs matérielles et qui est d'une importance encore plus vitale. C'est la vie de nos jeunes gens qui est mise en jeu. Tout comme nos soldats et nos marins, les pilotes et les autres aviateurs qui seront formés par milliers seront appelés à risquer leur vie dans des combats contre les forces les plus terribles que le monde ait jamais connues.

Je parle surtout ce soir des membres du Corps d'aviation royal canadien. Je suis convaincu que les jeunes, au même degré que leurs aînés auxquels ils se joindront, se rendent compte de l'affreuse situation qui menace aujourd'hui le monde, et des sacrifices qu'il faudra faire avant la restauration de la paix. Ce n'est pas le goût des aventures qui les a fait accourir en aussi grand nombre. Ce sont plutôt les sentiments des croisés d'autrefois qui les portent à s'enrôler; ils sont prêts, s'il le faut, à sacrifier leur vie pour une cause qui, pour eux comme pour nous, est sainte et sacrée—le droit imprescriptible à la liberté et au bonheur dans un pays libre. Il nous incombe de sauvegarder et de protéger par tous les moyens possibles ce courage et cet esprit de dévouement.

Le Gouvernement a abordé cette vaste entreprise, sachant que toute hâte excessive serait

funeste et qu'il ne fallait rien laisser au hasard. Les rouages de cet organisme compliqué doivent être parfaits. Pour être en mesure d'accomplir leur tâche, ces hommes devront être formés par les instructeurs les plus compétents et dans les conditions les plus avantageuses que notre pays puisse assurer. Il n'est aucune autre arme des services de la défense où l'on doive compter davantage sur l'initiative, les connaissances et le jugement de chacun. C'est parce qu'ils possèdent ces qualités à un haut degré que les aviateurs Canadiens ont acquis une aussi belle réputation. On peut compter que les recrues de l'armée de l'air du Canada sauront s'acquitter de leur tâche, quels qu'en soient les dangers. Nous, nous devons faire notre part en les secondant par tous les moyens, en leur donnant la formation et le matériel voulus et en les entourant de tout ce qui est propre à exercer sur eux une influence bienfaisante.

La mission des aviateurs.

A ceux qui nous viendront du dehors, pour recevoir leur formation, il n'est pas besoin que je dise quel chaleureux accueil les attend pendant leur bref séjour parmi nous. Je connais le grand cœur des Canadiens. Je suis convaincu que ces hôtes seront accueillis dans nos foyers comme le seraient nos propres compatriotes, auxquels ils sont déjà unis comme des frères dans un effort héroïque pour sauver le monde en cette heure de danger.

Qu'on n'aille pas s'illusionner sur la véritable signification de la guerre actuelle. C'est une lutte à outrance pour l'existence même. Son issue décidera non seulement le sort de la Grande-Bretagne, ou même, il me semble, celui de l'Empire britannique, dont la chute ébranlerait le monde, mais celui de

l'humanité elle-même, dans tout ce qu'elle a de plus noble. C'est pour éviter une pareille calamité au genre humain, que, guidés soit par l'étoile polaire, soit par la Croix du Sud, les aviateurs du Commonwealth britannique consacrent leur vie. C'est le désir de hâter le rétablissement de la paix qui anime avant tout nos armées de terre, de mer et de l'air.

UNITÉ NATIONALE ET DÉFENSE DE LA LIBERTÉ

Le jour même où l'accord relatif au plan de formation des aviateurs était signé, le premier contingent de troupes canadiennes débarquait en Grande-Bretagne. Un second contingent arriva durant les derniers jours de l'année.

Le 25 janvier 1940, le Parlement se réunissait de nouveau et était dissous le même jour. Une élection générale s'ensuivit. Le 26 mars, la même administration recevait un nouveau mandat, forte d'une plus grande majorité.

Durant la campagne électorale, le Premier Ministre fit une série de discours à la T.S.F. au cours desquels il expliqua plus en détail les aspects les plus importants de l'effort de guerre du Canada. Les quelques extraits suivants de ces discours mettent en lumière la politique de l'administration centrée sur le maintien de l'unité nationale et sur la défense de la liberté.

UNITÉ NATIONALE ET DÉFENSE DE LA LIBERTÉ

Discours à la radio,

7 février, 21 et 22 mars 1940.

Lorsqu'en septembre dernier, le Parlement termina sa session spéciale de guerre, les Canadiens eurent le sentiment bien net que leur pays était uni. Autre fait, non moins important, les peuples d'Europe eurent aussi l'impression d'un Canada uni, fermement résolu à fournir un effort suprême pour gagner la guerre.

Ce sentiment d'unité canadienne dans la poursuite de la guerre s'affirma d'une manière admirable six semaines plus tard. Le 25 octobre, la province de Québec, faisant entendre sa voix même au delà de l'Atlantique, relevait un défi qui avait fait planer des doutes sur la loyauté de sa population. Celle-ci n'aurait jamais su mieux proclamer son adhésion à l'effort de guerre du cabinet fédéral.

Toujours, je considérerai cette double démonstration d'unité canadienne, cette preuve de notre commune détermination dans la lutte et le sacrifice, comme le concours le plus fécond que le Canada pouvait, au début du conflit, apporter à la victoire de nos armées, et c'est en conservant l'unité nationale que nous accroîtrons notre puissance.

Comment l'unité canadienne aurait pu être détruite.

Nous comprendrons mieux le sens de l'effort de guerre du Canada si nous reconnaissons tout de suite que cette manifestation d'unité, tant au parlement par les représentants du peuple que dans la province de Québec par le peuple lui-même, n'était pas le fait d'un sursaut momentané. Ce fut le résultat non équivoque de la politique constante du régime actuel, politique qui, pendant plusieurs années, s'est avérée conforme à la volonté du peuple canadien sur des question de paix et de guerre.

Ce n'est pas en poussant le Canada à la guerre avant d'avoir obtenu l'assentiment des Chambres que cette unité s'est faite. Ce n'est pas en décrétant l'envoi d'un corps expéditionnaire avant que le Parlement eût voté la participation, et les fonds nécessaires à cette fin. Ce n'est pas en faisant voter par le Parlement en temps de paix d'amples crédits militaires en prévision de la participation du Canada à une guerre européenne. Notre unité ne s'est pas maintenue en engageant le Canada dans une guerre européenne avant ou pendant les entretiens de Munich, ou même après l'invasion de la Tchécoslovaquie, alors que le gouvernement britannique lui-même, nous le savons maintenant, se refusait à prendre pareille décision. Cette unité ne s'est pas réalisée en déclarant que le gouvernement, sans consulter le Parlement ou le peuple, lancerait le Canada dans le conflit n'importe quand, n'importe où, sous n'importe quel prétexte, dès lors que la Grande-Bretagne ferait la guerre.

L'unité fut encore moins le résultat d'engagements visant à prolonger en temps de guerre le mandat

du Parlement sans appel au peuple ou à former un soi-disant gouvernement "national" susceptible de décréter la conscription, ou encore à priver de leur droit de vote plusieurs catégories de citoyens canadiens. Le peuple canadien garde encore le souvenir amer de ce qui s'est fait dans ce sens lors de la dernière guerre.

Facteurs de l'unité canadienne.

Ce n'est rien de tout cela qui a amené l'unité nationale. Ce qui l'a rendue possible et ce qui l'a réalisée, c'est l'assurance — que mes collègues et moi-même nous n'avons cessé de donner au peuple canadien — que tout serait mis en œuvre pour prévenir pareilles éventualités. Nous voulions fermement que ce soit le Parlement ou le peuple qui décide de la participation à la guerre. Cette promesse, je l'ai faite à maintes reprises au peuple canadien, et j'ai tenu parole. Malgré la critique, malgré les injures, malgré l'insistance qu'on a mise à me faire trahir cet engagement, j'ai astreint le pays à cette ligne de conduite, fermement, patiemment et honorablement.

Vous savez aussi bien que moi qu'un manque d'unité lors de notre entrée en guerre aurait eu des conséquences funestes. Vous savez aussi bien que moi que, pour continuer la guerre avec toute l'énergie voulue, il nous faut une nation unie. Tous les gens bien pensants conviendront avec moi que la politique qui a uni le Canada est aussi celle qui le gardera uni.

L'effort de guerre du Canada vient en premier lieu.

Il ne fallait pas attendre qu'un gouvernement, chargé de poursuivre l'effort de guerre du Canada

et de diriger les travaux ordinaires du parlement, pût en outre mener deux campagnes politiques de front — l'une avant la dissolution et l'autre après — et ajourner le verdict des électeurs à un moment où la cause alliée aurait atteint une autre phase fort critique.

J'ai pris sur moi de recommander la dissolution. En assumant cette responsabilité, j'y ai vu l'accomplissement d'un devoir. J'ai agi de la sorte, parce que j'avais la certitude de bien faire et de servir les intérêts du pays. J'ai surtout été guidé par le souci de sauvegarder l'unité du parlement aux yeux de l'univers.

Tout comme nos adversaires politiques, je savais qu'un appel au peuple s'imposait à brève échéance. A mon avis, il devait avoir lieu avant l'offensive du printemps, il devait avoir lieu avant que dans notre pays les routes se défoncent et deviennent impassables, il devait avoir lieu avant que les soldats canadiens, actuellement en Angleterre, se rendent en France, il devait avoir lieu avant que la deuxième division ait quitté le sol canadien.

Si le Parlement avait siégé jusqu'en mars ou avril, les élections générales auraient inévitablement eu lieu au moment où nos soldats auraient été engagés au plus fort de la mêlée. Si j'avais laissé les événements prendre cette tournure, l'on m'aurait dit, non sans raison, que je n'étais pas apte à diriger le gouvernement.

Efforts pour maintenir la paix en Europe.

J'étais convaincu depuis longtemps que l'état des affaires européennes ne pouvait, comme au cours des quatre dernières années, continuer d'aller de

mal en pis, sans que la conflagration éclatât en Europe, ni que la liberté des pays du monde entier fût menacée. Animé d'une telle conviction, j'ai fait tout ce que j'ai pu et j'ai tenté d'obtenir du pays tout ce qu'il pouvait en favorisant partout et toujours la bonne entente, l'amitié et la bienveillance entre les nations. D'un autre côté, je n'oubliais jamais que les tentatives en faveur de la paix pouvaient échouer. Je devais tenir compte de la possibilité que le jour vînt où la Grande-Bretagne et la France seraient entraînées dans une lutte colossale afin de préserver leur liberté et, à vrai dire, leur existence même. Tout le temps, j'ai dû me demander quels étaient les meilleurs moyens de maintenir l'unité de notre pays et de façonner son programme politique de sorte que, forcé d'indiquer quel rôle il entendait jouer dans un conflit mondial destiné à terrasser l'agression et à préserver la liberté, il pût faire entendre la voix d'un peuple uni.

Efforts pour préserver l'unité du Canada.

Je crois connaître l'amour de la liberté qui anime tout citoyen du Canada. Je crois connaître aussi la gratitude qu'hommes et femmes du Canada, de toute région, de toute classe, de toute race et de toute religion, éprouvent pour la manière dont leurs libertés ont été préservées sous le régime des institutions britanniques, grâce à notre libre association en qualité de peuple libre à la communauté des nations britanniques. En conséquence, je n'ai jamais douté de l'unité de pensée et d'intention avec laquelle nous entendions prendre part à tout conflit où notre liberté serait menacée. J'avais pour mission de faire en sorte qu'aucun faux pas, qu'aucun acte inconsidéré, qu'aucun programme ni aucune

mesure extrême ne pût détruire d'avance la netteté des vues de notre population ni sa faculté d'agir.

J'avais pris la résolution que, le moment venu d'arrêter une décision, aucune divergence d'opinion, pas plus au Parlement que dans le pays, n'empêcherait le Canada de fournir son effort suprême.

Le seul moyen d'éprouver l'efficacité d'une ligne de conduite consiste à en observer les résultats. Rappelez-vous mes promesses réitérées que le Canada ne prendrait part à une guerre qu'à la suite d'une décision prise par le Parlement ou le peuple. Et aussi mon refus de tenir des élections générales en juillet ou en août, alors que le chef de l'opposition et plusieurs de mes partisans me pressaient fortement de dissoudre les Chambres. Rappelez-vous aussi la rapidité avec laquelle le Parlement a été convoqué en une session spéciale quand survint la crise. — Vous connaissez l'unanimité qui a caractérisé les délibérations du Parlement et sa décision si grave. Vous savez quel effet tout cela a eu sur l'unité de la nation en temps de guerre. Sachant tout cela, je vous le demande, mes compatriotes, n'ai-je pas, durant les années où j'ai détenu le pouvoir à titre de chef du gouvernement en notre pays, n'ai-je pas, dis-je, suivi la ligne de conduite qui fût sage et judicieuse? S'il m'est permis de m'exprimer de la sorte, vous feriez bien, me semble-t-il, de juger de l'avenir à la lumière du passé.

Le peuple décidera.

La population est appelée à indiquer par l'intermédiaire de quel gouvernement et au moyen de quels programmes politiques sa volonté a le plus de chance de recevoir la réalisation la plus complète et la plus effective relativement à la direction de l'effort de guerre. Cet effort de guerre, je l'ai

déjà dit, s'est édifié sur des fondements préparés avec soin. Il s'est intensifié grâce à un labeur constant, persistant et patient.

Nous avions pour nous guider l'expérience de la dernière guerre. Notre ligne de conduite étant ainsi tracée, nous avons mis tout en œuvre pour éviter les erreurs qui naissent de la précipitation et de la confusion et pour prévenir les inutiles sacrifices, en vies humaines et en richesses, qui ne manquent pas d'en être la suite. Dans un conflit qui risque désormais d'être long et épuisant, notre participation vaudra dans la mesure où elle sera minutieusement organisée, en collaboration étroite avec nos alliés.

C'est à vous de vous prononcer. Ce ne sont pas vos représentants au Parlement qui sont appelés aujourd'hui en ce temps de guerre, à statuer sur le présent et l'avenir du pays.

C'est vous-même qui devrez décider, car vous êtes les maîtres du Parlement, et bien plus, vous êtes, comme jadis encore, les maîtres de votre propre destinée.

Mesures prises pour faire face à la situation

Je me permets de vous rappeler, très brièvement, certaines des œuvres accomplies par le Gouvernement actuel. En temps de paix, nous avons eu le courage de hausser considérablement les crédits de la défense, et j'emploie à dessein le mot courage. Même nos adversaires conviendront qu'il faut du courage pour assujettir à des impôts une nation paisible et pacifique en vue d'une guerre éloignée de nos côtes. Nous avons rétabli nos défenses nationales; nous avons reconstitué l'aviation militaire; nous avons créé les lignes d'Air-Canada; nous

avons donné à la Banque du Canada un caractère d'institution vraiment nationale; nous avons trouvé de nouveaux marchés pour notre production, développant ainsi le commerce du Canada; nous avons établi des relations cordiales avec nos voisins du Sud; nous avons également fait beaucoup pour rapprocher de plus en plus le Canada de la Grande-Bretagne.

Depuis le début des hostilités, nous avons organisé l'agriculture en vue de répondre aux exigences de la guerre. Nous avons épargné aux ouvriers et aux commerçants la catastrophe du change international et l'inflation de notre monnaie. Nous avons protégé l'ouvrier et la ménagère contre une hausse excessive du prix des denrées nécessaires à l'existence. Nous avons équipé et envoyé outre-mer des soldats et des aviateurs. Notre deuxième division est à s'entraîner au pays. Nous avons notablement renforcé l'Armée et la Marine Royale Canadienne. Nous avons joué le rôle le plus important dans l'établissement du Plan d'entraînement d'Aviateurs du Commonwealth. Je n'aime pas à faire des prédictions, mais j'aimerais qu'à mesure que les événements se dérouleront, vous vous rappeliez mes paroles et celles des hommes d'Etat anglais, à l'effet que cet organisme puissant pourrait bien être l'artisan de la victoire finale. Nous avons publié au grand jour toutes les adjudications d'approvisionnements de guerre.

En vue de hâter la victoire, nous avons appelé au service du Canada des hommes éminents de tous les partis et d'autres n'ayant aucune allégeance politique. Nous avons fait du mérite le seul critère des promotions dans l'armée. Nous n'avons permis à aucun homme ni à aucun groupe d'hommes, si influent soit-il, de réaliser des profits scandaleux à même la calamité nationale.

Nous nous sommes rangés aux côtés de l'Angleterre et de la France en harmonie complète. Nous y restons aujourd'hui. Nous avons réussi à maintenir l'unité nationale. La loyauté traditionnelle de nos compatriotes de langue française nous a, une fois de plus, inculqué le sens de l'unité nationale. Eux aussi, sont aux côtés de l'élément anglophone du Canada, avec la Grande-Bretagne et la France, pour la défense de l'autel, du foyer et des droits primordiaux du genre humain.

Voix de la terre canadienne.

Tant que durera la guerre, vous et moi, quels que soient nos fardeaux, nous nous réconforterons à la pensée que des jeunes Canadiens, comme leurs pères avant eux, consentent à offrir leur vie même sur l'autel de la nation et de l'humanité. Nous ferons tout en notre pouvoir pour que nos efforts soient dignes d'eux. La guerre finie, la cause de la paix aura également besoin de l'aide du Canada. Elle aura besoin que la voie authentique et unique de la nation s'adresse à tous les autres pays par l'intermédiaire d'un gouvernement puissant car la voix du Canada est la voix du Nouveau-Monde. C'est en outre la voix d'une nation jeune et libre qui contribue de son mieux à la cause de la liberté humaine. C'est la voix de la générosité, de la bienveillance, de la réconciliation, de l'apaisement et de la fraternité humaine.

Election en temps de guerre.

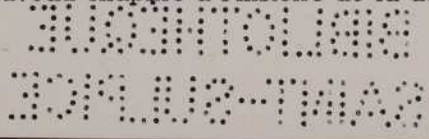
Tous ceux qui ont été déçus et frustrés de l'espoir qu'ils avaient formé de prolonger la vie du Parlement par la formation d'un gouvernement d'union, ont vivement critiqué la dissolution du Parlement

BIBLIOTHÈQUE SAINT-SULPICE

depuis le début de cette campagne. Souvenez-vous de tous ceux qui se demandaient : "Pourquoi une élection en temps de guerre?" Vous étiez peut-être parmi ceux qui souhaitaient que le Parlement poursuivît sa tâche indéfiniment. Maintenir le Parlement plus de cinq ans au pouvoir voulait dire qu'on mettait la constitution de côté et qu'on vous enlevait le droit que vous avez de choisir ceux que vous voulez placer à la tête du pays en temps de guerre. Les membres de la Chambre des communes eussent-ils décidé de prolonger la vie du Parlement, sans autorité de la Constitution ou de vous-mêmes, qu'ils eussent violé vos droits et vos prérogatives.

Dans des circonstances beaucoup plus difficiles, durant la guerre civile, Abraham Lincoln dut résoudre ce problème d'une élection en temps de guerre. D'après la Constitution des Etats-Unis, l'élection du président doit avoir lieu tous les quatre ans. La guerre civile commença en avril 1861. L'élection du Président devait avoir lieu en novembre, 1864. Lincoln eut à décider si, d'accord avec ses collègues, il devait violer la constitution en prétextant qu'elle ne s'appliquait plus durant une guerre civile. Lincoln soutint que si les élections n'avaient pas lieu ce serait admettre le succès de la rébellion puisque les institutions libres des Etats-Unis auraient été détruites à cause d'une guerre pour la liberté. "Nous ne pouvons pas, disait-il, jouir d'un gouvernement libre sans élections." Les élections eurent lieu. L'administration de Lincoln fut réélue et le monde apprit que, même au milieu d'une guerre civile, la démocratie et la liberté pouvaient survivre.

J'ose affirmer que, à partir de mardi prochain, la population de ce pays, voire de tout l'Empire britannique, pourra s'enorgueillir d'avoir ajouté un nouveau chapitre à l'histoire de la démocratie dans



le nouveau monde. Notre pays aura en effet démontré que, sous les institutions parlementaires britanniques, il est également possible à une nation libre, durant une guerre, de préserver sa liberté électorale et les libertés fondamentales qui en découlent.

FEU LORD TWEEDSMUIR

C'est le 11 février 1940, au cours de la campagne électorale, que Son Excellence le Très Honorable Baron Tweedsmuir, Gouverneur-Général, mourut. Le soir de ce même jour, à la radio, le Premier Ministre rendit hommage au grand disparu; le lendemain matin, les journaux du pays publiaient une autre déclaration de M. King.

A la mort de Lord Tweedsmuir, le juge en chef de la Cour Suprême du Canada, le Très Honorable Sir Lyman Duff fut nommé administrateur et remplit ces fonctions jusqu'à l'arrivée du Très Honorable le comte d'Athlone au Canada, le 21 juin.

FEU LORD TWEEDSMUIR

Discours prononcé à la radio le 11 février, et transmis à la presse le 12 février 1940

Ce soir, dans la ville de Montréal est mort un grand homme qui était aussi un parfait honnête homme, M. John Buchan, premier baron de Tweedsmuir. C'est avec beaucoup de chagrin que je remplis le triste devoir d'informer le peuple de notre pays du fait que Son Excellence a cessé de vivre, un peu après sept heures.

La mort de Son Excellence fait perdre aux Canadiens l'un de leurs plus grands et de leur plus vénérés gouverneurs-généraux. Elle les prive d'un ami qui, le jour même de son arrivée dans ce pays, avait mis sa vie à leur service.

A l'accomplissement de sa grande tâche, Lord Tweedsmuir a apporté la sagesse, l'expérience, le charme des mots et la générosité du cœur. Il vint ici pour connaître et pour partager les sentiments et les aspirations des Canadiens de toutes les parties du Dominion. Il les visita dans l'est du pays, dans l'ouest et dans l'extrême-nord. Il n'était jamais plus heureux que lorsqu'il partageait la simplicité de leurs joies et de leurs travaux.

De cette connaissance, de cette intelligence de l'âme canadienne est issu l'enthousiasme presque unique que lord Tweedsmuir avait pour ce pays, pour ses institutions, pour ses traditions et pour ses gens. S'il a connu le peuple canadien comme peu de gouverneurs-généraux l'ont connu avant lui, le peuple canadien de son côté, a aussi appris à le

connaître et à lui accorder une affection qu'il n'avait pas accordée à d'autres.

Il n'est pas un foyer dans notre Dominion qui ne sera pas attristé par la perte qui frappe notre pays; il n'est pas une partie du Commonwealth des nations britanniques qui ne fera pas sienne notre attitude à ce sujet. Le monde lui-même perd en lord Tweedsmuir un homme qui avait voué tous ses talents et tous ses nobles sentiments à la seule tâche de servir l'humanité.

Il était, comme tant de grands hommes de sa race, un fils d'homme d'église. Les idéals chrétiens ont animé toute sa vie et guidé tous ses pas. Et il convient de rappeler, à ce sujet, qu'à sa dernière apparition publique, comme gouverneur-général de ce pays, il y a exactement une semaine aujourd'hui, il a lu un passage de l'Ecriture à l'église presbytérienne de St. Andrew, dans cette ville d'Ottawa par lequel il proclama humblement, devant tous les hommes, la foi inébranlable qu'il avait en la foi de ses pères.

Dans l'accomplissement de tous ses devoirs publics, lord Tweedsmuir fut la fidélité même. Arraché du monde des vivants alors qu'il était au faîte de sa puissance, on ne peut que croire que Dieu, dans sa providence, a trouvé qu'il avait complété l'œuvre qu'il avait à accomplir sur cette terre. Au roi, dont lord Tweedsmuir était le représentant dans notre Dominion, notre pays adresse l'expression de son profond chagrin. Aucun souverain ne confia jamais une mission aussi grande à un serviteur aussi fidèle.

A Son Excellence, lady Tweedsmuir, à sa fille, à ses trois fils qui, aujourd'hui, servent leur roi comme leur père l'a servi avant eux, le Canada offre sa plus vive sympathie en ce jour de deuil national.

Le Canada avait raison d'être fier qu'un esprit aussi distingué vînt dans ce pays, esprit qui s'intéressait à tout et qui rendait tout ce qu'il touchait intéressant.

Les livres de Lord Tweedsmuir ont été la lecture préférée de milliers de personnes parmi nous; ses discours, où la richesse du fond ne le cédait qu'à la richesse de la forme, furent des modèles du genre. Qu'il s'adressât à des sociétés savantes, à des organisations professionnelles, aux vieux Canadiens de l'est ou aux jeunes Canadiens de l'ouest, partout et toujours il apparaissait comme un champion de la démocratie dans toute sa force, de la nationalité dans tout son sens véritable. Le pêcheur, le paysan, le prospecteur et le trappeur apprendront avec douleur la mort de cet homme de cœur qui réussit à apporter partout à travers cet immense pays à la fois de l'humour, une grande humanité et une grande sympathie.

Comme poète, biographe et conteur il n'a jamais oublié que le vrai sens de la littérature c'est l'annotation du coeur humain.

Au début du siècle, Lord Tweedsmuir fut de cette équipe d'apôtres à la vision claire qui réclamèrent la réconciliation des races et la liberté nationale en Afrique du Sud. Son expérience, sa connaissance approfondie de l'histoire, son sens intuitif de la nature des libres institutions britanniques, en avaient fait un représentant tout désigné de Sa Majesté le Roi au Canada. En pensée, en parole, en action aussi bien qu'en intention il ne s'est jamais départi d'une conception correcte dans l'accomplissement de sa haute mission. La propre carrière de Lord Tweedsmuir fut une source d'inspiration pour la jeunesse du Canada. Son courage, sa persévérance, son unité d'intention et sa facilité faisaient de lui un représentant type de la race

écossaise dans ce qu'elle a de plus noble et de meilleur.

Un cœur indomptable habitait un corps plutôt frêle. Pourtant il trouva le temps et la force d'être un soldat, un homme d'Etat, un historien, un poète, un romancier, un orateur et un homme d'affaires.

On se souviendra longtemps du discours que Lord Tweedsmuir faisait récemment à l'Université d'Edinburgh sous le titre de "La Maison de l'Interprète". Comme conclusion, il demandait aux étudiants et aux professeurs de cette université de répondre à la prière de Socrate : "Accordez-moi la beauté intérieure et que mon âme se développe au contact des beautés de l'extérieur". Comme cette prière caractérise bien la vie de Lord Tweedsmuir lui-même! Qu'il habitât à Rideau Hall ou à la Citadelle de Québec, sous le toit du grand ou de l'humble, sa maison devenait bien la "maison de l'interprète". Car, partout où il était, il s'appliquait à comprendre le peuple, à l'interpréter, Français comme Anglais, de l'est ou de l'ouest, nouveau Canadien ou Canadien de vieille souche.

Plus d'une fois, Lord Tweedsmuir exprima le désir d'être appelé un vrai Canadien. Des milliers de Canadiens qui eurent l'avantage de le connaître se seraient fait un point d'orgueil de le traiter comme un des leurs. Je suis sûr qu'il eut été fier de cette épitaphe gravée dans le cœur du Canada qui pleure aujourd'hui un de ses fils d'adoption.

PRINTEMPS 1940 : L'EFFORT DE GUERRE DU CANADA

Aussitôt les élections terminées, le ministre de la Défense Nationale, l'honorable Norman McL. Rogers se rendit en Grande-Bretagne et en France pour mettre au point certaines mesures de coopération avec les gouvernements des deux pays et pour visiter les troupes canadiennes déjà rendues en Grande-Bretagne.

Durant l'intervalle, entre les élections et l'ouverture du nouveau Parlement, le Premier Ministre rendit visite au Président des Etats-Unis à Warm Springs, en Georgie.

Le Parlement fut convoqué pour le 16 mai 1940. La note dominante de cette session fut l'anxiété causée par la grande offensive allemande contre les nations de l'Europe occidentale qui avait déjà été déclenchée. Le 20 mai, le Premier Ministre donna les grandes lignes de la situation telle qu'elle se présentait alors et souligna les développements de guerre du Canada.

PRINTEMPS 1940 : L'EFFORT DE GUERRE DU CANADA

Chambre des Communes,
20 *mai* 1940.

Le caractère des ennemis de la race humaine contre lesquels nous nous battons avec nos alliés apparaît dans tout ce qu'il y a de barbare et de violent.

En moins de huit mois les tyrans d'Allemagne sont devenus les maîtres de la Pologne, du Danemark, d'une grande partie de la Norvège, de la Hollande et des principales villes de la Belgique. Ils ont employé leurs effectifs militaires et leurs équipements à semer la dévastation chez les faibles et les innocents. Depuis quelques jours leurs armées ont envahi profondément le sol de France et le Reich allemand médite maintenant contre la Grande-Bretagne des attaques lancées de territoires que la brutalité nazie vient de violer. La passion et l'indignation n'aboutiraient à rien. En présence des faits et gestes de l'ennemi il importe d'étudier ce que nous accomplissons et ce que nous pouvons entreprendre contre lui.

J'ai donc l'intention aujourd'hui de repasser le plus brièvement possible ce que le Canada a fait et ce qu'il fait actuellement, et d'indiquer ce que le Gouvernement se propose d'entreprendre pour parer au danger qui nous menace, nous et nos alliés.

Pour des raisons évidentes nous sommes dans l'impossibilité de divulguer certaines mesures passées ou futures, et dans certains cas il faudra se contenter de simples aperçus. Rien ne sera caché

de ce que permettent de révéler les exigences d'ordre militaire.

La plus grave crise de l'histoire du Commonwealth des nations britanniques n'ouvre guère la porte aux éloges intéressés ou aux reproches politiques. Le passé nous intéresse beaucoup moins que le présent et l'avenir chargé de nuages. La tâche qui nous est dévolue intéresse le Canada tout entier, et non telle section ou tel groupe de Canadiens, et mettra à contribution le plus complet de chacun d'entre nous.

D'une économie de paix à une économie de guerre.

Notre pays n'est pas passé sans profondes secousses d'une économie de paix à une économie de guerre; il n'a pas été non plus facile aux démocraties européennes qui ont pu caresser des rêves de paix de se prémunir contre une autocratie qui a constamment désiré la guerre et qui s'y est préparée.

Nous ferons connaître quels efforts militaires a entrepris notre pays et quelles mesures ont été ou seront lancées. Le moment solennel que nous traversons rejette tout autant les vains désirs de justification personnelle que les reproches malveillants et irréfléchis. Tout ce que je demande à la Chambre est d'examiner le passé et les projets du gouvernement, à mesure qu'elle en prendra connaissance, dans leurs véritables perspectives et de les apprécier dans leur ensemble.

Le monde a bien changé depuis 1914. Le Canada n'a pas fait exception sous ce rapport. Notre statut national n'est plus le même. Notre responsabilité politique a subi des modifications, ainsi que notre

situation financière. Notre puissance industrielle a subi des changements. Les problèmes de la défense du pays et des opérations outre-mer ont été modifiés du tout au tout par l'augmentation de la portée, de la précision et de la puissance destructive des aéroplanes, des sous-marins, des armes mécanisées et du matériel militaire. Plus que jamais la machine de guerre domine l'homme à la guerre. La force militaire ne se calcule plus d'après le nombre des soldats.

Le résultat définitif de tous ces facteurs de transformation, de l'accroissement de la force aérienne et de l'élimination des distances ne saurait encore, sans doute, être déterminé avec exactitude. Tout cela a fait remarquablement ressortir la nécessité de la défense du pays. Cela a aussi mis davantage en lumière l'importance considérable de nos ports orientaux de l'Atlantique pour le transport du matériel militaire et d'autres approvisionnements en Angleterre et en France.

C'est aussi ce qui nous a portés à attacher une si grande importante à l'amélioration de l'aéronautique,—non seulement en ce qui a trait à notre Corps d'aviation royal canadien, mais aussi au plan d'entraînement des aviateurs de l'empire, dans l'exécution duquel nous prenons une part si importante.

Quand vous examinerez les dépenses faites et que vous serez au courant des crédits proposés pour la marine royale canadienne et l'armée de l'air, vous vous rendrez encore davantage compte des différences qui existent entre les méthodes de guerre de 1914 et celles de 1940.

Au Canada, comme ailleurs, on a peut-être été lent à mesurer toute la portée et toute la signification de ces changements.

Egalement, lorsque nous tenons compte des méthodes différentes dans l'alignement des troupes durant la présente guerre, de la possibilité d'étendre le conflit dans toutes les directions, et puis du devoir national que nous avons d'assurer notre défense et de collaborer avec nos alliés non seulement sur nos côtes orientales, mais aussi sur le littoral du Pacifique, nous pouvons nous faire une idée de l'importance et de l'ampleur que représentent aujourd'hui les problèmes de la défense du Canada.

Je vais maintenant passer brièvement en revue ce que nous avons fait et préparé jusqu'ici. J'exposerai tout simplement les faits tels qu'ils sont. Tous les détails nécessaires vous seront fournis par mes collègues au cours de la session.

Fournitures de guerre.

Quant aux fournitures de guerre, les contrats adjugés jusqu'au 15 mai représentaient un total de 275 millions de dollars. De ce chiffre, la part du gouvernement canadien était de 200 millions et celle des gouvernements alliés de 75 millions. Toutes ces entreprises, à l'exception d'un certain nombre s'élevant à 50 millions de dollars, ont été adjugées au Canada.

Vingt chantiers maritimes travaillent à la construction de 90 navires de guerre, et la production est en avance sur le temps fixé. On est à construire 82 aéroports et l'on poursuit 175 projets de construction; ce chiffre comprend des fortifications côtières, des travaux de défense contre les sous-marins et des hangars. Nous avons placé des commandes pour 9,000 voitures automobiles au coût de 14 millions de dollars; de ce nombre, 3,000 ont déjà été livrées outre-mer.

On est à produire des munitions pour une somme de 80 millions de dollars.

Une grande usine de munitions est en voie de construction, tandis qu'une seconde est en voie d'organisation.

L'industrie fonctionne à plein rendement pour faire face aux besoins futurs en vêtements, chaussures et équipement personnel. La production de munitions pour armes portatives augmente aussi rapidement que le permet l'installation du nouvel outillage.

Avec le concours de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, le Ministère des munitions et des approvisionnements a pris toutes les mesures possibles pour protéger les sources extérieures d'approvisionnement et prévenir une disette de matières premières. En outre, la possibilité d'une plus grande consommation de produits canadiens dans la production pour notre ravitaillement et celui de nos alliés fait l'objet d'une étude constante.

Forces armées du Canada.

Le 10 mai 1940, la marine royale canadienne comprenait 952 officiers et 5,662 marins, y compris 125 officiers et 100 marins en service dans la marine anglaise. On grossit ces effectifs par le recrutement et on les accroîtra au fur et à mesure que des navires seront mis en service.

Outre nos 7 destroyers, nous avons en service 15 dragueurs de mines, 6 vaisseaux anti-sous-marins, 15 bateaux de pêche de réserve et 51 autres navires auxiliaires. La conversion de 3 navires marchands de grande vitesse en croiseurs légers sera bientôt achevée.

En sus de son service de patrouille le long de notre littoral, la marine royale canadienne collabore activement à la défense côtière de Terre-Neuve et coopère avec les flottes britannique et française dans la zone des Antilles. Elle prend aussi une part active et importante au convoiement des navires, opération si essentielle pour la sécurité de la traversée des approvisionnements militaires et des denrées dont les alliés ont besoin.

Le 10 mai de cette année nous avions 1,389 officiers et 10,926 aviateurs, soit 12,315 hommes de tous grades.

Les effectifs de l'armée active étaient les suivants, le 10 mai 1940: la première division est outre-mer et son effectif a été accru par les troupes auxiliaires nécessaires. Le nombre des soldats de la première division et des troupes auxiliaires est de 23,438. Les quartiers généraux canadiens comptent 240 officiers et hommes. Les forces totales d'outre-mer sont donc de 23,678.

Nous avons à l'entraînement, pour le service outre-mer, une deuxième division avec ses troupes auxiliaires qui compte 24,645 hommes.

A part les troupes d'outre-mer et celles de la défense intérieure, nos forces aident à la défense de régions stratégiques à Terre-Neuve et l'on projette l'exécution d'autres besognes dans la zone de l'Atlantique.

Au 10 mai, les trois services comptaient plus de 100,000 hommes en service actif.

Le plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth.

Le plan d'entraînement des aviateurs du commonwealth britannique n'est pas une entreprise pure-

ment canadienne. Comme son nom l'indique, c'est un plan à l'exécution duquel sont intéressés les quatre gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. C'est le gouvernement anglais qui en a pris l'initiative et c'est le ministère de l'Air du Royaume-Uni qui a exécuté le travail préliminaire. Le Canada ne peut pas modifier le plan de son propre chef ou sans tenir compte des éléments essentiels que comporte la formation suffisante d'hommes nécessaires à la guerre aérienne.

Je sais qu'un sentiment de plus en plus vif d'impatience se manifeste dans certaines régions du pays au sujet de ce que l'on croit être la lenteur d'exécution du plan d'entraînement d'aviateurs du Commonwealth britannique, et qu'on se plaint de ce qu'il ne se révèle pas d'une utilité immédiate en ce moment critique. Nous reconnaissons que ces sentiments proviennent du désir naturel de nous voir assumer en ce moment une plus grande part du fardeau qu'ont à supporter la métropole et nos alliés au delà des mers. Nous croyons toutefois que ces sentiments sont peut-être faussés par la connaissance imparfaite de l'envergure de cette entreprise et surtout des objets qu'elle est appelée à atteindre. Une telle incompréhension est probablement due à ce que le public n'a pu apprécier l'ampleur de ce projet, le plus grand effort que notre pays ait jamais fait.

Nouveaux ministères, nouvelles mesures.

Désirant hâter et rendre aussi complète que possible la participation du Canada dans cette sphère de notre effort de guerre, le Gouvernement a décidé

de demander au Parlement les mesures nécessaires à la nomination d'un autre ministre de la couronne désigné sous le nom de ministre de la Défense nationale aérienne, qui consacrera tout son temps et son attention aux choses de l'aviation et surveillera de près l'exécution du plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth.

Les forces dynamiques qui ont transformé la situation militaire en Europe au cours des quelques derniers jours, le danger sans précédent qui menace les puissances alliées et nous-mêmes, demandent des mesures immédiates de notre part. Il faut que nous accélérions la production jusqu'à son maximum. Il faut que nous intensifions l'entraînement. Mais si impérieux que soit le besoin, une fois que nous avons pris la détermination, comme nous l'avons prise, de faire face avec toutes nos forces aux événements réels et aux événements qui nous menacent, il importe de faire en sorte que les mesures que nous prenons soient efficaces, continues et propres à assurer l'action qui, à notre avis, contribuera le plus à la défense et au triomphe de la cause commune.

Le Gouvernement entend que soient consacrés uniquement et exclusivement au ministère des Munitions et Approvisionnements les services entiers d'un ministre de la Couronne. Il lui incombera de coordonner les divers services de production et d'accélérer autant que possible la production du matériel de guerre indispensable et autre. Il sera conféré, à cette fin, au ministère des Munitions et Approvisionnements certains pouvoirs spéciaux qui ne seraient pas accordés en temps normal, lesquels lui permettront de hâter l'expédition aux forces armées de matériel et d'équipement.

Le Gouvernement a réaffirmé au gouvernement du Royaume-Uni sa confiance dans la capacité de

rendement des usines canadiennes, comme nouvelle source d'approvisionnement relativement hors de tout danger d'attaque. Les fabricants canadiens se sont déclarés prêts à entreprendre, à la limite de leurs ressources, la production de tout le matériel qui peut être fabriqué au pays. De son côté, le Gouvernement a promis de faciliter l'organisation, des industries canadiennes, sur un haut pied d'efficacité dès que le gouvernement britannique lui fera connaître ses désirs.

Passant à un autre aspect de la question, je dois dire que le Gouvernement a pris toutes les mesures possibles pour éviter le sabotage et les menées subversives, propagande ou autres, susceptibles de nuire à la cause des alliés. La Royale gendarmerie à cheval du Canada, dont l'efficacité est reconnue, et d'autres divisions administratives sont tout à fait au courant de la situation et ont pris toutes les mesures jugées nécessaires. Toutefois, je désire faire deux appels distincts à cet égard. Je demande à tous les citoyens d'origine étrangère de se rappeler qu'ils vivent dans un pays qui se bat pour conserver la liberté dont ils jouissent actuellement et maintenir la bonne entente entre les peuples, grâce à laquelle ils ont pu venir s'établir parmi nous. De plus, je demanderais au public en général de s'abstenir de persécuter ces personnes inoffensives et respectueuses des lois qui vivent à nos côtés et sont, dans la plupart des cas, nos concitoyens.

Accroissement de la force de nos armées.

En face de la tournure des événements sur le front européen depuis quelques jours et à la lumière de certains renseignements obtenus par le ministre de

la Défense nationale au cours de son récent séjour en Angleterre, le Gouvernement a décidé de prendre les nouvelles mesures qui suivent, afin de renforcer notre armée et d'accroître notre contribution à la cause des Alliés. Ces projets et ceux que j'ai déjà mentionnés sont mis à exécution sans plus de délai, et viennent s'ajouter aux plans déjà arrêtés dans les trois domaines de notre activité, c'est-à-dire les domaines terrestre, naval et aérien, de même que sur le front économique.

Nous avons décidé de rapprocher la date du départ de la deuxième division de notre armée active.

Nous avons décidé de rapprocher la date du départ de tous renforts additionnels de notre première division qui n'ont pas encore quitté le Canada.

Nous avons décidé d'intensifier le recrutement de renforts pour la deuxième division de notre armée active et de les transporter outre-mer le plus tôt possible.

Un corps d'armée canadien sera organisé en vertu d'un plan discuté avec les autorités du War Office.

En sus des deux divisions et de leurs unités auxiliaires, ce corps d'armée comprendra les troupes additionnelles nécessaires, ce qui entraînera l'envoi outre-mer de plusieurs milliers d'hommes non compris plus haut.

Nous lèverons immédiatement une troisième division qui sera disponible pour service outre-mer ou au Canada.

A la demande du gouvernement britannique, nous avons désigné certaines unités navales et militaires pour service dans les régions des Antilles et du nord de l'Atlantique.

L'escadrille de coopération n° 112 sera envoyée outre-mer le plus tôt possible, afin de servir de réserve à l'escadrille n° 110 qui s'y trouve déjà.

Ainsi que je l'ai déjà mentionné, nous entendons accélérer par tous les moyens l'entraînement des pilotes et des équipages aériens, afin de pouvoir les envoyer en service actif le plus tôt possible.

Nous avons pris des mesures pour terminer en deçà du délai stipulé, la construction des aéroports, des hangars, et le reste.

Tenir compte de toutes les données du problème.

Dans une situation mondiale comme celle que le Canada et d'autres pays doivent envisager aujourd'hui, il est nécessaire que le Gouvernement tienne compte non seulement des événements de l'heure même, mais aussi des événements qui pourraient se produire pendant la durée de la présente guerre. La situation est tout à fait différente de ce qu'elle était autrefois. Durant la dernière guerre, ainsi que je l'ai signalé au début de mon discours, nous avons eu comme alliés le Japon, la Russie et l'Italie, et nous n'avions guère de problème du côté du Pacifique. Pendant un temps assez considérable les Etats-Unis étaient un allié actif.

Nous n'avions guère de problème non plus du côté de l'Atlantique. La marine britannique avait entrepris la protection de notre côte Atlantique et l'assurait effectivement. Nos eaux côtières étaient protégées. Notre flotte de guerre était une affaire minuscule, consistant, sauf erreur, en deux navires : le *Rainbow* et le *Niobé* qui devinrent partie de la marine anglaise. Dans la présente guerre notre marine est une unité qui sert activement sur la côte

de l'Atlantique, rendant une assistance précieuse à la marine anglaise.

Nous connaissons l'évolution de la guerre jusqu'à ce jour, mais nous ignorons la tournure qu'elle prendra demain. Nous ne savons pas ce qu'elle sera dans une semaine, dans un mois ou dans un an. Il nous faut donc envisager non seulement le concours à apporter outre-mer, mais aussi les événements susceptibles de se produire au Canada même. Voilà un des aspects de la question dont je voudrais voir les honorables députés tenir compte. Il importe que nous examinions tous les côtés de l'affaire et que nous l'envisagions non seulement par rapport au Canada que nous avons connu dans la dernière guerre, mais aussi par rapport au Canada qui est une nation aujourd'hui.

S'il devait arriver — chose horrible à envisager — que notre ennemi triomphât dans la guerre actuelle, ce qu'il chercherait comme prix de sa victoire, ce ne serait pas la France, ce ne serait pas l'Angleterre, ce ne serait pas la Hollande, ni la Belgique, ni la Norvège, ni la Pologne, ni la Tchécoslovaquie, mais plutôt de nouveaux et vastes pays de colonisation. Voilà ce qui est à la base de la présente lutte pour la domination du monde. Nous ne pouvons donc pas nous permettre, à l'heure actuelle, de rejeter toute possibilité imaginable au sujet de chaque partie du Commonwealth des nations britanniques.

L'hystérie et la panique, ai-je besoin de le dire, ne feraient qu'apporter la confusion dans l'accomplissement d'une tâche longue et ardue. Les munitions et les instruments de guerre ne se forgent pas en une nuit. Il importe de tenir compte et de la prolongation et de l'intensité du conflit. De même est-il impossible de former en un instant les marins, les soldats, les aviateurs que requièrent les situations nouvelles à mesure qu'elles se déroulent dans tous

les coins du globe. Personne plus que mes collègues et moi-même ne sent la nécessité d'agir avec vigueur, d'endurer avec patience et de résister avec énergie. Nous avons agi et continuerons d'agir avec toute la sagesse, toutes les connaissances et toute la puissance dont nous pouvons disposer.

NOUVELLES SITUATIONS
ET
NOUVELLES RESPONSABILITÉS

La rapidité étonnante de l'avance nazie en Europe occidentale et l'hostilité croissante du gouvernement italien furent les points dominants des mois de mai et juin 1940. Le 7 juin, le Premier Ministre fit encore une fois la revue de la situation européenne telle qu'elle se présentait à ce moment et donna un compte-rendu de la contribution que le Canada fournissait à la cause des Alliés, contribution qui s'avérait de plus en plus lourde à mesure que le conflit prenait plus d'ampleur.

NOUVELLES SITUATIONS ET NOUVELLES RESPONSABILITÉS

Discours à la radio,
le vendredi 7 juin 1940.

Je m'adresse à vous, ce soir, au cours de l'une des semaines les plus chargées d'événements de toute l'histoire. Il y a un mois à peine, la Hollande et la Belgique étaient subitement ravagées par la guerre dans toute sa furie et toute son horreur. Chaque jour qui s'est écoulé depuis le début de leur résistance héroïque a apporté de nouveaux devoirs à ceux auquels était confiée la tâche de défendre la liberté.

La brutale domination de la Hollande, la tragique reddition de la Belgique, l'invasion de la France, la capture des ports de la Manche se sont succédé si rapidement, que le monde n'a guère eu le temps de respirer. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne, que son insularité ne protège plus, se prépare à combattre l'envahisseur séparé d'elle par une mer étroite. En ce moment même, la plus grande bataille de l'histoire se livre à 70 milles de la ville de Paris. De son issue dépend peut-être l'avenir de la France.

Tandis que la marche rapide de ces événements terribles ébranlait jusqu'aux fondations du monde, presque toute la gamme des émotions empoignait le coeur de chacun de nous : la haine pour l'oppresseur inhumain, la pitié pour ses victimes et l'admiration pour la fraternité des braves qui ont

honoré leur terre natale de Grande-Bretagne et de France.

Une crise est à peine passée qu'une autre se présente. Les périls s'accumulent. Qui peut dire sur quel horizon la destruction apparaîtra demain ?

Trois stages.
I.—La Menace de Guerre.

Afin de vous permettre de considérer nos efforts dans leur ensemble, permettez-moi de vous rappeler, que c'est en septembre dernier que la guerre a commencé. Il n'y a pas neuf mois que le Parlement a autorisé des crédits nous permettant de prendre une part active à la guerre et en particulier de coordonner l'effort du Canada à celui des puissances alliées qui portent le fardeau en Europe.

Pour ce qui est de la guerre, on peut dire qu'elle se divise en trois périodes séparées et distinctes. Il y eut d'abord la première période, celle, je pourrais dire, des menaces de guerre, alors qu'il existait encore quelque espoir de sauver la paix. Pendant ce temps, les nations démocratiques s'efforçaient d'assurer la paix. Mais, en même temps, elles se préparaient à la guerre. Si elles ne s'étaient efforcées de maintenir la paix, elles auraient été accusées de précipiter la guerre, non seulement par les ennemis actuels de la démocratie, mais même par leur propre peuple. Elles commencèrent leurs préparatifs de guerre plus tard et les poursuivirent plus lentement. Ce qui, en temps de paix, constitue en réalité la force de la démocratie devenait, dans une certaine mesure, un désavantage en temps de guerre et dans la préparation pour la guerre, Les préparatifs définitifs devaient nécessairement attendre l'heure où ils pourraient être sanctionnés par

les parlements. Cette heure, pour le Canada, fut celle fixée pour convocation de la session spéciale de la Chambre.

II.—Les hostilités commencent.

Et c'est ici que commence la seconde période. Quand l'horizon s'obscurcit davantage, que la tempête éclata et que la guerre devint une réalité, la Grande-Bretagne et la France crurent que le conflit se prolongerait. Elles croient encore ne s'être pas trompées à cet égard. Elles prirent des dispositions en vue d'une guerre de trois ans; on a même mentionné quatre ans comme durée possible. Hitler sait sans doute qu'il ne peut gagner qu'une guerre de courte durée. La Grande-Bretagne et la France savaient qu'elles ne pouvaient être victorieuses que si le conflit se prolongeait. Elles nous demandèrent de nous joindre à elles dans la préparation d'une longue guerre.

Notre premier effort avait donc pour but de fournir la plus forte contribution possible au début, mais aussi nous voulions que de mois en mois nos effectifs se développent, notre production croisse, nos munitions et nos approvisionnements s'accroissent pour qu'au moment critique, lorsque l'accumulation des forces deviendrait l'élément décisif, cette accumulation soit disponible pour assurer la victoire.

III.—Le Blitzkrieg—Guerre-éclair.

La troisième période est celle du Blitzkrieg, de la guerre-éclair. Elle concorde avec le plan qu'Hitler avait en vue depuis toujours. Il était impossible de la concevoir, sauf à des gens animés d'instincts de gangsters. Elle vise à placer sous le talon de fer de l'Allemagne nazie, une nation après l'autre, neutre

ou belligérante, et cela par des procédés de terrorisme et de barbarie, inouïs dans l'histoire des guerres. Le facteur-surprise est de haute importance. Ce procédé fut mis en oeuvre avant l'invasion de la Pologne. On commença à l'appliquer en Autriche et en Tchécoslovaquie. Il aboutit à la destruction de la Pologne; il n'a été que trop manifeste dans la conquête du Danemark et de la Norvège, de la Hollande et de la Belgique. On tente maintenant, par des coups rapides, de conquérir la France et la Grande-Bretagne.

Ces deux pays ont été pris par surprise; non pas par la soudaineté de l'attaque sur eux-mêmes, car on s'attendait à une attaque soudaine au début de la guerre, mais par la rapidité, l'étendue et la férocité des coups qui ont précédé cette attaque. Aucune partie du monde n'a ressenti le coup de ces tragiques événements plus que ce continent. La loyauté des nations neutres à la loi internationale est devenue l'arme avec laquelle l'ennemi les a frappées traîtreusement au coeur. Elles ont été sacrifiées sur l'autel même de leur neutralité.

Nouvelles positions à prendre.

La guerre-éclair en Europe a forcé la Grande-Bretagne et la France à envisager toute la situation d'un tout autre point de vue. Leurs plans, et les nôtres en même temps, ont dû être changés et accélérés à la lumière des nouveaux et effroyables développements. Les contributions en hommes, en machines et en matériel ont dû être hâtées. Les improvisations quotidiennes sont devenues nécessaires. Il a fallu trouver d'immenses sommes additionnelles d'argent.

Il n'est, je le crains, que trop vrai que l'ampleur et la rapidité de l'action, l'immensité des change-

ments dans la situation militaire, les horreurs sans précédent du conflit ont bouleversé notre rythme d'action. Il est difficile de se rendre compte qu'un mois ne s'est pas encore écoulé depuis que la Hollande et la Belgique ont été envahies. La résistance héroïque de ces petits peuples à la ruée allemande et la réponse magnifique de la France et de la Grande-Bretagne à leur appel au secours ont retenu l'attention du peuple du Canada lorsque, juste une semaine plus tard, notre nouveau Parlement s'est réuni.

Devant le spectacle des forces allemandes écrasant la Hollande et la Belgique sous le poids de la guerre totale, un sentiment d'une intensité sans pareille se développait inévitablement dans notre pays. Naturellement aussi, se produisait une tendance à mesurer notre effort de guerre canadien, non pas en fonction des plans à longue portée, soigneusement préparés, mais en fonction de la terrible nécessité du moment. La rapidité imprévue avec laquelle les forces nazies ont exécuté leur avance destructrice a naturellement accentué la tension et le désir, normal il est vrai, mais impatient, de mesures supplémentaires immédiates.

A l'échelle des événements récents, notre effort de guerre semble amoindri.

Il semble que les événements dramatiques de l'Europe aient voilé ce que le Canada a déjà fait, et ce qu'il fait encore, pour la poursuite de la guerre. Ils accroissent aussi la difficulté de présenter au Parlement et au peuple un clair tableau de notre effort de guerre.

Comme on pouvait s'y attendre, le public a demandé avec insistance que le gouvernement accélérât son effort de guerre, pour répondre à la nouvelle situation. A ce moment même, le gouvernement mettait toute son énergie à adapter notre organisation et à ajuster nos plans au changement rapide de la situation européenne. Il était impossible d'apporter des modifications à nos plans avant d'avoir des renseignements exacts puisés sur le champ de bataille même. Lorsque des décisions étaient prises, il était quelquefois impossible, pour des raisons d'ordre militaire, de les rendre publiques immédiatement. De fait, il en est qui n'ont jamais été dévoilées et ne peuvent l'être même à l'heure actuelle.

Je tiens à bien préciser que tout ce qui a été fait dernièrement n'a pu être accompli dans si peu de temps que parce que la base de nos activités de guerre était solide et bien établie. Bien des mesures que nous avons annoncées dernièrement n'auraient pu être prises plus tôt, car les circonstances n'exigeaient pas les mesures d'urgence du genre de celles que nous venons d'adopter. Pour surmonter la crise que nous affrontons, il faut prendre des risques immenses—et le Canada en assume sa part—mais il faut bien nous garder d'ajouter aux risques nécessaires le risque inutile d'abandonner les plans que nous avons conçus pour la poursuite d'une lutte longue et acharnée où, en dernière analyse, ce sera l'endurance qui comptera. Si nous permettions à nos sentiments véhéments de se transformer en une hystérie irraisonnée, nous mettrions nos propres efforts en danger et nous nuirions grandement à la cause des alliés.

Mesures d'urgence.

Ces derniers jours, vous avez pu vous rendre compte de ce qui a été accompli dans le but de faire face à ce terrible danger. Ce n'est que par bribes que nous avons pu le laisser paraître et, dans certains cas, nous avons dû en garder le secret. Beaucoup de choses doivent encore demeurer cachées. Tous les renseignements ne peuvent être donnés qu'au momnt propice pour la cause alliée. Je ne pouvais, par exemple, informer le Parlement et le peuple de la visite du général McNaughton au front et de la préparation de nos troupes pour leur transport en France, avant que le récit de l'évacuation épique de Dunkerque ne fût révélé au monde. Je ne pouvais annoncer l'envoi de nos contre-torpilleurs en Angleterre avant leur arrivée dans les eaux britanniques. Malheureusement, nous avons été et nous sommes encore incapables de dire ce qu'on nous a demandé de faire et ce que, de fait, nous avons fait ou sommes en voie de faire.

Vous vous rendrez peut-être mieux compte de l'étendue de notre effort si je l'exprime en hommes, équipement et approvisionnements.

Je voudrais, toutefois, vous faire d'abord une déclaration solennelle. Nous avons offert aux alliés, au nom du peuple canadien, tout concours supplémentaire dont nous sommes capables pour les aider à faire face aux besoins pressants de l'heure. Nous n'avons pas posé de réserves. Ce que nous pouvions faire et avons fait, ce que nous pouvons produire, ce que nous pouvons fabriquer, nous l'avons mis à leur disposition dans toute la mesure de notre capacité et de notre puissance. Ils nous ont demandé de faire certaines choses. Nous nous sommes appliqués à les accomplir promptement, complè-

tement et sans restriction. De notre propre chef, nous avons fait d'autres offres et propositions. Plusieurs ont été acceptées.

L'armée.

Dans l'armée, au moment de l'invasion de la Hollande et de la Belgique, nous avions 81,519 hommes de tous rangs. Nous avions une division, avec ses troupes auxiliaires, entraînée et accompagnée d'unités motorisées en service actif en Angleterre. Vingt-trois mille jeunes Canadiens étaient prêts à s'embarquer pour la Norvège ou les Flandres sur l'ordre du haut commandement allié.

Une deuxième division, avec les services auxiliaires nécessaires, et comptant en tout 24,000 hommes était à compléter son entraînement.

Les positions stratégiques de Terre-Neuve étaient défendues par des soldats de ce pays.

Quand le "blitzkrieg", ou guerre-éclair de Hitler, commença, la date de l'envoi de notre deuxième division fut avancée. On en fit autant pour tous les renforts de la première division qui n'étaient pas encore partis pour l'Angleterre. On activa le recrutement de renforts pour la deuxième division. On entreprit la création d'un corps canadien de campagne et on réunit les corps de troupes nécessaires. On décida le recrutement d'une troisième division. Les unités ont été annoncées, et le recrutement est commencé.

Nous avons formé une garde d'anciens combattants pour la défense de notre sécurité interne et nous avons autorisé l'établissement de réserves additionnelles d'anciens combattants. Nous avons commencé à recruter des bataillons de carabiniers pour une quatrième division. Nous avons fondé un cours spécial de formation pour les officiers et les officiers anciens combattants.

Des soldats canadiens sont présentement en service actif dans les Antilles et l'Atlantique du Nord.

La marine.

Dans la Marine, il y avait au commencement de mai 6,614 officiers et marins dont 125 officiers et 100 marins en service dans la flotte britannique.

Nous avions 94 vaisseaux en service.

Nous avions 90 autres vaisseaux en construction.

Nos vaisseaux patrouillent les deux côtes et les eaux qui baignent les Indes occidentales, ils escortent les transports qui quittent nos rives et ils protègent nos ports.

Depuis qu'avec une soudaineté imprévue l'orientation de la guerre a changé, nous avons ordonné le recrutement de 4,900 hommes de plus. Chaque chantier maritime travaille présentement à plein rendement. Et aujourd'hui, par un de ces changements bizarres du sort et de la fortune, nos contre-torpilleurs voulant de bon coeur payer une petite partie d'une vieille dette, participent à la patrouille des côtes de la Grande-Bretagne et surveillent avec une vigilance sans cesse croissante ceux qui pourraint avoir le dessein de violer sa liberté. Quand ils sont partis, je leur ai souhaité bon voyage avec une fierté égale à la vôtre et à celle avec laquelle la population de la Grande-Bretagne les a accueillis à leur arrivée.

Notre marine est une jeune marine; elle hérite de nobles traditions; elle contribue à les créer.

L'armée de l'air.

Le Corps d'aviation royal canadien n'existait pas lors de la dernière guerre. Or, au commencement de mai, il comptait 12,315 hommes. Nous avions

neuf escadrilles de défense territoriale, une escadrille de coopération avec l'armée d'outre-mer, une autre qui achevait de s'entraîner au Canada, et des renforts qui se préparaient assidûment au service actif à l'école de coopération de l'armée.

Le projet d'entraînement d'aviateurs du Commonwealth s'exécutait d'après un plan déterminé quant à l'ampleur, à la formation des recrues et au temps.

Les nazis ont frappé de toute leur force. Leur avance rapide devint possible grâce à leur supériorité numérique dans les airs. Nous avons immédiatement expédié outre-mer l'escadrille 112 de coopération avec l'armée. Nous avons appelé immédiatement 5,000 recrues pour le Corps d'aviation royal canadien. Nous avons entrepris d'expédier outre-mer une escadrille de combat. Nous avons nommé un ministre pour s'occuper exclusivement de la défense aérienne en y consacrant tout son temps et toute son attention.

Nous avons hâté la construction des champs d'aviation et des aérodromes, pour qu'ils soient prêts un an plus tôt que le temps fixé d'après le plan précité.

Nous avons envoyé outre-mer un certain nombre de pilotes qui ont tout dernièrement terminé leur cours d'instruction au Camp Borden et que l'on se proposait d'employer comme instructeurs. Un grand nombre de nos propres avions ont été expédiés en Grande-Bretagne. Des avions de fabrication anglaise, commandés pour notre propre corps d'aviation cinq mois avant le début des hostilités, et qui au cours du dernier mois s'acheminaient vers le Canada, ont été, sur nos progrès instructions, arrêtés en plein océan et réexpédiés en Grande-Bretagne.

On a déclaré que le Plan d'entraînement du Commonwealth serait abandonné ou remis à plus tard en raison de ce changement. Il n'en sera pas ainsi. Ce plan continuera à contribuer à la victoire.

Finances et matériel de guerre.

Quant à l'aspect financier, je me contenterai de dire que les crédits actuels pour les fins de la guerre seules atteignent $2,000,000 par jour, une somme qui croîtra nécessairement à mesure que nous continuerons à faire face à des besoins exceptionnels.

Approvisionnements.

Jusqu'au 10 mai, quand commença le blitzkrieg, nous avions commandé pour $225,000,000 en équipement, en matériel de guerre et en munitions pour l'armée, la marine et l'aviation canadiennes. Ces achats comprenaient aussi bien vêtements et effets personnels qu'avions et navires. Tous les chantiers navals opéraient à pleine capacité. Les industries du textile et du vêtement travaillaient à plein rendement. La fabrication des munitions prenait rapidement de l'ampleur, et la production aérienne grandissait constamment.

Le blitzkrieg a soulevé de nouveaux problèmes d'approvisionnement. Les projets arrêtés aux premiers mois de la guerre pourvoyaient à la production au Canada de certains approvisionnements et de certains autres en Grande-Bretagne, les uns complétant les autres. Les circonstances ont changé. Le Canada doit produire de nombreux approvisionnements qu'on croyait pouvoir obtenir de la Grande-Bretagne. Le coût en a dans certains cas été augmenté de ce fait. En d'autres cas, il a fallu

abandonner l'emploi des devis britanniques, car il fallait accélérer la production pour faire face aux besoins de l'heure. Le ministère des Munitions et de l'Approvisionnement s'est attaqué vigoureusement à ces problèmes nouveaux.

Restons calmes et confiants.

Je vous ai dit ces choses parce que, parmi tant de nouvelles de guerre et parmi les préoccupations que la guerre occasionne, on peut difficilement, au Canada, apercevoir clairement, à un moment donné, ce qui se fait pour parer à la situation.

Le Gouvernement consacre toute son énergie et mobilise toutes ses ressources pour répondre au danger qui menace notre liberté. Nous avons besoin de votre confiance. Nous avons besoin de l'aide constructive de tous les Canadiens. C'est dans la fermeté et le courage que demeure l'espoir de la liberté humaine. La panique, les dissensions, la désunion, sont les seuls ennemis qui peuvent nous vaincre. Tout n'est pas noir à l'horizon. La première série des gains ennemis ne terminera pas la guerre, pas plus qu'elle ne termina d'autres guerres où les peuples britannique et français ont combattu côte à côte. Les tactiques de l'ennemi, ses armes, sa force, tout est maintenant connu. Il nous a surpris. Il ne nous vaincra pas.

A la lumière de tous les faits connus, relativement à la situation telle qu'elle se présente en Europe aujourd'hui, je ne croirais pas accomplir tout mon devoir du moment, si je ne parlais pas des autres dangers qui nous menacent.

Nouveaux champs d'opérations militaires.

J'ai commencé par distiguer trois stades dans cette guerre. Il est difficile de croire que nous ne commençons pas maintenant une quatrième étape. Notre attention depuis le début a été concentrée sur l'Allemagne, le seul ennemi, et sur les efforts qu'elle fait pour annihiler l'Angleterre et la France. La phase des hostilités qui s'ouvre sera témoin d'opérations militaires sur des théâtres de guerre entièrement nouveaux. Elle sera certainement marquée par l'entrée dans le conflit de nations qui jusqu'à présent ont pu s'en tenir à l'écart. Quand ces événements se produiront-ils, et quelle en sera l'importance, personne ne peut le dire. Voici un point sur lequel je désire insister tout particulièrement. Si, à un moment donné, nous apprenons que de nouvelles hostilités ont éclaté, il n'y a aucune raison, quelle qu'en soit la gravité, pour que les nouvelles craintes nées de ce fait dégénèrent en pessimisme injustifié. Dans une telle occurrence, il nous faudra, bien entendu, reconsidérer ce que nous sommes appelés, pour notre part, à faire pour répondre aux nouvelles exigences. Les événements nouveaux nécessitent de nouvelles mesures, mais somme toute, nous ferons preuve de sagesse en persistant à voir, dans son ensemble, la situation sous son vrai jour.

Tout en ne mésestimant pas les dangers qui peuvent survenir d'autres rivages et d'autres mers, nous devons nous rappeler que dans les périls présents et futurs, tous les pays libres se sont fait une nouvelle conception de la nature du conflit et se sont forgé une nouvelle détermination, dans une volonté sans cesse tendue vers la victoire, de n'épargner aucun effort ou sacrifice pour vaincre.

Si dans le passé, la démocratie a manqué de prévoyance et d'audace, comme le disait hier le Premier Ministre de la France, cette époque est maintenant révolue.

Nouveaux facteurs, nouveaux amis.

Les avances territoriales allemandes renferment en elles des éléments de faiblesse. Le blocus économique et le contrôle de la contrebande peuvent maintenant s'exercer avec une pression croissante et plus efficace, et elles le feront. L'insouciance en face de la puissance et de la cruauté de l'ennemi, l'absence de préparation en face des exigences de la guerre mécanisée des temps modernes, l'incertitude dans l'attente d'un ennemi qui ne recule pas devant la violation du droit et l'exploitation de la terreur, voilà des choses du passé. La discipline nous est venue, non de l'extérieur mais de l'intérieur. La brutalité irréfrénée a transformé l'isolement dans les vues, la neutralité des coeurs en mots vides de sens. La trahison qui a frappé au cœur les nations neutres a tué la neutralité même du même coup tragique.

Si de nouveaux ennemis se dressent contre nous, soyons certains que d'anciens et de nouveaux amis s'élanceront à notre aide. La signification mondiale du conflit est comprise dans tous les pays. Vous savez la sincérité et la vigueur avec lesquelles le président des Etats-Unis a élevé la voix au nom de l'humanité. La conscience du monde civilisé est mobilisée pour la cause de la liberté, et la tyrannie se souviendra longtemps de la puissance de cette conscience et du coup final asséné aux forces du mal par la réprobation universelle.

Notre responsabilité grandit.

Le Canada est appelé à assumer une responsabilité plus grande et plus belle. M. Churchill, dans le discours qu'il a prononcé mardi dernier devant la Chambre des communes britannique, a énoncé cet appel en paroles vibrantes. Notre nation, avec toute la vigueur de sa jeunesse, la richesse de ses ressources et son idéal de liberté, acceptera fièrement cette nouvelle responsabilité. Nous sommes le pont qui relie le nouveau monde à l'ancien; le pont qui relie la liberté nouvelle du continent nord-américain à l'ancienne liberté de la Grande-Bretagne, qui lui a donné naissance. Nous monterons la garde, résolus à en défendre les approches et les butées.

Du havre de Dunkerque et de la citadelle de Calais, les hommes les plus braves de l'univers ont combattu avec ténacité et ont surmonté des difficultés innombrables pour rejoindre leur patrie et se lancer encore une fois dans le combat pour défendre la liberté, la justice et la vertu.

L'esprit chevaleresque de la France et la vaillance de la Grande-Bretagne, qui ont contribué à créer le Canada, ont illuminé de gloire ce triomphe d'héroïsme. Je me fais l'interprète des sentiments qui animent le coeur et l'esprit de nos gens lorsque je dis que chaque fort au Canada sera un autre Calais et chaque havre un autre Dunkerque, avant que les hommes et les femmes de notre pays ne permettent l'étouffement de la lumière et de la vie de leur foi chrétienne par les puissances du mal ou ne se soumettent à la tyrannie de la brutalité nazie.

L'ENTRÉE DE L'ITALIE DANS LA GUERRE

Le 10 juin, l'Italie prend parti pour l'Allemagne dans le conflit. A l'unanimité la Chambre des communes et le Sénat approuvèrent une résolution déclarant qu'un état de guerre existait entre le Canada et l'Italie; le même jour l'état de guerre fut proclamé.

Le soir même du 10 juin, le Premier Ministre renseigna la population sur ce nouvel état de chose par T.S.F. et attira l'attention de ses auditeurs sur l'appui que les Etats-Unis commenceraient à nous fournir.

L'ENTRÉE DE L'ITALIE DANS LA GUERRE

Discours à la radio,
le lundi, 10 juin 1940.

Quelques instants après une heure aujourd'hui même, la nouvelle parvenait à Ottawa que M. Mussolini, au cours d'un discours prononcé à Rome, avait annoncé l'entrée de l'Italie dans le conflit aux côtés de l'Allemagne. Nous n'avons reçu la confirmation officielle de cette nouvelle que tout juste avant la réunion des Communes cet après-midi. Je savais que le peuple du Canada voulait voir son Gouvernement agir sans délai. Je présentai immédiatement un projet de résolution à l'effet que le Canada désirait se ranger aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France dans la guerre contre l'Italie, tout comme il l'avait fait en septembre dernier dans la guerre contre l'Allemagne.

La résolution fut adoptée à l'unanimité par la Chambre, avant quatre heures de l'après-midi.

Quelques instants après, le Cabinet se réunit et adopta un décret conseillant à Sa Majesté le Roi de proclamer l'existence d'un état de guerre entre le Canada et le royaume de l'Italie, à partir du 10 juin 1940. Le texte du décret fut immédiatement câblé au haut-commissaire canadien à Londres, pour qu'il le communiquât au Roi. Aussitôt qu'il aura plu à Sa Majesté d'accorder l'autorisation requise, une proclamation analogue à celle qui annonça l'existence d'un état de guerre avec le Reich allemand le 10 septembre 1939, sera publiée dans la *Gazette du Canada*.

Le ministre de la Justice a autorisé la Gendarmerie royale à prendre les mesures nécessaires à l'internement de tous les habitants d'origine italienne dont on peut croire, ou raisonnablement soupçonner, qu'ils pourraient, en temps de guerre, menacer la sécurité de l'Etat ou se livrer à des menées préjudiciables à la conduite de la guerre. D'autres mesures nécessaires ont été prises pour arrêter tout commerce avec notre nouvel ennemi ou tous autres rapports incompatibles avec l'état de guerre. Des préparatifs à cette fin avaient été effectués bien avant la déclaration de guerre.

La traîtrise de l'Italie était à prévoir.

Vendredi soir dernier, je vous disais qu'avant peu de jours des nations qui jusque-là avaient échappé au conflit s'y trouveraient probablement engagées. Ceux qui avaient des yeux pour voir remarquaient les signes et les messages d'Europe ne servaient qu'à confirmer les appréhensions. Comme je le faisais remarquer cet après-midi à la Chambre des communes, après plusieurs mois de préparatifs, de provocation par le geste et la parole, et d'une attitude franchement hostile, l'Italie a décidé de se lancer dans le conflit aux côtés de l'Allemagne nazie.

Nous connaissons tous les motifs qui ont inspiré le gouvernement italien, de même que les méthodes qu'il a adoptées. Avec une implacabilité et une perfidie que seul Hitler, le dictateur allemand, a su dépasser, Mussolini, cet autre dictateur qui tient le peuple italien dans l'esclavage, a choisi ce qu'il croit être le moment psychologique pour s'attaquer à la Grande-Bretagne et à la France, dans la

Méditerranée et en Afrique; pourquoi? pour satisfaire sa soif de conquête et ses ambitions territoriales, pour recueillir la gloire que peuvent rapporter la perfidie et la mauvaise foi délibérées.

Une vieille amitié trahie.

Il n'y a pas plus de quatre-vingts ans la population italienne passait de la servitude et de la désunion à la liberté et à l'unité. Dans toutes ces luttes mémorables, auxquelles s'associent dans notre esprit les noms des Mazzini, des Cavour et des Garibaldi, les peuples de langue anglaise n'ont cessé d'accorder aux Italiens tout leur appui moral et matériel, contribuant ainsi à l'unification de cette nation et à la sauvegarde de ses intérêts. Alors que le reste de l'Europe voyait d'un mauvais oeil, voire d'un oeil hostile le relèvement de l'Italie, le gouvernement du Royaume-Uni, dans un message inoubliable, fit savoir au peuple italien que sa sympathie lui était acquise. Dans sa lutte pour la liberté et la conquête de son indépendance l'accueil délirant fait à Garibaldi par le peuple britannique restera à jamais mémorable. Ainsi que l'a écrit son biographe anglais, "Garibaldi symbolisera longtemps deux passions qui sûrement ne disparaîtront pas de sitôt de la surface du globe: l'amour de la patrie et l'amour de la liberté, conservées dans toute leur force grâce à la seule vertu qui puisse les brider sans les affaiblir: la sollicitude la plus tendre envers le genre humain tout entier."

L'Italie grandit en prestige et en influence, et nombreuses furent les marques de bienveillance de la part de ceux qui avaient salué son entrée dans le concert des nations. Tous les pays du Commonwealth britannique par delà les mers firent bon

accueil à ses citoyens, le Canada non moins que les autres. Elle a porté avec nous une part du fardeau pendant la dernière guerre; elle a pris sa part aux fruits de la victoire. Des générations de Français et d'Anglais ont cherché la paix et l'inspiration dans l'art et dans la littérature italienne. Sa capitale, pour des millions, a été une ville sainte. De Rome, ont rayonné sur tous les pays de la terre la force spirituelle et les bienfaits d'une foi antique et impérissable. Je ne saurais oublier le noble exemple qu'offre le Souverain Pontife actuel par ses efforts inlassables pour la préservation de la paix et le relèvement de l'humanité, parmi les clameurs de discorde d'un monde qui croule autour de nous. Nous voyons des hommes au coeur pervers fouler aux pieds et traîner dans la boue ces vieilles traditions que nous nommons: liberté, bienveillance, religion, art et littérature.

Force et faiblesse de l'Italie.

Ce serait une grande erreur de sous-estimer la gravité de ce nouvel état de choses. L'Italie a une population de quarante millions d'habitants. Sous la férule de son dictateur, elle s'est préparée à la guerre depuis plus longtemps que toute autre nation d'Europe. On a appris à toute une génération que la force doit tout primer. Il est trop tard maintenant pour regretter la déchéance d'un peuple libre et paisible, pour chercher les raisons de ce changement, ou pour condamner les doctrines mauvaises qui ont empoisonné le coeur et l'esprit de la jeunesse italienne. Les seuls noms de l'Ethiopie et de l'Albanie servent à nous rappeler comment le puissant sait écraser le faible.

En ce moment le coeur des alliés bat plus fort; ils éprouvent cependant un certain soulagement.

L'incertitude de la menace italienne est maintenant chose du passé. Elle est devenue une froide réalité. Les nouveaux renforts dont bénéficiera la cause ennemie nécessiteront sans doute un redoublement de notre énergie, de notre volonté de vaincre. Nous sommes fixés sur l'attitude de l'Italie. Les nuages sont dissipés. Les Alliés peuvent maintenant agir sans tarder et vigoureusement.

L'extension de la guerre totale à d'autres mers et à d'autres pays peut fort bien avoir un effet imprévu sur l'opinion et l'attitude des nations qui se disent encore neutres. Bien que l'Italie soit en mesure de faire beaucoup de dégât et de distraire les alliés de leur tâche principale, qui est de vaincre l'Allemagne, elle se trouve pour sa part dans une situation particulièrement défavorable du double point de vue militaire et économique et ne saurait espérer soutenir l'effort d'une guerre prolongée.

Un acte ignoble.

Pour moi, l'histoire ne relatera jamais de geste plus ignoble que celui de Mussolini. Durant ces mois tragiques, il s'est montré tel un vautour qui guette la mort du brave.

Aujourd'hui, il déclare la guerre aux amis traditionnels de ses compatriotes.

Perfide et cynique, il a choisi ce qu'il croit être le moment opportun pour leur donner le coup de poignard dans le dos. Offres de paix, concessions, liens d'une ancienne amitié avivée par le souvenir des sacrifices consentis en commun pour la cause de la liberté, il a tout troqué contre un rêve de conquête et l'illusion de la puissance.

Personne ne saurait prédire les malheurs que fera fondre sur l'univers cette extension des hostilités à

des pays qui y ont échappé jusqu'ici. Cependant, nous pouvons être certains d'une chose. Un juste châtiment est réservé à tous les tyrans, et parmi eux le dictateur de l'Italie. Il est trop tôt encore pour entrevoir l'effet de cette mauvaise foi sur ceux qui ne sauraient demeurer impassibles devant le spectacle d'un monde qui, peu à peu, mais implacablement, s'engouffre dans la fournaise. Toutefois, nous pouvons être sûrs que les forces de la liberté se rallieront dans un effort suprême d'où sortira la victoire.

Un ami de toujours.

Vendredi dernier, je vous disais: "Si de nouveaux adversaires surgissent, nous pouvons compter que des amis, anciens et nouveaux, viendront à notre aide." Nombre d'entre vous avez sans doute entendu, ou entendrez ce soir, la voix éloquente de celui qui est à la fois un ami de toujours et un ami d'aujourd'hui, le président Roosevelt — un ami de toujours parce que de tout temps son coeur et celui de son peuple ont battu à l'unisson du nôtre; un ami d'aujourd'hui par sa vibrante déclaration de tout à l'heure, quand il annonçait que les ressources matérielles de son vaste et puissant pays renforceraient et soutiendraient la cause de la liberté.

La ténacité des Canadiens.

Quant au Canada, ce nouveau péril qui affronte les alliés ne fera qu'affermir sa décision d'appuyer résolument la Grande-Bretagne et la France jusqu'à ce que soient définitivement subjuguées les puissances du mal qui menacent la liberté du genre humain.

ADMINISTRATION DE GUERRE

Le 21 juin, Son Excellence le Très Honorable comte d'Athlone arrivait à Ottawa et assumait ses fonctions de Gouverneur-Général du Canada. Une des premières mesures qu'il eut à sanctionner fut le bill de la mobilisation des ressources nationales, qui mettait toutes les ressources de la nation, humaines aussi bien que matérielles, à la disposition de l'Etat pour la poursuite de la guerre.

C'est le comité de guerre du Cabinet, formé aussitôt après la déclaration de guerre, qui avait été chargé par le Cabinet de déterminer notre politique de guerre et la direction à donner à notre effort de guerre. Comme la guerre prenait de plus en plus d'ampleur et que le Canada se chargeait de plus lourdes responsabilités, il fallut donner au gouvernement des pouvoirs plus étendus et un outillage administratif plus considérable.

Dans un discours prononcé à la Chambre des communes, le 8 juillet 1940, le Premier Ministre donna les détails des développements nécessaires à l'administration. Il expliqua aussi les responsabilités des membres du Cabinet. Pour que le public eût toute la confiance voulue dans l'effort de guerre du Canada, le chef de l'opposition et les autres leaders des groupes parlementaires à la Chambre des communes furent invités à devenir membres associés du Comité de guerre du Cabinet ou à se réunir à intervalles réguliers avec les membres qui le composent. Ces propositions furent rejetées.

ADMINISTRATION DE GUERRE

Chambre des Communes,
8 *juillet* 1940.

Depuis le début, l'effort de guerre du Canada a été organisé et dirigé par le cabinet, et il continuera de l'être. Sa tâche fut immédiatement organisée de façon à assurer une direction efficace des diverses initiatives, de même que leur parfaite coordination. Afin de poursuivre le travail avec le plus d'efficacité possible, nous avons nommé divers comités du cabinet et confié à chacun des attributions particulières dans tel ou tel domaine.

Un conseil d'urgence, intimement lié au travail des divers comités, fut chargé de veiller sur l'ensemble de notre effort de guerre. Il se composait, au début, des plus anciens membres du cabinet, et il assuma, entre autres, les fonctions que remplissait, avant la guerre, le comité de la défense. Nous en avons modifié ou augmenté le personnel selon les exigences du moment, afin que pussent en faire partie les ministres dont les départements s'intéressent plus particulièrement à notre effort de guerre. Lors d'une réorganisation du début, nous en modifiâmes le nom; on l'appelle maintenant le comité de guerre du cabinet.

Le Comité de guerre du cabinet étudie constamment les questions importantes relatives à la poursuite de la guerre et à la défense, et recommande au cabinet les décisions à prendre à leur égard.

Au commencement de la guerre, il était plus pressant d'accroître le personnel administratif que le cabinet. Toutefois, la nécessité de créer de nouveaux

ministères, pour répondre aux exigences de la guerre, et d'affecter à leur direction des ministres en état d'y consacrer tout leur temps, n'est devenue que trop évidente. Certains ministères existants ont donc été agrandis; de nouveaux ministères ont été établis et d'autres encore, chargés exclusivement de fonctions se rattachant à la guerre, seront créés incessamment. Pour compenser cette expansion des services de guerre, nous avons considérablement réduit l'activité de nos services de paix.

Considération sur la réforme du Cabinet.

Il est plus compliqué de choisir le titulaire d'un poste du cabinet que ceux de l'administration. Une qualité importante en l'espèce, naturellement, réside dans la compétence nécessaire à l'administration du ministère en jeu. Elle est loin d'être la seule, cependant. Un ministre doit être prêt à partager entièrement la responsabilité de tous les actes du Gouvernement et en mesure d'exposer le programme du Gouvernement devant la Chambre et le pays. Il doit, cela va sans dire, être membre du Parlement. S'il n'en est pas membre au moment où il est choisi comme ministre, il doit trouver une circonscription où se faire élire. Et par dessus tout il doit pouvoir collaborer avec les autres membres du cabinet à l'élaboration du programme ministériel. Rien ne saurait paralyser plus promptement l'action d'un gouvernement que des avis partagés ou la dissension au sein du cabinet.

Cela ne veut pas dire que l'on s'inspire d'étroites considérations de parti, ou comme le prétendent trop volontiers les critiques impatients, des exigences de l'intérêt du parti ou de la fantaisie per-

sonnelle, lorsqu'il s'agit du choix des ministres, surtout en temps de guerre. Il faut plutôt entendre que l'exécution effective de la besogne, comme titulaire soit d'un portefeuille soit d'un poste supérieur dans l'administration, exige des qualités bien différentes. On constate souvent qu'un homme d'affaires est souvent disposé à consentir de très lourds sacrifices personnels afin de servir le pays au sein de l'administration, alors qu'il lui répugnera énormément de faire partie du cabinet, parce qu'il lui faudrait alors se faire élire à la Chambre, parler en public et se livrer à nombre d'autres besognes pour lesquelles il ne se sent ni doué ni préparé.

Au surplus l'entrée dans un cabinet comporte un abandon plus complet de ses relations professionnelles que l'acceptation provisoire d'un poste administratif ou consultatif. Il n'est pas une entreprise de quelque importance au pays pour laquelle la guerre n'a pas fait surgir de problèmes d'un caractère particulier. De tels établissements peuvent se dispenser des services de leurs hauts fonctionnaires, si ceux-ci doivent agir comme administrateurs ou à titre consultatif, soit régulièrement ou par intermittences, vu que cette méthode épargne les risques qu'entraînerait la rupture définitive de toutes les relations d'affaires qu'exigerait l'entrée dans un cabinet.

Importance primordiale de l'expérience parlementaire.

Tout le monde sait maintenant que j'ai offert, directement et indirectement, de nommer au Gouvernement des personnages de marque qui ne sont pas actuellement dans la vie publique mais dont la présence au conseil des ministres aurait, je crois,

établi à l'évidence que mes collègues et moi-même étions disposés à nous assurer dans la gestion de la chose publique les services de personnes dont le choix ne pouvait être attribué au favoritisme politique, mais exclusivement aux qualités éminentes que tous leur reconnaissaient.

Ceux que j'ai consultés pensaient, ai-je constaté, que les services spéciaux qu'ils étaient à même de rendre ils les rendraient plus utilement dans quelque poste administratif, dans quelque fonction consultative, ou dans l'emploi indépendant et de premier plan qu'ils continueraient d'occuper dans la collectivité. Cette attitude a été générale, et elle ne constitue pas l'une des moindres raisons qui m'ont fait abandonner le projet d'ajouter au conseil des ministres d'autres personnes que celles qui ont l'expérience de la vie publique.

On oublie parfois que l'intimité et l'excellence des relations avec de grandes entreprises nuisent plus souvent qu'elles n'aident à franchir le seuil du conseil des ministres. Mais il n'en est pas aussi généralement ainsi quand les services attendus portent, non pas sur la détermination de la politique, mais sur l'exécution du programme.

J'ai donc conclu, pour le présent du moins, que les services des personnes sans expérience de la vie publique pourraient être plus utilement employés en collaboration avec le ministère, soit à titre administratif, soit à titre consultatif, que par la nomination des mêmes personnes au conseil des ministres.

L'Opposition est invitée à s'associer au Comité de Guerre.

Me rendant compte de l'importance qu'il y a d'accroître la confiance du public en appelant à l'aide

du ministère tous les points de vue et toutes les opinions du pays, j'ai songé à un autre moyen d'atteindre ce but. J'ai cru bon d'inviter les principaux membres de l'opposition à devenir membres associés du comité de guerre du cabinet, à prendre part à ses délibérations et à contribuer aux propositions que ce comité fait au cabinet. Quelle que soit la ligne de conduite adoptée, c'est le Gouvernement lui-même qui doit, en dernier ressort, assumer la responsabilité de tout ce qui se fait ou ne se fait pas. Impossible d'esquiver cette responsabilité. Il est même difficile de la partager. En adjoignant au comité de guerre du cabinet des membres de l'opposition, mon idée n'est pas de permettre au Gouvernement d'éluder la responsabilité pleine et entière de l'effort de guerre canadien.

Mais la présence de membres de l'opposition en qualité consultative et associé comporterait plusieurs avantages. Tout en laissant intactes les exigences du gouvernement responsable, leur adjonction au cabinet de guerre permettait au Gouvernement d'élaborer ses mesures et de les appliquer non seulement sous l'oeil des membres de l'opposition, mais de profiter en même temps de leurs conseils, de leur expérience et de leur avis. De sorte que les chefs de l'opposition désignés pour collaborer avec les membres du cabinet de guerre seraient tenus au courant de toutes les questions importantes ayant trait à la défense, à la sécurité intérieure et à la collaboration internationale.

A l'heure actuelle, l'un des grands problèmes auxquels ceux qui gouvernent doivent faire face réside en ce que plusieurs des sujets dont le cabinet est au courant, plusieurs des mesures qu'il adopte, plusieurs des projets qu'il étudie sont forcément de nature confidentielle et ne peuvent être communiqués pour quelque temps. On tournerait cet obs-

tacle dans une certaine mesure en associant les chefs de l'opposition au comité de guerre du cabinet où leur expérience, leurs opinions et leurs conseils seraient fort utiles. Je crois qu'une telle mesure aiderait véritablement le Gouvernement à accomplir la lourde tâche qui lui incombe. J'invite donc le chef de l'opposition et l'honorable député de Yale qui partage son pupitre et qui fut jadis ministre de la Défense nationale, à faire partie, à titre de membres associés, du comité de guerre du Cabinet. S'ils acceptent mon invitation, j'aimerais qu'ils assistassent à toutes les séances du comité de guerre et qu'ils prennent part aux discussions. J'ai l'intention, si mes honorables vis-à-vis acceptent mon invitation et si les autres groupes politiques de la Chambre n'y voient pas d'inconvénient, d'inviter aussi leurs chefs respectifs.

Si la Chambre et les honorables députés que j'ai invités acceptent ma proposition, le pays pourra bénéficier de leur sagesse, de leurs conseils et de leur expérience et le Gouvernement conservera la direction de l'effort de guerre du Canada dont il est chargé. Les députés des divers groupes oppositionnistes de la Chambre seraient libres bien entendu de critiquer le Gouvernement comme bon leur semblerait et d'agir en toute indépendance.

Conférences avec l'opposition.

Si les honorables députés d'en face ont l'impression de ne pouvoir accepter l'invitation que je viens de leur faire, croyant qu'ils assumeraient ainsi une part de responsabilité sans que leur soit accordée une part équivalente de pouvoir, je suis disposé à leur faire encore une autre proposition dont l'acceptation ne leur causera, je l'espère, le moindre embarras et qui, à mon sens, pourrait être d'une grande utilité à l'époque actuelle.

Je le répète, une bonne partie des actes du Gouvernement et plus encore les renseignements qui les lui dictent, restent secrets pour des motifs d'ordre militaire.

Cette considération empêche le Gouvernement de discuter sa politique et ses actes au Parlement ou en public.

Nous reconnaissons que ce fait cause encore plus d'embarras en temps de guerre à ceux qui font partie de l'opposition. Le fait qu'ils ne sont pas au courant des événements leur rend difficile une critique efficace; il tend aussi à susciter une méfiance qui n'existerait pas si la réalité était connue.

Je suis d'avis que l'on pourrait remédier à cet état de choses, du moins partiellement, alors que le Parlement est en session, au moyen de conférences hebdomadaires entre le comité de guerre et les membres de l'opposition et par des conférences analogues tenues à certains intervalles quand le Parlement ne siège pas.

Au cours de ces réunions, le Gouvernement pourrait révéler confidentiellement les renseignements complets et détaillés, tant au sujet de ses actes qu'en ce qui a trait aux motifs qui les ont inspirés. L'utilité de l'opposition, loin d'en souffrir, s'en trouverait grandement accrue par la connaissance que ses chefs obtiendraient en de telles conférences. Les membres de l'opposition, en ce qui a trait à leur droit de critique n'auront de limites, comme c'est le cas maintenant, que celles que leur imposera leur sens personnel des responsabilités en tant que citoyens et membres du Parlement. Du point de vue de l'intérêt public, les conférences de ce genre auraient assurément pour effet d'accroître la confiance en l'effort de guerre du Canada et d'aider ainsi à prévenir l'éclosion de malaise qui fournit un terrain

si fertile à la subtile propagande ennemie visant à détruire l'unité de cet effort.

Maintien du gouvernement responsable.

J'ai fourni aux honorables députés de l'opposition, de la seule manière qui me semble compatible avec un gouvernement responsable, l'occasion de participer à nos délibérations. Je les invitais ainsi à faire bénéficier le Gouvernement de leur sagesse et de leur expérience. Je ne leur ai pas demandé de partager nos ultimes responsabilités, car ce serait agir injustement à leur égard et à l'égard des électeurs du pays.

J'espère que mes honorables amis se verront en mesure d'accepter l'une ou l'autre des propositions que je leur ai faites. Quelle que soit la décision qu'ils prendront, je crois que je puis au moins affirmer, au nom de mes collègues et au mien que nous n'avons pas reculé devant notre responsabilité essentielle et ultime. Nous n'avons pas gouverné au gré ou contre le gré de l'opinion populaire. Conscients de notre responsabilité en ce qui concerne notre programme, nous nous sommes efforcés de nous procurer les meilleurs conseils possible au pays afin de faciliter son élaboration et sa mise à exécution.

C'est avec confiance que je fais part à la Chambre et au peuple du Canada de ces faits. Ils s'expliquent d'eux-mêmes. C'est le bref exposé d'un gouvernement qui, en un temps où la situation mondiale est devenue très périlleuse, a fait tout en son pouvoir pour faire face à ses responsabilités, renforcer son administration, mobiliser les cerveaux et les ressources du pays, bref, accomplir tout son devoir vaillamment et sans peur.

ÉTÉ 1940 : L'EFFORT DE GUERRE DU CANADA

Avant l'ajournement du Parlement qui eut lieu le 7 août 1940, on consacra deux jours à la Chambre des communes à passer en revue l'effort de guerre du Canada. Les ministres responsables de la direction de cet effort de guerre donnèrent un compte rendu de l'activité de leurs départements respectifs. Le 29 juillet, le Premier Ministre en termes plus généraux fit le premier de ces comptes rendus.

ÉTÉ 1940 : L'EFFORT DE GUERRE DU CANADA

Chambre des Communes,
29 Juillet 1940.

Les changements incessants qu'a connus la guerre elle-même ont entraîné des changements également rapides et frappants dans les méthodes auxquelles il fallut avoir recours pour y parer. Il a fallu faire entrer les improvisations dans le plan général. Il a fallu transporter des hommes sur des champs de bataille auxquels on n'avait pas songé, augmenter et accélérer la production à un point qu'on n'avait pas jugé nécessaire et même possible. Il a fallu avoir recours à des méthodes sans précédent dans l'histoire pour s'assurer les crédits financiers nécessaires. La chute de pays neutres et alliés, l'extension du conflit à des pays éloignés, les événements qui ont conduit nos soldats canadiens, nos ressources et nos navires aux Antilles, à Terre-Neuve, en Islande et sur les eaux qui baignent les côtes du Royaume-Uni et de la France sont autant de facteurs qui empêchent de saisir du même coup d'œil la suite des événements.

Il n'est pas facile pour qui que ce soit de se représenter la situation dans son ensemble et telle qu'elle existe au jour le jour. Il est arrivé que certains faits ont obscurci l'ensemble du tableau et les souvenirs de 1914 ont fait perdre le point de vue qui doit être celui de 1940. Il est même arrivé souvent de perdre de vue presque complètement le côté canadien, embrouillé qu'il était par la fumée et le carnage des champs de bataille de l'Europe.

J'espère que l'exposé des faits soumis à la Chambre aujourd'hui permettra aux membres du Parlement et au peuple canadien de se faire une idée plus précise de la situation. Je veux dire tout d'abord que l'exposé des faits qui va suivre n'est pas le récit des succès d'un parti politique, mais celui des réalisations du peuple canadien, sous la direction du Gouvernement et aidé des sages critiques de la loyale opposition de Sa Majesté.

Aperçus de notre effort de guerre.

Voici quelques aperçus de notre effort de guerre. Il nous a fallu :

Premièrement, organiser et accroître les moyens de défense au Canada sur terre, sur mer et dans les airs;

Deuxièmement, contribuer à la cause commune le plus possible en hommes et en machines de guerre partout où le besoin s'en faisait sentir davantage;

Troisièmement, organiser la production de machines et de munitions de guerre afin d'en assurer un maximum de production et de maintenir au minimum le bénéfice des particuliers;

Quatrièmement, organiser la production, la distribution et le transport des denrées alimentaires de manière à répondre aux besoins de guerre;

Cinquièmement, prévenir toute hausse indue des prix et protéger les consommateurs du Canada contre les manipulations et la spéculation;

Sixièmement, renforcer l'armature financière de la nation au moyen de l'impôt, de l'emprunt et de la stabilisation du change international;

Septièmement, assurer le mécanisme nécessaire à la mobilisation des ressources humaines et matérielles du pays dans l'intérêt national, sans craindre ni favoriser aucune classe, aucune région ni aucun groupe au pays; effectuer la mobilisation de ces ressources par étapes successives les plus propres à accroître la portée et l'efficacité de notre effort de guerre.

Huitièmement, prendre les mesures propres à assurer la sécurité de la nation à l'intérieur contre le sabotage dans l'industrie, le transport et autres services vitaux; se prémunir contre la propagande ennemie, l'espionnage et les menées dites de la cinquième colonne; prendre des mesures de précautions contre les sujets de pays ennemis et leurs sympathisants;

Neuvièmement, contribuer à assurer la sécurité de la Grande-Bretagne en recevant au Canada pour y être internés des sujets de pays ennemis et des prisonniers de guerre et en accueillant les enfants que le gouvernement britannique est disposé à envoyer au Canada afin de les transporter en lieu sûr;

Dixièmement, coordonner les services nationaux de guerre et l'effort volontaire sous la direction du Gouvernement et procurer des moyens utiles de mettre à contribution le patriotisme fondamental de nos citoyens, ainsi que leur volonté et leur désir avoué de travailler pour la cause commune.

Une transformation remarquable.

Bref, afin de réaliser ces objets, le Gouvernement a organisé, sur une échelle sans cesse grandissante, une armée pour le service outre-mer et pour la

défense territoriale; a établi et pourvu d'équipages une flotte qui, aujourd'hui, aide à défendre nos côtes, à escorter des navires traversant l'océan, à patrouiller les eaux de l'Atlantique et à repousser les forces ennemies qui menacent d'envahir les îles Britanniques; il a organisé et établi une aviation en service au Canada et au delà des mers. Nous avons en outre pris à notre charge la surveillance du gigantesque plan d'entraînement des aviateurs de l'Empire et en avons grandement accéléré le progrès. En un mot, nous avons, outre les mesures prises pour la défense et la sécurité immédiates de notre propre territoire, envoyé des navires, des troupes et des aviateurs aux Antilles, à Terre-Neuve, en Islande et en Europe. Nous avons pris d'énormes engagements pour la production de machines et de munitions.

Les ministres des services du gouvernement directement intéressés se proposent d'expliquer en détail tout ce que nous avons fait et tout ce que nous nous proposons d'accomplir dans l'exécution de notre devoir et des lois adoptées par le Parlement.

Lorsque se déroulera ainsi devant vos yeux le tableau des résultats obtenus, vous conviendrez, je pense, de la remarquable transformation qui s'est accomplie chez un peuple pacifique de onze millions d'habitants, aujourd'hui devenu une nation unie et fortement organisée pour le combat en vue de la préservation de la liberté et de la démocratie, de plus en plus déterminée à défendre jusqu'au bout la cause que la Grande-Bretagne et les dominions britanniques sont aujourd'hui seuls parmi les nations du monde, si l'on excepte l'Extrême-Orient, à soutenir par les armes.

LE TRAVAIL ET LA GUERRE

Le 17 août, le Premier Ministre alla rencontrer le Président des Etats-Unis à Ogdensburg, New-York. C'est durant cette rencontre que les deux chefs d'Etat décidèrent de créer le Comité permanent et conjoint de défense canado-américaine. Quelques jours plus tard, le colonel O.-M. Biggar, c.r., était nommé président de la section canadienne et le maire de New-York, l'honorable Fiorello H. La Guardia, président de la section américaine.

Comme le 1er septembre était à la fois le premier anniversaire de l'ouverture des hostilités et la veille de la fête du Travail, le Premier Ministre profita de l'occasion pour adresser, par T.S.F., un message aux travailleurs du Canada.

LE TRAVAIL ET LA GUERRE

Discours à la radio,
1er septembre 1940.

Le simple tableau de l'homme ordinaire travaillant de toute la force de ses bras, de toute la dextérité de ses mains pour nourrir, habiller, loger ses semblables, m'est toujours apparu comme représentant le mieux l'humanité dans son dessein le plus noble. Améliorer les conditions de travail c'est donc améliorer le lot de l'homme sur la terre et c'est bien cela, je crois, qui est le motif qui nous tient le plus au cœur quand l'enthousiasme de la jeunesse, doublé du sens civique, commence à mouler notre conscience et notre conduite. Mais c'est une des tragédies de notre existence que, dans le feu du combat pour la vie, l'enthousiasme se perde si souvent. A mon avis, la grandeur de l'homme doit se mesurer à la puissance qu'il a de conserver jusqu'à la fin de ses jours son enthousiasme pour l'amélioration de la condition humaine.

Permettez-moi ce soir de vous parler de cette guerre non seulement dans ses rapports avec les aspects que j'ai déjà mentionnés, mais plus particulièrement dans sa relation avec le travail. Considérons ensemble ce qu'une victoire signifierait pour le travail; examinons ensemble ce qu'une défaite dans cette guerre signifierait pour le travail; enfin, arrêtons-nous à penser durant quelques minutes, à ce que le travail a fait et ce qu'il peut encore accomplir, pour la victoire. Dans cette perspective envisageons l'avenir.

Une année de Guerre.

A la fin d'une seule année, le silence, le deuil, se sont abattus sur la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande. Nous déplorons également la tragédie d'une France abattue. Quand elle se retira du combat, nous perdîmes une alliée valeureuse. Quand l'Italie entra en guerre, à côté de l'Allemagne, nous eûmes à faire face à un autre ennemi traître et rapace.

Les quelques nations d'Europe qui n'ont pas encore été subjuguées tremblent ou s'inclinent devant la force et la violence de l'agresseur.

Le feu, la destruction se sont répandus en Afrique et dans le Proche-Orient. Déjà une lueur sinistre s'élève à l'horizon du Moyen-Orient. Dans plusieurs parties du monde, on entend déjà les bruits du tonnerre même si l'éclair n'a pas encore frappé. Des navires ennemis se sont rencontrés sur tous les océans. De l'air, au-dessus du continent d'Europe et aussi des Iles britanniques, la guerre aérienne continue de faire pleuvoir la mort et la destruction. Des millions d'innocentes victimes, d'hommes et de femmes ordinaires, simples, aimant la paix, qui ne demandaient rien autre que de vivre leur vie quotidienne dans la tranquillité de leurs foyers et le repos du coin de terre qui les a vu naître, ont été dépossédés, volés et réduits à l'esclavage.

Le sens de la Fête du Travail.

Permettez-moi de vous rappeler maintenant un autre anniversaire. Demain les travailleurs du Canada célébreront, en pleine liberté, une fête qui, par Acte du Parlement, a été instituée pour honorer

la place que le travail a gagné et maintient dans notre vie nationale. Qu'une telle célébration soit possible à la fin d'une année de guerre totale en Europe, cela est d'une signification profonde.

Pour la démocratie, chaque fête du Travail peut être comparée à un phare. A mesure que ses rayons passent et repassent, ils illuminent la liberté et le bien-être qui sont nôtres. Ce soir, ses rayons nous permettent de jeter un coup d'œil sur le pays de nos rêves. Nous apercevons le Canada que nous nous étions imaginé et pour lequel nous avons travaillé. Un pays où les hommes et les femmes sans égard à leur race, à leurs croyances ou à leurs classes, peuvent vivre leur vie, sans crainte. Car nous n'avons pas séparé l'idéal que nous nous faisions de la liberté, de sa réalité, c'est-à-dire la liberté de pensée, la liberté de parole, le droit de s'organiser, de travailler et de prier.

Nous croyons que l'homme a le droit de jouir des fruits d'un travail honnête. Nous croyons en la sainteté de l'humanité et aussi dans la puissance progressive qu'a l'homme de développer davantage en soi les attributs de la divinité. Malgré toutes nos faillites, je crois que dans le plus profond de nos cœurs, nous avons tous donné "une valeur éternelle et incommensurable à la plus humble des vies humaines".

La France jusqu'en ces derniers temps faisait partie de cette famille des démocraties, de même que le Danemark, la Norvège, la Hollande et la Belgique. Durant l'espace d'une seule année, nous avons été témoins de l'extinction de la démocratie sur le continent européen. Hors des confins du Commonwealth des nations britanniques et des Etats-Unis d'Amérique, la démocratie est presque disparue de la terre aujourd'hui. Voilà un autre fait capital que nous avons à envisager.

Nous n'avions pas besoin de Mussolini ni de Hitler pour nous apprendre que la démocratie et la dictature étaient en guerre. Dans un monde où les distances ne comptent plus, il n'y a pas de place pour que ces deux systèmes vivent côte à côte. Tôt ou tard, l'un devra exterminer l'autre. La lumière s'éteindra complètement ou les ténèbres feront place à la lumière. Comme on l'a si souvent répété à propos de l'Union américaine du temps de Lincoln, la société ne peut pas continuer d'être à demi-esclave et à demi-libre.

L'Europe à son minuit tragique.

Tout récemment, je relisais un petit poème à la gloire de Lincoln. Il renferme toute la tragédie et aussi tout l'espoir de cette heure décisive. Le grand homme d'Etat y apparaît dans le décor de son enfance. Du haut d'un coteau il contemple la tristesse de ce monde qui l'entoure; l'amertume, la folie, la douleur et la terreur qui ont envahi la demeure de l'homme.

L'Europe en est maintenant à son minuit tragique. Que la fête du Travail au Canada l'an prochain soit à l'aurore d'une Europe libre ou à la nuit tombante du nazisme étendant son ombre grandissante jusque sur ce continent nord-américain, cela dépendra de la résistance, de la volonté et du travail ininterrompu, non seulement d'une seule démocratie, mais de toutes celles qui ont survécu jusqu'ici. Si elles joignent leurs efforts, aucune puissance ne peut être plus grande que la vérité d'un cœur de travailleur, que la force de son bras.

Si nous ne voyons pas le péril venir, si nous manquons de la force nécessaire pour l'arrêter, nous de ce continent nord-américain, comme les nations de l'Europe, serons pris dans cet engrenage désas-

treux; nous n'aurons plus qu'une alternative: ou ce continent sera dominé par la conquête et l'invasion ;ou, le désastre s'ensuivra non moins sûrement sans même qu'un seul soldat nazi n'ait été débarqué sur nos rivages, si nous ne pouvons poursuivre la lutte en Europe.

Le triomphe du nazisme en Europe signifierait pour les nations de ce continent l'échange de la liberté contre la crainte, et du progrès social contre la domination économique. Ce serait la fin de la démocratie dans le Nouveau-Monde.

Si on étudie le sort des démocraties aujourd'hui, il faut tenir compte d'un autre fait qui n'existait pas il y a un an : l'Allemagne nazie a, en effet, ajouté à ses propres ressources celles des pays qu'elle a subjugués. Elle s'est emparé d'approvisionnements et de matériel de guerre qui, au début des hostilités, étaient dirigés contre elle ou encore appartenaient à des neutres. Toute la France, comme on le sait, est maintenant sous le contrôle de l'ennemi. De même que cette large frise s'étendant de la Norvège jusqu'à l'Espagne. Les ports et les aéroports situés sur cette ligne continentale qui se trouvaient auparavant entre les mains de puissances amies ou alliées, sont maintenant devenus des tremplins d'où l'ennemi s'élance dans l'air, et sur les mers. En outre, des ressources de leur propre territoire et de celles de la France, les Nazis se sont emparés de l'équipement et des usines qui se trouvaient en Autriche, en Tchéco-Slovaquie, en Pologne, au Danemark, en Norvège et en Belgique.

La Grande-Bretagne, le Canada, et les autres nations du Commonwealth se trouvent aujourd'hui à combattre 120 millions d'Allemands et d'Italiens qui ont acquis des ressources et exercent un contrôle sévère sur des usines dont l'ensemble est

infiniment supérieur aux ressources et aux usines de leur propre territoire.

Comme résultat de l'asservissement des principales nations industrielles de l'Europe, et de l'anéantissement de l'organisation de ces Etats, de leurs institutions sociales et de leurs unions ouvrières, Hitler dispose d'une masse d'hommes et de femmes appauvris qui se chiffre à plus de 80 millions d'individus forcés par la dure nécessité de travailler aux salaires les plus bas.

Même s'ils n'obéissent qu'à contre-cœur, même s'ils résistent à leurs nouveaux maîtres nazis, ils représentent une acquisition formidable de puissance pour l'ennemi.

La liberté en Europe est essentielle à la liberté en Amérique du Nord.

Le Canada est vraiment devenu, comme je l'indiquais plus haut, le pont qui relie la liberté nouvelle du continent nord-américain à celle de l'ancienne liberté de la Grande-Bretagne.

Qu'il ne nous suffise pas seulement de voir dans les moyens dont nous nous servons dans l'intérêt commun du Commonwealth britannique et des Etats-Unis, la garantie la plus sûre pour la sauvegarde de la démocratie, mais aussi une promesse de paix et d'entente, et une contribution durable à la cause de la liberté dans le monde.

A moins que le nazisme en Europe ne soit détruit, la menace de la domination de l'univers par un ennemi implacable continuera d'être suspendue au-dessus de nos têtes tout comme, durant ces dernières années, la menace d'invasion et de domination a été suspendue au-dessus de la tête des peuples libres de l'Europe. Pour faire face à cette menace,

notre propre façon de vivre ressemblerait de plus en plus à celle qui existe dans les états totalitaires. Nos institutions démocratiques l'une après l'autre disparaîtraient et avec elles ce que nous avons déjà acquis de liberté.

A moins que l'ennemi ne soit vaincu et que les pays soumis de l'Europe ne soient rendus à la liberté, il n'y a aucune perspective d'améliorer, pas même de maintenir la façon de vivre que les Canadiens, à force d'intelligence et d'énergie, ont réussi à atteindre, aucun espoir d'améliorer le sort de notre propre génération ni celui de nos descendants. Le travail libre aura toujours à faire concurrence à l'esclavage. L'homme qui, jusqu'à présent avait le droit de choisir l'endroit où il travaillait, le genre de travail qu'il préférait, entrera en compétition avec le travail obligatoire, mécanique, sans âme, travail mené à coups de fouet par un Etat impitoyable.

Si nous nous montrons incapables de retirer les peuples opprimés de l'Europe de leur présent état de servitude, nous nous imposons des limites qui, si nous survivons, seront les seuls endroits marqués au coin de l'amitié et d'un certain développement commercial.

Les marchés qui jusqu'ici étaient ouverts aux travailleurs, aux producteurs du continent nord-américain disparaîtront. Outre-mer, nous serons forcés de rivaliser avec des déclassés. Nous, du continent nord-américain, serons de plus en plus sujets à la compétition de pays enrégimentés. Dans un vain effort pour maintenir notre façon de vivre, nous serons forcés de faire du commerce presque exclusivement entre nous. Et lentement, certainement, et inexorablement, nous aussi deviendrons des conscrits.

Ces faits ne manqueront pas de frapper le travailleur et de le convaincre; il connaît l'enjeu qui se trouve dans cette lutte entre la dictature et la démocratie; il sait ce qu'il perdra advenant la défaite de la démocratie; il comprend la différence qui existe entre un gouvernement qui règne par la force, qui cherche le monopole du pouvoir et un gouvernement qui s'appuie sur le bien commun. Il sait la distinction entre les hommes qui haïssent l'égalité, qui sont continuellement en quête de nouvelles possessions, de nouveaux pouvoirs et ceux qui croient à la fraternité humaine et à la bonté de Dieu.

Les deux grandes fraternités.

Durant la période de guerre aucun travail, aucun effort n'est comparable aux sacrifices consentis par le soldat, le marin, l'aviateur. Leur sacrifice est celui qui tient le plus au cœur de la nation qui en conserve le souvenir. Mais les Canadiens n'en oublieront pas pour cela la dette qu'ils doivent aux travailleurs. Ici, au Canada, ils ont accepté de prolonger leurs heures de travail, de se priver de leurs congés et d'enseigner à de jeunes mains moins habiles les secrets de la mécanique la plus compliquée. Le peuple du Canada devra se souvenir d'eux au jour de la victoire.

Car le travailleur est bien le compagnon, l'allié du militaire qui, soit sur la terre, sur mer ou dans les airs offre sa vie pour nous sauver. C'est qu'il détient le pouvoir d'abréger la durée de la guerre et ainsi de sauver d'innombrables vies humaines.

Tous les travailleurs savent que chaque boulon, chaque pièce de métal, chaque balle, fabriqué au Canada est un pas de plus vers la victoire, ils

comprennent que même le soldat le plus brave de la terre ne peut rien faire s'il n'est pas outillé.

Mes chers concitoyens : un journaliste anglais qui se trouvait parmi nous récemment disait qu'il avait découvert un Canada en guerre avec Hitler et en paix avec soi-même. Nous sommes en guerre et demeurerons unis par une même volonté et un même but. Mais nous ne pouvons rester en paix avec nous-mêmes que si nous ne ménageons aucun effort, ne retenons aucune richesse et n'épargnons aucun sacrifice.

Alors seulement nous nous serons montrés dignes de ces deux grandes fraternités—celle des soldats qui combattent pour nous et celle des travailleurs qui forgent l'arme de la victoire.

LE JAPON ET L'ORDRE NOUVEAU

Les premières pages de l'épopée de la bataille de Grande-Bretagne furent écrites après l'ajournement du Parlement qui eut lieu le 7 août 1941. La deuxième session commença le 7 novembre; le 12 du même mois, le Premier Ministre fit au Parlement une revue de la situation internationale telle qu'elle se présentait alors.

C'est le 27 septembre que l'Allemagne, l'Italie et le Japon signèrent une entente tripartite par laquelle ces trois puissances s'engageaient selon certaines conditions à une assistance mutuelle dans les domaines politique, économique et militaire.

Dans le discours qu'il fit à la Chambre des communes, le Premier Ministre insista sur le rôle que le Japon aurait à jouer dans cette nouvelle alliance; il décrivit la méthode subtile par laquelle l'Allemagne nazie de Hitler tente de dominer le monde et tout en reconnaissant, pour le moment et d'accord avec l'Italie, le rôle attribué au Japon de créer un ordre nouveau en Asie.

LE JAPON ET L'ORDRE NOUVEAU

Chambre des Communes,
1er novembre 1940.

La bataille d'Angleterre, la pression exercée par les nazis dans les Balkans, l'arrêt au moins apparent des opérations en Afrique, l'attaque de l'Italie contre la Grèce n'ont pas constitué tous les événements d'intérêt international qui aient eu lieu depuis l'ajournement des Chambres. Les puissances de l'Axe ont cherché également par la voie diplomatique, la propagande et les intrigues à isoler l'Angleterre, comme aussi à détruire peu à peu ses forces et ses possessions. On ne saurait attribuer d'autre fin au pacte signé par l'Allemagne, l'Italie et le Japon à Berlin le 27 septembre. Il renferme des articles qui reconnaissent les conquêtes et les sphères d'influence respectives de ces puissances, aveu formel de leur attitude l'une envers l'autre. Toutefois, l'article 3 a une portée bien plus considérable. Il stipule que les trois puissances de l'Axe :

"s'aideront mutuellement de toutes leurs ressources politiques, économiques et militaires, si l'une des hautes parties contractantes est attaquée par une puissance qui ne prend pas actuellement part à la guerre européenne ni au conflit sino-japonais".

Un article subséquent note que cet engagement ne touche en rien aux relations existantes entre les trois parties contractantes et la Russie soviétique. Il est significatif qu'on ne mentionne pas les Etats-Unis. Néanmoins, l'accord tout entier et la publicité qu'on lui a donnée avaient évidemment pour objet

d'intimider la république américaine. Même s'il apparaît nettement que la liberté et la conception démocratique de la vie sont liées au sort de l'Angleterre, il faut empêcher les Etats-Unis de se rapprocher davantage de cette dernière.

L'Indochine française sera soumise à de nouvelles demandes.

Le rôle du Japon dans la nouvelle Alliance prend une signification toute particulière. L'Allemagne et l'Italie ont officiellement reconnu au Japon le droit d'élaborer un "ordre nouveau" dans l'Orient asiatique. Dans l'orbite de cet Ordre nouveau, tombent l'Indochine française et les Indes néerlandaises. Les métropoles de ces deux riches colonies sont maintenant occupées par les troupes allemandes. L'indochine française, par suite du pacte d'Hanoï, daté du 27 septembre, a ouvert ses portes aux troupes japonaises en des circonstances qui font nettement penser à une pression allemande. Nous pouvons compter que l'Indochine française sera soumise à de nouvelles demandes.

La formation de l'Axe à trois a, sans aucun doute, accru la tension internationale, surtout en Extrême-Orient. Cependant, elle n'a contribué ni à intimider les Etats-Unis ni à isoler la Grande-Bretagne. De fait, elle a eu l'effet tout à fait opposé. On a constaté un redressement vigoureux de la politique appliquée aussi bien par les Etats-Unis que par la Grande-Bretagne dans l'Extrême-Orient, et aussi l'intensification, aux Etats-Unis, du sentiment favorable à l'aide à la Grande-Bretagne.

Ce qui s'est passé au cours des quelques derniers mois nous démontre plus clairement que jamais que le but immédiat de l'Allemagne est d'établir dans

le monde un nouvel ordre de choses, comportant essentiellement la domination de l'Allemagne nazie et de ses partenaires de l'Axe sur certaines sphères d'influence. Hitler compte obtenir la participation des peuples asservis à son vaste projet, en faisant miroiter trompeusement à leurs yeux certains espoirs de collaboration. Voilà, outre l'agression, le moyen subtil dont il se sert pour arriver à dominer le monde.

Toutefois, les nazis, malgré leurs intrigues et leurs offres trompeuses de collaboration ne parviennent pas à dissimuler les éléments de tyrannie que sont la force et la crainte et sur lesquels devra reposer l'échafaudage du nouvel ordre. A mesure que nous avançons, il devient de plus en plus évident que nous sommes lancés dans une gigantesque et terrible lutte à mort, entre deux philosophies opposées. D'une part, c'est la tyrannie; de l'autre, la démocratie. D'une part, la brutalité et l'esclavage; de l'autre, l'humanité et la liberté. D'une part, la loi de la force; de l'autre, la force de la loi.

Dessein des Nazis.

Après l'écroulement de la France, presque toute l'Europe, à l'ouest de la Russie, restait prostrée aux pieds de Hitler et de son allié italien, qui, à la veille de la chute de la France, s'était uni à lui dans la guerre. La puissance militaire des nazis semblait, en juin, à peu près invincible. L'Angleterre barrait seule la route aux conquérants. Et elle reste encore seule : elle est l'unique obstacle à l'établissement, dans l'ancien monde, du nouvel ordre nazi.

Ce que Hitler n'a pu accomplir par la crainte ou par la force — la destruction de l'Angleterre — il

cherche maintenant à le réaliser au moyen d'intrigues et de perfidies. Son but immédiat est aujourd'hui un nouvel ordre du monde fondé sur des sphères d'influence confiées à l'Allemagne nazie et à ses partenaires de l'Axe. Telle est la méthode subtile, en vertu de laquelle, comme fin ultime de l'agression, l'Allemagne espère dominer l'univers. Grâce à l'alliance entre le Japon et l'Axe européen, le nouvel ordre en Asie est devenu lié à celui de l'Europe. L'objectif est maintenant évident. Le monde, je le répète, doit être divisé en sphères d'influence. L'Allemagne et ses principaux vassaux doivent dominer un univers de vassaux de moindre importance. Le nouvel ordre en Asie et dans les îles du Pacifique, réside dans la domination par le Japon, et le nouvel ordre en Europe dans la domination par l'Allemagne. Quant au nouvel ordre dans la Méditerranée et en Afrique, ce sera la domination et par l'Allemagne et par l'Italie.

Les nations asservies seront sous la botte des nouveaux seigneurs de la création. Leurs régimes économiques contenteront la cupidité de leurs maîtres; leurs agriculteurs ne seront plus que de simples paysans, et leurs ouvriers des esclaves. Le nouvel ordre nazi n'est, de fait, nullement un nouvel ordre. C'est un retour au despotisme et aux temps anciens de la tyrannie contre lesquels l'humanité a constamment lutté dans sa marche vers le progrès.

DÉFENSE CONJOINTE DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS : ACCORD D'OGDENSBURG

Reconnaissant qu'ils avaient en commun le désir de sauver la liberté menacée par les tentatives de domination mondiale des Nazis, les gouvernements du Canada et des Etats-Unis d'une part, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne de l'autre, signèrent des accords que l'on peut considérer comme les développements internationaux les plus importants de 1940. Ils surpassent de beaucoup l'entente tripartite des puissances de l'axe.

Le Parlement fut convoqué en session le 5 novembre 1940, prorogé immédiatement et une nouvelle session s'ouvrit le 7 novembre. Au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, le Premier Ministre fit un résumé des développements internationaux survenus depuis août et expliqua à la Chambre le mécanisme des accords conjoints de défense.

DÉFENSE CONJOINTE DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS : ACCORD D'OGDENSBURG

Chambre des communes,
12 *novembre* 1940.

Quand les historiens parleront du moment et de l'endroit où la marche de l'agression nazie a subi son premier échec et a dû s'arrêter devant le retour du flot il me semble qu'ils mentionneront la Manche au cours d'août et de septembre. De même que l'évacuation de Dunkerque restera comme un épisode incomparable dans l'histoire des armes britanniques sur terre, sur mer et dans l'air, ainsi l'héroïque résistance de l'Angleterre, le courage indomptable des Londoniens, l'adresse et l'intrépidité inlassables des jeunes aviateurs, la vigilance constante de la marine marqueront, dans le conflit mondial actuel, le moment fatidique où la tyrannie a été arrêtée dans sa course dévastatrice et où l'on s'est repris à espérer.

Il est peu douteux que, devant l'effondrement de leur pays en juin dernier, les chefs civils et militaires de la France aient cru que l'Angleterre était vouée au même sort. Dans leur désarroi, ils ont pensé que l'assaut nazi était irrésistible et que l'Angleterre tomberait elle aussi sous les coups de l'attaque allemande. Seule la conviction que les Nazis étaient invincibles peut expliquer les clauses de la capitulation française ainsi que plusieurs des événements qui se sont déroulés depuis.

Le mythe isolationniste.

D'autres partageaient avec les Français cette funeste appréhension. Telle était l'opinion générale des nations européennes, et même aux Etats-Unis, cette conviction s'était propagée d'une manière étonnante. Chez nos voisins, le peuple en était venu à ne plus songer qu'aux préparatifs par lesquels les Etats-Unis pourraient faire échec à la menace qui suivrait, pour notre hémisphère, la défaite de la Grande-Bretagne. Les esprits affolés, oubliant l'utopie de leur politique d'isolement, ne songèrent plus qu'à leur conservation. Afin de répondre aux besoins de la défense des Etats-Unis sur terre, sur mer et dans l'air, un mouvement d'opinion alla même jusqu'à exiger que l'on gardât en Amérique le matériel et les munitions si nécessaires en Angleterre. Certains mauvais présages s'accréditaient voulant que cette dernière fût incapable de tenir.

Mais l'Angleterre a tenu, et tenu magnifiquement. La vision de l'humanité s'est éclaircie. Comme aux siècles passés, la Grande-Bretagne s'est dressée comme la forteresse inexpugnable de la liberté. Sur notre continent, tout signe de désespoir est disparu. La Manche est désormais considérée comme la première ligne de défense des Etats-Unis et du monde nouveau. Ce faisceau de lumière perçant les ténèbres, ce rayon d'espoir à l'horizon a fait renaître chez les Américains le désir de faire tout leur possible, sans toutefois entrer en guerre, pour appuyer la Grande-Bretagne dans sa résistance et dans sa détermination d'écraser les ennemis de la liberté.

Lignes de défense.

L'immense majorité du peuple américain en est venue à voir dans la Grande-Bretagne un avant-poste de ses propres défenses et à se rendre compte de la nécessité qu'il y a de lui donner toute l'aide possible. Mais le besoin de renforcer sa seconde ligne de défense ne lui échappait pas non plus. Pour que le littoral américain fût à l'abri de toute attaque, il fallait aménager des bases navales et aériennes sur les îles de l'Atlantique. On reconnut alors que l'action commune des Etats-Unis et du Canada s'imposait pour assurer leur commune sécurité. Du point de vue du Canada et du Commonwealth des nations britanniques, la suite des événements constitue, dans les affaires internationales, la phase la plus importante qui ait marqué les trois mois écoulés depuis notre ajournement, en août. Comme portée lointaine, cet acte dépasse de beaucoup la formation récente de l'Axe à trois.

C'est le président des Etats-Unis qui, le 16 août, laissait entrevoir au public les mesures mises à l'étude. Ce jour-là, M. Roosevelt annonçait ce qui suit :

Le Gouvernement des Etats-Unis poursuit des entretiens avec le gouvernement de l'Empire britannique concernant l'acquisition de bases navales et aériennes pour la défense de l'hémisphère occidental et particulièrement du canal de Panama. Le gouvernement des Etats-Unis échange des vues avec le gouvernement canadien au sujet de la défense de l'hémisphère occidental.

Je reviendrai tout à l'heure sur le sujet de ces entretiens. Mais je tiens à relater tout d'abord les événements qui ont immédiatement suivi la déclaration du président Roosevelt.

Le lendemain 17 août, je rencontrais le Président à Ogdensburg. Faisant suite à des conversations antérieures, notre entretien aboutit à un accord publié l'après-midi, dans une déclaration conjointe de M. Roosevelt et de moi-même. Je désire consigner dès maintenant au compte rendu cette déclaration conjointe, désignée sous le nom d'accord d'Ogdensburg. En voici les termes:

Le premier ministre et le président ont étudié les problèmes communs qui se posent relativement à la défense et à la sécurité du Canada et des Etats-Unis.

Les deux pays ont convenu d'établir immédiatement une commission conjointe de défense.

Cette commission conjointe et permanente de défense commencera immédiatement l'étude des problèmes concernant la défense territoriale, aérienne et maritime et les questions d'effectifs en hommes et en matériel.

Elle s'occupera d'une façon générale de la défense de la moitié septentrionale de l'hémisphère occidental.

La commission conjointe permanente de défense se composera de quatre ou cinq représentants de chaque pays qui seront la plupart des fonctionnaires des services de l'Etat. Elle se réunira sous peu.

L'accord d'Ogdensburg était conclu, je le répète, le 17 août et la déclaration commune en révélant les termes parut le lendemain. Le 20 août, M. Churchill annonçait à la Chambre des communes anglaise la décision qu'avait prise le gouvernement "de son plein gré et sans y être poussé par des demandes ou des incitations" d'offrir aux Etats-Unis des bases navales ou aériennes dans les territoires britanniques de l'hémisphère occidental. Je voudrais surtout attirer l'attention de la Chambre sur une phrase de M. Churchill tirée de sa déclaration au sujet de la décision du gouvernement britannique. "Dans l'élaboration de ce projet", dit-il, 'nous avons reçu l'assentiment complet du gouvernement canadien".

Formation du Comité Conjoint et Permanent.

On a nommé le 22 août la commission canado-américaine de défense. Le colonel O. M. Biggar, c.r., devenait président de la délégation canadienne et le maire de New-York, M. Fiorello LaGuardia, président du groupe des Etats-Unis. La commission s'est réunie à Ottawa pour la première fois la semaine suivante. Elle a tenu depuis plusieurs assemblées et n'a cessé d'examiner les problèmes concernant la défense territoriale, maritime et aérienne de la partie septentrionale de notre hémisphère.

L'importante déclaration qui a suivi remonte au 3 septembre, premier anniversaire de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne. Le président Roosevelt annonçait ce jour-là que les gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni avaient conclu un accord aux termes duquel les Etats-Unis recevaient des bases dans les possessions britanniques de l'Atlantique. En offrant les emplacements de Terre-Neuve et des Bermudes, la Grande-Bretagne ne consultait que l'intérêt qu'elle a d'assurer la puissance et la sécurité de l'Amérique du Nord. Elle cédait les emplacements dans les îles Lucayes, dans les Antilles anglaises et dans la Guyane anglaise, formant une ligne extérieure de défense au canal de Panama, pour cinquante destroyers américains surannés.

La Chambre sait déjà que six destroyers sur les cinquante sont passés à la marine de guerre canadienne et qu'ils sont en armement à l'heure actuelle. J'ai eu l'occasion dernièrement, au cours d'un voyage à Halifax, de visiter quelques-uns des

destroyers qu'on devait échanger et de constater la perfection de leur outillage. J'ai eu de plus l'honneur de présenter à l'amiral américain qui avait conduit les destroyers en eaux canadiennes les remerciements du gouvernement et du peuple canadiens. J'avais écrit auparavant au Président pour lui exprimer notre reconnaissance.

Conversations avec le Président.

Un mot maintenant des entretiens préliminaires à l'accord d'Ogdensburg. L'accord même n'a pas été le fruit d'une initiative soudaine ou précipitée. Elle faisait suite à de nombreux entretiens entre le Président et moi-même touchant la défense côtière tant sur l'Atlantique que le Pacifique, au cours desquels avaient été étudiés les intérêts communs au Canada et aux Etats-Unis. Il convenait, m'a-t-il semblé, de ne faire qu'au Parlement la déclaration jugée opportune touchant ces entretiens, nécessairement de nature tout à fait confidentielle. Je dois dire que j'ai obtenu l'assentiment du Président avant d'en parler publiquement.

Par leur portée et l'époque où elles ont eu lieu, ces entretiens entre le Président et moi-même touchant l'intérêt commun de nos pays dans la défense de leurs côtes se groupent naturellement en deux catégories : les entretiens antérieurs au début des hostilités et ceux qui ont suivi.

Dès le mois de mars 1937, une visite que je faisais au Président à la Maison Blanche fournissait l'occasion d'un premier entretien. La conversation portait alors sur la situation en ce qui concerne les côtes du Pacifique et celles de l'Atlantique. Il a alors été convenu de tenir ultérieurement des réunions entre les officiers du haut-commandement des deux pays

en vue d'étudier les problèmes de la défense commune.

Le 30 septembre de cette même année, venant de Seattle à bord d'un destroyer américain, le Président visitait Victoria, en Colombie-Britannique. Ce fut l'occasion d'organiser des entretiens entre officiers supérieurs touchant les problèmes côtiers du Pacifique, entretiens qui eurent lieu en janvier 1938 à Washington.

Chacune de mes visites au Président faites aux Etats-Unis et chacune de nos entrevues à l'occasion d'une visite de ce dernier au Canada, je puis le dire, nous ont permis d'aborder les questions relatives à la défense du continent.

Ce fut la défense des côtes de l'Atlantique qui fit l'objet principal de nos entretiens en août 1938 lors de la visite du président à Kingston et de l'inauguration du pont des Mille-Iles à Ivy Lea. On se souvient qu'à cette occasion le Président déclarait publiquement que le peuple des Etats-Unis ne restera pas les bras croisés si quelque autre empire tente de s'emparer du territoire canadien. A cette déclaration je répondais deux jours plus tard, à Woodbridge (Ontario) qu'à titre d'amis et de bons voisins nous avions aussi nos obligations.

Nos problèmes communs de défense ont fait l'objet de longs entretiens et sous une forme plus concrète, plus précise, lorsque je me suis rendu à Washington en novembre 1938 pour y signer l'accord commercial canado-américain. Au cours de l'été de 1939, le Président a fait une croisière dans les eaux canadiennes au large des côtes de l'Atlantique. Il m'a confié par la suite que, tout comme sa visite à Victoria deux ans plus tôt, celle-là avait eu pour motif son souci des problèmes attachés à la défense côtière.

L'ouverture des hostilités a donné une importance vitale à cette question de la défense des côtes. Du même coup, l'état de belligérant du Canada et la neutralité des Etats-Unis rendaient plus compliquée la poursuite des entretiens sur la question. Devant la menace européenne, il s'imposait évidemment de formuler les exigences de la défense en commun. Quant aux modalités d'un tel programme il incombait de mettre le plus grand soin à éviter le moindre soupçon d'une tentative de la part du Canada d'influencer la politique ou de s'ingérer dans les affaires domestiques d'une nation neutre. N'eût été la parfaite confiance que nous avions, le Président et moi-même, dans les mobiles et les visées l'un de l'autre, je doute qu'il eût été possible de faire face à la situation sans susciter de réels embarras, sinon des deux côtés, du moins pour l'un ou pour l'autre. Nos entretiens antérieurs empêchaient heureusement toute méprise sur les circonstances et ma visite d'avril dernier au Président, à Warm Springs, offrait une occasion exceptionnelle de revoir de près toute la situation.

C'est peut-être le moment de déclarer que, dès les débuts et lors de chaque entretien, le Président a nettement établi qu'il s'intéressait au premier chef à la défense des Etats-Unis. J'ai aussi nettement indiqué que je m'occupais de la défense efficace du Canada et de celle de tout le Commonwealth des nations britanniques.

Communauté d'intérêts dans la défense du continent.

La note de plus en plus dominante de tous nos entretiens a été la communauté d'intérêts de nos pays respectifs dans la défense du continent que

nous habitons. Ce fait admis, tout commandait de nous bien préparer à toute éventualité.

Mes entretiens avec le Président commencèrent avant la déclaration de guerre, de la façon directe que j'ai indiquée; nous les avons repris depuis que le Canada est en guerre, à Warm Springs; nous les avons complétés, de semaine en semaine, par des conversations diplomatiques. Les entretiens entre les membres des personnels suivirent dans l'ordre logique.

Je devrais sans doute ajouter que j'ai tenu mes collègues membres du comité de guerre du cabinet parfaitement au courant de mes entretiens avec le Président, et que les démarches subséquentes eurent lieu à leur connaissance et avec leur entière approbation. Je dirai aussi que le gouvernement britannique a été dûment informé de ce qui se passait. De même le gouvernement canadien a été mis au courant des questions de défense étudiées directement entre le gouvernement britannique et celui des Etats-Unis. Naturellement, les conversations ont porté sur la location de bases aériennes et de bases navales sur l'Atlantique.

Comme je l'ai indiqué, le Président avait annoncé la veille de notre rencontre à Ogdensburg que les deux gouvernements avaient déjà tenu des entretiens. L'entente d'Ogdensburg n'a fait que confirmer officiellement ce que les entretiens antérieurs et les préparatifs entrepris avaient commencé; elle a appris à l'univers que les deux pays étudiaient et préparaient des plans de défense commune; elle a fait plus encore, en établissant nettement que la Commission instituée pour faire des études et formuler des recommandations ne l'était pas pour telle occasion et pour telle situation, mais pour un problème d'un caractère permanent. C'est pourquoi

la Commission canado-américaine de défense est établie en permanence.

L'institution de la Commission permanente canado-américaine de défense a été ratifiée et confirmée par procès-verbal du Conseil, approuvé le 21 août par Son Excellence le Gouverneur-général.

Réciprocité dans la défense.

La Commission permanente canado-américaine de défense peut être considérée comme la suite logique des déclarations faites par le président Roosevelt et moi-même au mois d'août 1938. Je désire rappeler ces déclarations aux honorables députés. Le passage principal de la déclaration que M. Roosevelt faisait à Kingston le 18 août est le suivant :

"Le Dominion du Canada fait partie de la famille des nations de l'Empire britannique. Je vous donne l'assurance que le peuple des Etats-Unis ne restera pas les bras croisés si quelque autre empire tente de s'emparer du territoire canadien."

La réponse que je faisais à Woodbridge (Ont.) le 20 août 1938 à la déclaration faite par M. Roosevelt à Kingston contenait ces mots :

"A nous aussi le bon voisinage impose des obligations, dont l'une est de voir à ce que notre pays, de sa propre initiative, s'immunise autant que faire se peut contre toute attaque ou toute invasion éventuelle, et qu'il empêche, le cas échéant, les armées ennemies d'avancer par terre, par eau ou par air, sur le territoire canadien, jusqu'aux Etats-Unis."

Ces déclarations marquent la première admission publique, par les deux pays, de leurs intérêts réciproques de défense.

Je serais le dernier à prétendre que l'Entente

d'Ogdensburg, soit le fruit exclusif des entretiens que nous avons eus, le Président et moi-même, ou des déclarations que nous avons échangées en 1938. Je suis heureux de constater que dans un moment de crise l'amitié personnelle et la confiance mutuelle qui nous lient depuis tant d'années, M. Roosevelt et moi-même, ont rendu très facile la conclusion de l'entente que nous avons faite à Ogdensburg. En réalité, l'Entente est le plein épanouissement de l'harmonie séculaire qui règne entre le peuple canadien et celui des Etats-Unis, harmonie à laquelle, je le crois et l'espère, le Président et moi-même nous avons aussi contribué pour notre part. Le chaînon que constitue l'Entente canado-américaine de défense n'a rien de provisoire; il ne lie pas des nations qui se sont groupées dans l'ambition mutuelle de détruire leurs voisins, il appartient aux solides assises d'un ordre nouveau dans l'univers, fondé sur l'amitié et la bonne volonté. Dans la réalisation de cet ordre nouveau le Canada, qui fait la liaison entre le Commonwealth des nations britanniques et les Etats-Unis, joue un rôle marqué par la Providence.

Un siècle de direction éclairée.

Il ne faudrait pas prétendre que les ressemblances entre nos deux pays auraient pu par elles seules donner naissance aux relations heureuses qui les unissent, bien qu'elles aient grandement contribué à nous faire mieux comprendre. L'entente que nous constatons est le fruit de la clairvoyance et du réalisme de nos hommes d'Etat depuis plus d'un siècle.

Je voudrais rappeler à ce sujet les paroles que j'ai prononcées lors de l'inauguration du Pont des Mille-Iles, le 18 août 1938 :

"Les habitants de nos pays, en somme,"

disais-je alors en parlant du Canada et des Etats-Unis,

"ne diffèrent pas beaucoup de ceux de l'Europe. La plupart, de fait, sont venus des pays européens. Chacun de nos pays voit se poser les problèmes de nationalité, de croyance, de classe et aussi les questions de controverse politique. Quoi qu'il en soit, il semble que nous avons trouvé le meilleur moyen d'assurer et de maintenir notre paix... Dans le domaine des relations internationales nous avons aussi appris à régler nos divergences d'opinions. Nous nous sommes exercés à l'art de construire des ponts... Or, dans la construction des ponts d'ordre international se dressent deux structures se rattachant toutes les deux au Saint-Laurent et aux Grands Lacs, et j'en dirai quelques mots ici. Elles se dressent comme des monuments de coopération et de bienveillance internationales. Chacune d'elles porte un message au monde d'aujourd'hui. C'est, d'une part, la convention Rush-Bagot de 1817 et, de l'autre, la Commission mixte internationale de 1909."

La convention Rush-Bagot est une libre décision de désarmement mutuel. La Commission mixte internationale est un moyen de régler pacifiquement tous les différends et la Commission permanente canado-américaine est une entente mutuelle pour assurer notre commune défense. Toutes les trois semblent bien constituer une progression inévitable dictée par le bon sens. Il nous suffit de réfléchir un moment pour nous rendre compte que dans la crise de folie dont souffre le monde aujourd'hui, c'est encore le bon sens qui dicte les meilleurs principes de gouvernement des peuples.

Approbation unanime au Canada et aux Etats-Unis.

Je doute qu'aucun acte posé par un gouvernement canadien, à coup sûr aucune phase de nos relations internationales, ait jamais été accueilli

avec une telle unanimité dans notre pays. Pour autant que j'aie pu m'en rendre compte, aucun journal canadien n'a publié la moindre marque de désapprobation de l'accord d'Ogdensburg proprement dit. Bien que la valeur qu'on y a attachée et la part que j'y ai prise ait pu différer, presque aucune voix ne s'est levée pour en méconnaître tout le sens.

Bien que la campagne pour les élections à la présidence des Etats-Unis fût alors commencée et que l'on pût s'attendre que l'on cherchât à faire servir cette question à des fins politiques, on constate, à la lecture des commentaires de la presse américaine, que l'accord d'Ogdensburg y fut également approuvé à l'unanimité.

La conviction, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, que chaque nation doit contribuer à la défense de l'autre parce que c'est assurer son meilleur moyen de défense, s'est raffermie au cours des deux années qui se sont écoulées entre les déclarations de Kingston et de Woodbridge et l'accord d'Ogdensburg.

Contribution à l'amitié anglo-américaine.

Les événements qui se sont produits au cours de ces deux années d'une si haute gravité ont eu aussi pour résultat de dissiper les craintes des Canadiens qui croyaient que des relations plus étroites entre notre pays et les Etats-Unis affaibliraient les liens qui nous unissent à l'Angleterre. Pendant toute ma carrière politique, j'ai toujours été d'avis que, loin d'affaiblir les liens qui unissent entre elles les nations du Commonwealth britannique, nos relations de plus en plus amicales avec

les Etats-Unis constitueraient toujours une source de vigueur. Bien plus, j'ai toujours soutenu que dans les relations anglo-américaines le Canada a un rôle tout particulier à jouer. Cette opinion,—je suis fier de le dire ici,—est partagée dans les trois pays par ceux qui se sont faits les apôtres de relations plus étroites entre les peuples de langue anglaise. Le premier ministre actuel de l'Angleterre, est absolument de cet avis. Il y a plus de dix ans, alors qu'il n'occupait encore aucune position publique, M. Churchill a exprimé cette opinion en des paroles que je voudrais citer ici en les empruntant à un article paru dans le *Saturday Evening Post* du 15 février 1930.

A la lumière de tous les événements subséquents, et particulièrement ceux qui se déroulent à l'heure actuelle, ces mots revêtent un sens prophétique. Je cite :

La Grande-Bretagne s'est constamment avérée, depuis des siècles, le défenseur reconnu de la liberté en Europe. Centre directeur du Commonwealth britannique des nations, elle est associée sur un pied d'égalité aux autres nations de langue anglaise dans le monde entier.

Or, c'est précisément ici que nous apparaît le rôle essentiel du Canada. Ce dominion, uni à l'Empire britannique non seulement par son importance croissante en tant que nation mais aussi par de nombreux liens de sentiment précieux aux jeunes et vigoureuses collectivités, se trouve en même temps intimement associé aux Etats-Unis.

Une longue frontière sans fortifications, les habitudes et les échanges de la vie journalière, les avantageuses relations d'affaires, les sympathies et même les antipathies qui s'établissent entre d'honnêtes voisins, font du Canada le trait d'union entre les pays de langue anglaise. Aimant à double attraction, il attire et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les rapprochant ainsi l'un de l'autre. Il est le dernier lien entre l'Europe et l'Amérique. De fait, aucun Etat, aucune nation, aucun peuple ne saurait être considéré à plus juste titre comme la cheville ouvrière de la paix et du progrès mondial.

C'est grâce à un heureux concours de circonstances que la justesse de cette opinion sur la valeur du Canada comme lien entre les peuples britannique et américain a été clairement démontrée, au moment où celui qui la partageait si entièrement, et qui l'a exprimée en termes si éloquents, détient le poste de premier ministre de la Grande-Bretagne.

Attitude de la presse et des hommes d'état anglais.

Dans un article de fond que publiait le *Times* de Londres, le 22 août dernier, on reconnaissait, en des termes qui rappellent la déclaration formulées par M. Churchill il a dix ans, la portée de l'Accord d'Ogdensburg sur l'affermissement des relations entre les peuples de langue anglaise :

Dorénavant les deux pays, déclarait le Times, *seront unis par des liens beaucoup plus étroits que dans le passé, et le Canada s'avérera plus que jamais la cheville ouvrière des relations anglo-américaines.*

J'aimerais citer ici deux autres articles de presse, l'un d'un organe du parti travailliste et l'autre d'un journal libéral, qui servent à démontrer la concordance de vues des journaux anglais. J'ai relevé le passage suivant dans le *Daily Herald* de Londres :

Notre foi aux institutions britanniques a été retrempée. C'est donc avec une profonde gratitude que nous affirmons aujourd'hui : Canada, c'est par ton entremise que pourront se créer de nouvelles attaches entre nous et nos cousins qui habitent de l'autre côté de ta frontière. Prends toi-même les décisions voulues. Nous les faisons nôtres.

Et le *Manchester Guardian* déclarait, le 20 août :

Il existe un étroit rapport entre les deux événements annoncés en fin de semaine, savoir la poursuite de négociations

avec la Grande-Bretagne relativement à la cession aux Etats-Unis de bases navales et aériennes dans la mer des Antilles, et l'Accord conclu par les Etats-Unis et le Canada visant à la création d'une Commission canado-américaine de défense. Il s'agit en effet, dans les deux cas, d'assurer la défense de l'hémisphère occidental contre les dictateurs. Ces pourparlers influeront sûrement sur l'issue du conflit, de même que sur l'étendue de l'aide accordée à la Grande-Bretagne par les Etats-Unis.

Vu que l'on a si souvent présenté sous un faux jour l'attitude que j'ai sans cesse maintenue envers les Etats-Unis depuis mon entrée dans la vie publique, on me pardonnera peut-être d'indiquer brièvement à la Chambre quelle réaction cette attitude et mes visites espacées à ce pays ont occasionnée, dans le Royaume-Uni, chez ceux qui sont peut-être le mieux en mesure d'en apprécier la valeur.

Dans une dépêche qu'il m'adressait le 13 septembre dernier, et qui fut d'abord rendue publique en Angleterre, M. Churchill eut ces paroles bienveillantes à mon égard :

Je suis très heureux de saisir l'occasion de vous remercier personnellement de tous vos efforts pour la cause commune, particulièrement en ce qui concerne la réalisation de rapports harmonieux dans tout le nouveau monde. Cette profonde entente sera un des facteurs principaux qui sauveront l'Europe d'un retour à la barbarie.

Quelques jours plus tard, le 17 septembre, Lord Caldecote, à ce moment-là Secrétaire d'Etat aux Dominions, fit la déclaration suivante à la Chambre des Lords :

L'événement peut-être le plus significatif des quelques dernières semaines a été le rapprochement de l'Empire britannique et des Etats-Unis, dont témoigne l'accord récemment conclu en vue de la cession à ce dernier pays de bases de défense situées dans certains territoires britanniques, en échange de destroyers américains qui augmenteront nos effectifs navals. Mais il y a plus. On a rattaché cette entente à l'accord, conclu précédemment, par les Etats-Unis et le Canada en vue de la création d'une Commission canado-américaine

de défense, et l'on me permettra peut-être de rappeler l'hommage qu'a rendu dernièrement notre premier ministre au premier ministre canadien, M. Mackenzie King, dans un message où il soulignait ses efforts constants pour la réalisation d'une plus cordiale entente entre l'Empire britannique et les Etats-Unis d'Amérique. Point n'est besoin d'indiquer à Vos Seigneuries tous les avantages que peut renfermer ce nouvel état de choses en ce qui a trait à la paix et à la liberté futures.

Le public canadien peut donc s'enorgueillir légitimement du rôle que nous avons pu jouer dans la réalisation de l'entente sus-mentionnée. Dans la sombre nuit où se trouve maintenant plongée l'humanité, les relations entre les Etats-Unis et le Commonwealth britannique sont le dernier rayon d'espoir qui brille à l'horizon.

Nouvel espoir pour l'humanité.

Au cours de le guerre civile américaine, alors que les relations anglo-américaines étaient tendues presque à la rupture, John Bright, parlant à la Chambre des communes anglaise, le 16 juin 1863, eut ces mots conciliants et prophétiques :

J'espère donc qu'avec le temps notre population, parce que mieux renseignée, se montrera plus juste, et que toute animosité disparaîtra; qu'à l'avenir tous ceux qui chérissent ici la liberté s'entendront avec ceux qui la chérissent là-bas, et que nos deux nations, séparées il est vrai par l'océan mais, néanmoins, de même origine ethnique, réaliseront l'union spirieuelle qui leur permettra de collaborer efficacement au progrès de la liberté et du bien-être de l'humanité.

Quel plus bel espoir pouvons-nous caresser pour l'humanité que la réalisation, dans leur commune défense des libertés humaines, de l'union spirituelle, rêvée par John Bright, des populations britannique et américaine.

OMBRES ET LUMIÈRES : LA GUERRE QUI NOUS ATTEND

Novembre fut le mois des bombardements intenses sur quelques-unes des grandes villes anglaises, des torpillages dans l'Atlantique, de la rareté de l'échange américain nécessaire à la Grande-Bretagne pour payer les fournitures de guerre achetées aux Etats-Unis. Les débats au Parlement s'en ressentirent. Pour faire le point, le Premier Ministre fit une déclaration à la Chambre des communes, le 2 décembre. Il indiqua que l'apport du Canada à une guerre de longue durée ne devait pas être en rapport avec les circonstances trop mouvantes du moment, mais qu'il devait être organisé pour faire face à toutes les probabilités aussi bien qu'aux besoins actuels.

L'honorable J.-G. Gardiner, ministre de l'Agriculture et des Services nationaux de guerre passa les mois d'octobre et de novembre à Londres pour y conférer avec l'autorité compétente.

OMBRES ET LUMIÈRES : LA GUERRE QUI NOUS ATTEND

Chambre des Communes,
2décembre 1940.

On ne saurait rappeler trop souvent à la Chambre et au pays tout entier que le conflit actuel n'est pas une guerre de semaines ou de mois, mais d'années. C'est le point qu'il ne faut jamais perdre de vue quand on suit de loin les fluctuations de la guerre, à divers moments et sur des théâtres différents.

Les jours ensoleillés et les jours sombres ne manqueront pas de se succéder sur les vastes horizons de cette guerre mondiale. Il est inévitable que les succès soient accompagnés de revers. Il serait absurde de s'enthousiasmer d'un triomphe immédiat, mais il serait encore plus absurde de se décourager à cause d'une défaite passagère.

Nous avions le devoir, mes collègues et moi, d'envisager la guerre nettement et de la voir dans son ensemble. Nous avons tâché de faire en sorte que l'immédiat ne nous cachât pas la fin ultime, nous rappelant toujours que les mesures les mieux adaptées (du moins en apparence) au présent pourraient être funestes dans l'avenir. Dès le début, le Gouvernement s'est assigné pour fonction de préparer, en collaboration avec le gouvernement du Royaume-Uni, des plans visant à l'issue victorieuse du conflit.

Qu'on me permette de citer un exemple, dont on saisira toute de suite la signification. Eussions-nous

été emportés par les bruyantes clameurs du début, nous aurions consacré nos efforts, notre richesse et nos forces surtout au recrutement de nombreuses troupes à destination d'outre-mer, dont nous aurions hâté l'expédition, de sorte que la conscription seule, à tout prendre, nous eût permis d'entretenir en campagne une grande armée superflue. Nous aurions pu de la sorte calmer certaine agitation des premières semaines du conflit, mais cette façon d'agir aurait causé la désunion au Canada et se serait révélée en définitive gaspillage inutile dans la tâche que nous entreprenions de répondre aux besoins de l'Angleterre. Au lieu d'aider à la Grande-Bretagne, comme c'est le cas aujourd'hui, grâce à nos ressources aériennes et maritimes ou par le moyen de notre matériel de guerre, de nos navires, d'approvisionnements de toutes sortes et de plus en plus abondants, nous aurions imposé à une île assiégée l'obligation additionnelle de nourrir un grand nombre d'hommes dont on n'aurait pas eu besoin alors.

Nous n'avons cédé à aucune vociférations. Au contraire, le Gouvernement s'est préparé en vue d'un progrès bien équilibré dans tous les domaines. Nous avons constitué une armée de l'air, de mer et de terre. Nous avons établi une industrie de guerre, nous avons préservé nos ressources monétaires à l'intention de la Grande-Bretagne et à nos propres fins. Tout en nous préparant aux batailles d'outre-mer, nous avons songé à nos rivages, aux dangers auxquels ils peuvent être à tout moment en butte, à mesure que la scène du conflit se modifie et que l'horreur de la guerre s'intensifie. Ces préparatifs ne se prêtent pas à la réclame tapageuse. Mais ils produisent de véritables résultats en définitive. La guerre, inévitablement, sera longue; il est

non moins inévitable que le temps seul révèle les conséquences d'un effort soutenu.

Stratégie de guerre bien fondée.

Tout en reconnaissant que ni la Grande-Bretagne, ni le Canada, ni les pays neutres qui ont été envahis n'avaient pu prévoir la marche des événements, il est incontestable encore aujourd'hui que, dans ses grandes lignes, le plan conçu dès le début par la Grande-Bretagne en vue d'une victoire ultime était et demeure essentiellement logique. Il prévoyait une guerre, non pas de plusieurs mois, mais de plusieurs années. Il envisageait une intensification des hostilités et une extension du théâtre des opérations militaires. Il tenait compte non seulement de la nécessité de sauvegarder la liberté, mais aussi de la nécessité et de l'obligation de la restaurer.

Dans les exposés que j'ai faits à la Chambre et au pays de la situation telle qu'elle m'apparaissait, j'ai tâché, depuis le début, de bien peser les mots plutôt que de suivre mes impulsions. Je n'ai pas cherché, il est vrai, à prendre la parole à tout instant. Si j'ai ainsi espacé mes interventions, c'était afin qu'elles eussent une plus grande portée. J'ai cherché, lorsque l'occasion me le permettait, à évaluer et à peser les facteurs essentiels. Dans presque toutes mes déclarations au sujet de la guerre, j'ai donné à entendre que la lutte serait longue, âpre et terrible. J'ai dit au peuple canadien que la guerre serait infiniment plus importante qu'on ne semblait s'en rendre compte au début, ou qu'on ne s'en rend compte même à l'heure actuelle. J'ai ajouté qu'elle durerait, non pas plusieurs mois

mais plusieurs années; qu'elle outrepassait inévitablement les frontières de l'Europe pour s'étendre à d'autres continents; que tout ce conflit résultait du désir de dominer le monde. J'ai également déclaré au début que, mettant leur confiance en la neutralité, les nations européennes pourraient être englouties, comme conséquence de leur aveuglement et de leur indifférence à l'égard de la guerre.

A maintes reprises, nous avons déclaré à la Chambre et au peuple canadien, dans des communiqués officiels, que la suprématie dans les airs était indispensable à une défense efficace de même qu'à l'offensive que nous devrons lancer tôt ou tard et sans laquelle nous ne saurions remporter la victoire. Nous avons insisté dans la même mesure sur la nécessité d'un blocus efficace, grâce à la suprématie navale de la Grande-Bretagne, pour assurer, non seulement la victoire, mais notre propre survivance. Par-dessus tout, j'ai affirmé sans cesse et avec toute la vigueur dont je suis capable, que la liberté des peuples du continent américain et la sauvegarde de la liberté britannique ne peuvent s'envisager séparément; que, de plus, la préservation de la liberté britannique est indispensable à la restauration de la liberté humaine, là où on l'a supprimée. Je dois ajouter que le corollaire est également vrai. La restauration de la liberté dans le monde dépend de la conservation de la liberté britannique jusqu'au jour où les forces qui, la Grande-Bretagne à leur tête, luttent pour la liberté auront mobilisé toutes leurs énergies pour se mettre définitivement en marche vers la victoire.

La situation s'améliore.

Il ne fait pas le moindre doute que la Grande-Bretagne et ses alliés sont non seulement en bien

meilleure posture aujourd'hui qu'au moment de la signature de l'armistice franco-allemand, mais aussi qu'ils l'ont été au cours des mois qui ont suivi immédiatement la chute de la France. Hitler lui-même n'était pas préparé à la prompte capitulation de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique et de la France. Cette rapide succession d'événements qui nous a bouleversés a comporté pour l'Allemagne, ne l'oublions pas, un égal élément de surprise. Si ces événements s'étaient succédé au rythme prévu dans le plan hitlérien, il est tout à fait concevable qu'un débarquement de troupes allemandes aurait été possible sur les côtes de Grande-Bretagne. Et la résistance possible, immédiatement après l'évacuation de Dunkerque, aurait fort bien pu s'avérer insuffisante devant l'effarante tâche à accomplir.

Au moment où elle signait l'armistice, la France croyait, et la plupart des nations neutres de l'Europe avec elle, que la partie était déjà jouée pour la Grande-Bretagne comme pour elle-même. L'aspect profondément tragique de la situation surgit du fait que la France ignorait la vérité. Croyant l'ennemi invincible, elle préféra capituler plutôt que de risquer l'annihilation. Aux Etats-Unis, l'opinion dominante subit quelque temps la crainte de voir la Grande-Bretagne impuissante à repousser un aussi formidable assaillant. On doutait qu'elle pût tenir le coup. La population des Etats-Unis se demandait si la prudence n'enseignait pas plutôt de retenir au pays le matériel de guerre, malgré le besoin si pressant qu'en avait la Grande-Bretagne, afin de se protéger elle-même contre un péril devenu excessif une fois les Iles britanniques vaincues.

Tout cela a changé, et complètement. La population des Iles britanniques, hommes et femmes, a de nouveau fait preuve d'un courage indomptable, de

son habileté à combattre et encaisser les coups quand sa liberté est en danger. Comme les "Côtes de Fer", soldats de Cromwell, "elle sait quelle cause elle défend".

Vu l'amélioration de la situation en Méditerranée, que nous pouvions à peine espérer il y a trois mois; vu aussi l'acquisition des destroyers américains et le torrent de matériel de guerre qui déferle comme jamais des Etats-Unis et du Canada vers la forteresse insulaire; considérant enfin la certitude que se poursuivra la plus grande assistance possible à la Grande-Bretagne, politique que le peuple américain a confirmée par voie de scrutin et qui vient s'ajouter aux heureux fruits de la préparation canadienne, comment oser affirmer, à la lumière de tous ces faits, dont le Gouvernement ne détient pas seul le secret mais qui sont du domaine public, que la situation est aujourd'hui plus grave qu'elle ne l'était il y a trois ou quatre mois? Il est vrai que les hostilités augmentent en violence; il est également vrai que depuis l'effondrement de la France, la Grande-Bretagne augmente sans cesse en puissance.

Bombardements de villes.

Les bombardements de nuit, présentent il est vrai, un problème qu'on n'a pas encore résolu. Si l'obscurité, il est vrai, empêche l'aviateur en tournée de viser les objectifs, elle accroît ses chances de destruction aveugle. Eu regard des succès que l'ennemi peut réclamer pour ses pratiques de terrorisme, il faut inscrire ses pertes en hommes et en avions. A ce double point de vue, le pourcentage des pertes de la Grande-Bretagne dans les Iles Britanniques comme sur le continent européen a été plusieurs fois moindre. En outre, par ses tacti-

ques de terrorisme, l'Allemagne a défié la combativité du peuple anglais. En dernière analyse, la victoire dépendra du caractère national. Par ses méthodes meurtrières, Hitler a réussi à démontrer au monde l'impossibilité d'une victoire allemande.

J'ai dit que le territoire assujetti aux attaques est d'une vaste étendue et les distances à parcourir, considérables. Par contre, la zone d'attaque des Allemands est beaucoup plus restreinte et vu la proximité des bases aériennes établies sur le littoral occupé, les distances que doit franchir l'ennemi sont relativement moins considérables. C'est jusqu'à un certain point pour cette raison qu'on a pu récemment affecter un très grand nombre d'avions allemands à des incursions aériennes et, grâce à la compétence des pilotes britanniques de même qu'à l'efficacité croissante de la défense antiaérienne, une bien faible partie des forces aériennes allemandes a réussi à franchir les défenses extérieures de la Grande-Bretagne, pour aller bombarder des objectifs importants. L'Allemagne a perdu, au cours de ces opérations, un grand nombre d'avions; cependant, le nombre de pilotes et d'équipages aériens qu'elle a dû sacrifier représente une perte beaucoup plus grave. On peut prétendre, cela va de soi, que la supériorité, même numérique, en avions de bombardement et de chasse ne constituera pas une garantie contre les incursions et les bombardements aériens. Chose certaine, à mesure que la production d'aéronefs de la Grande-Bretagne jointe à l'arrivée constante de pilotes du Canada et d'avions canadiens ou américains, rétrécira la marge entre la puissance effective de la Royal Air Force et celle de l'aviation allemande, l'effet des attaques allemandes contre la Grande-Bretagne diminuera, et l'ampleur des attaques anglaises

contre l'ennemi et le territoire occupé par l'ennemi s'accroîtra d'autant.

Pertes maritimes.

Il en va à peu près de même de "la perte de nombreux navires rapportée par les journaux" et de l'épuisement des ressources financières. Pour envisager ces facteurs sous leur vrai jour, il faut d'abord les situer dans l'ensemble et, en deuxième lieu, les comparer aux pertes et aux insuffisances éprouvées par l'ennemi, et qu'il éprouvera vraisemblablement encore.

La situation de la marine marchande est grave, mais cela ne signifie pas qu'elle modifie soudain les perspectives d'avenir. Depuis quelques semaines, il est vrai, la destruction de navires britanniques ou de navires à la disposition de la Grande-Bretagne s'opère à une cadence plus rapide que celle de la productivité des chantiers maritimes anglais. Néanmoins, il reste des milliers de navires et le transport d'hommes et d'approvisionnements s'effectue sans encombre, là où les Alliés en ont besoin. Les chantiers maritimes anglais travaillent à plein rendement et en outre, ceux du Canada, de l'Australie et des Etats-Unis construisent des navires de commerce et d'autres vaisseaux pour la Grande-Bretagne. Le ministre des Munitions et Approvisionnements a déjà dit à la Chambre des communes qu'outre les navires qui se construisent au Canada pour le compte de l'Amirauté anglaise, dix-huit vaisseaux marchands sont en voie de construction ici pour le compte du gouvernement anglais.

L'Allemagne, elle aussi, a subi d'énormes pertes sur mer. Presque chaque jour nous apporte la nouvelle qu'un cargo allemand a été coulé au large de la Norvège, dans la mer du Nord ou dans la Man-

che. Des bombardements successifs ont atteint chalands et navires de commerce allemands dans les ports de la Manche. Les avions de bombardement de la Royal Air Force ont maintes et maintes fois rendu visite aux chantiers maritimes de Hambourg et Brême et même à ceux de la Baltique. Les pertes italiennes en Méditerranée ont été lourdes. En haute mer, les navires marchands d'Allemagne et d'Italie sont disparus. Je ne crois pas qu'ils puissent prendre part au commerce du monde avant la fin de la guerre.

La marine britannique reste maîtresse du champ maritime des hostilités. Bien qu'elle reste seule, dans la présente guerre, à imposer le blocus et qu'elle doive surveiller des côtes de bien plus grande étendue, son oeuvre porte des fruits évidents.

Le fardeau financier.

La Grande-Bretagne doit naturellement solder le coût des vastes quantités d'approvisionnements qu'il lui faut se procurer en Amérique du Nord afin de suppléer à l'insuffisance de sa production et, si elle se les procure aux Etats-Unis, le règlement doit se faire en dollars américains. Les devises américaines indispensables constituent pour le gouvernement britannique un problème indiscutable.

Le problème que pose à la Grande-Bretagne la recherche de devises américaines se pose également à notre propre Gouvernement, car il nous faut aussi disposer d'énormes quantités de devises américaines pour défrayer le coût de nos achats de matériel essentiel à la poursuite de la guerre.

Si nous comparons notre situation à celle qui règne en Allemagne, ainsi que nous l'avons fait dans le cas des pertes maritimes et des dommages

causés par les bombes, nous serons mieux en mesure de voir le problème financier sous son vrai jour.

S'il est vrai que la Grande-Bretagne et le Canada doivent résoudre le problème que constitue la recherche des devises nécessaires aux achats qu'ils effectuent aux Etats-Unis, il est également vrai qu'aux Etats-Unis nous avons accès aux plus grandes richesses industrielles de l'univers.

Quelle est la situation en Allemagne? Cette dernière peut naturellement compter sur les industries et les ressources de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Tchécoslovaquie, mais, en dehors de son propre territoire et des pays qu'elle a conquis, elle ne saurait puiser qu'à deux importantes sources d'approvisionnement, la Suède et la Russie. La capacité et l'empressement de la Russie à réserver des approvisionnements à l'Allemagne restent fort douteux. Dans les pays conquis, l'Allemagne doit assurer la subsistance des ouvriers pour qu'ils puissent continuer de produire. Il lui faut aussi parer aux dangers continuels de sabotage.

La situation de l'Allemagne ne s'améliorerait guère même si elle pouvait compter sur les ressources financières où puise encore la Grande-Bretagne. L'ennemi ne se procure en effet qu'en luttant et en sacrifiant des armées et du matériel de guerre, quelques-uns des articles de guerre essentiels.

Malgré ces signes de faiblesse, ce serait commettre une erreur sans pareille que de mésestimer les avantages économiques qu'ont valus à l'Allemagne ses conquêtes territoriales. Ces gains ne peuvent être contre-balancés et dépassés que par les ressources économiques et industrielles de notre continent. Quelles que puissent être nos difficultés

d'ordre financier, songeons que l'Allemagne se voit refuser tout accès, dans le domaine financier comme dans le domaine physique, aux sources d'approvisionnement nord-américaines qui décideront finalement de la victoire.

Les Balkans et la Méditerranée.

Avant de terminer je devrais sans doute dire un mot de la situation existant dans les Balkans et la Méditerranée. Comme le je faisais observer en commençant, nous ne devons jamais perdre de vue l'ensemble du conflit. L'adhésion forcée de la Roumanie, de la Hongrie et de la Slovaquie à l'Axe n'ajoute aucune puissance aux Etats pillards. Même si elle en ajoutait, l'abstention de la Yougoslavie et de la Bulgarie est beaucoup plus significative.

On se souviendra que M. Churchill, dans la déclaration qu'il faisait le 5 novembre à la Chambre des communes, mentionnait que l'équilibre des forces sur les frontières de l'Egypte et du Soudan est beaucoup moins défavorable que lors de l'effondrement de la France. Sur la foi des renseignements tombés dans le domaine public, on peut dire que la position des Anglais s'est améliorée sur tous les fronts.

Les succès étonnants remportés par l'héroïque peuple grec, qui rappellent en quelque sorte les faits glorieux de sa vieille histoire, n'ont pas aggravé la situation européenne. Les prouesses de la Royal Air Force et de la marine britannique, accomplies en collaboration avec les armées grecques, n'ont en rien favorisé la cause de l'Italie et de l'Allemagne. L'état des affaires en Albanie,

le désordre en Roumanie, et l'aversion de la Yougoslavie et de la Bulgarie, n'ont pas beaucoup aidé Hitler dans la création de son ordre nouveau en Europe.

Bien que mes observations soient de nature à mettre mieux en relief les événements et les dangers du moment, je tiens surtout à souligner que ce tableau n'est que momentané et que personne ne saurait prévoir les proportions que peuvent prendre d'un moment à l'autre le péril et l'horreur de la lutte. Nous nous tromperions du tout au tout si, comme l'autruche qui croit se soustraire aux réalités en s'enfouissant la tête dans le sable, nous fermions les yeux, même un instant, à la gravité du danger dont sont menacées non seulement la Grande-Bretagne mais la civilisation tout entière et si, partant, nous étions tentés de nous relâcher tant soit peu dans l'application d'un effort total.

Rappelons par-dessus tout combien est formidable actuellement la force militaire de l'Allemagne. Il n'a jamais rien existé qui lui soit comparable. Rappelons, aussi, que ces énormes armées n'ont pas encore connu la défaite; qu'elle les a pourvues de toutes les machines de guerre modernes les plus récentes; qu'à l'exception de la Suisse, toute l'Europe à l'ouest de la Vistule, allant de la Suède au Portugal et à l'Espagne, est sous sa botte. A ses propres resssources en industries manufacturières et extractives, en hommes et en matières premières, s'est ajoutée la puissance matérielle des nations conquises; les rangs de ses millions de soldats et d'ouvriers se sont grossis de la population des pays occupés, quelle que soit l'aversion des citoyens de Norvège, de Hollande, de Belgique et de France à tourner leurs armes contre les défenseurs de la liberté.

Cette grande tâche historique.

La tâche que se sont vu imposer les armées de la Grande-Bretagne est la plus importante dans toute l'histoire du monde. Il leur faut veiller et combattre; elles doivent se battre dans les Iles britanniques et sur les mers avoisinantes, dans la Méditerranée, dans le Proche-Orient et en Afrique; elles doivent veiller en Extrême-Orient, à Hong-Kong, à Singapour, tout en restant constamment sur leurs gardes dans les Indes. La Grande-Bretagne peut se voir obligée à n'importe quel moment d'envoyer des hommes et des navires à l'étranger, défendre ses lignes de communications et d'approvisionnement ou faire face à une nouvelle menace dans quelque coin retiré du globe.

La gravité de la situation ressort certes de ce simple exposé des faits, mais elle n'est pas plus grande qu'elle ne l'a été au cours du dernier trimestre. La seule différence, c'est que les gens dans toutes les parties du monde commencent à mieux comprendre la réalité. Fatalement, la situation s'aggravera à mesure que les hostilités gagneront d'autres mers et d'autres régions et que la destruction mutuelle se poursuivra avec une furie grandissante, comme cela arrivera certes. L'anarchie et la guerre accompliront probablement beaucoup de ravages, avant le dénouement de la lutte à mort entre les régimes totalitaires et la démocratie.

Personne ne saurait dire si le monde ne s'achemine pas vers la lutte suprême des peuples. L'unique chose, si la Providence le veut, qui puisse épargner ce suprême malheur au monde, c'est la puis-

sance de la Grande-Bretagne, renforcée, appuyée et soutenue par celle des dominions britanniques et de l'Inde, le concours des Etats-Unis et l'aide que peut encore fournir la force des autres peuples à qui la liberté est chère. Si j'ose me servir des mots que je viens de citer, pour vaincre l'ennemi et sauver l'humanité, ' il faudra tous les efforts de tous."

L'ANNÉE QUI FUIT : L'ANNÉE QUI ARRIVE

Les forces de la liberté finirent l'année en beauté: la population de la Grande-Bretagne se montrait plus indomptable que jamais; les Grecs résistaient à l'invasion italienne depuis le 28 octobre 1940 et réussissaient même à pénétrer en Albanie; en Méditerranée et en Afrique du Nord, les troupes britanniques et impériales remportaient de brillants succès sur terre et sur mer aux dépens des Italiens, et M. Churchill prédisait que l'Empire italien tomberait en pièces.

Encore une fois, la veille du jour de l'An, le Premier Ministre fit le point; encore une fois, il envisagea le conflit comme un tout où il fallait trouver le lien qui unit le passé au présent, et le présent à l'avenir. Le sort du genre humain était en jeu; 1941 serait une année décisive.

L'ANNÉE QUI FUIT : L'ANNÉE QUI ARRIVE

Discours à la radio,
31 *décembre* 1940.

Il y a un an, les peuples encore libres reprenaient courage à la pensée que la marche de l'agresseur serait certainement arrêtée. Retranchés derrière une neutralité sacrée ou encore derrière des lignes de défense militaires et économiques qu'ils croyaient invulnérables, ils se sentaient en sécurité dans leur pays. Ils n'entrevoyaient pas, et personne d'entre nous n'aurait pu croire, que, durant cette année qui vient de se terminer, la plupart des nations libres de l'Europe auraient été envahies et seraient aujourd'hui sous le joug des Nazis. Ils ne pouvaient prévoir la traîtrise de l'Italie ni le danger qui menacerait toutes les démocraties, tant du nouveau monde que de l'ancien, par l'alliance du Japon aux puissances de l'axe. Tout cela est arrivé. Nous devons conclure que la perspective de l'asservissement du monde à une seule puissance et à ses satellites n'est plus seulement le rêve de quelque tyran, ou encore le cauchemar de la liberté. C'est un danger véritable au seuil même de nos portes.

Heureusement, l'année qui s'en va n'a pas vu que des horreurs et des infortunes. Elle a vu également se manifester l'esprit indomptable des peuples britanniques. Elle a été témoin de l'héroïsme de la Grèce et des coups mortels portés à la domination italienne en Afrique et dans la Méditerranée par

les Anglais et les Grecs. C'est aussi durant l'année qui s'achève que le nouveau monde a répondu à l'appel de l'ancien pour y rétablir l'équilibre. En ces derniers mois, les Etats-Unis d'Amérique sont devenus, selon l'expression même du Président Roosevelt, "l'arsenal de la démocratie". Les vastes ressources industrielles de tout le continent nord-américain qui, à lui seul, peut égaler et dépasser la production de l'Allemagne et de ses Etats vassaux, sont mises à la disposition de la Grande-Bretagne et inaccessibles à ses ennemis.

La puissance militaire de notre pays s'est aussi accrue durant cette année. Les armées canadiennes de terre, de mer et de l'air se sont développées. L'industrie, le travail, l'agriculture ont travaillé de concert au Canada pour subvenir aux besoins de nos soldats, de nos marins et de nos aviateurs tout en expédiant de plus en plus grandes quantités de munitions, de matériel et d'approvisionnements de toutes sortes à l'Angleterre. Pour le peuple canadien, l'année écoulée a surtout marqué l'unité d'intention, la résolution dans l'effort et l'acceptation de sacrifices, ne le cédant en importance qu'à ceux de l'Angleterre.

Il est réconfortant de voir l'histoire des hommes valeureux se répéter au cours des âges. La fierté engendrée par l'héroïsme des défenseurs de la Grande-Bretagne et de la Grèce a grandement raffermi le sens de la solidarité chez tous les peuples libres. Bien plus, la perspective du danger commun a raffermi chez toutes les nations libres la résolution d'abolir à jamais la menace de la tyrannie.

La grande tâche de la nouvelle année.

Remplis d'enthousiasme par le courage du peuple britannique et les succès éclatants des armes grec-

ques et britanniques en Méditerranée et dans le nord africain, gardons-nous surtout, au seuil de l'année nouvelle, de nous laisser leurrer par le sentiment périlleux que la fortune des armes est définitivement de notre côté. Une telle conclusion indiquerait une incompréhension totale des dangers inhérents au conflit actuel. Des victoires remportées en Méditerranée ne sauraient être décisives. D'ailleurs, notre véritable ennemi n'est pas l'Italie. C'est l'Allemagne nazie. Ses armées demeurent intactes, aussi puissantes, sinon plus puissantes, que jamais. Bien que frustrées de la victoire qu'elles comptaient remporter en 1940, elles n'en ont pas moins obtenu jusqu'ici que des succès. Elles n'ont pas essuyé une seule défaite. Il est vrai qu'on a pu déjouer toute tentative d'invasion de la Grande-Bretagne, mais les Nazis ont intensifié leur guerre aérienne et navale.

Ne fondons pas non plus trop d'espoirs sur une offensive prochaine. Préparons-nous plutôt à une recrudescence d'agression de la part des Nazis. Ceux-ci exploitent maintenant les immenses ressources de l'Europe conquise au profit de leur machine de guerre. Dans la vallée du Danube, les hordes nazies continuent à s'emparer des territoires de leurs voisins. Elles rêvent de nouvelles conquêtes. Les quelques nations européennes demeurées libres vivent dans l'appréhension de la terreur nazie. De l'autre côté du globe, une ombre menaçante plane sur tout l'Extrême-Orient.

Sachons envisager dans toute sa froide réalité la tâche formidable qui incombe aux défenseurs de la liberté; nous n'avons rien à y perdre et tout à y gagner. Et il est possible que cette tâche soit encore plus ardue en 1941 qu'elle l'a été en 1940. Cela demandera de notre part des efforts plus grands, des sacrifices plus généreux et des chan-

gements dans notre mode de vie plus importants encore que tous ceux que nous avons consentis jusqu'ici.

Le sort de l'humanité est en jeu.

Je voudrais pouvoir espérer que la nouvelle année verra la fin du présent conflit. Et la chose, certes, est possible. Bien que les signes des temps soient des promesses d'espérance et non des présages de désespoir, ils indiquent plutôt l'expansion que le rétrécissement des zones du conflit et du théâtre de la guerre. Je crois, cependant, que l'année 1941 verra se pencher d'une manière décisive la balance du côté de la victoire ou du côté de la défaite et qu'elle ne se terminera pas sans que nous ayons une idée de l'avenir qui nous attend. Cet avenir, je n'en doute pas, apportera au monde un nouvel ordre fondé sur la liberté, la vérité et la justice, fruit du labeur et de la prière, des souffrances et des sacrifices des dernières années.

L'héroïsme avec lequel, en Grande-Bretagne, hommes, femmes et enfants endurent le torrent de fer et de flammes qui, du haut des cieux, s'abat sur leurs têtes; la détermination avec laquelle hommes et femmes poursuivent leurs travaux parmi les ruines de leurs demeures et au risque de leur vie; l'admirable résistance que la Grande-Bretagne oppose aux terribles attaques de forces supérieures, tout cela dément la théorie de l'invincibilité de la puissance nazie et montre que nul n'est trop humble pour jouer un rôle dans la défense de la liberté.

Si certaines des tâches qui nous sont attribuées paraissent ne se rattacher que de trop loin à la

guerre, n'oublions pas que chaque tâche bien et loyalement accomplie constitue une contribution à la victoire. Que chacun d'entre nous, à l'usine ou sur la ferme, dans la forêt ou à la mine, au bureau ou au foyer, apporte, avec une prière dans son coeur, toutes ses énergies à l'accomplissement du travail qui lui est dévolu. La liberté dans le monde ancien, voire dans le monde entier, dépendra du travail qui s'effectue dans le Nouveau Monde.

1941 : *Année décisive.*

Mes chers concitoyens, je vous prie, avec toute la ferveur dont je suis capable, d'aborder l'année nouvelle résolus à mettre au-dessus de tout en vue de gagner la guerre, cette unité d'intention, de détermination et d'effort qui a été dès le début et qui continuera d'être jusqu'à la fin le secret de notre force. Consacrons-nous, individuellement et collectivement, à la préservation de la liberté. Travaillons et prions pour que les peuples qui l'ont perdue recouvrent cette liberté. Je suis fermement convaincu que l'année nouvelle va sceller, pour notre génération et pour celles qui nous suivront, le sort du genre humain. La lutte actuelle ne peut avoir que l'une ou l'autre de deux issues. Ou la tyrannie, fondée sur la force brutale, sera renversée, ou les peuples libres seront, les uns après les autres, graduellement mais inexorablement, réduits en esclavage.

Rappelons-nous que, lorsque nous parlons de la défense de la démocratie, du christianisme et de la civilisation, nous n'employons pas de vains mots. Ces trois choses sont indissolublement unies, et c'est l'existence de chacune qui est en jeu. Des événements de 1941 dépendra le sort de ce précieux héritage.

Résolution de nouvelle année.

En terminant ces remarques, à la fin de l'année, mes pensées se dirigent vers mes collègues avec qui j'ai partagé la direction des affaires depuis le commencement de la guerre. Je ne saurais oublier le profond dévouement et le labeur soutenu qu'ils ont apportés à l'accomplissement de leurs diverses tâches. Je pense particulièrement à celui d'entre eux que la mort nous a si brusquement ravi.

Le Canada se souviendra longtemps des services rendus à la nation par feu Norman McLeod Rogers. Alors ministre de la Défense nationale, il venait à peine de rentrer au pays d'un voyage en Angleterre où il était allé conférer avec les autorités britanniques sur les moyens les plus efficaces par lesquels le Canada pouvait collaborer à la poursuite de la guerre. Après sa mort, on trouva sur son bureau dans son cabinet de travail, écrits de sa main, les mots par lesquels il avait résumé ses convictions et prévu la marche probable du conflit. Ses paroles se sont en partie déjà réalisées, mais il faut qu'elles le soient en entier. Je crois qu'à l'aurore de la nouvelle année nous ne pouvons, chacun en particulier et tous au nom de toute la nation, prendre de plus noble résolution que celle de faire nôtres ses propres paroles, car elles ne s'appliquent pas seulement à quelques années, mais à tous les temps:

Voici ce qu'avait écrit M. Rogers:

"En pleine confiance nous nous battrons, nous résisterons, nous souffrirons, nous prendrons l'offensive et nous vaincrons".

EFFORT TOTAL CONTRE GUERRE TOTALE

Durant l'ajournement qui dura du 7 décembre 1940 au 17 février 1941, l'honorable J.-L. Ralston, ministre de la Défense nationale, et l'honorable C.-D. Howe, ministre des Munitions et de l'Approvisionnement, se rendirent à Londres pour y conférer avec les autorités du Royaume-Uni. Le but de ces visites était de souligner et de traduire par des actions, la détermination de la population canadienne à participer jusqu'à l'extrême limite de ses forces au conflit pour la sauvegarde de la liberté. Par ces contacts personnels, on se rendait mieux compte de la façon dont le Canada devait disposer de ses ressources pour atteindre un rendement maximum. D'après ces informations, le comité de guerre du Cabinet coordonna l'effort de guerre du Canada pour l'année à venir. Le Premier Ministre fit part des décisions du comité de guerre à la T.S.F., le 2 février. Il profita de l'occasion pour lancer un appel en faveur de la campagne de l'épargne de guerre.

EFFORT TOTAL CONTRE GUERRE TOTALE

Discours à la radio,
dimanche, le 2 février 1941.

De nombreux présages nous indiquent que, d'ici peu, l'ennemi tentera dans un effort suprême de détruire le Commonwealth britannique par une série de coups d'une violence inouïe. La guerre totale va sévir dans toute sa fureur. Hitler a précisé son objet Ce sera une course désespérée pour devancer la puissance croissante du Commonwealth britannique, puissance accrue par le flot grandissant de matériel de guerre venant des Etats-Unis.

La guerre et comment y faire face.

La guerre totale, on le sait, c'est une attaque générale sur tous les fronts et par tous les moyens, si diaboliques soient-ils. C'est la guerre sur mer, sur terre et dans les airs, contre les forces armées, les fortifications, les navires de guerre et la marine marchande. Pratiquée par les nazis, nous l'avons vu, c'est la guerre contre les résidences particulières, les hôpitaux, les écoles et les églises. C'est la guerre contre les hommes, les femmes et les enfants. C'est la guerre par l'obus, par les bombes, par le feu, par les gaz asphyxiants. Elle veut la destruction totale. Voilà la guerre à laquelle l'Angleterre doit faire face. Nous en connaîtrions bien-

tôt toutes les horreurs si l'ennemi pouvait nous atteindre; mais entre nous et cette menace, l'Angleterre forme notre première ligne de défense.

Pour affronter la guerre totale, il n'y a qu'un seul moyen, c'est l'effort total,—effort non pas seulement d'une journée, d'une semaine ou d'un mois, mais l'effort soutenu de tous les jours jusqu'à la victoire.

L'effort total exige que chaque homme, chaque femme et chaque enfant collabore et continue de collaborer de toutes ses forces à l'oeuvre commune.

Cet effort total peut être assuré de deux manières: par l'oppression dictatoriale,—c'est le moyen qu'emploie l'ennemi,—et par la libre collaboration d'un peuple libre,—c'est notre méthode et c'est celle que nous devons nous efforcer de maintenir. Nous sommes un peuple libre et tous les jours, depuis le commencement des hostilités, les Canadiens ont prouvé qu'ils acceptent de plein gré tous les efforts et tous les sacrifices que la guerre leur impose.

L'heure des sacrifices.

Dans le message que je vous ai adressé la veille du Jour de l'An, je vous ai dit que l'année 1941 requerrait de notre part un effort plus grand, des sacrifices plus nombreux et des modifications encore plus radicales de notre mode de vie qu'au cours de l'année 1940. Aucune tâche, disais-je alors, n'est trop modeste, aucun effort trop peu important, aucun individu trop pauvre ou trop faible pour participer à la victoire.

Nous aidons de plusieurs façons. Des milliers de nos jeunes gens se sont enrôlés dans l'armée, dans la marine et dans l'aviation. Un nombre encore plus considérable d'hommes et de femmes travail-

lent dans les usines, sur les fermes, dans les mines, dans les forêts et sur la mer. Des milliers d'autres désirent ardemment faire leur part. Tous ne peuvent combattre ou fabriquer du matériel de guerre. Chacun est en mesure cependant de fournir l'argent nécessaire à la nourriture, à l'équipement et au transport des armées, ainsi qu'à la production d'armes et de munitions. A cette heure où les signes précurseurs de l'orage assombrissent l'horizon, le gouvernement vous demande de lui accorder sans délai toute l'assistance dont vous êtes capables.

Le programme de 1941 : *Marine, Armée, Aviation.*

Sur le programme de l'année 1941, élaboré par le comité de guerre du cabinet, les gouvernements britannique et canadien, je suis heureux de le dire, sont en parfait accord. Ce programme comporte nombre de nouvelles mesures. Il vise à la coordination des efforts en tenant compte de la capacité maximum de production du Canada.

Les nouvelles mesures sont synchronisées avec le programme de l'Amirauté, du War Office, du ministère de l'Air et des services d'Approvisionnements du Royaume-Uni.

L'expansion rapide de la marine royale canadienne va continuer. Au début des hostilités, elle comptait 15 navires et 1,774 officiers et marins. L'effectif est aujourd'hui de 175 navires et de 15,319 hommes de tout grade. Le plan actuel prévoit qu'au 31 mars 1942 notre marine de guerre comptera environ 413 navires et 26,920 hommes.

Les navires canadiens sont actuellement en service dans l'Atlantique et le Pacifique, au nord et au sud, dans la mer des Antilles, et dans les eaux

européennes. Les marins canadiens, soit sur nos navires soit sur ceux de la marine royale, servent sur les cinq océans.

L'armée active projette d'envoyer successivement outre-mer, en 1941, les formations suivantes:

(1) Les troupes nécessaires pour compléter le corps d'armée canadien de deux divisions actuellement en Angleterre;

(2) Une brigade de chars d'assaut devant servir avec les corps canadiens. Le Canada sera ainsi représenté dans le Royaume-Uni par une formation blindée canadienne attachée à notre corps d'armée et qui accroîtra d'autant sa puissance d'attaque;

(3) La troisième division canadienne, avec ses troupes auxiliaires;

(4) Une divison blindée canadienne.

Tous ces projets ont reçu l'approbation de l'état-major de la défense nationale, du lieutenant-général McNaughton, et des membres du War Office britannique. L'entente est parfaite tant au point de vue de la synchronisation que de l'ampleur des mesures projetées.

Durant l'année 1941 nous allons poursuivre, avec vigueur et énergie, l'exécution du programme d'entraînement d'aviateurs. Tous les projets et toutes les écoles prévus par ce programme seront en œuvre avant le mois de septembre de la présente année. Cela représente une avance de huit mois sur les prévisions du début. Le nombre d'aérodomes établis cette année égalera celui de l'an dernier. Le recrutement qui se poursuit doublera le personnel d'aviation qui compte actuellement 36,000 membres. Au lieu des 1,700 avions qui servent actuellement à l'entraînement nous en aurons plus de 4,000 avant la fin de l'année.

Au Canada, la défense aérienne sera assurée par un plus grand nombre d'escadrilles de combat affectées à la défense intérieure.

Outre-mer, les trois escadrilles canadiennes, entièrement équipées, armées et entretenues par le Canada seront maintenues au complet. Il sera constitué en outre vingt-cinq nouvelles escadrilles canadiennes pilotées par les élèves finissants du plan d'entraînement aérien. Aux termes de l'entente intervenue à ce sujet, vous vous en souviendrez, ces escadrilles doivent être équipées et entretenues par le Royaume-Uni. En plus des équipages de ces escadrilles, des milliers de jeunes Canadiens qui ont terminé le cours du plan d'entraînement aérien iront en Angleterre prendre part à la bataille, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni.

Production et approvisionnements de guerre.

On a pris des mesures pour accroître considérablement la production du matériel et des approvisionnements de guerre. Vu que les Etats-Unis ne sont disposés à fabriquer pour le compte de l'Angleterre que les munitions réglementaires de l'armée américaine, le Canada s'appliquera, en 1941, à fabriquer le matériel de guerre et les armes que l'on ne peut obtenir des Etats-Unis, par exemple : des chars d'assaut, des armes portatives, des mitrailleuses, des mitrailleuses pour avions et des canons anti-chars. Nous nous spécialiserons dans la production des munitions pour ces armes et dans la fabrication d'explosifs.

Nous intensifierons la fabrication de nombreux genres des canons de marine et de pièces de campagne de "vingt-cinq", lesquels, en dehors de

l'Angleterre, ne peuvent être obtenus qu'au Canada.

A l'heure actuelle, le Canada est la seule source d'approvisionnement de véhicules automobiles de transport en dehors de l'Angleterre.

Vous apprendrez avec plaisir, j'en suis sûr, que la plupart des véhicules à moteur employés à la campagne d'Afrique sont de fabrication canadienne. Les ouvriers du Canada peuvent être fiers de la part qu'ils ont eue aux victoires de Libye.

Les chantiers navals canadiens ont construit plusieurs petits vaisseaux, dont un bon nombre manœuvrent dans les eaux européennes. Nous construisons des navires marchands en nombre de plus en plus considérable. Nous avons l'intention d'entreprendre bientôt la construction de destroyers dans nos chantiers maritimes.

Nos avionneries vont s'appliquer à construire au Canada les appareils requis par le plan d'entraînement aérien. A la demande de la Grande-Bretagne, elles consacreront le surplus de leurs ressources à la fabrication de bombardiers à longue portée capables de survoler l'Atlantique.

On se rendra compte que les besoins des armées et des industries de guerre exigeront les services d'un grand nombre d'ouvriers. On estime qu'il faudra embaucher cette année 200,000 ouvriers supplémentaires. Sur ce nombre, 75,000 au moins devront être des spécialistes ou suffisamment entraînés. Le gouvernement fédéral, de concert avec les gouvernements provinciaux, a commencé d'établir des écoles d'apprentissage et de spécialisation qui pourront former 100,000 ouvriers par an.

Le Canada ne pourra mettre en œuvre ces nouveaux projets et continuer le travail déjà commencé, sans pousser au maximum son effort de pro-

duction. C'est dire que l'industrie devra se mettre davantage sur un pied de guerre et que nous devrons diminuer notre production et nos achats d'objets de luxe. Le peuple canadien sera appelé à s'unir, plus que jamais, dans l'effort, le sacrifice et la détermination. Nous devons également assurer l'aide financière que nous avons promise au Royaume-Uni afin de faciliter ses achats au Canada.

L'effort de guerre est fondé sur l'effort individuel.

Chaque dollar que vous économiserez et que vous prêterez permettra de poursuivre l'effort de guerre dont je vous ai donné un bref aperçu. En elles-mêmes, vos épargnes peuvent paraître infimes et négligeables; mais, additionnées ensemble, les épargnes de tous les citoyens canadiens pourraient fort bien faire pencher la balance du côté de la victoire.

Aux jours les plus sombres de la dernière guerre, le premier ministre de la Grande-Bretagne, dans un appel à ses compatriotes, leur rappela, une vieille légende celtique. Or, il me semble que tous, nous pouvons tirer une leçon de son appel et de cette histoire.

"On raconte", disait-il "qu'un homme se vit un jour imposer, comme condition essentielle à la réalisation de tous ses désirs, toute une série de tâches apparemment impossibles. Il devait, entre autres choses, ramasser jusqu'à la dernière graine de semence jetée en terre dans un champ immense et les rapporter toutes, sans faute, avant le coucher du soleil. Il rencontra une fourmillière sur son chemin et, ayant su y gagner tous les coeurs, s'assura la collaboration de cette gent industrieuse. Les fourmis eurent tôt fait de se répandre sur tout le champ et avant le coucher du soleil toutes les graines étaient réunies, à l'exception d'une seule; puis, au moment où le soleil disparaissait à l'occident, arriva une fourmie infirme, qui, en clopinant, apportait la dernière graine."

Certains d'entre nous sont jeunes, souples et vigoureux; d'autres sont infirmes ou affaiblis par l'âge; nous ne sommes guère tous, au demeurant, que des fourmis boîteuses. Mais, vaille que vaille, il nous est possible à tous de porter une part quelconque du fardeau de la nation et de l'aider ainsi, en cette heure terrible, à réaliser le désir de son coeur.

Le triomphe de la liberté.

Tout remplis du dessein généreux de servir de notre mieux, n'allons pas commettre l'erreur de croire, au Canada, que faute d'avoir été chargés d'un rôle particulier, notre effort ou notre épargne est trop modeste pour importer au succès d'une aussi grande cause.

Il appartient à chacun de chercher comment il peut servir le mieux dans les conditions où il se trouve. La vie quotidienne des citoyens britanniques, hommes et femmes, peut certes nous servir d'inspiration et d'exemple. Ne nous laissons pas ébranler par la lourdeur de la tâche, ni décourager par la longueur de la route à parcourir. Les siècles de l'histoire nous ont transmis, comme aux défenseurs de la foi des premiers jours, des paroles de réconfort dans les luttes à entreprendre: "Ne nous lassons jamais de faire le bien; la victoire récompense en temps et lieu la ténacité de l'effort."

RAYONS ET OMBRES : REVUE DE LA GUERRE

Quand le Parlement se réunit le 17 *février* 1941, *la scène européenne ne présentait plus le même aspect: les forces italiennes avaient subi les défaites les plus humiliantes, le prestige britannique avait pris de l'ampleur sur le continent européen et en Amérique les Etats-Unis avaient accepté l'idée d'accorder leur entier appui à la Grande-Bretagne et aux autres nations résistant à l'agression. Tout cela portait à l'optimisme et aussi au danger de sous-estimer les forces hitlériennes en établissant des comparaisons entre cette guerre-ci et celle de* 1914-1918.

Le jour de l'ouverture de la session, le Premier Ministre tenta une fois de plus de faire le point en faisant entrer en ligne de compte non seulement les succès remportés mais aussi les dangers latents. Cette revue de la situation servit de prélude au budget de guerre que le Ministre des Finances présenta le lendemain et qui s'élevait à la somme de $1,300,000,000. *En présentant cette mesure, le Ministre déclara que, si on tenait compte de l'aide financière apportée à la Grande-Bretagne, la population du Canada serait appelée à mettre la moitié du revenu national à la disposition du Gouvernement.*

RAYONS ET OMBRES : REVUE DE LA GUERRE

Chambre des Communes,
17 février 1941.

Lorsque je vous ai parlé de la guerre, au début de décembre, tout juste avant l'ajournement de la Chambre, je vous ai indiqué les motifs qui nous portaient à croire que la situation de la Grande-Bretagne et de ses alliés était bien meilleure qu'elle ne l'avait été, non seulement lors de l'effondrement de la France, mais aussi au cours des mois immédiatement postérieurs à cette épouvantable catastrophe. L'événement a démontré que nous avions raison. L'efficacité des bombardements de nuit, qui causaient alors tant d'anxiété en Grande-Bretagne, avait diminué au lieu d'augmenter. Les attaques des sous-marins, qui constituent encore le plus grand danger, sont devenues moins destructrices ces dernières semaines au lieu de l'être davantage. Nonobstant les efforts de l'ennemi pour désorganiser la production, le rendement de l'industrie anglaise augmente constamment. Les Iles britanniques ont renforcé sensiblement leurs moyens de défense sur terre, sur mer et dans les airs. Le moral du peuple britannique n'est pas entamé. On peut même affirmer que la population entière est plus déterminée que jamais. La Royal Air Force s'est livrée en Europe à la destruction sur une grande échelle des établissements industriels et des moyens de communication, des bases navales et aériennes et en particulier des ports dits d'"invasion". La ma-

rine britannique a continué de patrouiller les côtes anglaises et d'assurer sa protection aux transports d'hommes, de munitions et d'approvisionnements entre les Iles britanniques et les autres parties de l'Empire.

Le régime fasciste discrédité.

Les campagnes d'Afrique ont transformé complètement la situation précaire des armées britanniques et placé l'Italie dans une position angoissante. On a remporté sur l'ennemi des victoires éclatantes. Tout l'empire africain de l'Italie est en voie de disparaître.

De l'autre côté de la Méditerranée, en Albanie, les Italiens n'ont pas été plus heureux. Se battant avec un courage digne des plus belles traditions des temps classiques, l'armée grecque a, depuis l'ajournement de la Chambre, fait subir à l'Italie toute une série de défaites. Jusqu'ici, les renforts venus de l'Adriatique n'ont pas réussi à tourner la fortune de la bataille.

Dans les affaires internationales le succès des armes compte pour beaucoup. Que l'Angleterre, à moitié armée et préoccupée par l'organisation de la défense des Iles Britanniques, ait eu la force et le courage d'envoyer des hommes et du matériel de guerre jusqu'en Afrique; que la flotte britannique ait pu patrouiller la Méditerranée et même, en plein jour, bombarder Gênes, le port le plus important de l'Italie; que, secondée par la marine et l'aviation britanniques, une petite armée grecque ait à plusieurs reprises défait d'importantes troupes italiennes, mieux équipées et plus nombreuses: voilà des résultats qui ont sans aucun doute raffermi le prestige de l'Angleterre, contribué à maintenir la confiance de la Turquie, de l'Egypte et du monde

arabe. Tout cela a eu pour effet d'encourager la France et l'Espagne à résister à la pression des demandes allemandes. Pour donner à ces faits leur juste valeur, nous devons, cependant, reconnaître l'importance de la poussée des nazis en Roumanie et le sort réservé à la Bulgarie comme à la Yougoslavie, sous le coup de la même menace. N'oublions pas qu'on a remporté ces victoires contre le plus faible et non contre le plus fort des partenaires de l'Axe. Il y a une grande différence entre la puissance de l'Italie et la force de l'Allemagne nazie.

Les défaites italiennes que je viens de rappeler ont une autre signification. Elles montrent bien nettement que, s'il a été entraîné dans la guerre, le soldat italien n'a pas à coeur la défense de sa cause. Il serait difficile d'expliquer autrement l'apathie, le mécontentement et l'indifférence dont ont fait preuve les armées italiennes. Leurs soldats sont nombreux, leur armement considérable, mais cela ne saurait compenser le manque d'ardeur au combat. Le régime fasciste a perdu la considération des Italiens eux-mêmes. Dans la présente guerre, les habitants de l'Italie n'ont jamais appuyé Mussolini. S'adressant par la radio au peuple italien, le 23 décembre, M. Churchill a dit que les Italiens avaient été forcés de s'allier aux agresseurs nazis par un seul homme, contre la volonté du roi et de la famille royale d'Italie, malgré le Pape et toute l'autorité du Vatican ou de l'Eglise catholique, contre leur propre gré. Est-il plus frappant exemple de la puissance et des dangers de la dictature !

Les Etats-Unis appuient les Démocraties.

Abordons maintenant une question autrement importante, celle du revirement d'opinion qui s'est

produit aux Etats-Unis. Nous voyons là, par contraste, les moyens que la démocratie emploie pour protéger ses intérêts et faire sentir sa puissance. L'évolution rapide de la pensée américaine en faveur d'une aide active aux démocraties qui luttent contre l'agression est l'un des événements marquants de ces derniers mois.

La politique antérieure des Etats-Unis, arrêtée avant l'ouverture des hostilités, reposait sur des données qui ne tenaient aucun compte de la véritable nature du conflit actuel. On retirait les navires américains des eaux britanniques et on leur interdisait l'accès à la zone de guerre. On ne vendait aux belligérants que ce qu'ils pouvaient payer et transporter eux-mêmes, limitant leurs achats aux articles normalement en demande. L'inexorable logique des événements a fait comprendre au peuple américain que son avenir, sa sécurité, le mode de vie des démocraties sont indissolublement liés à la défense de la Grande-Bretagne et à la défaite des agresseurs. Le message du Président au Congrès, l'un des plus importants de sa belle carrière, définit en termes non équivoques un programme nouveau comportant un appui matériel généreux aux nations résolues à repousser l'agression, et reflétant la volonté des Etats-Unis de défendre la cause de la liberté.

Le message présidentiel n'est pas un simple énoncé de principes, car il traite des moyens à prendre pour atteindre le but. La nouvelle politique formulée par M. Roosevelt comporte l'envoi de navires, d'avions, de chars d'assaut et de canons à l'Angleterre assiégée ainsi qu'aux autres peuples engagés dans la même lutte. Ces secours doivent aller en se multipliant sans qu'on en exige le règlement immédiat, et sans qu'on tienne compte des menaces par les dictateurs. Cette nouvelle ligne de

conduite a raffermi l'espoir et la résolution des pays démocratiques.

Les Etats-Unis constituent sans contredit l'entité économique la plus puissante au monde. Ceux contre qui se fait la mobilisation de ces ressources industrielles, immenses et sans parallèle, subiront tôt ou tard toute la violence du choc. En attendant, cette force prend les proportions d'une redoutable avalanche suspendue sur la tête des peuples agresseurs.

Que l'aide matérielle accordée par les Etats-Unis dans la mesure projetée devienne avec le temps d'une importance décisive, voilà qui ne saurait faire l'ombre d'un doute. Nous devons, toutefois gagner le temps nécessaire. Il est certain qu'il se présentera une phase critique avant que l'aide complète des Etats-Unis se réalise. L'atmosphère est chargée d'indices certains d'une tempête qui se prépare.

Examen réaliste de la situation.

Où la tempête éclatera-t-elle, nous ne pouvons pas le dire. Elle éclatera peut-être dans le Proche-Orient, ou dans l'ouest de la Méditerranée, ou dans l'Extrême-Orient, ou même en Grande-Bretagne. Elle pourrait bien éclater simultanément dans plusieurs endroits. Nous ne manquons pas de raisons de penser qu'elle pourra survenir en tous ces endroits à la fois. Dans les cercles diplomatiques et militaires, on est de plus en plus porté à croire à la possibilité d'une conflagration universelle comportant une tentative d'invasion allemande en Grande-Bretagne, synchronisée avec des attaques contre Suez et Gibraltar et une poussée des Japo-

nais contre Singapour. Il se peut que l'aviation et l'armée allemandes essaient d'abattre la Grande-Bretagne en même temps que les puissances de l'Axe tenteront de s'emparer des positions les plus importantes, au point de vue stratégique, de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire Gibraltar, Suez et Singapour.

Ce serait une très grave erreur que de s'imaginer que l'accroissement des alarmes et de la tension dans les Balkans va porter Hitler à abandonner pour l'instant son projet d'attaque contre les Iles Britanniques. C'est la puissance britannique qu'Hitler vise à détruire: le siège de cette puissance est l'île-forteresse de la mer du Nord. Il n'est pas moins manifeste que c'est en vue de détruire la puissance britannique que ce sont unies les nations de l'Axe. Ce n'est que par la défaite de la Grande-Bretagne que les trois pays totalitaires réunis pourront arriver à la domination du monde. Voilà un fait que nous ferions bien de toujours garder présent à la mémoire et d'envisager froidement. Nous n'avons d'ailleurs rien à gagner en nous refusant à voir dans toute sa réalité l'état stratégique du monde. Au contraire, nous avons tout à gagner à l'examiner dans son entier, tel qu'il existe. C'est à cette conception plus vaste des réalités que la Grande-Bretagne et ses alliés doivent l'aide toujours croissante des Etats-Unis.

Si je me permets encore d'exposer la situation telle qu'elle doit se présenter à tout oeil réaliste, ce n'est pas que je veuille diminuer l'optimisme que les succès obtenus jusqu'ici ont naturellement suscité; je veux plutôt que cet optimisme ne nous aveugle pas au point de nous faire oublier la véritable lutte que nous avons encore à envisager et qui, je le crois, est en ce moment même sur le point de se livrer. Je n'ai pas le moindre doute

que les défenseurs de la liberté ne finissent par triompher. Mais je n'en suis pas moins convaincu, ainsi que je l'ai tant de fois répété, que la lutte sera plus longue, plus dure et plus effroyable qu'on ne se l'imagine communément. Ne perdons pas ce fait de vue et agissons en conséquence.

Il faut contenir l'ennemi jusqu'à ce que nos forces égalent les siennes. Nous sommes encore loin de ce résultat. Il nous faudra attendre encore de longs mois marqués de revers et de découragements. Plus que jamais, nous devons nous préparer, de coeur et d'esprit, à l'immensité de l'effort et des sacrifices qui ne sont pas prêts de finir et qui marqueront surtout les quelques mois qui vont suivre. Nous sommes trop enclins à nous reporter à la dernière guerre et à établir un parallèle. Arrêtons-nous donc un instant pour vérifier les différents points de comparaison entre ces deux conflits.

Comparaison avec la dernière guerre.

Tout d'abord, les ressources et la puissance d'attaque de l'ennemi sont incomparablement supérieurs à ce qu'elles étaient durant la dernière guerre.

En outre d'être autrement puissant que durant la dernière guerre, l'ennemi occupe une position stratégique beaucoup plus favorable. Grâce aux efforts héroïques déployés alors, auxquels nos divisions canadiennes ont pris une part importante, les pouvoirs alliés et associés ont pu tenir bon et sauver les ports de la Manche. Aujourd'hui, toute la côte, de la Norvège à l'Espagne, de l'océan Arctique à la baie de Biscaye, est entre les mains de l'ennemi. Il est en état d'envoyer ses navires et ses avions

loin dans l'Atlantique. De plus, la puissante flotte française ne nous soutient plus dans notre lutte. Bien au contraire, on ne cesse de nous rappeler que l'ennemi cherche des excuses pour s'emparer de cette flotte et des ports français de la Méditerranée, afin de les tourner contre nous.

Dans l'air, aussi bien que sur mer, l'ennemi s'est assuré de plus grands avantages stratégiques. Les progrès de l'aviation ont grandement réduit la sécurité insulaire de l'Angleterre. Les ateliers ne sont plus laissés en paix. Le programme des fabriques, des arsenaux et des chantiers maritimes est bouleversé, et leur production est restreinte par les bombardements aériens, et encore plus par la perte de temps, provenant de la suspension du travail durant les raids aériens. En outre, la Grande-Bretagne est bien plus exposée aux attaques aériennes que l'ennemi, par suite de la concentration de sa population et de son industrie, et parce qu'elle dépend des approvisionnements de nourriture, de matériaux et de munitions d'outre-mer.

Ces difficultés fondamentales doivent être constamment présentes à notre esprit. L'assurance même de l'aide morale et matérielle des Etats-Unis n'est pas sans avoir une portée sur le problème immédiat. Le temps travaillant, il va de soi, contre l'ennemi, s'il demeure inactif, l'Allemagne doit maintenant jouer le tout pour le tout en tentant un suprême effort pour détruire le Commonwealth britannique avant la pleine mobilisation des ressources des Etats-Unis. Nous pouvons être absolument sûrs que c'est le plan de campagne d'Hitler.

Personne ne peut prévoir avec quelle rapidité, ou dans quelles proportions, les flammes de la guerre se propageront avant que l'on maîtrise la conflagration. Le facteur déterminant, en ce qui concerne le temps, sera probablement la situation

qui se développera en Europe dans les prochaines semaines.

France, Japon, Etats-Unis.

Peu d'événements, pour ne pas dire aucun, ont ému les Canadiens aussi profondément que le sort tragique réservé à la France. Nous n'avons pas voulu que son malheur diminuât en quoi que ce soit l'effort que nous faisons pour son compte. Fermement convaincus que notre cause est aussi la sienne, nous maintenons nos relations diplomatiques avec elle et nous croyons sincèrement qu'en dépit du fait de la pression d'un ennemi sans scrupule, la France se laissera détruire plutôt que de prendre les armes contre l'Angleterre ou de permettre que sa flotte ou que ses bases navales de la Méditerranée passent aux mains des Allemands.

Notre situation diplomatique, à l'égard de la France est, naturellement, plus délicate, par suite du fait que, sous la poussée écrasante de l'Allemagne, elle a conclu un armistice avec l'ennemi. Les Canadiens, cependant, n'ont aucunement le désir d'accroître les misères et les difficultés que la France éprouve sous le talon d'un conquérant arrogant et sans merci. Tant qu'elle ne fera rien qui soit contraire aux intérêts du Canada ou de ses Alliés, nous avons les meilleures raisons de maintenir nos relations actuelles. Nous savons fort bien que l'ennemi met tout en oeuvre pour obtenir sa collaboration en vue de faire passer toute l'Europe sous l'hégémonie et la férule de l'Allemagne. Nous ne chercherons pas à réveiller le passé, à susciter de l'acrimonie ou des reproches, mais nous ne manquerons pas une occasion d'encourager le peuple

français à rester fidèle à ses grandes traditions, à reprendre la place qu'il mérite sur le continent européen et dans le concert des nations.

Nos craintes n'ont fait que s'aggraver en Extrême-Orient et l'intervention du Japon en qualité de médiateur entre l'Indo-Chine française et la Thaïlande, nouvelle désignation de l'ancien royaume du Siam, n'a pas été de nature à les dissiper. Ainsi que je le disais tout à l'heure, le ton de certains chefs nippons n'a rien de conciliant.

La tension qui existait dans toute la région du Pacifique s'est considérablement accrue après la décision du gouvernement nippon de s'allier, sous certaines conditions, à l'Allemagne et à l'Italie. De notre côté, nous avons fait tout en notre pouvoir pour atténuer cette tension et prévenir tout incident susceptible de l'aggraver.

A un moment où le sentiment national s'affirme, où l'on est si enclin à douter des intentions d'autrui, où il est si facile de susciter la mésentente et la rancoeur, nous avons cherché à éviter toute cause de provocation ou de friction, toute propagande, nous avons suivi les événements avec tolérance et patience et nous avons cherché à maintenir les meilleurs sentiments possibles dans ce monde bouleversé.

Dans le monde où les anciennes méthodes de discussion libre, et les anciens objectifs de collaboration étroite et amicale ont subi de si rudes atteintes, ont même disparu complètement en une vaste partie de l'univers, il est consolant de constater que, en dépit des contraintes et des ennuis de la guerre, nos relations avec la grande nation voisine, les Etats-Unis, soient devenues même plus cordiales, amicales, utiles et pratiques. Il est tout spécialement consolant aussi de voir qu'une si

parfaite entente existe non seulement entre nos deux gouvernements mais aussi entre nos deux pays.

Nos relations avec les Etats-Unis ne forment qu'une partie, qu'un segment du grand cercle d'amitiés qui rapprochent maintenant les peuples de langue anglaise.

LE BILL DE PRÊT-LOCATION : TOURNANT DE LA LIBERTÉ

C'est au début de l'année, plus exactement le 6 janvier 1941, que le Président Roosevelt adressa un message historique au Congrès des Etats-Unis où il définissait une politique qui devait aboutir quelques jours plus tard à la loi de prêt-location. Par cette loi, les Etats-Unis s'engageaient à envoyer des navires, des avions, des tanks, des canons, etc., à la Grande-Bretagne et aux autres nations résistant à l'agression. Cet appui, les Etats-Unis le promettaient en quantité toujours grandissante, sans réclamer de paiement immédiat et sans crainte des menaces des dictateurs. Cette mesure apportait un espoir nouveau aux démocraties et renouvelait leur détermination. Le bill fut discuté au Congrès, passé le 11 mars et signé le même jour par le Président.

LE BILL DE PRÊT-LOCATION : TOURNANT DE LA LIBERTÉ

Chambre des Communes,
12 *mars*, 1941.

La signature du bill de prêt-location par le Président des Etats-Unis, à la suite de son adoption à la grande majorité des voix de la Chambre des représentants et du Sénat, fera à jamais époque dans les annales de la liberté. Elle rend certaine la victoire finale. Les majorités que la mesure a obtenues au Congrès prouvent qu'elle répond aux désirs de la masse des citoyens des Etats-Unis. Le Président a affirmé, au nom du gouvernement et de la population des Etats-Unis, la résolution de ce pays de fournir, dans la présente guerre, une collaboration de nature à assurer au conflit actuel une seule issue: la défaite des pays agresseurs et la conservation, la restauration et l'expansion de la liberté partout où les agresseurs ont substitué la force au droit et la puissance nationale à la justice internationale.

Au cours de l'exposé que j'ai fait des affaires extérieures du Canada, à la reprise de la session, le 17 février, j'ai signalé la modification survenue dans l'attitude des Etats-Unis. Cette modification se manifestait déjà dans le message du Président au Congrès.

"Le message présidentiel, disais-je, n'est pas un simple énoncé de principes, car il traite des moyens à prendre pour atteindre le but. La nouvelle politique formulée par M. Roosevelt comporte l'envoi de navires, d'avions, de chars d'assaut et de ca-

nons à l'Angleterre assiégée, ainsi qu'aux autres peuples engagés dans la même lutte. Ces secours doivent aller en se multipliant sans qu'on en exige le règlement immédiat et sans qu'on tienne compte des menaces par les dictateurs. Les services administratifs compétents des Etats-Unis examinent actuellement la forme que revêtira cette aide. Libre à eux de décider. Toutefois, cette nouvelle ligne de conduite a raffermi l'espoir et la résolution des pays démocratiques."

On se rappellera aussi que, le 7 juin dernier, alors que les nouvelles de France se faisaient de plus en plus inquiétantes et qu'on attendait momentanément l'entrée de l'Italie dans la guerre, j'ai dit, dans un discours radiodiffusé à la population canadienne: "Si de nouveaux ennemis s'élèvent contre nous, d'anciens et de nouveaux amis viendront sûrement à notre secours. Dans tous les pays on se rend de plus en plus compte de la portée mondiale du conflit."

Ma prédiction s'est vue abondamment réalisée. L'amitié des Etats-Unis, renforcée par d'anciens liens de sympathie et de nouveaux liens issus d'une entente pratique, s'est organisée et mobilisée pour la défense de la liberté. Cette heureuse issue a été atteinte non pas par la propagande, mais par des actes, par les actes valeureux de la population de la Grande-Bretagne et par les actes cruels et insensés des tyrans de l'Allemagne et de l'Italie. Au fur et à mesure que les actions cruelles se sont succédé, l'objet du conflit est apparu plus clairement à tous. La marche des hostilités a été marquée par une appréhension grandissante aux Etats-Unis. Ce grand pays sait maintenant ce que les menaces nazies et fascistes comportent pour sa propre liberté et le bonheur de ses propres citoyens. Aussi cette appréhension grandissante et cette cer-

titude acquise ont-elles poussé la population des Etats-Unis à n'épargner aucun effort matériel nécessaire à assurer le triomphe de la cause qui lui était déjà si sympathique.

Voix d'une Amérique éveillée.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la cause pour laquelle nous combattons, l'adoption du bill de prêt-location pourra bien constituer la différence entre une guerre longue et indécise et la certitude de la victoire. Les Canadiens n'ont jamais éprouvé de doute quant à la résolution que prendrait le généreux peuple des Etats-Unis. De son propre gré, de sa libre initiative, le peuple américain s'est prononcé en termes qui seront compris des tyrans aussi bien que des hommes libres. C'est comme si, par un court texte législatif, la conscience universelle avait condamné les agresseurs impitoyables qui ont mis en péril la liberté, le christianisme et la civilisation.

Ainsi que l'a déclaré hier dans la Chambre des représentants le président du comité des relations étrangères, le bill de prêt-location "est la voix d'une Amérique éveillée qui rallie les gouvernements libres du globe à l'appel de la victoire."

Le courage, la résolution et la force d'âme des Anglais ont fait plus que provoquer l'admiration sans réserve du peuple américain; tout cela prouve avec une logique inexorable que la force de l'Angleterre constitue le seul obstacle important à la marche de l'agresseur. On sait, aux Etats-Unis, que par son héroïque résistance, l'Angleterre est devenue le bastion principal des Etats-Unis. En participant au conflit de toute son énergie, le Canada, en tant que nation du Nouveau Monde, a donné à ses voisins un exemple qui leur fait comprendre

que la guerre actuelle met en jeu la liberté elle-même.

Ce n'est pas amoindrir le magnifique effort de la Grande-Bretagne et des nations du Commonwealth que de voir dans l'aide, la collaboration et les ressources illimitées des Etats-Unis un gage certain de victoire.

Le Canada est fier à juste titre d'avoir contribué au rapprochement entre les Etats-Unis et le Commonwealth britannique, car de là résultera l'union spirituelle de tous les peuples libres, sur laquelle nous fonderons un ordre nouveau dans le monde.

UN NOUVEL ORDRE DANS LE MONDE

Durant le mois de mars, six organisations bénévoles, la Légion Canadienne, les Chevaliers de Colomb, l'Armée du Salut, la Y.M.C.A., la Y.W.C.A. et l'Ordre Impérial des Filles de l'Empire lancèrent une campagne de souscription conjointe pour pourvoir aux besoins des services auxiliaires si nécessaires au bien-être spirituel, physique et moral des troupes.

M. Wendell Willkie accepta l'invitation de ces organisations bénévoles et du Gouvernement de prêter son concours à l'oeuvre des services de guerre. La campagne fut ouverte à Toronto, le 24 mars. En souhaitant la bienvenue à M. Willkie, le Premier Ministre déclara que l'ordre nouveau serait fondé sur l'application, dans les relations internationales, des principes sur lesquels reposaient les organisations bénévoles de guerre. Selon lui, l'ordre nouveau surgirait de la grande fraternité des nations de langue anglaise déjà unies dans la défense de la liberté.

UN NOUVEL ORDRE DANS LE MONDE

Discours à la radio,
Toronto, le 24 mars, 1941.

J'ai déjà dit que la loi du prêt-location marquera dans l'histoire un nouveau triomphe de la liberté et qu'elle constitue un présage de victoire. Cela est vrai, mais il est non moins vrai que la Grande-Bretagne continue d'être dans le monde la pierre angulaire de la liberté.

Un faisceau d'efforts.

Aujourd'hui, toutes les organisations de guerre mettent leur expérience et leur sagesse au service des besoins de notre pays en temps de guerre. La communauté d'effort signifie que chaque contribution sera perçue avec plus d'efficacité et dépensée plus économiquement. La presque totalité des sommes perçues permettra d'assurer le gîte, le confort, l'instruction et d'autres avantages aux hommes et aux femmes de notre pays qui montent la garde aux portes de la liberté en Grande-Bretagne, au Canada, dans les îles de l'Atlantique et partout où l'appel aux armes exige leur présence.

A quelque endroit que le devoir conduise nos soldats, nos marins et nos aviateurs, ces amis et auxiliaires les suivront. Ils maintiendront vivace dans l'esprit des absents le souvenir béni d'êtres chers et des choses du foyer. Dans nombre de huttes, d'endroits de réunion et de salles de divertissements, nos soldats auront ainsi l'avantage de goûter le repos et la récréation qui sont si indis-

pensables en temps de guerre. Dans une ambiance agréable et saine, ils pourront chanter les airs qui les ragaillardissent, écrire leurs lettres et rencontrer ceux qui pourront leur rendre service. Ils pourront également apprendre des choses utiles et garderont un contact intime avec la foi et les influences familiales qui ont formé leur caractère et sanctifié leur vie.

Un nouvel ordre dans le monde.

On se plaît à parler aujourd'hui de l'instauration d'un nouvel ordre dans le monde une fois la guerre terminée. Or, il faut en jeter les bases immédiatement, si non il sera inutile d'y songer après la guerre. On ne saurait élaborer un nouveau régime mondial à un moment donné en se bornant à en étudier les détails à une conférence. Il ne s'agit pas uniquement de sceaux et de parchemins. Ce faux concept fut l'une des erreurs du lendemain de la dernière guerre. Le nouvel ordre de choses doit être vivant et toucher de plus près l'âme humaine; son élaboration doit résulter de la communion des esprits et des coeurs. On ne l'invente pas de toute pièce; il germe et s'exprime ensuite par la fraternité, la bonne entente et l'aide mutuelle.

Les scènes d'horreur sans nom dont nous sommes chaque jour témoins sont le résultat de l'ancien ordre de choses. Tous connaîtront bientôt les mêmes épreuves. Il est disparu tant de beauté, soit par la mort violente soit dans le tumulte de la destruction, que ces forces du mal ne doivent pas dominer.

Déjà à mesure que disparaît l'ancien régime, nous nous acheminons, lentement mais sûrement, vers une ère de relations plus étroites entre les

hommes et les peuples; de relations fondées, non pas sur la crainte, la cupidité et la haine, mais sur la confiance mutuelle et toutes les nobles qualités du coeur et de l'esprit humains. Ce nouveau régime ne vise ni à diviser les peuples ni à les détruire. Son objet est la fraternité, sa méthode, la collaboration.

Vaste confraternité des peuples

Ce nouvel ordre a pris forme lorsque la Grande-Bretagne a résolu de mettre fin à l'agression en Europe; lorsque, au tout début de la guerre, notre jeune nation et les autres nations du Commonwealth britannique se rangèrent aux côtés de la métropole et mirent gratuitement leur sang et leurs ressources au service de la liberté. On en trouve une manifestation encore plus récente, dans la résolution qu'ont prise les Etats-Unis d'Amérique d'apporter leur puissant concours aux nations qui combattent pour la liberté.

Voilà qui contribue à la création d'une vaste confraternité des peuples de langue anglaise laquelle fournit à toutes les nations, petites et grandes, une nouvelle occasion de s'unir pour la défense de la liberté et des droits de l'homme.

Cette unité de but et d'effort parmi les peuples libres servira de fondement au nouveau régime.

"Puis je vis un nouveau ciel et une nouvelle terre; car le premier ciel et la première terre avaient disparu, et la mer n'était plus... Il essuiera toute larme de leurs yeux, et la mort ne sera plus, et il n'y aura plus ni deuil, ni cri, ni douleur, car les premières choses ont disparu."

Nouveau ciel et nouvelle terre.

Un nouveau ciel et une nouvelle terre—n'est-ce pas véritablement ce que nous désirons à l'heure actuelle? Un ciel que tous, hommes, femmes et enfants pourront contempler, non pas avec crainte, mais dans un sentiment de reconnaissance pour les bienfaits que sont le soleil et la pluie; une terre où la guerre et la cupidité n'accompliront plus leur œuvre destructrice, mais où les plus humbles citoyens des diverses races pourront jouir en paix des charmes de la vie.

Ce nouveau ciel, cette nouvelle terre, voilà la vision qui, dans cette période de guerre, unit, inspire, et guide la Grande-Bretagne, le Canada et les autres pays du Commonwealth britannique, de même que les Etats-Unis. Seul un idéal aussi noble peut nous conduire à la victoire; seul un service aussi grand à rendre à l'humanité nous permettra de jouir de la confiance et de la gratitude du monde entier.

L'APPORT DU CANADA A LA LIBERTÉ

Le 18 mars 1941, le gouvernement, en vue de renforcir les défenses côtières américaine et canadienne du Pacifique et d'accord avec une recommandation du Comité conjoint et permanent de défense, annonça la construction d'une série de champs d'atterrissage qui s'étendraient du nord-ouest canadien jusqu'à l'Alaska.

Le 19 mars, une autre mesure marqua le développement de la collaboration défensive et économique entre le Canada et les Etats-Unis: la signature de l'entente relative aux Grands Lacs et au Saint-Laurent.

Le 25 mars, pour clore le débat sur la résolution qui précéda l'introduction du bill des appropriations de guerre, le Premier Ministre résuma l'effort de guerre du Canada en insistant surtout sur la grandeur de sa contribution aussi bien en hommes qu'en matériel.

L'APPORT DU CANADA A LA LIBERTÉ

Chambre des Communes,
25 mars 1941.

La mesure que nous sommes à adopter engage le Canada à l'effort le plus prodigieux de toute son histoire. Avant de lui donner sa troisième lecture, il conviendrait d'en attribuer tout le mérite à ceux qui l'ont rendue possible, à ceux qui portent l'énorme fardeau qu'elle impose, c'est-à-dire à la population canadienne.

Il y a eu trop tendance, à la Chambre comme dans les journaux, à parler de l'effort de guerre du Gouvernement. C'est, nous le savons tous, beaucoup plus que cela: c'est l'effort de guerre du Canada. De plus, c'est un effort digne en tout point du Canada et dont tout Canadien a raison de s'enorgueillir.

Je voudrais cet après-midi rendre hommage au peuple canadien que nous représentons tous en cette Chambre en donnant une idée aussi exacte que possible de notre effort de guerre. Je voudrais exposer dans ses grandes lignes ce que le Canada a fait jusqu'aujourd'hui et ce qu'il compte faire au cours de l'année prochaine.

Les forces armées du Canada.

Nous ne sommes en guerre que depuis dix-huit mois et dans cet espace de temps notre armée s'est développée au point que nous comptons aujourd'hui dans nos trois services de l'armée un quart de million d'hommes en service actif. Et ce chiffre

ne comprend pas les 175,000 hommes inscrits dans notre armée de réserve et qui peuvent être appelés à servir pour la défense de notre territoire.

Un corps d'armée canadien, des destroyers canadiens et des escadrilles d'aviateurs canadiens participent à la défense de l'Angleterre. Notre marine et notre aviation collaborent à la protection des routes maritimes indispensables dans le nord de l'Atlantique. Des garnisons canadiennes stationnées en Islande, à Terre-Neuve et aux Antilles gardent les avant-postes de notre continent. Des ingénieurs canadiens travaillent à perfectionner les moyens de défense de Gibraltar. Ces mois derniers nous avons aussi envoyé outre-mer des centaines de radio-mécaniciens qui, de concert avec la Royal Air Force, rendront des services indispensables à la défense de l'Angleterre.

D'un océan à l'autre aujourd'hui, le pays déborde d'activité militaire. Nos soldats, nos marins et nos aviateurs travaillent ensemble à la défense de nos ports, de nos rives et de nos eaux côtières. La marine canadienne qui au début des hostilités n'avait que 15 navires en compte maintenant plus de 180. Nous comptons, répartis par tout le pays, près de 60 camps où, côte à côte, se forment à la vie militaire les membres de notre armée active et les jeunes gens appelés en vertu de la loi sur la mobilisation des ressources nationales à se préparer à défendre le pays. Environ 90 centres de formation des aviateurs de l'Empire fonctionnent actuellement. De plus, on aménage actuellement des écoles d'instruction du Corps royal d'aviation sous la juridiction du ministère de l'Air du Canada.

Les crédits qui nous sont actuellement soumis sont destinés au maintien et à l'expansion de ce programme militaire. Le ministre des Finances a

déjà averti la Chambre, qu'à son avis, ces crédits seront insuffisants. Au meilleur de sa connaissance, il place au chiffre de 1,450 millions de dollars la somme que le Gouvernement demandera au peuple canadien, pour la poursuite de la guerre au cours de la prochaine année financière.

Ce que je viens de dire ne se rapporte qu'à la part du Canada en tant que nation belligérante. C'est le peuple canadien qui assume tous les frais. Il ne s'agit pas de quelque chose qu'on aurait loué ou prêté à la Grande-Bretagne. C'est la contribution directe du Canada à la cause de la liberté. C'est le sacrifice volontaire inauguré par notre pays, il y a plus d'un an et demi, lorsque le Parlement a décidé que le Canada ferait la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne.

Le Canada : source d'approvisionnement.

Mais le Canada a une double tâche dans cette guerre. Non seulement partageons-nous les responsabilités du conflit, à titre d'allié, non seulement assumons-nous, à une seule exception près, les frais de l'équipement, de l'approvisionnement et du maintien de nos armées de terre, de mer et de l'air, puisant à la fois dans nos ressources humaines et matérielles, mais, de plus, nous aidons à fournir à la Grande-Bretagne du matériel, des munitions et d'autres objets de première nécessité pour la poursuite de la guerre.

Le Canada est également une source d'approvisionnement de la Grande-Bretagne. Avec les Etats-Unis, notre pays est l'arsenal des démocraties. Depuis le début de la guerre, les gouvernements britannique et canadien ont consenti des avances de capital s'élevant à 380 millions de dollars pour

l'expansion et l'outillage de l'industrie canadienne. On a construit de nouvelles usines et agrandi des manufactures existantes pour leur confier la fabrication d'instruments de guerre compliqués, dont la plupart n'avaient jamais encore été fabriqués au pays. La création d'une nouvelle industrie de guerre de cette envergure a pris du temps.

Nous avons droit d'être fiers, à juste titre, de notre progrès industriel. Les ouvriers et les industriels canadiens ont répondu magnifiquement à l'appel. Nous avons élaboré de toutes pièces une avionnerie. Nous avons déjà construit plus de 50 petits navires de guerre et nous continuons d'en construire. Nous fabriquons des véhicules motorisés à raison de cent par jour. Nous produisons des chariots, des mitrailleuses Bren et Colt-Browning, des mortiers de tranchée, des bombes d'avion, d'immenses stocks d'obus et de munitions, une grande variété de composés chimiques, des appareils électriques et de radio, plusieurs autres espèces de produits manufacturés de grande importance, d'énormes quantités de bas métaux et d'alliages et une quantité accrue d'acier. Nous entreprendrons bientôt la fabrication de canons de campagne et avant la fin de l'année de pièces de marine, de canons antichars et antiavions ainsi que de fusils Lee-Enfield. Nous avons déjà commencé à produire des chars d'assaut et des cargos. Nous projetons la construction de contre-torpilleurs au pays. Tels sont les points saillants de notre programme de production de guerre.

Le développement de la production a déjà absorbé de 330,000 à 350,000 ouvriers supplémentaires depuis le début de la guerre. Il ne faut pas oublier en outre que le service militaire et l'industrie demanderont plus de 300,000 nouveaux hommes durant l'année qui vient. Il faudra de plus en plus

affecter aux industries essentielles de guerre la main-d'œuvre spécialisée et les moyens spéciaux de production. Toute l'industrie canadienne a été mobilisée afin de fournir un apport maximum à la poursuite de la guerre.

Appui financier à la Grande-Bretagne.

Le meilleur exemple que je puisse donner de l'apport indirect du Canada à la guerre est notre espoir d'expédier en Grande-Bretagne durant les douze prochains mois, des munitions, des matières brutes et des produits agricoles d'une valeur d'environ un milliard cinq cents millions de dollars, à part les crédits destinés directement à notre effort de guerre.

Naturellement, l'Angleterre ne saurait trouver suffisamment de dollars pour payer comptant ses énormes achats de produits canadiens. On estime déjà que, pendant la nouvelle année financière, la Grande-Bretagne accumulera chez nous un déficit de plus de 1,150 millions. Or, le Canada doit fournir à la métropole les dollars canadiens qui lui permettront de combler ce déficit, soit par le rapatriement d'obligations canadiennes détenues en Grande-Bretagne, soit par l'accumulation de nos avoirs en sterling.

Le fardeau total de l'effort de guerre canadien proprement dit et de l'effort indirect que représente l'aide financière au Royaume-Uni pendant la prochaine année financière réclamera, d'après les meilleures prévisions possibles en ce moment, presque 44 p. 100 du revenu national.

Effort maximum.

Ces données aideront sans doute les membres du Parlement et la population canadienne à se faire une idée des engagements pris par le Canada et de ce que signifie la déclaration à l'effet que, à notre avis, le Canada a entrepris l'effort maximum dont il est capable. Mais ce n'est que l'aspect financier. Etablissons aussi la comparaison au point de vue des vies humaines. A part notre participation matérielle, il faut tenir compte de nos hommes qui prennent part à la guerre. Le quart de million de Canadiens en service actif équivaut, au prorata de la population des Etats-Unis, à une force armée américaine de plus de deux millions et trois quarts, sans compter notre armée de réserve pour la défense territoriale.

Pour la grande aide fournie par les Etats-Unis, pour l'aide encore plus grande qu'ils fourniront, le gouvernement et le peuple canadiens n'ont que de l'admiration et de la gratitude. Puisque nos voisins engagent leur puissance jusqu'à la victoire, la lutte, bien que dure, sera moins longue. Mais dans l'enthousiasme que nous éprouvons devant la résolution des Etats-Unis de jeter dans la lutte le poids décisif de leur aide matérielle, nous, Canadiens, nous n'avons pas lieu de méconnaître l'ampleur de l'effort canadien. N'oublions jamais que le Canada ne prodigue pas seulement ses richesses matérielles, mais son sang. Jamais dans les annales de la guerre, un peuple de 11 millions d'âmes n'a donné si volontiers et ne s'est engagé à donner si pleinement ses richesses, ses ressources et ses hommes. J'ose dire que les Canadiens ont raison de s'enorgueillir du rôle joué par le Canada dans la récon-

ciliation des peuples de langue anglaise, dans la guérison de vieilles blessures et dans la fin du grand schisme de la race anglo-saxonne.

Certes, devant de tels états de services en temps de guerre, sans vantardise et sans vaine gloire, nous pouvons tous être fiers de la clairvoyance, de l'unité, de la détermination et des réalisations de la population canadienne.

L'INVASION DE LA YOUGOSLAVIE ET DE LA GRÈCE

Depuis la pénétration allemande, la péninsule des Balkans était en état d'effervescence. Successivement, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie tombèrent sous la coupe nazie. Le même sort semblait promis à la Yougoslavie quand, le 25 mars, par suite d'une diplomatie trompeuse et d'intimidations, le gouvernement de ce pays donna son adhésion à l'entente tripartite de l'axe. Cette adhésion n'était pas aussitôt donnée qu'un changement radical s'opéra dans le gouvernement yougoslave et que l'espoir des Nazis d'une conquête pacifique fut déçue. Le 6 avril, les Allemands attaquaient deux autres pays: la Yougoslavie et la Grèce. La machine militaire nazie commençait ses campagnes terrestres de 1941.

L'INVASION DE LA YOUGOSLAVIE ET DE LA GRÈCE

Chambre des Communes,
7 avril 1941.

Hier, à l'aube, l'Allemagne attaquait par terre et par air la Yougoslavie et la Grèce. Si les rapports qui nous sont parvenus de ces fronts sont plutôt minces, ils nous ont tout de même permis de constater qu'encore une fois il s'agit d'attaques brutales et barbares du genre de celles qui ont caractérisé l'invasion de la Pologne, au début du conflit, de même que la campagne du printemps de 1940, en Norvège, en France et dans les Pays-Bas. Ces nouvelles attaques marquent effectivement l'ouverture de la campagne de 1941.

Le monde voit donc encore une fois combien l'Allemagne nazie est résolue à écraser les peuples qui s'opposent aux demandes de ses chefs ou qui entravent ses désirs de conquête.

La noble résistance de la Yougoslavie.

Dès le 26 mars dernier, il était évident que les nazis étaient sur le point, par des menaces et une diplomatie trompeuse, d'obtenir une autre victoire pacifique et d'ajouter la Yougoslavie à la liste déjà longue de leurs victimes. La veille, à Vienne, un gouvernement yougoslave désespéré avait donné son adhésion au pacte tripartite signé à Berlin, le 27 septembre 1940, par l'Allemagne, l'Italie et le Japon,

et consenti à mettre ses routes et ses chemins de fer à la disposition de l'armée allemande pour une attaque contre les Grecs. Mais cette adhésion ne fut jamais ratifiée. Le peuple yougoslave se souleva tout entier à la simple nouvelle des conditions exigées. L'opinion populaire s'imposa à un tel point que le conseil de régence, après avoir ainsi trahi le peuple dut prendre la fuite. Le jeune monarque, Pierre II, est monté sur le trône et l'on a formé un nouveau gouvernement qui n'a pas tardé à gagner la sympathie de tous les éléments. Ce gouvernement s'est dit résolu à défendre l'indépendance de la Yougoslavie. Et c'est parce que ce pays a ainsi voulu se protéger qu'Hitler cherche à conquérir par la force ce qu'il n'a pu obtenir par des moyens plus subtils.

Le courage du peuple yougoslave en face des hordes allemandes a électrisé le monde entier et son attitude est d'autant plus héroïque, qu'outre l'occupation complète, depuis quelques mois, des territoires roumains et bulgares, l'Allemagne est maîtresse en Hongrie et peut compter sur l'appui de l'Italie, deux pays qui convoitent eux-mêmes le territoire yougoslave. De fait, l'Italie se vante déjà d'attaquer la Yougoslavie.

Dans ses efforts pour asservir la Yougoslavie, l'Allemagne a suivi sa méthode classique d'agression. La Tchécoslovaquie était déjà à demi conquise par l'occupation de l'Autriche; la Pologne et la Hongrie l'étaient également à demi lors de l'occupation de la Tchécoslovaquie; la France était à demi battue par l'invasion des Pays-Bas; et les nazis pensaient que la conquête de la Norvège et l'occupation de la France leur permettraient d'envahir la Grande-Bretagne. Aussi, espéraient-ils, par l'occupation de la Roumanie et de la Bulgarie, miner l'esprit de résistance du peuple Yougoslave. Ils croyaient

qu'une fois encerclée, la Yougoslavie jugerait toute résistance inutile et qu'elle se rendrait sans se battre. L'Allemagne a sans doute été surprise de voir la Yougoslavie résister à un ennemi si supérieur.

Les grandes traditions maintenues.

Au cours de leur histoire tourmentée, les Yougoslaves ont prouvé, sur des centaines de champs de bataille, qu'ils possédaient de grandes qualités militaires et pouvaient lutter, même à armes inégales, avec un courage inébranlable. Leur détermination bien arrêtée de combattre le dernier envahisseur jusqu'à la mort au besoin pour défendre leur patrie et les libertés qu'ils ont eu tant de peine à conquérir, ouvre un nouveau chapitre qui, bien que tragique, s'assurera une place d'honneur dans la tradition de ce noble peuple. Une volte-face politique aussi soudaine et aussi complète que celle qui s'est produite dans l'administration yougoslave ces jours derniers est surprenante même pour notre génération habituée aux changements presque continuels. Toutefois, les Yougoslaves connaissaient, pour ne citer que l'exemple de leurs plus proches voisins, le sort de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie. L'un après l'autre, ces pays, après avoir cédé à la pression économique d'abord, puis militaire, sont enfin tombés, victimes de l'agression allemande. Peu importe le genre de collaboration qu'on leur avait demandée, le résultat final a été l'occupation de leur territoire par les armées nazies et une sujétion absolue au régime hitlérien dans les domaines économique, politique et militaire. Tous ces peuples ont perdu leur indépendance et sont devenus

des instruments de la politique allemande. Les Yougoslaves sont bien déterminés à éviter ce sort par tous les moyens et à tout prix.

La résistance de ce petit peuple a été une défaite majeure pour la diplomatie nazie. En essayant de subjuguer la péninsule balkanique, l'Allemagne a été forcée de se battre. La guerre sur deux fronts, ce spectre qui hante sans cesse les stratégistes allemands, est maintenant une réalité. Seul le temps pourra nous dire quelle sera l'étendue du nouveau front et l'ampleur des opérations militaires.

Le courage indomptable des Grecs.

L'attaque est dirigée surtout contre la Grèce, clef de la Méditerranée orientale. Après avoir tenu tête à l'Italie, alliée d'Hitler, pendant cinq longs mois, après lui avoir fait subir des pertes sérieuses et l'avoir chassée du territoire grec, ce peuple se voit forcé de combattre l'Allemagne nazie elle-même sur une partie plus exposée de ses vastes frontières. C'est une tâche formidable. Si l'on tient compte du matériel et de la puissance militaires, elle semble presque écrasante.

La Grèce a démontré, cependant, que l'héroïsme est l'élément le plus précieux. Les Grecs se sont déjà levés pour faire face à leur nouvel ennemi avec un courage indomptable, unis comme un seul homme.

L'attaque nazie contre la Yougoslavie et la Grèce est un événement important. Il est encore trop tôt pour faire des suppositions même sur ses conséquences, sa signification. Nous pouvons nous attendre à une lutte formidable. Comprenons aussi que la volonté de conquête des nazis dans les Balkans

n'est pas une fin en soi. C'est un autre effort pour tourner des positions qui font obstacle à la domination du monde. Chaque pays conquis par l'Allemagne sert à deux fins : elle ajoute les ressources du vaincu à sa puissance et acquiert une nouvelle base pour un nouvel acte d'agression. L'Allemagne vise à subjuguer la péninsule balkanique pour chercher à prendre de flanc les positions anglaises en Méditerranée.

Symbole de la Victoire définitive.

Dans l'ensemble, toutefois, rien de plus significatif qu'enfin la grande force militaire nazie ait échoué à imposer sa volonté par des menaces, par la crainte et l'intimidation. Cela constitue en soi un symbole de victoire finale. L'espoir et l'encouragement que nous en retirons ne doivent cependant pas nous aveugler sur la réalité. La grande armée nazie est encore intacte et invaincue; elle dépasse en nombre plusieurs fois les armées yougoslaves et grecques. L'aide que l'on peut fournir à ces deux pays est nécessairement restreinte. De plus, la péninsule balkanique n'est pas le seul ou même le principal théâtre des opérations. L'ouverture de la campagne balkanique amorce peut-être une grande bataille pour la maîtrise de tout le bassin de la Méditerranée. Les nazis avaient espéré qu'une conquête sans effusion de sang assurerait leurs approvisionnements dans la région balkanique et les rapprocherait de l'unification de tout le continent européen en forteresse nazie. Nous pouvons tous être profondément reconnaissants de ce que la Grèce et la Yougoslavie fassent activement obstacle aux nazis.

Dans un univers en guerre, c'est en perspective qu'il faut voir les événements. Le conflit doit être envisagé dans son ensemble. L'optimisme facile et l'espoir exagéré peuvent être tout aussi dangereux que la crainte abjecte. Dans la nouvelle phase du conflit qui vient de s'ouvrir, nous devons être prêts à une lutte acharnée. L'esprit de liberté conquerra en définitive. En attendant, il est certain que la destruction de vies et de propriétés sera effrayante et nous devons nous attendre à des échecs et à des désappointements. L'héroïsme des Grecs et la détermination des Yougoslaves sont de nature à donner un regain de courage à tous ceux qui chérissent la liberté.

LE CONFLIT DANS LE MOYEN-ORIENT

Hitler termina ses conquêtes de Yougoslavie et de Grèce pendant que le Parlement était en vacances pour Pâques; le 28 avril, la Chambre des communes se réunit à nouveau, et le Premier Ministre fit l'historique des événements survenus depuis quelques semaines. Il insista surtout sur le fait que l'ambition nazie se tournant vers la Méditerranée, clef de la domination du reste de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la guerre deviendrait encore plus sanguinaire et qu'elle s'étendrait à de nouvelles régions.

LE CONFLIT DANS LE MOYEN-ORIENT

Chambre des Communes,
28 avril 1941.

La Yougoslavie fut victime du mode de guerre qu'on appelle la blitzkrieg nazie. Ce fut la répétition de ce qui s'était passé en Norvège, en Hollande et en Belgique. Sans plans préconçus, l'aide des Britanniques fut nécessairement moindre qu'elle n'eût pu l'être si elle s'était étayée sur des plans préparés d'avance, et elle fut aussi moins efficace. Bien qu'une aide plus considérable eût pu prolonger la campagne, il est malheureusement trop vrai que le résultat n'en eût pas été modifié.

En menant la lutte seuls contre leurs agresseurs italiens, les Grecs avaient toujours à l'esprit la nécessité d'éviter, si possible, une attaque allemande contre la Grèce. Durant plusieurs mois d'intrigues dans les Balkans, la possibilité d'une attaque allemande était toujours présente, mais l'espoir demeurait qu'elle ne se produirait pas. Ce n'est que lorsqu'elle parut inévitable que la Grèce a accepté le concours militaire de la Grande-Bretagne. Le fait est que, tant que l'Italie était leur seul adversaire effectif, les valeureux Grecs résolurent solennellement de se défendre seuls et ils y réussirent magnifiquement.

L'histoire des combats récemment soutenus par les troupes australiennes, néo-zélandaises et britanniques et de leur rembarquement pour d'autres champs de bataille n'est pas encore complètement connue. Il y a lieu de dire, toutefois, qu'elles ont combattu avec un courage superbe dans une des

grandes actions de l'histoire militaire. Le Canada note avec fierté, à titre de nation-soeur dans la communauté des nations britanniques, les exploits magnifiques des glorieux soldats de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Grande-Bretagne qui ont combattu pour la liberté dans les montagnes et les vallées de la Grèce.

Gains et Pertes.

Bien que la résistance aux Nazis dans les Balkans n'ait pas été heureuse, nous aurions tort de croire qu'elle n'a pas produit de conséquences bienfaisantes pour la cause des Alliés. En agissant autrement, il en eût résulté une conquête nazie pacifique. Les pertes nazies en hommes et en matériel ont certes été grandes. Mais il y a plus. La dévastation de la Yougoslavie et de la Grèce a également causé des pertes aux Allemands. Les Nazis avaient espéré exploiter ces pays comme ils avaient exploité la Roumanie. La Yougoslavie et la Grèce ayant été des obstacles à l'avance allemande, il en est résulté que la machine de guerre nazie a avancé avec plus de difficulté. Surtout, la résistance de ces deux peuples a contraint Hitler de modifier considérablement le plan général de sa campagne.

Il est vrai que l'Allemagne a acquis d'importants objectifs militaires, mais, comme je viens de le dire, ses armées et son aviation ont subi de lourdes pertes. Quant aux Italiens, la campagne des Balkans ne leur a valu que la défaite de leurs armées et l'humiliation nationale. Mais l'Angleterre en a retiré certains avantages définitifs. Les difficultés de l'Allemagne en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie et en Grèce, ont gagné du temps à l'Angleterre. Or, c'est bien le temps qui compte le plus dans cette phase de la guerre où la résistance britannique et

l'aide américaine constituent les deux puissances implacables dont l'Allemagne doit triompher pour assurer la domination d'Hitler sur le monde.

Outre l'existence de ces éléments tangibles et matériels, nous avons toujours la conviction que chaque fois que l'on oppose une résistance héroïque à des forces supérieures, chaque fois que des gens s'arment de courage pour défendre la vie d'une nation, les légions de la liberté gagnent du terrain. On a dit et répété que c'est, en fin de compte, le courage des peuples libres qui décidera du conflit. Qui pourra affirmer que l'héroïsme de la Grèce, le sens de l'honneur de la Yougoslavie et l'intrépidité de l'Angleterre et des dominions britanniques n'ont pas servi à maintenir le moral dans le monde entier?

Le Contrôle de la Méditerranée.

Par ailleurs, la présence des troupes allemandes en Libye et la possibilité, maintenant démontrée, pour l'ennemi de transporter ses soldats sur le territoire nord-africain constituent pour Alexandrie, Suez et Haïfa une nouvelle menace dont il serait imprudent de méconnaître la gravité. Les événements ont prouvé que dans sa campagne actuelle de Libye, l'Angleterre n'a pas d'arme plus efficace que sa marine, mais que peut une puissante marine sans base de ravitaillement et sans un approvisionnement continu de combustible?

Le malaise croissant en Irak, en Syrie et dans le désert d'Arabie constitue une menace pour les approvisionnements en pétrole de la flotte britannique en Méditerranée. C'est pour protéger ses lignes de communications et ses ressources pétrolières que l'Angleterre a tout dernièrement débarqué des troupes à Basra et dans le golfe persique. N'oublions pas non plus qu'en menaçant les intérêts britanni-

ques en Irak, l'Allemagne menace en même temps la Turquie. La tactique bien connue des Nazis apparaît de nouveau. Au lieu d'une attaque de front, Hitler cherche évidemment à déborder et isoler les Turcs. Le succès de cette stratégie serait la réalisation du rêve de la marche des Allemands de Berlin à Bagdad en 1914, et ouvrirait à l'exploitation allemande les vastes champs pétrolifères de Mossoul.

L'ennemi ne limite pas son intérêt à la Méditerranée orientale. La présence de troupes nazies dans la Libye constitue également une menace pour les possessions françaises de l'Afrique du Nord. Dans la direction de l'ouest, les Nazis pourraient se servir de leurs forces en Libye comme de flanc gauche d'un encerclement contre Gibraltar, déjà menacé par l'armée nazie dans les Pyrénées, prête, si elle en a la chance, à l'attaquer en passant par l'Espagne.

Sans doute, les Allemands regardent l'empire de la Méditerranée comme devant leur assurer la domination du reste de l'Europe continentale, de l'Orient moyen et de l'Afrique du Nord. La marine britannique dans cet océan reste le plus formidable obstacle à l'ambition nazie. Ils se rendent compte qu'il leur est impossible de vaincre la marine dans un combat naval en Méditerranée, et en conséquence les Nazis cherchent évidemment à atteindre leur fin en encerclant la flotte, en coupant les lignes de communication tant à Gibraltar qu'à Suez, et en mettant la main sur ses approvisionnements de combustible.

Permettez-moi d'ajouter que les plans des Nazis en Méditerranée ne se bornent pas à cette seule fin. C'est une autre étape dans le programme de domination mondiale que l'Allemagne veut réaliser. Une poussée des Nazis dans le golfe Persique pourrait, si elle était exécutée de concert avec une campagne militaire dans le sud-est de l'Asie, constituer un vaste mouvement d'encerclement de la part de

l'Axe contre tout le continent de l'Asie. En tenant compte de toutes les contingences possibles, nous ne devons pas ignorer, vu l'incertitude des événements qui se succèdent rapidement, que l'on pourrait attaquer Singapour en même temps que Gibraltar et Suez, tout en essayant d'envahir la Grande-Bretagne. N'oublions pas que la destruction de l'Empire britannique est le but suprême de l'ennemi. Les menaces dirigées de toute part contre la Grande-Bretagne sont la mesure de la grandeur de sa tâche.

Présages devenus Sombres réalités.

Pendant que ces événements se succédaient avec une soudaineté dramatique dans les Balkans, en Afrique et dans le Moyen-Orient, les raids aériens nazis s'intensifiaient sur la Grande-Bretagne et la bataille acharnée de l'Atlantique n'a rien perdu de sa gravité.

Quant à l'Extrême-Orient, les faits les plus significatifs sont la récente visite que le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Matsuoka, a faite à Berlin, Rome et Moscou et la signature dans cette dernière ville, le 13 avril, du pacte de neutralité conclu entre l'Union soviétique et le Japon. La portée réelle de ces événements reste dans le domaine de la conjecture. La tension croissante qui se manifeste en Extrême-Orient ressort de l'annonce, faite le 24 avril, du débarquement d'un autre contingent australien à Singapour.

Les présages inquiétants qui flottaient depuis longtemps dans l'air sont maintenant devenus pour nous de sombres réalités. Le théâtre du conflit s'élargit chaque jour. La violence de la lutte s'accroît quotidiennement. Les pertes sur mer, dans

l'air et sur terre continueront de se multiplier. Les scènes de terreur et de destruction dont la mémoire est toujours vive dans un grand nombre de pays libres, assiégés et envahis se répéteront et se renouvelleront. Nous trouverons dans la fermeté de coeur, de main et de vision la force qui nous conduira à la victoire.

Il nous faut désormais plus que jamais examiner le conflit dans son entier sous son vrai jour et garder le sens de la mesure. Nous devons prévoir l'élargissement du théâtre de la guerre, la rapidité des mouvements dans des circonstances et dans des régions semblables à celles où s'est déroulée la guerre des Balkans, une lutte intense et féroce entraînant d'horribles destructions et des pertes immenses de vies humaines. Où que s'étende le conflit, quelque rapides que soient les mouvements des armées, quelque funeste et implacable que devienne le combat en d'autres parties du monde, nous ne devons pas oublier qu'aucun revers ne sera décisif tant que l'Angleterre tiendra.

La Grande-Bretagne se bat avec toute sa force, avec toutes ses ressources. Nous du Canada nous efforcerons avec plus d'ardeur que jamais de faire de notre mieux sur mer, sur terre et dans les airs, de produire et de fabriquer plus que nous ne l'avons jamais fait auparavant. Le débarquement, annoncé hier en Grande-Bretagne, de nouveaux contingents de soldats canadiens et d'aviateurs, formés sous le régime du plan d'entraînement aérien du Commonwealth, nous raffermit dans la conviction que le Canada peut apporter un concours efficace à la victoire finale. Aux yeux du monde c'est une preuve nouvelle de la détermination du Canada à ne marchander ni ses ressources matérielles, ni ses hommes dans la bataille qui décidera de la liberté du monde.

LA DÉCLARATION DE HYDE-PARK : COOPÉRATION DE DÉFENSE ÉCONOMIQUE

Le Parlement fut ajourné pour Pâques le 8 avril 1941. Durant ces vacances de Pâques, le Premier Ministre alla rendre visite au Président des Etats-Unis pour s'entendre avec lui sur certains problèmes posés par les relations économiques du Canada avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni durant la guerre.

A la fin de ce séjour aux Etats-Unis, le Premier Ministre et le Président firent une déclaration conjointe à Hyde-Park, New-York, le 20 avril 1941. Cette déclaration prend la forme d'une entente réciproque par laquelle on facilite l'achat de matériel de guerre et on coordonne l'utilisation des facilités de production des deux pays. Cette entente est maintenant connue sous le nom de Déclaration de Hyde-Park. Ses principales clauses furent expliquées par le Premier Ministre en Chambre des communes, le 28 avril.

LA DÉCLARATION DE HYDE-PARK : COOPÉRATION DE DÉFENSE ÉCONOMIQUE

Chambre des Communes,
28 *avril* 1941.

La loi de prêt-location affirmait le principe de l'assistance des Etats-Unis à la Grande-Bretagne et aux autres démocraties; elle ne réglait pas cependant tous les problèmes économiques fort complexes qu'entraîne la mobilisation des ressources des Etats-Unis et du Canada afin de venir en aide à la Grande-Bretagne de la façon la plus rapide et la plus efficace possible.

L'une des raisons de ma récente visite aux Etats-Unis et de mes entrevues avec le Président était la nécessité impérieuse où se trouvait le Canada de résoudre le plus tôt possible certains problèmes suscités par nos liens économiques avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Le problème de l'Echange de guerre.

Reconnaissons en premier lieu que, au Canada, nous n'aurions jamais pu nous embarquer dans un tel programme d'armements si nous n'avions pas eu comme voisine la nation la plus formidable du monde au point de vue industriel. Sans cet accès à la production industrielle des Etats-Unis, particu-

lièrement pour ce qui est de l'outillage et de tout l'équipement nécessaire à la production des engins si complexes de la guerre moderne, l'effort de guerre du Canada eût été énormément retardé; nous aurions eu à produire nombre d'articles qui, à cause de la faible demande, auraient exigé que l'on consacrât à leur fabrication, un capital considérable et un temps précieux. D'autre part, le Canada manque de certaines matières premières essentielles qu'il doit se procurer aux Etats-Unis. Depuis le début de la guerre, nous avons constamment augmenté nos importations des Etats-Unis pour ce qui est de cet outillage, de ces machines et de ces matières premières nécessaires à notre effort de guerre et à la production de matériel de guerre pour la Grande-Bretagne.

Même en temps normal, le Canada achète plus des Etats-Unis qu'il ne leur vend. En temps de paix, nous pouvions combler ce déficit en faisant passer aux Etats-Unis l'excédent de monnaie sterling qui nous venait de la vente de nos produits en Grande-Bretagne. Depuis le début de la guerre, cela est devenu impossible; le Gouvernement s'est immédiatement rendu compte que ses provisions de dollars américains disponibles pour les achats de guerre diminuaient constamment. Pour conserver notre change étranger, on a institué, le 15 septembre 1939, la commission de contrôle du change étranger. A mesure que la nécessité s'en est fait sentir, on a adopté des mesures de plus en plus sévères afin de réduire les demandes non essentielles de dollars américains; ces mesure visaient à conserver les devises nécessaires à nos achats d'armes et de matériel de guerre, dont la réduction nous aurait nécessairement obligé à restreindre dans la même mesure, ou même davantage, notre effort de guerre. Malgré toutes les mesures destinées à conserver

notre change, la pénurie de dollars américains devenait, comme l'a noté un écrivain, l'une des plus graves menaces à notre effort de guerre.

Double emploi des moyens de Production.

Ce problème du change était le plus important auquel nous avions à faire face dans nos relations économiques avec les Etats-Unis. Cependant, un autre danger se précisait : la possibilité d'un double emploi des moyens de production sur le continent nord-américain, et comme conséquence une pression indue sur la main-d'œuvre spécialisée et le matériel, si le Canada et les Etats-Unis tentaient chacun de s'organiser en cercle fermé quant à la production du matériel de guerre. Il était devenu nécessaire d'éviter un tel gaspillage dont les conséquences auraient pu être très sérieuses. Le ministère des Munitions et Approvisionnements et la Commission canado-américaine de défense proposèrent la même solution : la coordination de la production de guerre au Canada et aux Etats-Unis. En fait, c'était l'application simple et logique de l'accord d'Ogdensburg à la sphère économique.

L'expérience acquise durant un an et demi d'organisation et de progrès dans le domaine de la production de guerre au Canada a démontré que bien des articles essentiels fabriqués en petite quantité pour le Canada seul coûtaient excessivement cher. Aux Etats-Unis, par contre, le prix de revient était beaucoup moins élevé, car une demande prononcée permettait d'y accroître la production. D'autre part, la fabrication de certain matériel ou armement avait atteint un tel point au Canada que nous pouvions accroître notre produc-

tion plus rapidement et probablement plus économiquement que les Etats-Unis ne pouvaient aménager eux-mêmes des usines à cette fin. Il était donc raisonnable d'adopter à l'égard du matériel de guerre la réciprocité à laquelle nos deux pays avaient déjà acquiescé en août dernier, à Ogdensburg, en vue de leur commune défense.

La Déclaration de Hyde-Park.

A Pâques, j'ai eu l'occasion d'entamer, à Washington, des discussions préliminaires avec le secrétaire d'Etat, M. Cordell Hull, et le secrétaire de la Trésorerie, M. Morgenthau. Plus tard, j'ai rencontré M. Harry Hopkins, chargé de la direction et de l'application des mesures devant être adoptées sous le régime de la loi de prêt-location. Le dimanche 20 avril, j'ai passé la journée avec le Président à Hyde-Park. Après cette visite, j'ai fait à la presse une déclaration sur l'entente à laquelle le Président et moi-même en étions arrivés au sujet des problèmes déjà mentionnés. Je voudrais qu'on appelât cette déclaration la Déclaration de Hyde-Park. La voici:

"Entre autres sujets importants, le président et le premier ministre ont discuté des mesures à prendre en vue d'utiliser de la façon la plus rapide et la plus efficace, la productivité de l'Amérique du Nord, tant pour la défense de chacun des pays et de l'hémisphère que pour l'aide que le Canada et les Etats-Unis entendent accorder à la Grande-Bretagne et aux autres démocraties.

"On s'est entendu sur le principe général de la mobilisation des ressources du continent, à savoir que chaque pays devra fournir à l'autre le matériel de défense qu'il peut le mieux — et surtout le plus rapidement — produire, et que les programmes de production devront être élaborés à cette fin.

"Quoique le Canada ait considérablement augmenté sa production depuis la déclaration de guerre, il doit encore demander aux Etats-Unis beaucoup de matériel de défense, et ses achats se feront encore plus nombreux cette année.

"D'autre part, le Canada peut à l'heure actuelle ou pourra à l'avenir, accélérer la production de certaines munitions, certain matériel essentiel, de l'aluminium et des navires, de tous ces articles dont les Etats-Unis ont eux-mêmes grandement besoin.

"Bien qu'on ne puisse encore faire un relevé précis, on espère que dans les douze prochains mois le Canada pourra fournir aux Etats-Unis du matériel de défense d'une valeur de 200 à 300 millions de dollars. Cette somme n'est qu'une fraction de ce que les Etats-Unis affectent à leur défense, mais plusieurs de ces articles lui sont absolument nécessaires.

"De plus, le paiement de ces produits par les Etats-Unis aidera le Canada à défrayer en partie le coût du matériel de défense obtenu de ses voisins, ce qui influera grandement sur les relations économiques entre les deux pays.

"Quant aux pièces que le Canada achète aux Etats-Unis et qui servent à la production de matériel de guerre et de munitions destinés à la Grande-Bretagne, il a aussi été entendu que cette dernière pourrait obtenir lesdites pièces, sous le régime de la loi de prêt-location et les faire expédier au Canada.

"Les détails techniques et financiers seront établis aussitôt que possible, d'après ces principes d'ordre général sur lesquels le président et le premier ministre se sont entendus."

But et principe de cette déclaration.

Le but immédiat de cette déclaration conjointe est clairement indiqué dans le premier paragraphe, qui pourrait servir de préambule. Il souligne que M. Roosevelt et moi-même avons discuté les mesures permettant d'utiliser, le plus promptement et efficacement possible, les moyens de production de l'Amérique du Nord. Je souligne ces deux mots : promptement et efficacement. Ils indiquent que, tout en n'oubliant pas l'importance immédiate de la rapidité,—l'importance vitale du facteur temps,—nous n'avons pas perdu de vue la nécessité plus lointaine d'organiser notre production de guerre d'une façon absolument efficace.

Le préambule reconnaît un double objectif à cette utilisation prompte et efficace des moyens de production des deux pays. Non seulement envisage-t-il l'extension de la portée de notre accord commun en matière de défense à la sphère économique, mais encore reconnaît-il les avantages de la coordination dans l'usage des ressources des deux pays comme moyen d'augmenter et d'accélérer l'appui de notre continent à la Grande-Bretagne.

En d'autres termes, la déclaration de Hyde-Park est plus qu'une simple extension de l'entente d'Ogdensburg relative à la défense de notre hémisphère. C'est une entente entre le Canada et les Etats-Unis en vue d'aider à la Grande-Bretagne.

Voilà qui constitue l'acceptation de la solidarité économique entre le Canada et les Etats-Unis comme fondement d'un programme de production de guerre dans les deux pays. C'est là l'application à la production de guerre, du principe, reconnu par le Canada et les Etats-Unis dans les accords commerciaux conclus en temps de paix, à l'effet que les échanges commerciaux soient mutuellement avantageux.

Fonctionnement de cette entente.

La question suivante peut se poser au sujet de la déclaration de Hyde-Park: Comment le Canada peut-il abandonner aux Etats-Unis des articles de défense et des munitions? Toute notre production de guerre n'est-elle pas nécessaire au Canada et à la Grande-Bretagne? Voici la réponse : Nous avons tellement pris les devants sur les besoins britanniques et canadiens de certains articles qu'une nouvelle expansion serait relativement facile. Tel est le cas de certains genres d'armes portatives, de

canons et de munitions, de certains explosifs, de produits chimiques, de certains véhicules de combat, de l'aluminium et d'autres métaux, de navires marchands et de navires de guerre du genre que nous construisons déjà, tels les dragueurs de mines et les corvettes. Ajoutez à cela certains genres de vêtements et de textiles, des articles de cuir, de caoutchouc ou de bois, de même que certains dispositifs secrets que le Canada pourrait assez facilement produire au besoin. D'autre part, la production de moteurs d'avions au Canada serait lente et entraînerait l'emploi d'une main-d'œuvre spécialisée et d'un matériel particulier dont il n'y a aucun excédent. Dans ce domaine, d'ailleurs, il ne suffit pas d'un seul type mais de plusieurs, pour répondre aux exigences variées et aux améliorations constantes.

Que la production de guerre du Canada soit assez bien organisée en plusieurs domaines pour permettre au Canada de répondre rapidement aux besoins des Etats-Unis, voilà un bel hommage rendu à l'industrie et à la main-d'œuvre canadiennes.

Par la vente de ces articles de défense, le Canada sera muni de dollars américains qui serviront à acheter du matériel de guerre aux Etats-Unis. Le déficit sera comblé d'autant, mais le problème n'en sera pas complètement résolu.

Un autre paragraphe de la déclaration nous rapproche de la solution : il y est dit que le matériel et les pièces achetés aux Etats-Unis, et devant servir à fabriquer des fournitures et des munitions pour le compte de la Grande-Bretagne sera vendu à cette dernière sous le régime de la loi de prêt-location. Jusqu'à présent, le Canada devait trouver des fonds nécessaires en dollars américains pour

solder ces achats, ce qui accroissait d'autant notre balance déficitaire avec les Etats-Unis.

Les achats effectués au Canada par les Etats-Unis et le prêt ou la location d'articles de défense à la Grande-Bretagne aideront dans une large mesure à régler, au Canada, le grave problème du change.

Caractère de permanence de cette déclaration.

Cette déclaration aura pour effet immédiat, grâce à la coordination de la production de guerre des deux pays, d'accélérer l'aide fournie à la Grande-Bretagne par les Etats-Unis et le Canada. Comme résultat d'une organisation plus efficace de l'industrie nord-américaine, l'entente projetée, tout en relevant la production, accroîtra le volume total d'aide à la Grande-Bretagne. Elle aura le même effet sur l'effort de guerre du Canada. L'utilisation complète de nos moyens actuels de production, et la spécialisation dans les domaines où nous produisons avec le plus de facilité serviront à accroître tant notre revenu national que nos efforts effectifs militaires, tout en augmentant notre possibilité d'aider la Grande-Bretagne.

Si l'on regarde plus loin, on se rend compte que cette déclaration de Hyde-Park prend un caractère de permanence quant aux relations entre le Canada et les Etats-Unis. Ce n'est rien moins qu'un plan commun de défense économique de notre hémisphère. Quand on s'arrête un moment aux conséquences qu'a eue la négligence des nations pacifiques d'Europe à organiser conjointement leur défense, alors qu'il en était encore temps, on se rend compte de la signification, pour l'avenir du Canada et des Etats-Unis, de l'entente d'Ogdens-

burg et de cette nouvelle déclaration qu'on pourrait appeler un corrollaire économique d'Ogdensburg.

Voici, en résumé, ce que la déclaration de Hyde-Park représente pour le Canada : premièrement, aider le Canada et les Etats-Unis à accorder une aide maximum à la Grande-Bretagne et à tous les défenseurs de la démocratie; deuxièmement, accroître l'efficacité de l'effort de guerre du Canada; et enfin, augmenter notre propre sécurité et celle de l'Amérique du Nord par l'essor industriel qui s'ensuivra.

L'effort maximum du peuple canadien est plus nécessaire que jamais dans la phase actuelle de ce terrible conflit; mais en faisant cet effort nous aurons, comme résultat de cette entente, la satisfaction de savoir que nous avons accru notre contribution à la cause de la liberté.

En novembre dernier, je disais aux honorables membres de la Chambre des communes que l'union créée par l'entente d'Ogdensburg n'avait rien d'un axe temporaire, formé par des nations que lie le seul désir de détruire leurs voisins. La déclaration de Hyde-Park est une autre preuve, je crois, que le Canada et les Etats-Unis sont en train de poser les fondations durables d'un ordre nouveau dans le monde; ordre fondé sur l'entente entre les nations, l'assistance mutuelle, l'amitié et la bonne volonté.

VERS LA VICTOIRE

En juin, la population du Canada fut appelée à souscrire à l'emprunt le plus considérable jamais lancé au pays pour les besoins de la guerre. Cet emprunt, le troisième durant cette guerre-ci, fut nommé: Emprunt de la victoire 1941. La campagne de souscription fut ouverte le 1er juin par le Premier Ministre qui parla en anglais et par le Très Hon. Ernest Lapointe, ministre de la Justice, qui parla en français. Le Premier Ministre adressa son discours à la population de la Grande-Bretagne et fut remercié par le Premier Ministre de Grande-Bretagne qui s'adressa à la population du Canada.

Le flambeau de la victoire fut adopté comme symbole de cet appel; parti de la côte du Pacifique, il fut transporté jusqu'à l'Atlantique durant la campagne puis, de là, fut expédié par avion jusqu'en Angleterre où il fut présenté à M. Churchill par l'honorable Ian Mackenzie, ministre des Pensions et de la Santé, comme la marque de la détermination des Canadiens de partager le fardeau de la Grande-Bretagne jusqu'à l'heure de la victoire.

En juin également, l'honorable C.-G. Power, ministre de la Défense nationale de l'Air se rendit en Grande-Bretagne.

VERS LA VICTOIRE

Discours à la radio,

1er juin 1941.

Au Canada, nous sommes vivement émus du sort cruel qui a été imposé au peuple de Grande-Bretagne. Nous sommes profondément attristés de la perte de vos foyers et de vos êtres chers. Vos misères et vos souffrances, qui ont si fortement excité notre sympathie, et l'admiration que nous inspire votre courage à toute épreuve, ont resserré encore davantage les liens qui nous unissent à vous.

Nous savons l'agonie du suprême sacrifice. Nous savons aussi combien l'éloignement accroît l'anxiété et la douleur. Nous avons été frappés d'horreur en apprenant les attaques brutales dont ont été l'objet vos petits enfants, vos citoyens vaquant à leurs occupations quotidiennes, vos malades, vos vieillards et vos infirmes.

Nous savons également quelque chose de la valeur que prennent pour l'homme, au cours d'une longue association, les objets matériels. A nos yeux, les édifices du Parlement, l'abbaye de Westminster, la cathédrale St-Paul, tous les monuments historiques d'Angleterre, ses églises et ses demeures, font partie de notre héritage commun en tant que membres du Commonwealth britannique. Leur destruction barbare n'a fait qu'affermir notre volonté de défendre l'héritage spirituel que symbolisent vos vieux édifices.

Mais par-dessus tout, c'est votre bravoure qui nous inspire, votre indomptable courage, votre volonté de combattre jusqu'au bout, afin que le pavillon d'un peuple libre continue de flotter sur la citadelle des libertés du monde.

Laissez-moi vous dire aussi de quel précieux réconfort nous a été l'exemple du Roi George et de la Reine Elizabeth. Durant leur visite au Canada, Leurs Majestés ont conquis tous les cœurs, et nous nous rappelons toujours avec joie les événements qui ont marqué leur visite au pays canadien. A l'amour que nous inspirait leur présence, vient maintenant s'ajouter la plus vive admiration pour la noblesse d'âme qu'ont manifestée nos Souverains, en partageant avec un courage tranquille et au milieu de terribles scènes de destruction, les douleurs et les épreuves de leur peuple. Ici comme en Grande-Bretagne, "Dieu sauve le Roi" est devenu la prière commune.

Riches ou pauvres, grands ou petits, vous nous paraissez tous doués de la même fermeté, de la même force d'âme. Est-il alors étonnant que ceux d'entre nous qui sont de descendance britannique, soient de plus en plus fiers de la race dont ils sont issus?

Et cela m'amène à vous dire pourquoi nous qui habitons le Canada partageons si complètement vos vues, pourquoi nous sommes résolus à tout afin d'assurer la victoire.

Unis dans l'amour de la liberté.

Bien que nous ne soyons pas tous issus de la même race, un commun amour de la liberté nous unit profondément. Il y a aucune division de loyauté

au Canada. Loyauté à la patrie, loyauté à la cause britannique, loyauté à la cause de la civilisation humaine, sont devenues pour nous synonymes.

Il y a un siècle et demi, le Canada-français appréciait déjà à leur juste valeur les libertés que lui assure la Grande-Bretagne. Ses fils ne l'ont pas oublié et ne l'oublieront jamais. En plus d'une occasion, les descendants des hommes qui vinrent de France au Nouveau-Monde ont conservé le Canada à la Couronne britannique.

Plusieurs des nouveaux venus en notre pays parlent encore la langue de leur terre natale. Mais mieux que leurs concitoyens d'origine canadienne, ils savent tout ce que comportent de pernicieux les doctrines de supériorité raciale et de haine entre les races. Ils sont venus au Canada pour échapper à la menace constante de dissensions internationales, et à la crainte avilissante d'un ordre social qui perpétue l'inégalité et l'injustice. Comme les premiers colons venus de France et de Grande-Bretagne, ils se sont mis en route vers cette terre nouvelle, en quête de liberté et de bonheur.

Mais pour que la liberté assure le bonheur, il faut qu'elle soit bien orientée.

J'aimerais à répéter une remarque que j'ai faite au début de la guerre. 'Si je devais renoncer à toutes les influences qui se sont fait sentir dans ma vie passée, sauf une, ou à tous mes biens, sauf un, la chose que je voudrais garder entre toutes, c'est l'influence de la formation chrétienne que j'ai reçue dans mon enfance. Cela a été l'ancre de salut de ma vie". Telle est l'ancre de salut que les nazis voudraient enlever à l'humanité. Ils veulent établir aujourd'hui, non le paradis mais l'enfer sur terre. Il n'y a pas un des dix commandements, il n'y a pas une des béatitudes du Sermon sur la Montagne

contre lesquels ils n'aient blasphémé. Ils ont appris à la jeunesse à haïr et à mépriser les choses que nous chérissons. Hitler et ses associés nazis parlent d'un ordre nouveau! Quel genre de monde peut sortir d'un ordre établi par de tels hommes?

Nous ne nous sommes jamais mépris sur l'objet réel du conflit. Quand la guerre a éclaté, nous avons compris, comme vous, que pour sauver la civilisation chrétienne, les hommes doivent être disposés à sacrifier leur vie. Nos forces armées, comme les vôtres, sont les défenseurs de la liberté; comme les vôtres, elles sont aussi les défenseurs de la foi. Et c'est pourquoi nous avons commencé à vous envoyer des hommes, ainsi que des armes et des munitions. C'est pourquoi, pendant que notre économie passait du pied de paix au pied de guerre, le nombre de nos soldats, de nos marins et de nos aviateurs s'est accru, en même temps que croissait notre production de matériel de guerre. La cadence, le volume, la puissance de notre effort de guerre entier, tant au point de vue des hommes que du matériel, ont augmenté sans cesse.

Nous partageons le même fardeau.

Depuis douze mois, vous supportez le gros des attaques de l'ennemi. Vos villes, vos ports, vos usines et vos foyers sont encore le principal objet de ses coups. Comme dans le passé, chaque mois, d'autres Canadiens iront se joindre à vous pour participer à votre défense.

Depuis que vos côtes sont menacées, des soldats canadiens montent la garde avec les vôtres, prêts à repousser l'envahisseur. Ils s'impatientent parfois de n'être pas venus aux prises avec l'ennemi, mais

nous et eux, nous sommes néanmoins fiers de ce que vous leur ayez confié le devoir glorieux et la grave responsabilité de participer à la défense même de la Grande-Bretagne.

Ainsi que l'a rappelé le commandant du Corps canadien, le général McNaughton, leur tâche consiste à tenir garnison dans la citadelle la plus vitale de toutes, celle dont la sécurité décidera de l'issue de la guerre.

Vous savez qu'ils sont prêts à partir et que nous sommes disposés à les envoyer, où leurs services seront le plus utiles. Au cours de la présente année, nous enverrons en Grande-Bretagne une troisième division d'infanterie, une brigade de chars d'assaut, une divison blindée et de nombreux renforts, le tout entièrement équipé et entretenu à nos propres frais.

Des navires de la marine canadienne ont, vous ne l'ignorez pas, collaboré avec vos unités dans les eaux côtières de la Grande-Bretagne. D'autres navires canadiens aident à la protection des convois sur la grande route de l'Atlantique dont la sécurité est si essentielle à la vie de la Grande-Bretagne, de même qu'à l'avenir du Canada et des Etats-Unis d'Amérique.

Des escadrilles de l'aviation canadienne ont, elles aussi, joué un rôle dans la bataille de la Grande-Bretagne. Le Corps d'aviation royal canadien compte aujourd'hui 50,000 hommes. Tous les jours, cette vaillante compagnie accueille de nouveaux camarades dans les écoles créées en vertu du plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique, où nous sommes fiers d'être associés avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, lesquelles, cette année, doubleront le nombre de leurs élèves.

En cette terre aux grands horizons, au ciel serein, aux vastes étendues, plus de cinquante écoles d'aviation, vingt dépôts d'effectifs et vingt centres de recrutement sont déjà en plein fonctionnement. Il en sort un flot continu de pilotes, d'observateurs et de mitrailleurs qui, par milliers, se dirigent actuellement vers l'Angleterre et continueront de vous arriver en nombre toujours croissant.

"England, so long the mistress of the sea,
Where winds and waves confess her sovereignty,
Her ancient triumphs yet on high shall bear,
And reign, the sovereign of the conquered air."

Dans cette guerre de machines, nous fabriquons des engins de guerre pour vous aussi bien que pour nous-mêmes. En outre, nous continuerons de vous envoyer toutes les denrées alimentaires que les navires disponibles pourront transporter. Mais nous ne nous arrêterons pas là. Nous savons combien lourde est la charge financière que vous portez. Cette charge aussi, nous continuerons de la partager en mesure croissante. L'emprunt que nous lançons actuellement est destiné à hâter l'accomplissement de notre immense tâche.

Au Chef des Forces de la Liberté.

Pour terminer, M. Churchill, je vous offre mes meilleurs vœux en souvenir d'une amitié précieuse de plusieurs années. En effet, je suis fier de partager avec vous certains des devoirs et des fardeaux du mandat populaire. Je voudrais pouvoir vous dire ce que le Canada pense de vous. A nos yeux, vous êtes la personnification de la Grande-Bretagne à

cette heure la plus grave de son histoire. Vos nobles paroles, votre courage sublime, votre volonté inflexible, ont été une inspiration et un puissant secours. Nos citoyens, de langue anglaise aussi bien que de langue française, et tous ceux qui nous sont venus d'autres pays, saluent en vous le chef de la grande armée d'hommes libres. Votre vaillante direction rassemble les forces de la liberté par tout l'univers. Que Dieu continue de vous donner la force, la prévoyance et la sagesse si nécessaires à l'accomplissement d'une si grande tâche.

ASPECTS MULTIPLES
DE LA GUERRE MONDIALE

Avant l'ajournement du Parlement qui eut lieu le 14 juin 1941, le Premier Ministre brossa le tableau de la situation militaire telle qu'elle se présentait à cette date; il rappela brièvement l'apport du Canada dans cette guerre.

ASPECTS MULTIPLES DE LA GUERRE MONDIALE

Chambre des Communes,

le 13 *juin* 1941.

L'une des plus vieilles questions que doivent résoudre les stratèges militaires en présence d'un ennemi d'une force supérieure c'est de décider s'il vaut mieux lutter et périr, ou ne pas lutter du tout. Les revers sont inévitables, et il ne faut pas perdre confiance lorsqu'on en éprouve.

En essayant de suivre la marche des événements d'une guerre mondiale, il est évident que si le tableau est égayé par la présence d'endroits ensoleillés, il doit aussi porter des ombres. Aujourd'hui les ténèbres peuvent nous entourer de tous côtés,— demain les rayons de soleil perceront.

Je me contenterai de répéter ce que j'ai déjà dit à la Chambre et au peuple canadien. Nous n'aiderions que la cause de l'ennemi et non la nôtre si des succès partiels nous portaient à un optimisme exagéré, ou si nous versions dans l'excès contraire à la suite d'échecs temporaires.

Conflit long et sinistre.

Aucun homme sensé n'a pu penser que cette guerre serait terminée dans quelques mois, ou gagnée à la suite d'un assaut bref mais énergique. Dès le début il était évident que le torrent qui s'abattait sur le monde était trop puissant pour que le conflit ne soit pas long et implacable. Il devait

se propager de nation à nation, d'océan à océan, et de continent à continent.

Les pays faibles, les pays non protégés, et les pays qui à tort persistèrent à rester neutres, tombèrent le long de la route. Le conflit final devait inévitablement s'engager entre les forts.

Actuellement, la discipline d'Etat est en lutte avec la discipline individuelle dans ce qui peut être la phase la plus acharnée de la bataille pour la liberté. Les hommes les plus forts façonnés par l'Etat affrontent à plusieurs endroits les hommes les plus forts trempés aux feux de la liberté.

En dernière analyse quelques faits indubitables ne peuvent échapper à notre attention. Nous gagnerons ou nous perdrons la guerre non pas en Afrique ou en Asie ou dans les îles du Pacifique, mais dans l'immensité de l'Atlantique et sur les rives ainsi que dans le ciel de la Grande-Bretagne. La Méditerranée n'est qu'un avant-poste de la liberté. Les remparts se trouvent dans l'Atlantique et la Manche. La liberté ne disparaîtra qu'avec la Grande-Bretagne.

Laissez-moi un moment mettre en regard nos avantages et nos désavantages dans l'air, sur terre et sur mer.

La guerre aérienne.

Dans l'air, nous nous rapprochons constamment de la parité numérique des appareils. Le nombre des bombardiers nazis abattus le soir augmente graduellement; les raids anglais sur les cibles allemandes deviennent non seulement plus efficaces, mais le ministère de la propagande allemande, d'ordinaire si loquace, ne peut plus garder le silence sur leurs résultats et les cacher au peuple allemand.

Dans son discours au Reichstag, le 4 mai, Hitler a été obligé de promettre que son pays disposerait d'armements encore plus puissants l'an prochain. Cette déclaration a été le premier indice donné à la nation allemande que la guerre ne se terminerait pas cette année, comme Hitler l'avait jusque-là prédit. C'est ainsi que les hommes libres réduisent à néant les prédictions des violents.

Le flot des machines ne se ralentit pas. Les opérations agressives dans l'océan Atlantique, dans la mer du Nord et dans la Méditerranée fournissent la preuve évidente que la puissance aérienne de l'Angleterre et de ses Alliés va toujours croissant. On en trouve une autre dans l'activité de plus en plus grande de l'aviation britannique poursuivant chaque jour son œuvre de revanche contre ceux qui sèment aveuglément le meurtre et la ruine sur le sol britannique.

Partout dans la bataille de l'air, où nous n'avons pas encore obtenu la suprématie, la situation s'améliore de jour en jour.

La bataille de l'Atlantique.

Sur la mer, nos pertes se font, depuis quelque temps, un peu moins lourdes. Nous avons perdu au cours du mois de mai beaucoup moins de bateaux qu'en avril. L'attaque du *Hood* par le *Bismarck* a donné lieu à une poursuite qui n'a eu de cesse qu'avec un prompt châtiment. La puissance de la flotte britannique reste intacte.

Ce qui nous réconforte le plus c'est la présente attitude des Etats-Unis. Non seulement le président Roosevelt tient ses promesses, mais il leur donne une ampleur nouvelle. L'annonce faite par le Président, le 29 avril, que les navires de guerre

américains se rendraient partout où l'exigerait la défense de notre hémisphère; les discours de M. Stimson et de M. Knox, au commencement du mois de mai; l'adoption par le Congrès du bill autorisant la saisie des navires étrangers dans les eaux américaines, voilà autant de signes réconfortants que l'opinion publique se fait de plus en plus ferme. Enfin, dans le discours qu'il a prononcé le 27 mai, le Président a porté le coup décisif quand il a déclaré clairement que les Etats-Unis prendraient tous les moyens nécessaires pour que les approvisionnements américains atteignent la Grande-Bretagne.

M. Roosevelt n'a pas caché la gravité de la bataille de l'Atlantique. En déclarant que les pertes maritimes de l'Angleterre l'emportent sur la capacité de production de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, il nous montre bien qu'il sait froidement envisager les faits.

Notre continent devient rapidement, non seulement l'arsenal de la démocratie, mais aussi le chantier maritime de la liberté des mers. Le Canada a mobilisé toutes les ressources en hommes, matériaux et emplacements propres à la construction de navires. La construction navale aux Etats-Unis et au Canada est entrée en lice contre les agents de destruction. Tous les bateaux que nous ajoutons à la marine de notre pays allègent d'autant le formidable fardeau que porte si valeureusement la marine britannique. Chaque nouveau navire de guerre américain, chaque nouveau bâtiment de guerre canadien aide la flotte anglaise à pourchasser l'ennemi et à le détruire. Chaque nouveau navire marchand assure l'envoi d'hommes, de machines, de munitions et de vivres.

Opérations militaires sur terre.

Quant aux opérations sur terre, on ne peut rien ajouter aux observations formulées par M. Churchill à la fin de son discours du mercredi 11 juin. Exception faite de l'occupation des îles anglo-normandes par les forces allemandes, à l'heure actuelle, après presque deux ans de guerre, aucun soldat ennemi n'a réussi à s'implanter sur le sol britannique. M. Churchill a déclaré :

"Celui qui aurait dit en juin dernier que nous "posséderions encore absolument tous les territoires "dont la Grande-Bretagne a la garde dans l'Orient "moyen; que nous aurions conquis tout l'empire "italien, que l'Egypte, la Palestine et l'Iraq auraient "été défendus avec succès, celui qui aurait parlé "ainsi aurait passé pour un insensé et un vision-"naire. Et, pourtant, c'est un fait."

Voilà, en quelques mots, les faits saillants, les faits principaux qui découlent de choses tangibles.

L'effort canadien.

En ce qui concerne le Canada, son effort de guerre au point de vue hommes et matériel s'est constamment accéléré et intensifié. Nous ajoutons chaque jour au matériel et aux effectifs dont disposent les Alliés.

Notre population supporte sans se plaindre un fardeau d'impôts sans précédent dans son histoire. De plus, elle prête ses épargnes au Gouvernement. Je sais que les citoyens de ce pays se feront un devoir de prêter leur argent, que dis-je, de le donner si c'est nécessaire, afin d'ajouter aux ressources financières de l'Etat. Le peuple canadien

s'acquitte de ses devoirs d'une façon admirable et il ne faillira pas à la cause que nous nous sommes engagés à défendre jusqu'au bout. Il produit et continuera de produire jusqu'à la limite de ses forces et de son génie, les choses matérielles et tangibles si essentielles à la victoire.

Mais nous pouvons également compter sur cette force, ce bouclier que constituent les ressources intangibles de l'esprit humain. La volonté de vivre et d'endurer des privations de toutes sortes afin que tous puissent continuer à jouir de leur liberté, est l'une des caractéristiques de l'esprit canadien. Pour nous, Canadiens, la confraternité est une véritable passion; nous détestons la haine et ne pouvons souffrir l'intolérance. Nous sommes animés du désir ferme et inébranlable de rétablir, dans un monde enlaidi par les ruines fumantes de la civilisation, une liberté fondée, plus que jamais dans l'histoire humaine, sur la justice tant dans l'ordre social qu'international. Toutes ces choses intangibles sont l'armature, l'essence même du caractère national des peuples britannique et canadien. Après avoir subi maints assauts et essuyé plusieurs défaites, les forteresses intérieures de ce caractère sont restées intactes, inentamables et imprenables. Les flots de la tyrannie et de l'agression viendront se briser en vain contre leurs murs.

L'ALLEMAGNE ATTAQUE LA RUSSIE

Tôt le matin du 22 juin, l'Allemagne attaqua la Russie soviétique; la guerre entrait dans une nouvelle phase. Les chefs nazis tentèrent immédiatement de créer l'impression que l'Allemagne défendait le monde contre le bolchévisme.

Prévoyant ce coup classique de la propagande nazie, le Premier Ministre fit une déclaration le jour même de l'invasion de la Russie par les troupes du Reich. Il la destinait surtout aux esprits violemment opposés à la philosophie de la Russie soviétique qui, par crainte du communisme, auraient pu oublier la menace nazie. Il indiqua que cette nouvelle attaque de l'Allemagne démontrait péremptoirement que Hitler était déterminé à dominer le monde. Il termina en se félicitant des nouvelles forces que la Russie lancerait dans la mêlée du côté de ceux qui combattaient pour détruire la menace nazie.

L'ALLEMAGNE ATTAQUE LA RUSSIE

Déclaration du 22 juin 1941.

La déclaration de guerre de l'Allemagne contre la Russie sonne comme un nouvel appel aux armes à travers tout le Commonwealth des nations britanniques, appel qui enlève tout doute, s'il en est qui doutaient encore, quant au but de domination mondiale rêvé par Hitler.

Avec un cynisme sans égal dans l'histoire de la perfidie, l'Allemagne signa un pacte avec l'U.R.S.S. pour la tenir inactive jusqu'à ce que l'Europe, France incluse, ait été conquise. Cette entente a maintenant été rompue avec le même cynisme et la même perfidie qui ont présidé à sa signature.

Déjoué dans sa tentative de briser la force de la Grande-Bretagne, Hitler a décidé de faire immédiatement, plutôt que plus tard, un autre pas essentiel vers la conquête du monde, c'est-à-dire la conquête de la Russie.

Aujourd'hui, Hitler tente d'envahir la Russie par la Finlande et la Roumanie tout en lançant ses armées à travers la Pologne meurtrie. Dans le Moyen-Orient, il menace Suez par la Grèce, par la Crète et par la Libye; à l'autre bout de la Méditerranée, il menace Gibraltar et ses détroits par infiltration en Espagne, et en Afrique du Nord française. Du cap Nord en Norvège jusqu'au cap Finistère en France, les forces nazies depuis un an ont forgé un demi-cercle autour de la Grande-Bretagne. A travers la Russie, Hitler menace tout le continent asiatique.

Si le succès couronnait leur entreprise, les armées nazies, maîtresses sans rivales du continent euro-

péen et d'une large partie de l'Asie, auraient alors à leur disposition les vastes réserves de blé, d'huile et de munitions nécessaires pour l'assaut final contre la Grande-Bretagne et le monde occidental.

Vrai motif de l'attaque nazie.

L'attaque nazie contre la Russie Soviétique n'est aucunement une croisade contre la menace rouge. C'est plutôt une nouvelle phase de l'attaque contre la Grande-Bretagne et toutes les démocraties. Que l'Allemagne gagne cette campagne contre la Russie et elle élimine avec succès toute possibilité de guerre sur deux fronts ce qui la laisse libre de concentrer toutes ses forces contre la Grande-Bretagne et l'Ouest.

Cette invasion de la Russie est aussi une tentative, de la part de Hitler, de diviser les peuples des Etats-Unis et du Commonwealth des nations britanniques et leurs alliés en se montrant comme l'ennemi du bolchévisme. Quelle que soit l'opinion que l'on professe sur la philosophie de la révolution russe, quelque condamnables que soient quelques-unes des actions prises par la Russie dans le domaine international, le fait aujourd'hui se pose comme suit: pendant qu'elle combat le Reich, ce n'est pas la Russie qui est une menace pour la liberté et la paix. Cette menace est l'Allemagne nazie. Davantage : une des conséquences de l'attaque allemande contre la Russie devrait être que les sympathisants russes dans le monde missent fin à leurs activités communistes.

Nécessité d'une opinion et d'un effort unis.

Cette diversion créée sur le front oriental devrait

permettre à la Grande-Bretagne et à l'Amérique de fortifier le front occidental. Cela n'implique pas un effort moindre mais un effort plus grand. Le temps n'est ni aux divergences d'opinions mais à une unité plus forte que jamais. La foi chrétienne, tant catholique que protestante, dépend pour sa survivance en tant que force civilisatrice parmi les hommes, de la destruction du nazisme. Toute force qui combat Hitler lutte aujourd'hui volontairement ou inconsciemment, pour la préservation de la civilisation chrétienne. Chaque jour de résistance que la Russie oppose à l'agression allemande, est un jour de plus pour la cause de la liberté et pour le développement de la puissance du Commonwealth des nations britanniques et des Etats-Unis d'Amérique.

N'oublions jamais que cette déclaration de guerre contre la Russie, selon les plans de l'Allemagne, doit la rendre plus forte, et rendre le Commonwealth des nations britanniques et nos alliés plus faibles. Nous devons toujours avoir à l'esprit cette vérité élémentaire. Tout homme qui combat l'ennemi avance d'autant notre cause.

N'oublions pas non plus que, si nous nous tournons du côté du Pacifique, nous faisons face à un continent en guerre depuis cinq ans, à une nation puissante et bien armée qui est en même temps un partenaire à l'axe de l'Allemagne nazie. De cet hémisphère, où que nous regardions, nous voyons un monde en proie aux flammes, à la destruction, se débattant dans les horreurs de la guerre.

LE DANGER D'ENCERCLEMENT MONDIAL

L'attaque allemande contre la Russie menace à l'est tout le continent asiatique. A l'ouest également, l'horizon asiatique s'assombrit. Quelques jours seulement avant l'invasion de la Russie, le Japon avait rompu ses relations commerciales avec les Indes néerlandaises. La guerre germano-russe lui fournit une nouvelle occasion de manifester son intention de développer sa sphère d'influence en Extrême-Orient. On s'inquiéta de savoir si le Japon lancerait ses forces armées contre la Russie ou contre l'Indochine et la Thailande ou contre les trois à la fois.

Le 24 juin, le Premier Ministre entreprit une tournée de l'ouest canadien au cours de laquelle il visita des centres d'entraînement de l'armée, de la marine et de l'aviation, des industries de guerre et les défenses de la côte du Pacifique. Une des raisons de cette tournée fut d'aider à la campagne de recrutement qui battait alors son plein. Le Premier Ministre fit quelques discours où on retrouva toujours ce thème du danger d'encerclement mondial.

LE DANGER D'ENCERCLEMENT MONDIAL

Discours prononcé à Winnipeg,

29 juillet 1941.

Au moment de la conférence de Munich, moins d'un an donc avant l'entrée du Canada en guerre, la Tchécoslovaquie semblait si éloignée du Canada que l'on se prenait à douter si, advenant une guerre en Europe, ce pays comprendrait que sa liberté était en jeu et qu'il lui serait nécessaire de prendre les armes pour tenir ce danger éloigné de nos rivages. La menace que les Nazis faisaient subir à la liberté apparaissait comme un phénomène qui dérangerait l'ordre européen mais qui ne tenterait pas de s'imposer au monde entier.

Les événements qui se succédèrent après Munich démontrèrent la nature et l'étendue de la menace nazie ainsi que la force et la terreur qui l'accompagnaient. Quand la Pologne fut attaquée, les observateurs s'étaient déjà rendu compte que Hitler cherchait quelque chose de plus que la domination de l'Europe centrale. A ce moment, son but apparaissait comme la domination de l'Europe; aujourd'hui on se rend compte que son ambition est sans borne, qu'elle est aussi grande que le monde.

Grandeur de la menace nazie.

Dès le début de la guerre j'ai tenté d'habituer le public à la magnitude de la menace nazie. Je ne m'excuse pas de vous répéter aujourd'hui ce que j'ai dit au début de cette guerre; vous vous rendrez mieux compte que ce que je craignais s'est réalisé.

Au cours de la session spéciale convoquée pour décider l'entrée du Canada en guerre, je tentai de brosser le tableau du danger, pour le Canada même, du conflit qui venait de se déclarer en Europe. Plusieurs me traitèrent d'alarmiste. Les événements démontrèrent que je n'avais rien exagéré. J'espère que ceux qui m'écoutent aujourd'hui, à la lumière de ce que je disais alors et de ce qui s'est produit depuis, ne verront aucune exagération dans ce que je dis aujourd'hui.

Avant de m'adresser à la Chambre des communes pour lui annoncer la politique du gouvernement relative à l'entrée en guerre du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne, j'avais lu une déclaration de Hitler où il disait que si l'Angleterre voulait combattre, le prix de sa défaite serait l'Empire Britannique. Quand je parlai devant le Parlement, je rappelai à ses membres que le Canada faisait partie de l'Empire Britannique et qu'il venait en tête des pays convoités par l'ennemi.

Je veux vous répéter ici ce que je disais en septembre 1939, à la Chambre des communes :

"Il n'est, sur la surface de la terre, aucun territoire qui renferme autant de richesse enfouie dans son sol. Nulle part ne se trouvent de telles étendues en mesure de nourrir, non pas des milliers, mais des millions de gens pendant de nombreuses générations. Non, l'ambition de ce dictateur ne se satisferait pas de la Pologne. A certaine époque, il ne demandait que les zones à populations de langue allemande. Mais nous avons assisté à la croissance de ses ambitions. Telle était peut-être sa pensée, il y a quelques années. Mais on sait comme l'ambition s'alimente elle-même, on sait que la soif du pouvoir rend un homme sourd à toute autre considération. Nous savons où et comment il a débuté, d'abord par la remilitarisation du Rhin. Hitler disait alors — je citerai ses paroles mêmes — qu'il ne songeait pas à l'annexion de l'Autriche. Puis il a pris la Tchécoslovaquie, après avoir donné sa parole d'honneur qu'il ne chercherait plus à conquérir de territoire. Ensuite, ce furent la Moravie, la Bohême, puis Memel.

Jusqu'où veut-il se glisser? Jusque dans ces contrées septentrionales, dont certaines affirment aujourd'hui leur volonté de neutralité? Je leur déclare que, si elles restent neutres dans le présent conflit et advenant la chute de l'Angleterre et de la France, aucune d'entre elles ne conservera longtemps son nom, aucune. Et, au cas où ce conquérant par ses méthodes de violence et de terreur, par des actes si barbares que personne au monde ne songerait à s'y abaisser, arrive à écraser les peuples d'Europe, que deviendra la doctrine d'isolement de notre continent nord-américain? L'Angleterre tombée, la France tombée, cette doctrine s'avérera un mythe. Il finira par ne plus y avoir d'indépendance, ni de liberté sur ce continent. La vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue. Il nous incombe à tous sur ce continent de faire notre part en aidant les autres pour sauver notre position priviligiée."

Grandeur du conflit.

Nous avons vu Hitler pénétrer dans les communautés au nord, au Danemark et en Norvège, à la suite de ses agents secrets, sa cinquième colonne. Nous l'avons vu attaquer dans la nuit les populations pacifiques du Danemark, de la Norvège, de la Hollande et de la Belgique, faisant tomber sur tous, hommes, femmes et enfants une pluie de destruction et de mort. Nous avons vu la France tomber. Tout ceci se passa durant les dix mois qui suivirent ma déclaration. Depuis nous avons vu la Grande-Bretagne combattre à armes inégales pour son existence même durant des mois. Il y a quelque temps seulement nous avons assisté au spectacle des hordes nazies balayant toute résistance des braves Yougoslaves et Grecs pour s'installer sur les rives de la Méditerranée et tenter l'invasion de la Terre Sainte. Après avoir vu le destin réservé à ceux qui tentaient par la neutralité de ne pas choisir entre les destructeurs et les défenseurs de la liberté; après avoir assisté au désastre de ceux qui tentaient de se tenir à l'écart; après avoir compris la férocité et la rapidité des conquêtes nazies, il est difficile de

croire que tout homme bien intentionné peut encore douter du danger d'encerclement mondial que représentent les ambitions de Hitler et de la réalité de la menace nazie.

Aujourd'hui Hitler tente de subjuger la Russie. En Méditerranée et dans le Moyen-Orient il menace Suez par la Grèce, la Crète et la Libye, il menace également Gibraltar par l'Espagne et l'Afrique du Nord française. Par la Russie, Hitler menace tout le continent asiatique.

La grandeur de ce conflit se manifeste par la grandeur des batailles qui y font rage. Ce fut d'abord la bataille de Pologne; puis vinrent celles de Norvège, des Pays-Bas, de France. Puis, l'ennemi fut repoussé pour la première fois durant la bataille de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui le monde se débat dans des batailles de continents et d'océans : la bataille d'Asie, la bataille d'Afrique, la bataille de l'Atlantique. Demain, ce sera peut-être la bataille du Pacifique.

La menace nazie se rapproche toujours davantage de cet hémisphère. Voilà la vérité que je voudrais vous faire accepter aujourd'hui, vérité que le Président et son administration tentent également de faire accepter par la population des Etats-Unis et des pays de l'Amérique latine.

Accès à l'hémisphère occidental.

Il y a deux ponts dont Hitler pourrait se servir pour venir ici s'il pouvait consolider ses positions en Europe : le pont du nord passe par la Norvège, les îles Faroë, l'Islande, le Groënland et Terre-Neuve jusqu'à nos rivages de l'Atlantique. C'est de ce passage que les Allemands voulaient s'assurer quand le "Bismark" coula le "Hood" au large des

côtes du Groënland. Le pont du sud passe par le Maroc, Dakar, les Açores, les îles du Cap-Vert puis, à travers l'Atlantique jusqu'au Brésil. On sait que les nazis ont déjà pénétré au Maroc et en Afrique occidentale. En Amérique latine, ils tentent d'imposer leur commerce depuis longtemps.

Le jour où je fis un discours à New-York, le vice-président des Etats-Unis, M. Henry Wallace appela les Canadiens : les Gardiens du pont du nord. Voilà qui décrit en peu de mots le rôle que le Canada a rempli durant ces deux dernières années.

Nous avons en effet été les gardiens de cette route du nord qui relie non seulement la Norvège à l'Amérique du Nord mais aussi le Canada et les Etats-Unis à la Grande-Bretagne. L'existence de ces deux ponts devrait nous rappeler à tous sur ce continent que, à moins qu'on ne réussisse à arrêter l'agression nazie, nous aurons à faire face, demain, à une bataille entre hémisphères.

Voilà les raisons qui ont poussé le Président durant cette dernière semaine, à commander aux troupes des Etats-Unis d'occuper l'Islande, d'assurer la protection du Groënland depuis quelques mois, de coopérer avec nos propres forces pour protéger l'île stratégique de Terre-Neuve sur terre, sur mer et dans les airs. Tout Canadien devrait être fier que, depuis le début des hostilités, le Canada ait pris sur soi de protéger Terre-Neuve, d'envoyer des troupes en Islande où elles protégeaient le pays. Nous ne nous sommes pas contentés de surveiller ce pont de l'Atlantique-Nord depuis le début de la guerre, nous l'avons également renforci.

Nous ne pouvons pas oublier non plus que, si nous tournons nos regards du côté du Pacifique, nous sommes en face d'un continent en guerre depuis cinq ans où se trouve un allié puissant de

l'Allemagne nazie. Partout où nous tournons nos regards nous voyons un monde en proie au feu, à la destruction et à la guerre. Chaque mois, le danger se rapproche davantage de ce continent. Ce cercle doit être brisé; cette menace, détruite. Autrement, toutes les ressources de cet hémisphère devront entrer dans le conflit.

Conséquences d'un triomphe nazi en Europe.

D'aucuns prétendent que Hitler n'osera jamais envahir ce continent. Admettons qu'ils aient raison, que Hitler s'arrêtera une fois l'Europe conquise : qu'arriverait-il alors?

Nous nous rendons déjà compte de la façon dont l'Allemagne nazie soutire toutes les ressources des pays conquis et réduits en esclavage pour augmenter sa production industrielle, véritable motif de sa puissance militaire. La France, les Pays-Bas, L'Europe Centrale lui fournissent les produits agricoles; Hitler veut maintenant y ajouter l'Ukraine.

Si l'Allemagne réussissait à se ravitailler de façon adéquate et si elle avait accès aux matières premières d'Afrique et d'Asie, elle deviendrait l'arsenal de tout le continent européen. Ayant le contrôle de toute l'industrie lourde, elle pourrait garder sa machine de guerre en parfait fonctionnement. Les nations vaincues n'auraient plus aucun moyen de résister aux nazis.

Revenons maintenant à notre hémisphère. Sans avoir envahi, l'Allemagne aurait porté un coup terrible à notre standard de vie. Pensons à l'agriculture en particulier; sans marché mondial, aucune prospérité permanente pour nos industries de base. Les préparatifs de guerre nazis, la guerre, le blocus

nous ont laissés avec un énorme surplus de produits agricoles tels que le blé que nous exportons en temps normal. Hitler, chef de l'Europe, ne ferait plus de commerce qu'avec l'Europe, ou alors, selon ses conditions. Seule la destruction de l'hitlérisme permettra la réouverture des routes commerciales, la restauration des marchés capables d'absorber notre surplus de production.

Non seulement n'y aurait-il plus de prospérité permanente, mais il n'y aurait aucun avenir pour la culture de l'Ouest dans un monde dont l'hémisphère oriental serait dominé par Hitler et ses satellites. Sans les marchés du vieux monde, nos plaines de l'Ouest passeraient par une période de sécheresse économique à côté de laquelle les périodes de sécheresse naturelle de ces dernières années paraîtraient anodines. Que la pluie tombe ou non, cela n'aurait plus d'importance : dans un vieux monde dominé par les nazis, l'Ouest canadien deviendrait un désert économique.

Lutte entre hémisphères.

L'agriculture serait la première victime d'une victoire nazie mais non la seule. A moins que le nouveau monde ne puisse égaliser puis dépasser la capacité industrielle de l'Allemagne, — et cela sans tenir compte de l'invasion, — toutes les ressources de ce continent, pour des années à venir, seront englouties dans cette terrible lutte entre hémisphères. Ce sera une course sans fin aux armements. Nous devrons recourir aux méthodes totalitaires pour parer à la menace totalitaire. Les armes réclameront de plus en plus de nos ressources; il en restera de moins en moins pour maintenir notre standard de vie et de civilisation. Si Hitler n'est pas vaincu dans le vieux monde, le nouveau monde,

pour maintenir son économie, pour lutter contre l'invasion, devra se soumettre à un standard aussi bas que celui imposé par Hitler aux peuples conquis.

Personne ne peut ignorer cette possibilité d'invasion. Si la Grande-Bretagne tombe, si les puissances intéressées à la liberté des mers ne gagnent pas la bataille de l'Atlantique, il y aura une tentative d'invasion du continent nord-américain aussi sûrement que la nuit succède au jour. Hitler a fait comprendre à notre génération que le monde ne peut pas vivre mi-esclave, mi-libre. De toute nécessité, il faut choisir aujourd'hui entre la liberté et l'esclavage; celui qui n'a pas choisi le parti de la liberté est déjà en esclavage. Voilà le dilemme dans lequel se trouvait le Canada en 1939. Nous voyions déjà se dessiner ce danger d'encerclement mondial et, tous unis, nous sommes allés à sa rencontre pour le vaincre. Aujourd'hui c'est tout notre continent qui se rend compte du danger.

Les Canadiens doivent être fiers d'avoir été, parmi les populations du nouveau monde, les premiers à avoir résisté à cette tentative hitlérienne de domination mondiale. Quand la guerre est venue, nous n'avons pas hésité à aller combattre pour la liberté sur le vieux continent voire dans le monde entier. Pour la deuxième fois durant une seule génération, notre pays est à l'avant-garde de la liberté.

Développement des forces armées du Canada.

Le Canada a joué un grand rôle dans la dernière guerre; dans cette guerre-ci son rôle est encore plus grand, quoique bien différent. Différent pour de nombreuses raisons. Notre grand objectif de 1914 à 1918 fut d'organiser une armée; c'est presque tout

ce que le Canada fut appelé à faire. Sur mer nous nous en remettions entièrement ou presque à la marine britannique; nous n'avions pas un corps d'aviation spécifiquement canadien; notre effort industriel était peu considérable. La Grande-Bretagne nous approvisionnait et nous aidait même à assumer les responsabilités financières de la guerre.

Passons maintenant au développement des forces armées du Canada durant cette guerre. Au début de la guerre, nous avions moins de 10,000 hommes en service actif dans l'armée, la marine et l'aviation; aujourd'hui nous en avons 300,000, sans compter les 170,000 de notre armée de réserve.

Notre marine, au début de la guerre comptait environ 20 navires et 2,000 hommes d'équipage; aujourd'hui elle compte 200 navires et 20,000 hommes d'équipage.

Au début de la guerre, nous avions 4,000 hommes dans notre milice active permanente; aujourd'hui nous en avons 200,000 prêts à servir partout où ils seront appelés. En outre les classes appelées à l'entraînement par la Loi de mobilisation des ressources naturelles resteront sous les armes jusqu'à la fin de la guerre pour servir au Canada. Ce qui permettra à un plus grand nombre d'enrôlés de s'engager pour service outre-mer.

Au début de la guerre, nous avions 4,000 aviateurs; nous en avons maintenant 60,000.

La marine canadienne a été active non seulement dans la protection de nos côtes et des convois mais elle a aussi participé à la défense des côtes britanniques. Treize escadrilles de la R.C.A.F. sont déjà en Grande-Bretagne cependant que de nombreux élèves du plan d'entraînement aérien ont déjà rejoint les rangs de la R.A.F. Des milliers de

pilotes et d'aviateurs canadiens se joindront à ces premiers groupes avant le fin de cette année.

Parmi les défenseurs de la Grande-Bretagne, on compte actuellement 82,000 soldats de l'armée active du Canada. Bientôt ils seront 100,000. Le Corps canadien de deux divisions et ses unités spécialisées est en Grande-Bretagne depuis plusieurs mois; des détachements de la troisième division d'infanterie et une brigade de tanks se sont déjà joints à ces deux divisions. Le reste de la troisième division et la quatrième division blindée se rendront en Grande-Bretagne cette année. Sans oublier les garnisons de troupes canadiennes stationnées à Terre-Neuve et aux Indes occidentales.

Les défenses côtières du Canada ont été améliorées et accrues de nouvelles batteries mieux outillées. Les ports les plus importants sont protégés contre les attaques sous-marines et les torpillages ce qui permet aux navires de guerre et à ceux de la marine marchande de rester à l'ancre sans danger pendant leurs courtes périodes de repos, de chargement et de réparation. Des balayeurs de mines, des navires affectés à la chasse aux sous-marins assurent la liberté des mers pendant que des avions de reconnaissance font la patrouille de nos eaux côtières, prêts à signaler toute attaque aérienne, de surface ou sous-marine. Les trois services de la défense travaillent en coopération constante et en harmonie pour faire face à toutes les situations.

A Terre-Neuve, le Canada prend une part importante à la défense de l'île et des ports; la protection de Terre-Neuve fait en effet partie du plan de défense de nos côtes de l'Est. Le nombre de soldats, de marins et d'aviateurs canadiens qui assurent cette défense grandit toujours; défense assurée

également en collaboration avec les troupes des Etats-Unis qui protègent les régions tombant sous leur juridiction d'après les termes de la loi de prêt-location et d'accord avec les plans établis par le Comité conjoint et permanent de défense canado-américaine.

Inutile d'insister ici sur l'énormité du programme d'entraînement aérien que nous avons mis sur pied au Canada; nous en voyons partout des témoignages concrets dans ces plaines de l'Ouest; ce programme, comme chacun le sait, dépasse de beaucoup les cadres du plan original. C'est que la plus grande partie de l'entraînement aérien pour tout l'Empire Britannique se fait au Canada.

Développement de l'industrie de guerre du Canada.

Il ne faut jamais oublier que le conflit dans lequel nous sommes engagés est une guerre de machines aussi bien que d'hommes. Le Canada peut s'enorgueillir de sa production de guerre. Nous sommes en train de mettre sur pied une industrie aéronautique complète.

Nos chantiers maritimes prennent des proportions formidables; nous avons déjà construit un grand nombre de corvettes et de balayeurs de mines tant pour la marine canadienne que pour la marine britannique. Ces corvettes font déjà l'orgueil de nos chantiers. Nous construisons également des cargos tellement nécessaires à l'heure actuelle; partout nos chantiers débordent d'activité pour parachever les navires qui transporteront les produits nécessaires à la Grande-Bretagne car nous faisons parvenir à ce pays tous les vivres que les navires peuvent transporter.

Depuis des mois nous fabriquons par centaines chaque jour des véhicules-moteurs pour nos propres forces et pour celles de Grande-Bretagne. Presque tous les véhicules employés par les troupes britanniques dans leurs campagnes nord-africaines étaient de fabrication canadienne. Les usines canadiennes fabriquent des mitrailleuses, des mortiers de tranchée, des bombes et des cartouches, des accessoires électriques et radiophoniques. Maintenant nous produisons des pièces de campagne dont la première sortit des usines de Sorel en la fête du Dominion. Avant la fin de l'année nous ajouterons à cette liste déjà imposante des canons anti-avions et anti-tanks, des fusils d'infanterie et des canons pour la marine.

Nos usines fabriquent des porte-mitrailleuses universelles depuis des mois auxquelles sont venus s'ajouter des tanks Mark 111 et des chars de bataille. Pour répondre aux besoins toujours grandissants de notre industrie la production de l'acier, des métaux de base et des autres matières premières nécessaires à la guerre s'est développée en conséquence. Le nombre des ouvriers a considérablement augmenté et il en faudra des milliers d'autres. Dans ce réservoir limité qu'est notre richesse en hommes, il faut prendre à la fois ceux qui fabriquent les outils comme ceux qui les manient.

L'appel aux armes.

J'ai déjà dit que personne aujourd'hui ne peut échapper au dilemme qui se pose: liberté ou esclavage. Le choix ne se pose pas seulement aux peuples et aux gouvernements : il se pose aussi aux individus, à chaque individu.

Voici comment j'entrevois l'appel aux armes auquel le Canada doit répondre aujourd'hui, appel qui s'adresse non seulement aux jeunes gens prêts à s'enrôler mais aussi à chaque homme, femme et enfant de notre pays parce qu'il touche à la vie de tous.

Nous croyons que cette guerre met en péril tout ce que les hommes libres apprécient et honorent de ce côté-ci de la tombe. Le droit de l'homme riche ou pauvre, d'être traité comme un homme; le droit de l'homme d'adopter les lois qui le régiront; le droit qu'il a de travailler où et à quoi il veut; le droit de la femme à la sérénité et à la sainteté de son foyer; le droit de l'enfant de jouer en toute sécurité sous un ciel serein; le droit du vieillard à la tranquillité de ses vieux jours; le droit de parler à cœur ouvert; le droit de prier à notre façon le Dieu auquel nous croyons.

Retenez bien cet appel aux armes dans le fond de votre cœur; placez-le en évidence dans nos villes et nos villages; dans nos maisons. La réponse ne se fera pas attendre.

N'oubliez jamais que chaque homme qui porte l'uniforme est un défenseur de la liberté; n'oubliez jamais que tout ce que le Canada accomplit durant cette guerre à laquelle il participe, il le fait de sa propre volonté. Mettez-vous en face de la réalité et il ne sera pas nécessaire de recourir à la contrainte pour remplir les cadres de l'armée canadienne appelée à servir outre-mer. Nous créerons une race d'heureux soldats dont les yeux seront le miroir de la liberté, cependant que leur cœur brûlera du désir de servir leur prochain. Voilà une ligne que l'ennemi ne pourra jamais détruire parce qu'elle représente aujourd'hui toute la force de notre jeune peuple, demain toute son histoire glorieuse.

TABLE DES MATIÈRES

Le Canada allié de la Grande Bretagne 11
L'entrée en guerre du Canada 17
La question en jeu 37
L'organisation de l'effort de guerre du Canada 55
Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique 73
Unité nationale et défense de la liberté 89
Feu Lord Tweedsmuir 103
Printemps 1940 : L'effort de guerre du Canada. 109
Nouvelles situations et nouvelles responsabilités 125
L'entrée de l'Italie dans la guerre 143
Administration de guerre 151
Eté 1940 : L'effort de guerre du Canada 161
Le travail et la guerre 167
Le Japon et l'ordre nouveau 179
Défense conjointe du Canada et des Etats-Unis : Accord d'Ogdenbourg 185
Ombres et lumières : La guerre qui nous attend 205
L'année qui fuit : L'année qui arrive 221
Effort total contre guerre totale 229
Rayons et ombres : Revue de la guerre 239
Le bill de prêt-location. Tournant de la liberté. 253
Un nouvel ordre dans le monde 259
L'apport du Canada à la liberté 265
L'invasion de la Yougoslavie et de la Grèce.. 275
Le conflit dans le Moyen-Orient 283
La déclaration de Hyde-Park : Coopération de défense économique 291
Vers la victoire 303
Aspects multiples de la guerre mondiale 313
L'Allemagne attaque la Russie 321
Le danger d'encerclement mondial 327

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

BNQ
000 323 045